

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ADMINISTRATION LÉGALE

ET

LA LOI DU 6 AVRIL 1910

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON
LE 13 JANVIER 1912, A 2 HEURES

PAR

ANDRÉ CHIROL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

— S O U S —

LE PUY

IMPRIMERIE PEYRILLER, ROUCHON ET GAMON

23, BOULEVARD CARNOT, 23

1912

L'ADMINISTRATION LÉGALE

ET LA LOI DU 6 AVRIL 1910

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, O. ✱, I. ☼, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ☼, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☼, professeur honoraire.

FLURER, I. ☼, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ☼, professeur de Droit criminel.

APPLETON (CHARLES), I. ☼, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ☼, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☼, professeur de Droit international public.

APPLETON (JEAN) I. ☼, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☼, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☼, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☼, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ☼, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. ☼, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. ☼, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ☼, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☼, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☼, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ☼, secrétaire.

Membres du Jury.

Président : M. JOSSERAND, *professeur.*

Assesseurs : MM. LAMBERT, *professeur.*

LÉVY, *professeur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'ADMINISTRATION LÉGALE

ET

LA LOI DU 6 AVRIL 1910

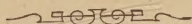
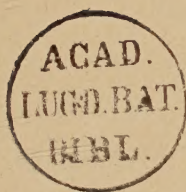
THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON
LE 13 JANVIER 1912, A 2 HEURES

PAR

ANDRÉ CHIROL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON



LE PUY

IMPRIMERIE PEYRILLER, ROUCHON ET GAMON

23, BOULEVARD CARNOT, 23

1912

A MON PÈRE

A MA MÈRE

L'ADMINISTRATION LÉGALE

ET LA LOI DU 6 AVRIL 1910

L'enfant mineur de 21 ans peut être titulaire de droits, aussi bien qu'un majeur; il peut acquérir, devenir propriétaire, créancier ou débiteur. Pourtant, il est incapable d'exercer lui-même et de faire valoir ses droits: tant qu'il n'est pas à l'âge de raison, son intelligence n'a pas atteint un développement assez complet pour qu'il puisse diriger convenablement sa personne et administrer heureusement son patrimoine; et quand il a dépassé cet âge, on peut dire encore avec juste raison qu'il manque de l'expérience nécessaire pour veiller lui-même à ses intérêts. Voilà pourquoi, dans tous les pays, le législateur donne à l'enfant mineur un représentant chargé de protéger sa personne et d'accomplir à sa place les divers actes juridiques que rend indispensables la nécessité de sauvegarder ses intérêts.

Mais, en ce qui concerne la manière d'organiser la représentation du mineur, la loi n'a pas adopté une règle uniforme. Lorsque l'enfant a perdu un de ses parents, la loi lui donne comme représentant un tuteur, qui sera le plus ordinairement le survivant de ses père et mère; il exercera la *tutelle* sous la surveillance de divers rouages: subrogé-tuteur, conseil de famille, tribunal, jouant ainsi le rôle d'un chef de gouvernement constitutionnel, en face d'une sorte de censeur et d'une assemblée délibérante. Une certaine

défiance se manifeste ainsi dans les prescriptions légales qui imposent au tuteur le contrôle étroit de ces divers rouages. Le régime sera encore le même, celui de la tutelle, si les deux auteurs de l'enfant sont morts.

Lorsque au contraire l'enfant a encore ses père et mère, tous deux vivants, il est placé sous la *puissance paternelle* de ses auteurs, exercée en principe par le père. S'agit-il de la personne de l'enfant? les droits et devoirs du père sont strictement délimités par la loi. S'agit-il de ses biens, au contraire? la loi française est restée à peu près muette, jusqu'en 1910, sur la manière dont ils devaient être administrés. Et ce silence était très compréhensible, car, le plus ordinairement, l'enfant mineur, du vivant de ses deux parents, ne possède pas de biens qui lui soient propres, et n'acquiert un patrimoine personnel qu'au décès de l'un de ses auteurs; ce n'est qu'à ce moment que se pose la question de l'administration de ses biens, et nous venons de constater qu'il y a lieu alors à tutelle.

Cependant, il peut arriver que, du vivant même de son père et de sa mère, le mineur ait des biens personnels. Ceux-ci, qui peuvent être considérables proviendront soit des successions de ses frères plus âgés déjà propriétaires, soit des libéralités à lui faites par des parents ou des tiers, soit d'autres sources encore. Il faut alors pourvoir à l'administration de ces biens, que l'enfant est incapable de gérer. Mais la tutelle n'est pas ouverte : qui donc administrera sa fortune, et comment sera-t-elle administrée?

Le Code Civil confie cette mission aux personnes mêmes qui exercent la puissance paternelle, dont elle est ainsi un attribut, c'est-à-dire en principe au père de l'enfant, et décide qu'il sera « administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs ». Cette mission, confiée au père par la loi, a reçu des interprètes le nom d'*Administration légale*, c'est elle qui fera l'objet de notre étude. D'après ce que nous venons de dire, on peut donc la définir comme étant le

pouvoir d'administrer les biens de l'enfant en tant que détenteur de la puissance paternelle.

Mais, à la différence de la tutelle, le père, administrateur légal, exerce ses pouvoirs avec une certaine indépendance : il n'est pas soumis à la surveillance d'un subrogé-tuteur ou d'un conseil de famille ; tout au plus reconnaît-on au tribunal un certain pouvoir de contrôle destiné à prévenir les abus possibles du despotisme paternel. Telle était du moins la situation sous le régime du Code Civil de 1804. La mission du père, disait-on, est une mission de confiance, on ne peut le soumettre à des obligations ou à des règles que la loi n'a édictées que pour le tuteur.

Malheureusement, on était loin d'être d'accord sur ces principes : un seul texte, l'article 389 du Code Civil pouvait fournir quelques indications sur les pouvoirs et les obligations de l'administrateur légal, et son laconisme permettait les solutions les plus divergentes. Peu de textes ont soulevé dans la doctrine et la jurisprudence des controverses aussi passionnées et donné lieu à des décisions aussi contradictoires.

Un pareil état de choses était fort préjudiciable aux intérêts des mineurs, car on n'avait aucune règle bien sûre qui eût permis de les défendre contre les dilapidations de leur père. Le besoin se faisait vivement sentir d'une intervention législative, et maintes tentatives furent faites au cours du siècle dernier, mais sans succès. Ce n'est que tout récemment, par une loi du 6 avril 1910, que l'administration légale a fait l'objet d'une réglementation précise, destinée à mettre fin aux nombreuses incertitudes nées en la matière.

Toutefois, cette loi n'est que le résultat immédiat des discussions antérieures ; elle s'inspire directement des difficultés soulevées par l'absence de réglementation et révélées par la lecture d'innombrables arrêts. Elle a, en effet, cherché le plus souvent, à consacrer par ses disposi-

tions, les opinions le plus généralement adoptées tant par la doctrine que par la jurisprudence.

Aussi, dans notre étude de l'administration légale, sera-t-il nécessaire d'exposer rapidement les précédents historiques d'où est sortie cette institution et les principales controverses qui existaient avant la loi du 6 avril 1910, afin de nous rendre compte des motifs qui, pour chacune de ses dispositions particulières, ont inspiré le législateur. Cette loi en effet n'a pas posé expressément un principe directeur, déterminant la nature et le caractère juridique de l'administration légale, principe auquel on puisse rattacher, comme autant de corollaires, ses différentes dispositions. Elle n'est qu'une simple juxtaposition de prescriptions diverses ne découlant pas d'un principe défini, accomplie avec la seule préoccupation de les rendre aussi nombreuses que possible. Nous aurons donc à rechercher quelles sont leurs origines dans le passé.

Voici donc le plan que nous suivrons pour une étude complète de l'administration légale.

Nous rechercherons d'abord les origines historiques de l'administration légale (chap. I^{er}) ; puis nous examinerons dans quel cas il y a administration légale (chap. II), et nous en rechercherons la nature, le législateur ayant laissé dans l'ombre cette question (chap. III) ; nous nous demanderons ensuite à qui appartient l'exercice de l'administration légale (chap. IV), quels sont les pouvoirs de l'administrateur légal (chap. V), et quelles sont ses obligations et les garanties accordées au mineur contre une mauvaise gestion (chap. VI) ; enfin, dans un dernier chapitre (chap. VII) nous verrons les causes qui mettent fin à l'administration légale et nous nous occuperons de la reddition de comptes de l'administrateur à la fin de sa gestion.

Comme on le voit, nous ne consacrerons pas de chapitre spécial aux législations étrangères, qui presque toutes avaient réglementé avant nous l'administration légale, bien

que le législateur français s'en soit plus d'une fois inspiré. Un chapitre n'y suffirait pas, et le résumé, même des principales de ces législations seulement, ne tarderait pas à devenir fastidieux. Nous ne négligerons pourtant pas la législation comparée, mais nous croyons préférable, à propos de chaque règle importante, d'établir un court rapprochement entre la solution consacrée par le droit français et celles qui sont admises par les lois étrangères. A notre avis, l'intérêt de notre étude ne pourra que gagner à l'adoption de cette méthode.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENT HISTORIQUES DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

En matière d'administration légale, comme sur presque toutes les matières dont il a traité, le Code Civil français s'est fortement inspiré de notre ancien droit, qui lui-même procédait de deux sources bien distinctes : le droit romain, qui passa dans nos pays de droit écrit, et le droit germanique, qui fut la base de la législation de nos pays coutumiers. Nous allons rechercher les institutions qui, aux diverses époques, se rapprochaient de notre administration légale et lui ont donné naissance, en nous occupant successivement : du droit romain ; — de la Gaule avant la conquête romaine ; — de la Germanie avant les invasions ; — de notre ancien droit, soit dans nos pays de coutumes, soit dans nos pays de droit écrit ; — de la période intermédiaire, et du Code Civil français. Nous verrons ensuite le sort fait aux dispositions du Code Civil par la réforme du 6 avril 1910.

Section I. — Le Droit romain.

§ 1^{er}. — DROIT ROMAIN ANCIEN.

Dans l'ancienne Rome, il ne pouvait être question d'administration légale. Cette institution suppose que le fils de

famille peut posséder un patrimoine propre. Mais le caractère absolu de la puissance paternelle ne permettait pas que le fils de famille pût rien posséder personnellement tant qu'il restait soumis à cette puissance.

Seul chef dans la famille, le *paterfamilias* avait sur la personne de ses enfants droit de vie et de mort ; il pouvait les vendre à un tiers par la mancipation, se servir d'eux comme d'un moyen de crédit et les donner en gage (1). S'ils avaient commis un délit, il pouvait, pour ne pas endosser la responsabilité de leur faute, les abandonner à la victime comme prix de la composition (abandon noxal) ; il pouvait les exposer, c'est-à-dire les abandonner, pour ne pas les avoir à sa charge ; il pouvait dissoudre leur mariage en répudiant sa bru ou son gendre (2), etc.

Le caractère rigoureux et absolu des pouvoirs du *paterfamilias* sur la personne de ses enfants, se manifestait d'une manière aussi énergique sur les biens qui pouvaient leur advenir. Le fils de famille, en effet, n'est pas toute sa vie incapable, et il a un pouvoir propre d'acquisition ; mais tant qu'il reste en puissance il n'acquiert pas pour lui, ses acquisitions tombent dans le patrimoine familial, et comme le *pater* est le chef de la famille, c'est lui seul qui devient propriétaire, c'est lui seul qui profite des acquisitions faites par ses enfants, de même que le maître seul profite des acquisitions faites par ses esclaves (3). Le fils n'a donc pas de patrimoine propre, et la question de l'administration légale du père de famille ne peut pas se poser, puisque le père, qui absorbe la personnalité de tous les autres membres de la famille, est aussi le seul propriétaire de tout le patrimoine familial.

(1) Novelle 134, 7.

(2) Paul, *Sentences*, liv. V, t. VI, § 5.

(3) Gaius, *Comm.*, II, § 87.

§ 2. — LES PÉCULES.

Cependant, sous l'influence des jurisconsultes, des philosophes et du christianisme, des règles aussi rigoureuses ne tardèrent pas à recevoir des adoucissements. Les droits exorbitants du père furent limités par la reconnaissance au profit du fils d'une certaine personnalité, et la *patria potestas* perdit de son caractère absolu, soit quant à la personne de l'enfant, soit quant à ses biens.

Quant à sa personne, le droit de vie et de mort du *paterfamilias* se trouve réduit, dès l'époque classique, à un simple droit de correction, et Constantin (1) punit des peines du parricide, dans tous les cas, celui qui aura tué son fils. Le droit de manciper l'enfant est limité par son exercice lui-même : d'après la loi des Douze Tables, après trois mancipations, le fils est libéré de la puissance paternelle. Caracalla et Dioclétien prohibent l'aliénation des enfants (2), et sous Constantin elle n'est plus permise qu'au cas d'extrême misère du père et seulement pour un enfant nouveau-né (*sanguinolens*) (3). L'exposition des enfants nouveau-nés, qui les fait passer sous la puissance de celui qui les a recueillis, finit aussi par être prohibée (4). L'abandon noxal, de moins en moins pratiqué, fut supprimé complètement par Justinien (5). Enfin, vers le temps des Antonins, fut supprimé le droit du père de dissoudre le mariage de son enfant en répudiant son conjoint (6).

(1) Loi I, Code, de *his qui parric.*, IX, 17.

(2) Caracalla : loi 1, Code, de *liber. caus.*, VII, 16 ; Dioclétien, loi 1, Code, de *patribus qui fil. distrax.*, IV, 43.

(3) Paul, *Sentences*, V, 1, § 1. — Constantin, Code, loi 2, IV, 43.

(4) Loi 2, Code, de *inf. expos.*, VIII, 52 ; — Dig. loi 4, de *agnosc. lib.* XXV, 3.

(5) Institutes, § 7, de *nox. act.* IV, — 8.

(6) Paul, *Sentences*, liv. V, t. VI, § 5. Cf. Girard, p. 160, n 1.

Quant aux biens, le fils, à qui on reconnaît peu à peu une personnalité, peut avoir des biens distincts de ceux de son père et posséder un patrimoine propre. Ce patrimoine consiste dans ce qu'on appelle *les pécules*.

Le *pécule profectice* d'abord. Il était constitué par les biens que le père de famille lui-même confiait à son fils pour favoriser son initiative et lui permettre d'entreprendre un commerce à son compte. Ce pécule constitué par le père (*a patre profectum*, disent les commentateurs), était déjà devenu assez commun dès le temps de la République. Mais la propriété de ce pécule appartenait toujours au père, qui pouvait même le reprendre à son gré, et le fils n'avait sur lui que des droits d'administration (1). Le principe ancien d'après lequel les acquisitions du fils profitaient au père restait intact.

Au contraire, avec la création des pécules « *castrense* » et « *quasi-castrense* », et surtout avec l'établissement des biens *adventices*, ce principe recevait une atteinte profonde, car le fils a sur les biens qui composent ces trois pécules, un droit de propriété personnel et complet.

Le *peculium castrense* (2) comprend les biens que le fils acquiert comme militaire : sa solde, sa part dans le butin et dans les distributions de terre, son équipement, les libéralités à lui faites en considération de sa qualité de soldat, etc. Ce privilège, concédé probablement par César à ses soldats, mais seulement de façon provisoire, fut accordé définitivement par Auguste à toutes les armées de l'Empire, et confirmé par ses successeurs. Les biens qui font partie de ce pécule sont la propriété du fils lui-même : il peut les aliéner à titre onéreux et même à titre gratuit ; il peut les engager en empruntant, malgré la prohibition du sénatus-

(1) Ulpien, loi 7, Dig. de donat., XXXIX, 5, — Loi 1, § 2, Dig. de verb. signif., L, 16.

(2) Macer, loi 11, Dig. de castr. pec., XLIX, 17.

consulte Macédonien (1); il peut même devenir, *ex causa peculiari*, créancier ou débiteur du *paterfamilias* sous la puissance de qui il se trouve, en traitant avec lui (2); il peut, relativement à son pécule figurer en justice, même contre son *paterfamilias* (3). S'il meurt *intestat* avant le père, celui-ci les prend, jusqu'à Justinien, *jure peculii* et non *jure hereditario* (4); mais il peut en disposer par testament, d'abord seulement s'il est en activité de service, ensuite, depuis Hadrien, même s'il a quitté l'armée (5). En un mot, il est regardé, quant à l'administration de ce pécule, suivant l'expression d'Ulpien : *vice patrisfamiliae* (6).

Au contraire, le *paterfamilias* n'a plus ici aucun des droits qui lui appartenaient sur le pécule profectice. Il ne peut pas lui retirer les biens qui en font partie, il n'a sur eux aucun droit d'administration, et il leur reste en principe complètement étranger.

La faveur faite par Auguste aux militaires fut étendue par Constantin et par ses successeurs aux fils de famille qui exerçaient un office dans le palais impérial (*palatini*), pour former le pécule *quasi-castrense* (7). C'était pour les empereurs le meilleur moyen de s'assurer le dévouement de leur entourage. On assimila ensuite progressivement aux *palatini* les officiers du prétoire, ceux qui exerçaient une profession libérale, comme les avocats, puis tous les fonctionnaires publics et les fonctionnaires ecclésiastiques (8). Leur

(1) Loi 1, Dig., de *S. C. Macedon.*, XIV, 6.

(2) Loi 2, *pr. de contr. emptione*, Dig., XVIII, 1. — Loi 15, § 1, Dig., XLIX, 17.

(3) Loi 4, Dig., de *judiciis*, liv. V, t. I.

(4) Ulpien, Dig., XLIX, 17, loi 2. Il en résulte notamment que le père ne sera tenu des dettes que jusqu'à concurrence de l'actif du pécule.

(5) Institutes, liv. II, t. XII. *Quibus non est perm.*, pr.

(6) Ulpien, loi 2, Dig., de *S. C. Macedon.*, XIV, 6.

(7) Loi 1, Code liv. XII, t. XXX (XXXI), *De castr. omn. palat. peculio*. — Code Théod., VI, 35, 15.

(8) Loi 6, Code, *De castr. pec. milit. et præfect.*, l. XII, t. XXXVII. — Loi 5, Code, *De Silentariis*, l. XII, t. XVI. — Lois 4, 8 et 14, Code, *De advoc.*

pécule consistait dans les biens acquis dans ces fonctions : émoluments attachés à leurs charges, économies faites sur leurs traitements, libéralités reçues du prince, fruits de leurs spéculations, etc. Sur tous ces biens, le fils de famille fonctionnaire avait les mêmes droits que le militaire sur le pécule *castrense*, sauf le droit de tester, qui ne lui fut reconnu, tout au moins de façon définitive, que par Justinien, en l'an 532 (1).

Mais les pécules *castrense* et *quasi-castrense*, dont l'existence nous montre que le fils de famille peut avoir un patrimoine propre, nous laissent encore loin de l'institution française de l'administration légale, puisque le *paterfamilias* n'avait aucun droit sur les biens qui les composaient, leur administration, comme leur propriété, étant le privilège du fils.

§ 3. — LES BIENS ADVENTICES.

On peut cependant trouver à Rome des antécédents à notre administration légale dans l'établissement des *bona adventicia*. Ici, le droit de propriété est fixé sur la tête du fils, et le droit d'administration appartient au père, en même temps que l'usufruit.

En créant les pécules *castrense* et *quasi-castrense*, le législateur n'avait pas eu pour but de restituer au fils de famille sa capacité, ni de réagir contre les effets rigoureux de la puissance paternelle, il avait obéi à des considérations politiques. Au contraire, en créant les biens adventices, les empereurs se proposaient directement de remédier à certaines conséquences injustes de l'ancienne *patria potestas*, telle que l'établissait la législation quiritaire. De plus, leur

divers. judic., l. II, t. VII. — Loi 7, Code, *De adssessoribus*, l. I, t. LI. — Loi 34, Code, *De episcopis et clericis*, l. I, t. III.

(1) Loi 37, Code, *De inofficioso test.*, III, 28.

acquisition ne se rattache pas à l'exercice d'une fonction quelconque : elle intéresse tous les enfants, même les filles, qui, elles aussi, peuvent avoir des biens adventices.

Le pécule adventice prit naissance, comme le pécule *quasi-castrense*, sous Constantin. Jusque-là, l'enfant en puissance acquérait toujours pour son père les successions auxquelles il était appelé : or, si le fils avait ainsi fait des acquisitions considérables, qui avaient augmenté le patrimoine paternel, sa part, à la mort du *paterfamilias*, ne s'en trouvait pas plus forte que celle de ses frères. Bien plus, le père pouvait disposer librement de l'hérédité qu'il tenait par son fils, et il était à craindre qu'elle fût complètement dissipée avant la mort du *paterfamilias*. Cela parut choquant depuis le sénatusconsulte Orfitien, rendu sous Marc-Aurèle, qui appela les enfants à la succession de leur mère avant tous autres héritiers. Constantin décida, en 319 (1), que cette succession appartiendrait en propre à l'enfant, mais « pour ne pas préjudicier à la piété et à la vénération dues au nom sacré que portent les pères de famille », ils conserveraient néanmoins l'usufruit de ces biens. « Que les pères jouissent donc de ces biens, dit Constantin, mais que la permission de les aliéner leur soit retirée désormais » (2).

Le pécule adventice était donc formé par les biens recueillis par l'enfant à titre d'héritier testamentaire ou légitime de sa mère, et la mesure édictée par Constantin ne concernait que ces biens (*bona materna*). Mais elle fut étendue successivement, par des constitutions impériales, aux biens provenant à titre gratuit des ascendants maternels (*bona materni generis*) (3) et à ceux que l'enfant reçoit de son conjoint ou de son fiancé (4). Enfin Justinien, renversant le principe ancien auquel on avait apporté déjà tant d'excep-

(1) Loi 1, Code, *De bonis maternis*, VI, 60 ; an 319.

(2) Code Théod., VIII, 18, loi 1 in fine.

(3) Loi 2, Code, *De bonis mat. et mat. generis*, VI, 60 ; an 395.

(4) Loi 1 et loi 5, au Code, *De bonis quæ liberis*, VI, 61 ; ans 426 et 471.

tions, décida, en 529, que tous les biens acquis par l'enfant, *ex quibuscunque causis*, lui appartiendraient en propre et viendraient grossir son pécule adventice ; il exceptait toutefois ceux qui formaient son pécule *castrense* et *quasi-castrense*, maintenus à son profit, et ceux qui proviendraient *ex re vel substantia patris*, par exemple d'une libéralité faite à l'enfant par son père.

Les acquisitions provenant *ex re patris*, rentraient dans le pécule profectice, sur lequel le père conservait ses anciens droits (1). Les autres biens formaient ce qu'on a appelé le pécule adventice, mais qu'il est préférable d'appeler simplement les *biens adventices*, parce qu'à la différence des vrais péculs, ils ne peuvent retourner au père que *jure hereditario* et non *jure peculii* (2), et forment un patrimoine à part, objet d'une véritable succession *ab intestat*.

La caractéristique des biens adventices consiste, avons-nous vu déjà, en ce que la propriété en appartient à l'enfant, tandis que la jouissance et l'administration sont attribuées au père ; tout comme dans notre droit les biens appartenant à l'enfant sont soumis à la jouissance et à l'administration du père. C'est en effet à l'occasion de ces biens qu'on voit apparaître pour la première fois un ensemble de règles qui se rapproche nettement, au moins quant aux principes dominants, de notre institution moderne de l'administration légale. Nous allons examiner d'un peu près quels sont les droits respectifs du père et de l'enfant sur les biens adventices.

A. — Droits du père sur les biens adventices.

En ce qui concerne le père, le principe est qu'il en a l'usufruit, et, par conséquent, qu'il a le droit de les administrer.

(1) Institutes, § 1, in fine, *per quas pers. nobis acquiritur*, II, 9.

(2) Code, loi 3 pr. ; *De bonis quæ liberis*, VI, 61.

Mais ce n'est pas là un usufruit ordinaire : l'usufruitier, en général, doit donner caution à son entrée en jouissance, faire un inventaire, rendre des comptes, etc., obligations qui n'existent pas ici.

Le *paterfamilias*, usufruitier des biens adventices, n'est pas tenu de dresser un inventaire des biens advenus à son enfant, ni de fournir une caution; aucune caution *se boni viri arbitrato usurum*, aucune caution *rem pupilli salvam fore* (1), à cause, dit le texte, du respect qui est dû à la puissance paternelle (*paterna reverentia*). A la fin de son usufruit et de son administration, il n'a pas, en principe, à rendre compte (2). Cependant, en ce qui concerne les *bona materni generis* et les *lucra nuptialia*, il devait se conduire en bon administrateur et apporter à son administration la plus grande diligence (3). Et Justinien, pour garantir la restitution des *bona materna* et des *bona nuptialia*, accorde à l'enfant, sur les biens de son père, une hypothèque légale, tacite et générale, qui prend rang au jour même de son entrée en jouissance (4). Si, pour une raison quelconque, il ne peut représenter ces biens, à la cessation de l'usufruit, il est présumé en faute et en est responsable. Quant aux autres *bona adventicia*, le fils n'a plus la garantie de l'hypothèque légale, et même Justinien dispense le père de rendre compte. Celui-ci peut les administrer à sa fantaisie (5), mais, bien que la loi n'édicte aucune sanction, il ne doit pas les détériorer et doit se conduire en bon père de famille; malgré sa liberté, il n'échappe pas à toute responsabilité, seulement la preuve de la mauvaise administration

(1) Loi 8, § 4, Code, *De bonis quæ liberis*, VI, 61. — Novelle 22, c. 41.

(2) Loi 6, § 2, et loi 8, § 4, Code, VI, 61. La loi 6 dit : « Non audeant filii-familias ratiocinia patri super administratione inferre ».

(3) Loi 1, Code, *De bonis mat.*, VI, 69 : « omnem debent tuendæ rei diligentiam adhibere ».

(4) Loi 6, § 5, Code, *De bonis quæ liberis*, VI, 61.

(5) Loi 6, § 2, Code, *ht.* « plenissimam potestatem uti frui gubernareque res prædicto modo acquisitas ».

incombera à l'enfant, ce n'est plus le père qui devra rendre compte de sa gestion.

Si le père peut librement administrer les biens adventices, il ne peut pas en disposer, ni directement, ni indirectement. Ce sont des *bona quæ servare necesse est*. Toute aliénation, toute constitution d'hypothèque sur ces biens lui est interdite (1); s'il a contrevenu à ces prohibitions, ses actes ne sont pas opposables au fils, qui triomphera dans la revendication de ces biens, sans que le tiers détenteur puisse lui opposer aucune prescription commencée pendant la durée de la *patria potestas*.

Cependant, la prohibition d'aliéner les *bona adventicia* n'était pas absolue. On admit un certain nombre d'exceptions motivées soit par la nécessité manifeste de l'aliénation, soit par l'avantage certain que l'enfant doit en retirer. Par exemple, si une succession grevée de dettes ou chargée de legs ou de fidécummis, est échue au fils, le père doit aliéner afin de désintéresser les créanciers héréditaires ou de payer les charges (2); de même, le père qui est dans une extrême misère peut aliéner et hypothéquer les biens adventices pour nourrir ses enfants (3). Mais dans tous les cas l'aliénation doit être faite *fili nomine*.

Quant aux fruits ou revenus qu'il retire de son usufruit, il doit s'en servir pour payer les dettes relatives à ces biens (4), et il a, sur le reste, un droit de disposition absolu; les biens qu'il acquerra avec eux lui appartiendront en pleine propriété.

C'est le père, administrateur et usufruitier, qui a l'exercice des actions, actives ou passives, relatives aux biens adventices, même si elles concernent la propriété (5).

Si une succession échoit à l'enfant impubère, qui par

(1) Loi 4, Code, ht., et loi 6, Code, *De rebus alienis*, IV, 51.

(2) Loi 8, § 4, Code, VI, 61.

(3-4) Loi 8, § 4 et 5, Code, *De bonis quæ liberis*, VI, 61.

(5) Loi 8, § 3, Code, ht.

suite ne peut faire adition, c'est le père qui aura à prendre parti sur cette succession. Mais le parti qu'il aura pris ne sera pas définitif : malgré la répudiation, l'enfant devenu *sui juris* pourra accepter avec le consentement de son tuteur ou de son curateur, sans pouvoir ensuite se faire restituer *in integrum* contre cette acceptation ; et si le père a accepté, l'enfant pourra néanmoins demander la *restitutio in integrum*. Si l'enfant à qui la succession est acquise est pubère, mais mineur de 25 ans, le père peut faire adition et lier ainsi l'enfant si celui-ci y consent. Si le fils s'y oppose, c'est le père qui acquiert la succession à ses risques et périls ; si le fils veut accepter, malgré son père, il le peut avec le consentement d'un curateur à l'hérédité nommé par le juge, et ce curateur administrera les biens de l'enfant jusqu'à sa majorité ; le mineur aura toujours l'*in integrum restitutio*. Enfin, si l'enfant a plus de 25 ans, il peut accepter malgré l'avis contraire de son père, et cette adition n'a d'effet que par rapport à lui (1).

Enfin, il est possible que les biens proviennent à l'enfant d'un legs, et que le testateur l'ait accompagné d'une clause enlevant l'usufruit au père : en ce cas, l'administrateur sera la personne désignée dans le testament, et si le testateur n'a rien dit, ou si l'administrateur désigné refuse cette charge, le magistrat nommera un curateur (2).

B. — *Droits du fils sur les biens adventices.*

Si les droits du père sur les biens adventices étaient assez considérables, ceux du fils, tant qu'il restait soumis à la *patria potestas*, étaient en revanche fort limités. Le

(1) C'est un des cas où il y a lieu au « pécule extraordinaire ». Cf. *infra* p. 19. — Voir aussi, loi 8, § 3, Code, ht.

(2) Nouvelle 117, c. 1.

filz de famille, quoique nu-propriétaire de ces biens, ne peut exercer aucune action relativement à eux (1); il ne peut aliéner sa nue-propriété ni directement ni indirectement, à moins qu'il n'ait le consentement du père usufruitier (2). Aucune loi ne lui accorde le droit d'en disposer par testament, même avec le consentement du père (3). S'il meurt sous la *patria potestas*, ces biens forment l'objet d'une véritable succession *ab intestat* (4).

Mais lorsque l'enfant devient *sui juris*, il prend plein pouvoir sur tous les biens adventices, il peut les aliéner et en disposer à sa guise; toutes les limites qui restreignaient sa liberté pendant qu'il était *in potestate* disparaissent à ce moment. Le droit d'usufruit et d'administration du père cesse complètement quand disparaît la puissance paternelle, soit par la mort du *paterfamilias*, soit par l'émancipation de l'enfant (5).

C. — Des biens adventices extraordinaires.

Tels étaient les pouvoirs respectifs du *paterfamilias* et de l'enfant sur les biens adventices. Pour être complet, il nous faut indiquer en passant une catégorie spéciale de

(1) Loi 8, Code, *De bonis quæ liberis*, VI, 61.

(2) Loi 8, § 5, Code, ht.

(3) Loi 8, § 5, Code, ht. Voir aussi loi 3, § 1, Code, *qui test. facere possint*, l. VI, t. XXII et Institutes, pr. liv. II, t. XII, *quibus non est permis. test. facere*.

(4) Les règles de la dévolution de cette succession ont varié plusieurs fois. Voyez, lois 3 et 4 au Code, VI, 61, et Justinien, nouvelle 118.

(5) On pouvait craindre que le père refusât d'émanciper l'enfant s'il eût dû perdre ses droits sur les biens adventices. Pour ne pas entraver les émancipations, Constantin décida qu'en ce cas le père garderait, en pleine propriété, un tiers des biens adventices (*præmium emancipationis*). Justinien a remplacé ce tiers en propriété par une moitié en usufruit. (Inst. § 2, II, 9, et loi 6, § 3, au Code, VI, 61.) Mais le père conservait l'usufruit et l'administration des biens adventices lors même qu'il se remariait, par égard pour ses prérogatives de *paterfamilias* (Inst. § 1, II, 9).

biens appartenant à l'enfant, qui ne rentrent dans aucun des pécules déjà examinés, qu'on peut bien, si l'on veut, ranger parmi les biens adventices, mais qu'il faut cependant mettre à part parce que le père n'en a pas l'usufruit. On les a appelés : *bona adventicia extraordinaria*. Ils comprennent notamment : les biens qui peuvent advenir au fils par suite de l'acceptation par lui-même d'une succession dévolue au père et refusée par ce dernier (1); les biens donnés ou légués à l'enfant à la condition que le père n'en aura pas l'usufruit (2), etc.

Ces biens appartiennent au fils de famille en pleine propriété; il les administre à sa guise, et librement, sauf à demander le consentement de son père pour ester en justice (3). Il peut en disposer entre vifs, mais non par testament (4). Toutefois, au cas d'incapacité du fils, l'administration des biens adventices extraordinaires est attribuée au père, ou à un curateur nommé par le magistrat (5) quitte au fils à la reprendre quand il ne sera plus *imperfectæ ætatis* (6).

Nous avons ainsi passé en revue les divers cas où le fils de famille pouvait posséder des biens personnellement au lieu de les acquérir, comme autrefois, pour le *paterfamilias*. De cette étude il résulte, au point de vue qui nous occupe, qu'une distinction fondamentale doit être établie entre, d'une part, les pécules profectice, *castrense* et *quasi-castrense* et les *bona adventicia extraordinaria*, et d'autre

(1) Loi 8, Code, *De bonis qua lib.*, VI, 61.

(2) Nov. 117, c. 1. Autres cas : loi 50, Dig. *ad S. C. Trebel*, XXXVI, 1; loi 6, § 3 et loi 8, § 6, au Code, VI, 61; Nov. 134, c. 11, etc.

(3) Loi 8, pr. Code, VI, 61.

(4) Loi 11, Code, *Qui test. fac. possunt*, l. VI, t. XXII. L'incapacité de tester des fils de famille ne comporte d'exception que pour les pécules *castrense* et *quasi-castrense*.

(5) Loi 7, pr. Code, *De Curatore furiosi*, V, 70.

(6) Nov. 117, ch. 1, § 1.

part les biens adventices ordinaires. Si la création de chacun de ces pécules, qui se fit progressivement, dans un long espace de trois siècles, de Constantin à Justinien, vint porter peu à peu atteinte à la règle qui attribuait au père toutes les acquisitions du fils, seuls les *bona adventicia* peuvent être considérés comme un antécédent lointain de notre administration légale.

Sans doute, beaucoup de différences de détail séparent l'administration légale du droit français de l'administration du *paterfamilias* romain, notamment au point de vue de l'étendue, car les pouvoirs du père n'avaient pas les mêmes limites; au point de vue de la durée, puisque cette administration ne cessait pas à la mort de la mère, alors qu'aujourd'hui son décès donne ouverture à la tutelle; au point de vue de leur fondement, le droit d'administration du père, à Rome, étant un corollaire de son usufruit et étant établi dans son intérêt pour lui permettre de tirer, pour lui-même, le meilleur parti possible des biens de l'enfant (1), alors qu'aujourd'hui, au contraire, le droit d'administration du père est établi uniquement dans l'intérêt de l'enfant.

Mais, à l'analyse, la structure des deux institutions est la même, et dans les deux cas il s'agit de biens dont la propriété appartient à l'enfant et placés, de par la loi, sous l'administration du père de famille. La législation de Justinien sur les divers pécules tendait donc déjà fortement à se rapprocher de notre droit actuel de l'administration légale.

Section II. — La Gaule avant la conquête romaine.

Avant la conquête de la Gaule par les Romains, l'enfant pouvait-il avoir un patrimoine propre ? quels étaient les droits de

(1) De là l'absence presque complète de mesures de protection ou de garantie pour l'enfant.

de son père sur ce patrimoine ? Nous n'avons malheureusement là-dessus aucune donnée précise, pas plus d'ailleurs, d'une manière générale, que sur la puissance paternelle des Gaulois. Les écrits de César, qui constituent à peu près les seuls documents auxquels on puisse recourir, ne nous apprennent que fort peu de chose, et l'on en est réduit presque partout à des conjectures.

Tout au moins peut-on penser, avec quelque apparence de raison, en s'appuyant sur ce que l'on connaît de la famille celtique en général et sur le fait du voisinage des Germains, que le régime des biens était celui de la *copropriété familiale*. Le père administrait les biens comme chef de la famille ; mais l'idée de copropriété était si forte qu'il ne pouvait les aliéner ou en disposer sans le consentement du fils (1). Mais ce ne sont là que de simples probabilités, et, en tout cas, rien ne permet de pousser la conjecture plus avant et d'essayer de deviner si le fils pouvait avoir un pécule distinct du patrimoine familial.

Section III. — Les Germains avant les invasions.

Nous n'avons guère plus de détails sur les Germains avant les invasions que sur les Gaulois avant la conquête de César. Il y a bien les écrits de César et de Tacite, mais leur témoignage est sujet à caution. Nous avons aussi quelques textes de lois germaniques : sans doute, elles n'ont été rédigées qu'après les invasions, mais on peut croire que ces lois consacraient, au moins en partie, un état de choses antérieur, et n'apportaient pas à cette situation de fait un brusque changement.

En droit germanique, d'après les renseignements que nous possédons, les biens n'appartiennent pas à l'individu,

(1) Lefèrrière, *Histoire du Droit* t. I, 175.

mais à la famille considérée comme une société. Le père est le chef de cette société, mais ses pouvoirs sur les biens ne sont pas absolus : il est considéré non comme propriétaire, mais comme administrateur des biens communs ; aussi ne peut-il les aliéner sans le consentement de ses enfants, dont s'accuse par là le droit sur la fortune familiale. Le *mundium*, ou puissance du chef de famille, est surtout une mesure de protection pour l'enfant et non pas un pouvoir absolu du père ; ce pouvoir cessé quand l'enfant est en âge de porter les armes, et ne subsiste pas, comme à Rome, pendant toute la vie du père de famille.

On reconnaît donc à l'enfant une individualité propre, et avec le temps, quand les tribus germaniques ont quitté la vie errante pour la vie agricole, quand la propriété individuelle est connue, il peut très bien avoir une fortune personnelle (1) ; elle sera administrée par le père en qualité de *mainbour* de ses enfants, jusqu'à leur majorité. C'est ainsi qu'à la mort de la mère, la dot est réservée aux enfants du mariage pour lequel elle a été constituée (2). De même, les enfants conservent en propre les biens laissés par leur mère (3), les biens que leur donne le guerrier qui leur coupe la chevelure pour la première fois (4), et en général tout ce qui leur vient par libéralités.

Ces biens sont administrés par le père, puisque le fils est incapable, *usque ad perfectam ætatem* (5) ; il les gère seulement et n'a pas sur eux un droit de disposition ; il ne peut ni les vendre ni les donner (6). Et quand le *mundium* prend fin, c'est-à-dire quand l'enfant atteint sa majorité ou s'établit séparément, le père doit restituer au fils la fortune qui lui est personnelle (7).

Ces règles du droit germanique eurent une influence con-

(1, 2, 3 et 5) *Lex salica, capita extrav.*, titre VIII.

(4) *Capita leg. sal. addita*, dans Pertz, IV, p. 6.

(6) *Lex Burgundionum*, 85, 2 s.

(7) *Lex Wisigothorum*, IV, 4. — Formules de Marculfe, II, 9.

sidérable sur certaines coutumes de la Gaule ; nous ne tarderons pas à le constater et à voir comment le *mundium* germanique devint la seule autorité paternelle dans les pays du nord et du centre de la France.

Section IV. — Ancien droit de la France.

Les législations romaine et germanique exercèrent chacune leur influence sur une partie de la France. La Gaule, conquise par les Romains, adopta peu à peu leurs lois et leurs mœurs. Les provinces du Midi surtout, dont les coutumes étaient déjà fortement imprégnées de droit romain, soumises plus directement aux influences des vainqueurs, acceptèrent sans difficulté la loi romaine comme loi véritable, comme loi écrite et impérative. L'invasion des Francs n'eut pas d'effet sérieux sur cette romanisation du Midi.

Au contraire, les Celtes du Nord et de l'est de la Gaule, voisins des Germains, pénétrés depuis bien longtemps par une invasion pacifique et lente qui précéda de fort loin les invasions guerrières du ^v^e siècle, et très éloignés de Rome, avaient une tendance toute naturelle à s'inspirer des vieilles coutumes germaniques, qui s'implantèrent dans leurs régions et se mêlèrent à leurs vieilles traditions.

De là la division célèbre de l'ancienne France en *pays de droit écrit* et *pays de coutumes*, subissant les uns l'influence romaine, les autres l'influence germanique. Nous conserverons cette division traditionnelle pour examiner les pouvoirs du père sur les biens de ses enfants dans notre ancien droit.

§ 1^{er}. — PAYS DE DROIT ÉCRIT.

Dans les pays de droit écrit s'était maintenue la *patria potestas* romaine : les pouvoirs du père sur les biens de

l'enfant subsistèrent tels qu'ils existaient à Rome, et l'invasion des barbares laissa intacts les principes romains, grâce au système de la personnalité des lois.

Mais ce n'est pas le droit de Justinien qui s'appliqua d'abord : à l'époque de Justinien, au ^{vi}^e siècle, la Gaule s'était déjà séparée de l'Empire, et le droit établi par cet empereur n'avait point pénétré chez elle. La Gaule vécut d'abord sur le droit du Code théodosien, qui passa dans le Bréviaire d'Alaric, et ce n'est que vers le ^{xii}^e ou le ^{xiii}^e siècle, et au moment de la Renaissance, que le droit de Justinien produisit une influence directe sur les pays de droit écrit et se substitua au Code théodosien, mais son influence persista jusqu'à la Révolution.

Le principe était toujours que les biens acquis par le fils appartiennent au père (1), mais les pécules subsistent : le fils est plein propriétaire de ce qu'il a acquis à l'armée, comme fonctionnaire, ou au service de l'Église, et de ce qui lui a été donné ou légué avec la clause que le père n'en aura ni l'administration ni l'usufruit. Pourtant, on distinguait parfois difficilement les pécules profectice ~~et~~ adventice, car on ne pouvait pas toujours savoir si en fait un bien avait été acquis par le fait ou à l'occasion du père, ou bien s'il provenait du travail du fils ou de libéralités à lui faites. On admettait généralement, semble-t-il, qu'au cas où le fils avait un domicile distinct de celui de son père ou exerçait un commerce propre, les biens qu'il acquérait étaient présumés faire partie des biens adventices ; au cas contraire, le fils était présumé avoir acquis les biens avec les deniers du père pour former son pécule profectice (2).

(1) Un arrêt du Parlement de Dijon, du 23 janvier 1617, rapporté par le Président Bouhier (Comt^e sur la Cout. de Bourgogne, XVI, 11) décide que « les biens d'un fils âgé de 40 ans, demeurant avec son père et ayant acquis des biens sans office ni bénéfice, appartiennent au père ». — Cpr. Voët, sur le Dig., l. XV, 1.

(2) Boutaric, *Les Institutes de Justinien conférées avec le droit français*, II, 9, § 12.

Le père administre les biens adventices comme à Rome et en a l'usufruit, et cela même après la majorité de l'enfant; la mère ne participe pas à cette administration pas plus qu'à la puissance paternelle. Les principes romains étaient donc à peu près intégralement en vigueur (1).

Cependant, dans certaines provinces, on entourait de garanties l'usufruit et l'administration du père sur les biens adventices : par exemple, on l'oblige à faire inventaire, et même à fournir caution (2); en cas de mauvaise gestion, le père, tout en restant usufruitier, peut être privé de l'administration (3).

En même temps, la *patria potestas* perd de plus en plus de sa rigueur : l'émancipation par mariage, l'émancipation par habitation séparée, facilitent l'accroissement du pécule adventice, et l'on fait entrer dans la composition de ce pécule tout ce que le fils acquiert, d'une manière quelconque, quand il est marié ou qu'il n'habite pas avec le père. On permet au père de faire à son fils des donations irrévocables, contrairement au principe ancien de l'unité de personne, pour qui *pater et filius una vox est*. On permet au fils d'aliéner son pécule adventice, à condition que le père ratifiera après coup, et de disposer à cause de mort de ceux de ces biens dont le père n'a pas l'usufruit, et même de tous si c'est pour œuvre pie (4).

Ainsi se transformait l'ancienne *patria potestas*, à Rome toute dans l'intérêt du père, mais qui apparaîtra de plus en plus, à la fin de l'ancien droit, comme un moyen de protection des intérêts de l'enfant.

(1) Cf. Brugges, *Le droit écrit sous la monarchie absolue*, thèse Bordeaux, 1903.

(2) Arrêt du Parlement de Grenoble du 13 nov. 1628, cité par Brodeau et de la Combe, t. I, p. 896.

(3) Favre, Code, VI, 26, déf. 3.

(4) Arrêt du Parlement de Toulouse du 5 déc. 1581, qui valide le testament d'un fils de famille donnant ses biens aux pauvres.

§ 2. — PAYS DE DROIT COUTUMIER.

Dans les pays de coutumes, la puissance paternelle résulte du *mundium* germanique et présente surtout le caractère d'un pouvoir de protection pour l'enfant. Pour se rendre compte des règles qui gouvernent les biens de l'enfant, il est nécessaire de rappeler le régime général auquel sont soumis les biens dans les pays de coutumes.

A. — *Les sociétés taisibles et le patrimoine de l'enfant.*

Dans nos pays de coutumes, quand un certain nombre de personnes vivaient ensemble un certain temps (un an et un jour), dans la même maison et à la même table (au même pain et pot), il se formait entre elles, entre les *parconniers*, une communauté d'intérêts qui entraînait une société de biens : on disait qu'il y avait une *communauté* ou *société taisible* (1). Or, par suite des conditions économiques et sociales de l'époque, la plupart des familles vivaient dans une communauté de fait : père, mère, frères, aïeuls, enfants, menaient la vie en commun, et formaient une société taisible (2).

Dans ces conditions, tous les biens appartiennent à la famille, et le père en est l'administrateur unique. Les acquisitions soit de la femme, soit des enfants, entrent dans la masse commune. L'enfant, qui est capable en droit dès qu'il est capable en fait, acquiert donc, de même qu'en droit germanique, pour son père, ou plutôt, pour la communauté familiale que son père administre; lui-même ne possède

(1) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, XXI, 5.

(2) Beaumanoir, *ibid.*, XXI, 2.

rien (1), pas même les libéralités qui lui sont faites, tout au moins si elles sont faites sans condition.

Et cette situation persiste même après sa majorité, car elle tient non pas à son incapacité ou à son jeune âge, mais à la société taissable formée par la famille, société qui subsiste encore après sa majorité (2). Mais si l'enfant, devenu majeur, quitte la communauté et s'établit séparément, renonçant ainsi à sa part d'héritier dans la communauté, il acquiert alors pour son propre compte ; il reçoit même souvent un pécule en compensation de ses droits d'héritier qu'il abandonne.

Dans certains cas cependant, on lui permet, malgré l'existence de la société taissable, d'acquérir pour lui-même : par exemple, lorsqu'il recevait une libéralité qui était *causée*, c'est-à-dire lorsque le donateur ou le testateur avait indiqué l'emploi qui devait en être fait ; le père devait respecter l'intention de l'auteur de la libéralité (3). De même, l'enfant garde en propre les biens qu'il acquiert par succession à la mort de son père ou de sa mère (4), et peu à peu, à mesure que le régime des sociétés taissables tombe en désuétude, la plupart des coutumes attribuent en pleine propriété à l'enfant lui-même toutes les libéralités qui lui sont faites, entre vifs ou à cause de mort, et les biens qu'il acquiert « par service ou prouesse de son corps » (5).

Aussi l'enfant peut-il avoir une certaine fortune person-

(1) Beaumanoir, XXI, 20. « Li enfant qui sont en le mainburnie le père et la mère n'ont riens, soit qu'ils aient aage ou non aage. » Cf. aussi. Sentences du Parloir aux Bourgeois, acte de notoriété du 12 juin 1293.

(2) C'est ce que signifie la phrase de Loysel : « Les enfants sont en la vouerie et la mainbournie de leur père ou mère, soit francs ou serfs, majeurs ou mineurs. » (Instit. Coutum. l. I, t. 4, art. 2.).

(3) Voir décisions de Jean des Mares, 236 et 248. — Somme rurale de Boutillier, p. 440s. — *Practica forensis* de Mazuer, n. 392, etc.

(4) Assises de la Cour des Bourgeois, ch. CLXXXVII. « Li enfant qui succède à son père ou à sa mère a la propriété des biens recueillis dans cette succession. »

(5) Coutume de Bretagne, art. 505.

nelle, et si, tant que se maintient le régime des sociétés taissables, ce patrimoine propre ne peut prendre un grand développement, il n'en est plus de même quand elles tendent à disparaître, c'est-à-dire vers le xvi^e siècle, à l'époque de la rédaction des coutumes. Alors, l'enfant acquiert pour lui-même et non plus pour son père, et une règle nouvelle s'établit d'après laquelle, dans les pays de coutumes, « puissance paternelle n'a lieu » (1).

B. — *Du sens de la maxime : puissance paternelle n'a lieu.*

Cette maxime ne signifiait point que les parents n'avaient aucun droit sur la personne ou les biens de leurs enfants, mais bien que la puissance paternelle des pays coutumiers n'était point la *patria potestas* du droit romain et des pays de droit écrit; car il existe aussi une puissance paternelle dans les pays de coutumes. Seulement, comme dit Pothier (2), « notre puissance paternelle, plus semblable à celle d'un tuteur qu'à celle d'un maître, n'est autre chose que le droit qu'ont les parents de gouverner avec autorité la personne et les biens de leurs enfants, et, comme c'est plutôt en faveur des enfants qu'elle est établie qu'en faveur des parents, elle finit quand les enfants sont réputés en état de se gouverner eux-mêmes, c'est-à-dire lors de leur majorité ou de leur mariage ».

Par là, Pothier marque fort bien le caractère de la puissance paternelle, établie dans l'intérêt de l'enfant; il montre les différences existant entre elle et la *patria potestas* romaine : à la différence de celle-ci, elle cesse par la majorité ou l'émancipation de l'enfant. Peu à peu, les

(1) Loysel, Instit. Cout., liv. I, t. 1, art. 37. — Dumoulin, Comtre de la Cout. de Paris, § 25, n^o 13.

(2) Pothier, introd. au titre XII de la Cout. d'Orléans.

exceptions au régime des sociétés taisibles dont nous parlions plus haut, se sont généralisées, et l'enfant acquiert désormais pour son propre compte sans aucune restriction. Il peut donc avoir un patrimoine personnel, et c'est à l'occasion de ce patrimoine que s'exercera ce que les coutumes appellent la *légitime administration* du père. En quoi consiste cette légitime administration? C'est la question importante qu'il nous faut maintenant examiner.

C. — De la *légitime administration*.

Certaines coutumes la confondent avec la tutelle, tellement elle est dominée par l'idée de protection de l'enfant. Telle est la coutume du Nivernais (1), qui donne aux père, mère, aïeuls, etc., la légitime administration des corps et des biens des mineurs. Telle encore la Coutume du Bourbonnais (2), pour laquelle « la mère est tutrice et légitime administratrice de ses enfants mineurs ». Mais Guy Coquille critique cette confusion : « Tutelle légitime et administration légitime, dit-il, à proprement parler sont deux choses diverses. Le père se dit légitime administrateur de son enfant qui est en sa puissance; et quand l'enfant est émancipé, le père devient légitime tuteur... La mère ne peut avoir la légitime administration, car elle ne peut avoir ses enfants en sa puissance, mais bien peu avoir la tutelle légitime (3)... »

Pour d'autres coutumes (4), l'administration légitime est assimilée et même identifiée avec le *bail* ou *garde*. Mais l'erreur est manifeste, et les deux choses doivent être dis-

(1) *Coutume du Nivernais*, chap. xxx, art. 2, 6, 9.

(2) *Coutume du Bourbonnais*, art. 175. Cf. aussi *Coutume d'Auvergne*, t. XI, et la *Coutume de Bourgogne*, ch. vi.

(3) Guy Coquille, *Comm. sur la Coutume du Nivernais*, art. 2.

(4) *Coutumes du Berry, Poitou*, etc.

tinguées. La garde, suivant la définition de Pothier, au XVIII^e siècle, c'est le droit que la loi accorde au *survivant* des deux conjoints nobles, de percevoir à son profit le revenu des biens que ses enfants mineurs ont eus de la succession du prédécédé, jusqu'à ce qu'ils aient atteint un certain âge, sous certaines charges qu'elle leur impose, et en récompense de l'éducation desdits enfants qu'elle leur confie (1). » Et Renusson affirme : « la maxime est bien établie que les enfants ne tombent point en garde tant qu'ils ont leur père et mère tous deux vivants ; et si, du vivant des père et mère, il échet aux enfants des biens pendant leur majorité, par libéralité et disposition de leur aïeul et aïeule, ou de quelque personne, les père et mère en doivent rendre compte à leurs enfants lorsqu'ils seront parvenus à leur majorité » (2). De même, Eusèbe de Laurière fait remarquer « qu'il y a cette différence entre le bail ou le gardien et le légitime administrateur, que les mères comme les pères ont le bail ou la garde de leurs enfants, au lieu qu'il n'y a que le père seul qui soit légitime administrateur de leurs biens » (3).

Donc la légitime administration ne doit être confondue ni avec la tutelle, ni avec la garde : quand l'un des parents est décédé, il peut y avoir lieu à garde ou à tutelle et au profit soit du père, soit de la mère ; mais si tous les deux sont vivants, il ne peut y avoir qu'administration légitime, et au profit du père seul (4). Nous avons ainsi précisé la notion de la légitime administration malgré l'obscurité dont l'avaient entourée l'imprécision des formules et la diversité de sens attribuée à ces mots par les différentes

(1) Pothier, *Traité de la garde noble et bourgeoise*, § 1.

(2) Renusson, *Traité du droit de garde noble*, ch. II, n° 11 s. — Voir aussi Guyot, *Rép. univ. de jurispr.*, v° Garde Noble, section IV.

(3) Eusèbe de Laurière, sur les *Inst. Coult. de Loysel*, t. I, p. 203.

(4) La légitime administration de la mère n'est autre chose qu'une tutelle légitime.

coutumes. Nous allons voir maintenant quels sont les pouvoirs du père légitime administrateur.

D. — Pouvoir du père légitime administrateur.

Ferrière (1) les indique d'une manière générale. « Le père dit-il, appelé légitime administrateur de ses enfants, peut, en cette qualité, recevoir et donner des quittances, pour et au nom de son fils mineur; mais la qualité d'administrateur n'est pas suffisante pour qu'il puisse aliéner ou engager ses immeubles; ce qui est si vrai, qu'il ne peut pas valablement accepter pour lui une donation et qu'il faut pour cet effet lui créer un curateur ». Il n'a donc que des pouvoirs d'administration et non de disposition. Et Guyot (2) nous dit que, pour les aliénations, il faut appliquer les mêmes règles qu'en matière de tutelle : « En pays de coutumes, on déclare nulles indistinctement toutes les aliénations que font les pères des biens de leurs enfants non émancipés, sans y être autorisés par un décret de justice, et sans remplir les autres formalités requises de la part des tuteurs et curateurs » (3).

Quant à la question de savoir si le père avait la jouissance des biens de l'enfant pendant sa légitime administration, sauf de rares exceptions (4) qu'on peut rattacher à

(1) Ferrière, *Dict de droit et de pratique*, v^o Administrateur.

(2) Guyot, *Répertoire*, v^o Puiss. pat., section iv, p. 148.

(3) Voici encore ce que porte un acte de notoriété du parquet d'Aix, du 3 septembre 1740 : « le père, par droit de puissance, est le tuteur naturel et légitime administrateur des droits et biens de ses enfants; en cette qualité il a tout droit de les représenter, d'ester en jugement pour eux, de les défendre, d'assister à tous actes concernant les biens qui peuvent leur obvenir, d'en faire le partage avec leur cohéritiers ou légataires universels, d'en percevoir et toucher les revenus ». (La Touloubre, Rec. des actes de notor. du parquet d'Aix).

(4) *Coutume d'Auvergne*, ch. xiv, art. 49; — *Marche*, ch. xviii, art. 225.

l'influence du droit romain, presque toutes les coutumes lui refusaient tout droit aux revenus. (1) : l'usufruit ne lui était accordé qu'au cas de garde.

A la fin de la légitime administration, c'est-à-dire lors de l'émancipation de l'enfant ou à sa majorité, le père doit rendre compte et lui restituer tout ce qui lui appartient en propre. En résumé, le père n'était, dans nos pays coutumiers, vers la fin de notre ancien droit, qu'un simple administrateur comptable. Par une lente évolution, on se trouve ainsi ramené à l'ensemble des principes germaniques que nous avons indiqués plus haut : le père n'est qu'un tuteur de l'enfant, et aucune source de bénéfices, aucun droit utile, ne sont attachés à l'exercice de cette tutelle.

Il y avait cependant des différences entre la légitime administration et la tutelle proprement dite : la différence de noms correspondait à une différence de situations. Il n'y a lieu à tutelle que quand le mariage est dissous, et comme on le dira au Tribunat lors de la préparation de l'article 389 du Code Civil, « jamais jusqu'à ce jour le père n'a été qualifié de tuteur pendant le mariage ». De plus, le père tient son droit d'administrateur légitime de sa puissance paternelle même, dont c'est un attribut, et n'a pas à demander une investiture quelconque à un conseil de parents ou à la justice, à la différence du tuteur, puisque on admettait généralement en pays coutumier que toute tutelle était dative.

Tels étaient les pouvoirs du père, légitime administrateur, sur les biens personnels de ses enfants mineurs, dans notre ancien droit coutumier. Nous arrivons maintenant à la période intermédiaire et aux projets qui préparèrent la voie au Code Civil de 1804.

(1) *Coutume d'Orléans*, t. IX, art. 118. — Guy Coquille, Ferrière, etc.

Section V. — La Période intermédiaire

La Révolution Française, grâce à son caractère individualiste, marqua surtout une réaction profonde contre la conception romaine de la *patria potestas*. Par un décret du 28 août 1792, l'Assemblée législative décida que les majeurs seraient soustraits désormais à la puissance paternelle, et la majorité fut fixée pour toute la France à 21 ans. On considère désormais la puissance paternelle comme établie uniquement pour la protection des enfants, et on ne conçoit pas qu'elle puisse faire naître des droits au profit des parents. C'est en somme la puissance paternelle telle qu'on la concevait à la fin de notre ancien droit dans les pays de coutumes, à la suite de la disparition progressive des sociétés taisibles et grâce à l'accroissement du nombre des émancipations.

Quant à la *patria potestas* romaine, elle avait décidément vécu. Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter aux divers projets de Code Civil établis par Cambacérès. Dans son premier projet (1), présenté à la Convention, le 9 août 1793, Cambacérès évite de prononcer le mot de puissance paternelle : « La tutelle, dit-il, est une charge publique ; c'est la protection due à l'enfant » (art. 1^{er}). — « A l'égard des père et mère, aïeuls et aïeules, la tutelle est une suite de leurs obligations envers leurs enfants » (art. 2). — « Ils doivent les élever, entretenir et instruire ; *ils doivent administrer leurs biens* » (art. 3). Le mot tutelle désigne donc à la fois le gouvernement de la personne et des biens du mineur, quel que soit le titulaire de cette charge. Seulement, en ce qui concerne le *devoir* d'administration, les père et mère ne sont pas soumis à toutes les règles de la tutelle ordinaire : notamment, ils échappent à la surveillance à laquelle

(1) Fenet, t. I, p. 5.

sont soumis les autres tuteurs, et n'ont pas à demander le consentement des autres parents, sauf pour l'aliénation des immeubles (art. 4 s.).

La Convention trouva ce projet trop compliqué et pas assez révolutionnaire, et le rejeta. Après la chute de Robespierre, Cambacérès présenta un second projet, le 23 fructidor an II, dans lequel il n'est pas question de l'administration des biens du mineur. Il ne fut d'ailleurs discuté qu'en partie. Retenons seulement qu'ici encore Cambacérès écarte les termes de puissance paternelle (1). « Loin de nous ces termes de plein pouvoir, s'écrie-t-il ; le pouvoir des père et mère sur leurs enfants ne sera parmi nous que le *devoir* de la protection ».

Enfin, sous le Directoire, dans son troisième projet de Code Civil, déposé le 24 prairial an IV au Conseil des Cinq Cents, et qui pas plus que les deux premiers ne put recevoir d'application, Cambacérès persiste à réduire presque à néant la puissance paternelle. « L'enfant, dit l'art. 155 du projet, est placé par la nature et par la loi sous la surveillance de son père et de sa mère, ou du survivant d'eux ». Cambacérès remplace ici le mot tutelle par le mot surveillance, mais assimile toujours cette surveillance à une tutelle, comme cela résulte de la phrase suivante extraite de son discours préliminaire au troisième projet : « L'autorité du père et de la mère sur leurs enfants, dit-il, est dans son essence la même que celle du tuteur ; elle en diffère un peu par les accidents... »

En somme, dans ses trois projets, Cambacérès ne considère les père et mère que comme les tuteurs naturels de l'enfant. Quant au point spécial qui nous occupe, l'administration des biens des enfants mineurs, pendant le mariage de leurs parents, reste à peu de chose près ce qu'elle était devenue dans nos pays coutumiers à la fin de notre ancien

(1) Fenet, t. I, p. 102. Rapport fait par Cambacérès sur le 2^e projet de C. Civ.

droit; elle paraît établie non dans l'intérêt du père, mais dans l'intérêt de l'enfant.

Section VI. — Le Code Civil.

Les projets établis pendant la Révolution par Cambacérès n'ayant pas abouti, les rédacteurs du Code Civil de 1804 se retrouvèrent en présence de deux systèmes de puissance paternelle, celui des pays de droit écrit et celui des pays de coutumes. Les deux systèmes trouvèrent des défenseurs. Mais, dans les dernières années, une évolution s'était faite dans les esprits en faveur du rétablissement de l'autorité paternelle. La licence des mœurs qui se manifesta pendant les dernières années de l'Ancien Régime, et les excès individualistes de la Révolution, avaient désorganisé profondément la famille, base de la Société. Pour en resserrer les liens et donner à l'Etat un fondement solide, il fallait restituer au père une certaine autorité en organisant à nouveau la puissance paternelle, mais sans tenir compte uniquement de la protection indispensable des mineurs. Il fallait, suivant l'expression de Jacqueminot, restituer « à l'autorité paternelle le légitime empire qu'elle n'aurait jamais dû perdre (1) ». Les rédacteurs du Code Civil s'y appliquèrent.

La Commission du Gouvernement (2) chargée de rédiger un projet de Code Civil avait mis au début du titre de la Puissance paternelle un article ainsi conçu : « La puissance paternelle est un droit, fondé sur la nature et confirmé par la loi, qui donne au père et à la mère la surveillance de la

(1) Paroles de Jacqueminot sur un projet de Code Civil présenté aux Cinq Cents le 30 frimaire an VIII. Ce projet rétablissait l'autorité paternelle, mais il ne fut même pas examiné. Voir Fenet, t. I, p. 331.

(2) Composée de 4 membres : Tronchet, Bigot du Préameneu, Portalis et Malleville.

personne et l'administration des biens de leurs enfants mineurs non émancipés par le mariage » (art. 1^{er}). C'était donc rattacher l'administration des biens de l'enfant, de même que la direction de sa personne, à l'idée de puissance paternelle; et l'article 12 précisait les droits des parents sur les biens : « le père, pendant le mariage, a, jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, l'administration et la jouissance des biens qui leur adviennent ». L'article 1^{er}, qui posait un principe théorique, fut supprimé, mais l'article 12, qui réglementait une des conséquences de ce principe, fut maintenu. Seulement, le Conseil d'Etat décida que la jouissance légale du père cesserait quand l'enfant aurait atteint l'âge de 18 ans; le texte fut donc modifié en conséquence (art. 384 C. Civ.), mais en le modifiant, le mot administration disparut, si bien que le projet, qui parlait d'abord à la fois de jouissance et d'administration, ne parla plus du tout de celle-ci après la discussion au Conseil d'Etat. Nul ne s'aperçut de l'omission, ni au Conseil d'Etat, ni au Tribunat lors de la communication officielle.

Le titre de la Puissance paternelle était donc incomplet : il réglementait bien le droit de garde, le droit de correction, le droit d'usufruit légal sur les biens de l'enfant, mais à cause de l'inadvertance que nous avons signalée, il passait complètement sous silence le droit d'administration de ces biens.

La lacune ne fut pas réparée par la Commission du Gouvernement dans la première rédaction du titre suivant, intitulé : « de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation ». Mais le projet de ce titre (1) présenté par Berlier au Conseil d'Etat le 26 frimaire an X, disait dans son article 2 que jusqu'à 18 ans, le mineur, étant considéré comme incapable de se conduire lui-même et de régir ses biens « *est placé sous*

(1) Loaré, t. VII, p. 127.

la direction d'un tuteur » ; il ne distinguait pas suivant que le mineur avait ou non ses deux parents. Cambacérès, Tronchet et Regnaud (de Saint-Jean-d'Angély) (1) firent observer que cette distinction serait logique et utile, mais leur intervention n'eut pas de résultat.

Le 11 brumaire an XI, le projet fut officiellement communiqué au Tribunat, et sa section de législation l'examina le 25 brumaire et les jours suivants. En examinant l'article premier du projet (art. 390 actuel), qui fait s'ouvrir la tutelle à la mort de l'un des deux parents, le Tribunat s'aperçut de la lacune qui aboutissait à laisser sans réglementation la gestion des biens des mineurs du vivant de leurs parents. Le rapporteur s'exprima ainsi : « La section pense que le premier article du titre de la Tutelle doit énoncer, en termes précis, quelle est, durant le mariage, la qualité du père par rapport aux biens personnels de ses enfants mineurs, soit pour ce qui concerne la propriété des biens seulement, s'il a droit à la jouissance, soit pour ce qui concerne la jouissance et la propriété, si l'une et l'autre appartiennent à ses enfants. Jamais, jusqu'à ce jour, le père ne fut qualifié de tuteur de ses enfants avant la dissolution du mariage. Si, pendant que le mariage existe, la loi n'admettait aucune différence entre le père et le tuteur proprement dit, il faudrait que le père fût, par rapport aux biens personnels de ses enfants, assujetti pendant le mariage à toutes les conditions et charges que la loi impose au tuteur ; il faudrait que le père fût sous la surveillance d'un subrogé-tuteur, sous la dépendance d'un conseil de famille, etc., ce qui répugne à tous les principes constamment reçus. Il paraît évident que, jusqu'à la dissolution du mariage, le vrai titre du père et le seul qu'il puisse avoir, dans l'hypothèse dont il est question, est celui d'administrateur » (2).

En conséquence, la section de législation du Tribunat pro-

(1) Fenet, t. X, p. 545.

(2) Locré, t. VII, p. 211 s. ; Fenet, t. X, p. 608 s.

posait de commencer le chapitre II du titre de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation, par un nouvel article, en trois paragraphes, qui était ainsi conçu : « Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs. — Il est comptable, quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et, quant à la propriété seulement, de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit. — Tout ce qui intéresse la propriété sera réglé par les dispositions de la section VIII ».

Les deux premiers alinéas devaient former le futur article 389 du Code Civil. Quant au troisième alinéa, qui renvoyait à la section VIII, c'est-à-dire aux règles d'administration du tuteur, lorsque la rédaction définitive du titre fut présentée au Conseil d'Etat, après la conférence tenue avec le Tribunal, il avait disparu, sans que la raison de cette disparition ait été indiquée dans les procès-verbaux.

Quoi qu'il en soit, le Code Civil distingue nettement la situation du mineur qui a ses deux parents de celle du mineur en tutelle. La pensée du Tribunal se trouve reproduite dans l'exposé des motifs (1) fait par Berlier, conseiller d'Etat et orateur du Gouvernement, dans la séance du Corps Législatif du 25 ventôse an X (16 mars 1803). « Tout mineur, dit-il, n'est pas nécessairement en tutelle; celui dont les père et mère sont vivants trouve en eux des protecteurs naturels, et s'il a quelques biens personnels, l'administration en appartient à son père. La tutelle commence au décès du père ou de la mère; car alors, en perdant un de ses protecteurs naturels, le mineur réclame déjà une protection plus spéciale de la loi. »

Ainsi fut rédigé l'article 389 du Code Civil. Ses dispositions formaient le seul texte existant en la matière de l'administration légale. Il était fort incomplet, car, en somme, il ne disait que deux choses : 1° que le père, durant le mariage,

(1) Locré, t. VII, p. 234. — Fenet, t. X, p. 639.

administre le patrimoine de ses enfants mineurs ; 2° qu'il en est comptable. Mais il ne dit rien en ce qui concerne l'étendue des pouvoirs de cet administrateur. Si la disposition primitive relative à la propriété des biens, qui avait été introduite dans le projet du Code Civil par le Tribunal, et qui formait le troisième alinéa de l'article 389, avait été maintenue, on eût su à quoi s'en tenir, puisqu'il aurait fallu appliquer les mêmes règles que pour la tutelle. Mais cette disposition fut supprimée d'accord entre le Conseil d'Etat et le Tribunal, et comme rien ne nous laisse deviner les motifs de cette suppression, nous n'avons aucune base pour délimiter les pouvoirs de l'administrateur légal. Faut-il lui permettre d'accomplir librement et sans contrôle tous les actes qui lui paraîtront nécessaires ou simplement utiles ? ou bien faut-il pour certains actes, comme les aliénations, lui imposer l'autorisation de justice, ou telle autre formalité qu'on impose au tuteur ? Que décider au cas d'opposition d'intérêts entre le père et l'enfant ? Quelles sont les garanties de ce dernier ? Le Code est muet. Même silence sur les conditions dans lesquelles naît ou cesse l'administration légale : le père doit-il toujours en avoir l'exercice, ou ne peut-on aussi dans certains cas la confier à la mère ? Quelle est sur l'administration légale l'influence du divorce ou de la séparation de corps : même en ce cas le père doit-il toujours la conserver ? Ne peut-il pas, pour certaines causes, encourir la déchéance de ses droits ? Autant de questions, et il y en a d'autres, qui n'avaient pas été prévues par le législateur de l'an XII.

Un tel silence de sa part pouvait pourtant s'expliquer jusqu'à un certain point : il est assez rare en effet que pendant la vie de ses deux parents l'enfant mineur possède des biens personnellement, et peut-être a-t-on cru préférable, devant la rareté de la situation, de laisser les tribunaux apprécier librement les quelques difficultés qui pourraient se produire. La jurisprudence devait donc résoudre les difficultés au fur

et à mesure qu'elles se présenteraient, en s'inspirant des principes généraux du droit.

Malheureusement, les difficultés furent plus nombreuses qu'on ne se l'était imaginé tout d'abord : pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter aux recueils de jurisprudence. S'il est une institution qui ait donné lieu à de multiples décisions judiciaires, c'est bien l'administration légale. Et encore le mal eût-il été moins considérable si ces décisions n'avaient été des plus contradictoires. La jurisprudence réussit bien à solutionner de façon à peu près définitive quelques questions qu'avaient omises le Code Civil ; par exemple, elle décidait presque unanimement que les règles de la tutelle étaient en principe inapplicables à l'administration légale ; mais sur la plupart des difficultés, les tribunaux rendaient les décisions les plus divergentes. Nous aurons l'occasion, chemin faisant, d'étudier quelques-unes des controverses auxquelles donna lieu l'insuffisance de l'article 389 du Code Civil, ce qui nous montrera d'une façon encore plus évidente combien une nouvelle intervention législative était nécessaire.

Section VII. — Les tentatives de réforme et la loi du 6 avril 1910.

§ 1^{er}. — TENTATIVES DE RÉFORME ANTÉRIEURES A LA LOI DU 6 AVRIL 1910.

Une première tentative, tout à fait partielle, de réglementation, fut tentée lors de la discussion au Sénat de la loi du 27 février 1880, relative à l'aliénation et à la conversion des valeurs mobilières appartenant à des mineurs. M. le sénateur Gazagne (1) souleva la question de savoir si la loi qu'on

(1) *Journal Officiel*, Sénat, séance du 17 février 1880, *Journal* du 18 ; p. 1870, s.

discutait serait applicable au père administrateur légal, et il présenta un amendement la déclarant applicable au père dans des cas où son administration pouvait donner lieu à de légitimes inquiétudes (1). Le rapporteur, M. Denormandie, fit observer que la loi en discussion devait être uniquement relative aux tuteurs, car il ne fallait pas trancher incidemment une question aussi grave et aussi controversée que celle de l'étendue des pouvoirs du père administrateur légal. M. Cazot, ministre de la Justice, s'associa aux déclarations du rapporteur, mais, reconnaissant la légitimité des observations de M. Gazagne et la nécessité de combler les lacunes du Code Civil en cette matière, il déclara que la question, en raison de son importance, devait être étudiée dans son ensemble, et qu'il fallait faire une loi générale sur l'administration légale, loi qu'il promit de préparer au plus tôt.

L'amendement Gazagne fut donc repoussé, et M. Cazot, en conformité de ses déclarations au Sénat, demanda au Conseil d'Etat d'examiner : 1° s'il n'y aurait pas lieu d'étendre dans certains cas au père administrateur les règles édictées par la loi du 27 février 1880 ; 2° s'il ne conviendrait pas de résoudre législativement les questions controversées relatives à l'administration légale.

Le Conseil d'Etat étudia la question, et établit un projet de loi, en un seul article, que M. Cazot présenta à la Chambre des Députés le 26 novembre 1881 (2). Le projet, n'ayant pas été discuté pendant la législature en cours, fut déposé

(1) L'amendement était ainsi conçu : « La présente loi sera applicable au père administrateur légal dans les cas : 1° de séparation de corps obtenue contre lui ; 2° de séparation de biens ; 3° d'expropriation ; 4° de faillite ou de déconfiture. Les formalités prescrites par la loi seront surveillées par un curateur *ad hoc* dans les formes indiquées par l'art. 7 ».

(2) *Journal Officiel*, Doc. parl., n° 135, p. 1834, déc. 1881. — La même année, le 15 décembre 1881, M. Bisseuil, député, présentait un contre-projet fort prolixe, en 18 articles. Cf. *Journal Officiel* du 29 décembre 1881.

à nouveau le 26 novembre 1885 par M. Brisson, garde des sceaux, et fit l'objet d'un rapport de M. Jacques Piou, déposé le 4 juillet 1887 (1). Le rapporteur concluait purement et simplement au rejet du projet, parce qu'inutile et excessif. A son avis, il suffit de la Cour de Cassation pour faire cesser les divergences d'appréciation entre les tribunaux. Quant à la trop grande étendue des pouvoirs du père, « elle ne nous a pas paru, dit-il, constituer un danger : car le père et la mère sont les défenseurs naturels de leurs enfants et les meilleurs gardiens de leurs intérêts. S'il y a des pères et mères dissipateurs et qui abusent de la puissance que la loi leur donne sur les biens de leurs enfants, le législateur ne doit pas prévoir une si coupable perversion des plus nobles sentiments. Il a le devoir de la réprimer, il n'a pas celui de la présumer, et il dépasse la mesure des justes défiances qui lui sont imposées, quand il s'arme de précautions préventives contre de tels excès. » Et il proteste encore contre l'extension au père administrateur légal de la loi du 27 février 1880, car ce serait « la négation de tout le système du Code Civil qui distingue soigneusement l'administration légale et la tutelle ». Point n'est besoin ici de garanties spéciales : l'amour paternel, la présence de la mère, l'intérêt des époux investis de la jouissance légale, sont des garanties suffisantes de bonne gestion. Enfin, « l'expérience a montré que les rédacteurs du Code Civil avaient fait preuve d'une profonde sagesse en ne cherchant pour les enfants d'autre sauvegarde que la tendresse de leurs parents... à quoi bon inventer des remèdes pour des maux qui ne se sont pas révélés ». Le projet ni le rapport ne vinrent jamais en discussion.

Cependant l'optimisme de M. Piou n'était point partagé par la masse des jurisconsultes, et les tribunaux obligés sans cesse de statuer sur de nouvelles espèces, ne lais-

(1) *Journal Officiel*, 1887, Annexes, Chambre, n° 1920, p. 968.

saient pas d'être désemparés devant l'absence de principes directeurs, et même de s'en plaindre ouvertement (1). La lacune paraissait d'autant plus nécessaire à combler que la plupart des nations voisines nous avaient précédés dans cette voie. Si quelques législations étrangères sont aussi incomplètes que notre Code Civil sur la matière qui nous occupe, celles des pays les plus voisins, notamment de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, de la Suisse, etc., avaient organisé l'administration légale d'une façon plus complète et plus adéquate aux nécessités pratiques.

Une nouvelle proposition de loi, mais à portée fort restreinte, fut déposée à la Chambre par M. Lévêque, le 19 janvier 1891 (2). Elle concernait uniquement la nomination d'un administrateur *ad hoc* au cas d'opposition d'intérêts entre le père et l'enfant, et resta sans suite parlementaire.

A son tour, en 1906, la Société d'Etudes Législatives (3) établit un projet savamment étudié et d'assez longue étendue, qui solutionnait à peu près toutes les controverses en cours et qui eût pu fournir une base excellente aux travaux parlementaires. Mais c'est un autre projet, d'initiative parlementaire, qui donna naissance à la loi actuellement en vigueur du 6 avril 1910, incorporée dans l'article 389 du Code Civil. C'est elle que nous allons maintenant examiner.

Toutefois, il nous faut auparavant indiquer brièvement l'addition apportée déjà à l'article 389 par la loi du 2 juillet 1907, relative à la protection et à la tutelle des enfants naturels. On discutait, antérieurement à cette loi, la question de savoir si le père ou la mère avaient l'administration légale

(1) Par exemple, un arrêt de la Cour d'Amiens du 11 juin 1890 (S. 92, 2, 15) s'exprime ainsi : « S'il est regrettable que la propriété des biens appartenant à des mineurs ne soit pas mise à l'abri des atteintes dont elle peut être l'objet de la part du père administrateur pendant le mariage, il n'appartient pas aux tribunaux de suppléer au silence pas plus qu'aux déficiences de la loi ». Cpr. Trib. Seine, 27 avril 1882, S. 82, 2, 207.

(2) *Journal Officiel*, doc. parl. de mars 1891, p. 278.

(3) *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1906, p. 313.

ou la tutelle des enfants naturels par eux reconnus. Nous aurons l'occasion de revenir sur la controverse ; disons seulement qu'elle fut tranchée par la loi du 2 juillet 1907, qui ajouta plusieurs alinéas à l'article 389, et décida qu'ils en auraient seulement la tutelle, tutelle légale qu'ils exerceraient avec le contrôle ordinaire du subrogé-tuteur et du conseil de famille.

§ 2. — LA LOI DU 6 AVRIL 1910.

La proposition de loi qui aboutit à la loi du 6 avril 1910 fut déposée par M. Adigard, député, le 11 juillet 1907, sur le bureau de la Chambre. Pour remédier aux inconvénients qui résultaient des divergences jurisprudentielles, il proposait d'ajouter à l'article 389 les deux paragraphes suivants : « L'administrateur légal peut agir seul dans tous les cas où le tuteur doit être autorisé par une délibération du conseil de famille, mais doit avoir recours à une autorisation judiciaire dans tous les cas où l'homologation de la délibération du conseil de famille est exigée. — En cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur légal et son fils, il doit être procédé par le tribunal à la désignation d'un administrateur *ad hoc* ».

La Commission chargée d'examiner la proposition Adigard s'associa aux vues de son auteur. « Une telle proposition, écrit le rapporteur, M. Viollette (1), vient à son heure, pour sortir notre législation d'un véritable chaos... aujourd'hui encore, après plus de cent ans de discussions, il est absolument impossible à qui que ce soit de donner à l'article 389 du Code Civil une interprétation qui puisse de toute certitude être sanctionnée par les tribunaux... »

Et le rapporteur continue en exprimant la nécessité d'une

(1) Texte du rapport de M. Viollette au *Journal Officiel*, doc. parl. avril 1908. p. 424. (S. E. 1907, p. 424).

législation parfaitement claire. Le mineur placé sous l'administration légale jouit en effet de moins de garanties que le mineur en tutelle. S'il est protégé par la clairvoyance de l'affection paternelle, n'arrive-t-il pas trop souvent que des parents, poussés par l'appât du gain ou même par la nécessité, dépouillent à leur profit exclusif leurs enfants de la fortune personnelle qui a pu leur advenir ? Et il fait observer que « le plus souvent l'enfant n'aura de patrimoine propre du vivant de son père et de sa mère que par suite de circonstances qui ne laisseront pas de susciter quelque opposition entre les intérêts du père et ceux de l'enfant. Souvent, en effet, la personne qui a donné directement à l'enfant n'a passé par dessus la tête du père que parce que ce dernier a donné déjà des preuves d'inconduite ou de dissipation ; et le père, qui, sans cela, eût été gratifié personnellement, peut fort bien se laisser aller à dilapider la fortune de l'enfant.

La situation du mineur exigeait donc des garanties très effectives qu'il fallait maintenant lui accorder. Aussi, la Commission, adoptant les vues de son rapporteur, fit sienne la proposition de M. Adigard ; mais elle la compléta en ajoutant une disposition relative à l'aliénation et à la conversion des valeurs mobilières, en précisant que l'administrateur *ad hoc* serait nommé par le tribunal, et en indiquant la procédure à suivre pour avoir l'autorisation de justice. (1)

Mis aux voix, l'article unique de la proposition Adigard ainsi modifiée fut adopté par la Chambre sans discussion (2). Transmis au Sénat, il fit l'objet d'une étude sérieuse de la part de la Commission chargée de l'examiner, qui le modifia encore et le compléta fort heureusement (3). Les principales innovations furent les suivantes : prévoyant le

(1) *Journal officiel*. Doc. parl. n° 1358 ; S. E. 1907, p. 426.

(2) *Journal officiel*. Débats, séance du 21 décembre 1907 ; S. E. 1907. p. 3028.

(3) *Journal officiel*, Doc. parl. n° 268 ; S. E. 1908. p. 10.

cas de divorce ou de séparation de corps, la Commission sénatoriale décide que l'administration légale appartiendra en principe à celui des époux à qui sera confiée la garde de l'enfant. Elle précise les cas dans lesquels ce droit cessera d'appartenir au père : absence, interdiction, dation d'un conseil judiciaire, déchéance de la puissance paternelle, et, de façon générale, toute cause grave, que le tribunal appréciera (1). Elle décide qu'alors la mère sera de plein droit administratrice à sa place et avec les mêmes pouvoirs. Enfin, elle réglemente la reddition de comptes en appliquant à l'administrateur légal certaines règles établies pour la tutelle. Quant à la forme, la Commission sénatoriale divisait l'article 389 nouveau en quatre parties : la première indique à qui appartient l'administration légale ; la seconde indique son fonctionnement et les pouvoirs de l'administrateur ; la troisième indique les causes qui la font cesser et réglemente la reddition de comptes. Quant aux dispositions ajoutées antérieurement à l'article 389 par la loi du 2 juillet 1907, elles forment une quatrième partie, mais étrangère à l'administration légale, puisqu'elles sont consacrées à la tutelle légale des enfants naturels.

Après deux délibérations (2), dont la première seule suivie de discussion, le Sénat adopta la proposition telle qu'elle était sortie des travaux de sa Commission. A son retour à la Chambre, le texte du Sénat fut aussi adopté intégralement et sans modification, bien que des lacunes et des erreurs aient été signalées alors par MM. Lefas, Raoul Péret et Prache, la disjonction de leurs amendements ayant été prononcée afin de ne pas retarder le vote définitif de la loi.

(1) Elle indiquait parmi les causes faisant cesser l'administration légale de plein droit, la séparation de biens prononcée contre le père. Mais cette cause ne figurait plus dans le texte soumis au Sénat, sans doute pour laisser au tribunal une plus grande liberté d'appréciation.

(2) 1^{re} délibération, séance du 5 février 1909. Débats, S. O. 1909 p. 77 s. — 2^e délibération, séance du 11 février 1909. — S. O. 1909, *Journal officiel* du 12.

Elle fut promulguée le 6 avril 1910 (1), et incorporée toute entière dans l'article 389 du Code Civil, à la place des deux premiers paragraphes de cet article, les autres étant consacrés à la tutelle des enfants naturels.

L'incorporation de la loi du 6 avril 1910 dans le Code Civil a été généralement critiquée. Les onze paragraphes nouveaux, ainsi ajoutés aux quatre longs alinéas attribués à l'article 389 par la loi du 2 juillet 1907, font de cet article une masse imposante au milieu de laquelle il devient difficile de se reconnaître. Cette manière de procéder expose fort à être incomplet, car on est obligé de condenser le plus de dispositions possible dans le moins de mots possible, afin de ne pas allonger l'article de façon démesurée. Ensuite, il est fort difficile de faire d'une façon claire et exacte les citations et renvois. Enfin, il n'est peut être pas d'une excellente méthode de renvoyer, comme le fait le nouvel article 389, du Code Civil à une loi particulière qui lui est de 70 ans postérieure (2). Il eût été bien préférable de suivre l'exemple de la Société d'Etudes Législatives, et de rédiger un projet distinct auquel on eût pu donner librement toute l'extension nécessitée par la pratique.

Nous aurons çà et là à commenter et à apprécier les dispositions du nouvel article 389 ; aussi ne sera-t-il pas inutile d'en reproduire la partie consacrée à l'administration légale. Pour plus de clarté dans nos renvois postérieurs, nous ferons précéder d'un numéro d'ordre chacun des paragraphes dont il est formé. A ce propos, nous ferons remarquer que l'ancienne division adoptée par le Sénat, en trois parties pour ce qui concerne l'administration légale, n'a pas subsisté dans le texte définitif (3).

(1) *Journal Officiel* du 8 avril.

(2) Allusion au renvoi que fait le § 8, à la loi du 27 février 1880.

(3) La première partie du projet de la Commission du Sénat comprenait les futurs § 1, 2, 3 et 4 du nouvel article ; la seconde partie, les futurs § 5,

Article 389 du Code Civil (Loi du 6 avril 1910).

1. — Le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés, à l'exception de ce qui leur aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers.

2. — Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieu et place avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale.

3. — En cas de divorce ou de séparation de corps, l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné.

4. — S'il y a opposition d'intérêts entre l'administrateur et le mineur, il est nommé à ce dernier un administrateur *ad hoc* par le tribunal statuant sur requête en chambre du conseil, le ministère public entendu. Il est procédé de même si le père et la mère, tous deux vivants, sont déchus de l'administration légale, sauf application des dispositions de la loi du 24 juillet 1889 au cas où les deux époux seraient déchus de la puissance paternelle.

5. — L'administrateur légal doit administrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes du droit commun.

6. — Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille et, avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation.

6, 7 et 8 ; la troisième partie les futurs § 9, 10 et 11. A ce propos, une difficulté se produisit à la Chambre, au sujet du renvoi fait par le § 9 au § 1^{er} du texte du Sénat (lire 1^{re} partie, dans laquelle se trouve le § 4 auquel on voulait en réalité renvoyer). Dans le texte définitif, l'erreur a été rectifiée. (Voyez § 9).

7. — Il est tenu toutefois de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant lorsqu'ils s'élèvent à plus de mille cinq cents francs (1.500 francs) et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières lui appartenant, à moins que, par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion.

8. — Sont applicables à l'administration légale, avec les modalités résultant de ce qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle et subrogée-tutelle, les articles 457, 458, 460, 461 in fine, 462, 466, 467, dernier alinéa, du Code civil, 953 et suivants, livre II, titre VI du Code de procédure civile, 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 février 1880.

9. — L'administration légale cesse de droit d'appartenir à toute personne interdite, pourvue d'un conseil judiciaire, en état d'absence ou déchu de la puissance paternelle ; elle peut être retirée, pour cause grave, par le tribunal statuant comme il est dit au paragraphe 4, à la requête de celui des père et mère qui n'en est pas investi, d'un parent ou allié de l'enfant, ou du ministère public.

10. — L'administrateur est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance et quant à la propriété seulement de ceux des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

11. — Les articles 469, 471, 472, 473, 474 et 475 du Code civil sont applicables au compte qu'il a à rendre.

12 s. — Loi du 2 juillet 1907. — Celui des parents naturels qui exercera la puissance paternelle n'administrera toutefois les biens de son enfant mineur qu'en qualité de tuteur légal et sous le contrôle d'un subrogé-tuteur qu'il devra faire nommer dans les trois mois de son entrée en fonctions, etc... (Le reste de l'article est consacré à l'organisation et au fonctionnement de la tutelle légale des enfants naturels).

CHAPITRE II

DANS QUEL CAS IL Y A ADMINISTRATION LÉGALE

L'administration légale, en droit français, peut être définie comme étant le pouvoir qui, de par la loi, appartient au père, d'administrer les biens personnels de ses enfants légitimes, mineurs et non émancipés, tant que le père et la mère sont vivants tous les deux. Nous examinerons successivement les conditions qui, d'après cette définition, sont nécessaires pour qu'il y ait administration légale. Nous pouvons en découvrir quatre, qui sont les suivantes :

1° *L'enfant doit avoir des biens personnels.* Remarquons tout de suite qu'il y a là une simple condition de fait, en l'absence de laquelle l'administration légale existe bien, théoriquement, mais n'a pas lieu de s'exercer. Au contraire, les trois autres conditions, ci-dessous énumérées, sont des conditions de droit, et l'absence de l'une d'elles est un obstacle absolu à ce qu'il y ait administration légale. Ces conditions sont les suivantes :

2° *L'enfant doit être mineur, et non émancipé;*

3° *Ses deux parents doivent être vivants;*

4° *L'enfant doit être légitime*, c'est-à-dire né de parents mariés ensemble. A ce propos, nous verrons qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait administration légale, que le mariage ait subsisté.

Section I. — L'enfant doit avoir des biens personnels.

Il est rare que du vivant de ses père et mère l'enfant possède une fortune personnelle ; ordinairement il ne succède pas *ab intestat* à d'autres qu'à ses père et mère, car si une succession vient à s'ouvrir à laquelle sa famille se trouve appelée, elle est dévolue à son père ou à sa mère, directement, et l'enfant lui-même ne peut le recueillir qu'à défaut de ses parents. La première succession qu'il peut acquérir personnellement est celle de son père ou de sa mère : mais la mort de l'un de ses deux parents donne ouverture à la tutelle (1) ; il n'y aura pas administration légale : les biens ainsi acquis par l'enfant seront administrés par le survivant de ses père et mère en qualité de tuteur, avec le contrôle ordinaire du subrogé-tuteur et du conseil de famille. Aussi, le plus souvent, l'enfant n'aura-t-il des biens à lui que quand il y aura lieu à tutelle. Nous avons vu déjà que c'est à cause de cette rareté que le projet de Code Civil de l'an VIII passait complètement sous silence l'hypothèse qui nous occupe, dans laquelle des biens échoient à l'enfant du vivant même de ses deux parents.

Mais il y a de nombreuses exceptions à cette règle, et il arrivera fréquemment que l'enfant, du vivant de ses père et mère, aura un patrimoine personnel. Quelles sont donc les sources auxquelles peut s'alimenter ce patrimoine propre de l'enfant ?

Le cas le plus ordinaire est celui où un parent ou un étranger fait à l'enfant une *libéralité*, par donation entre vifs ou par legs. Il peut très bien bénéficier de pareilles libéralités, et même d'une succession entière à lui attribuée par un *testament*.

Mais, de plus, il peut acquérir des biens même par *suc-*

(1) Voir *infra*, la 3^e condition (section III).

cession ab intestat. D'abord, il est possible que son père ou sa mère, appelés à une succession, soient indignes (art. 730 C. Civ.); la succession se trouve alors dévolue à l'enfant, successible au second degré. Et sans rechercher une semblable hypothèse, qui ne se présentera que fort rarement dans la pratique, il est très possible que l'enfant recueille, *ab intestat*, la succession laissée par un de ses frères, plus âgé que lui, qui a acquis une certaine fortune et qui vient à décéder : les biens laissés par lui se partageront entre ses parents et entre ses frères et sœurs du même lit (art. 748-751 C. Civ.). Ou bien, c'est un frère d'un premier lit qui a recueilli la fortune de son auteur prédécédé, et auquel l'enfant d'un second lit va succéder pour une partie de ses biens. (art. 752 C. Civ.). Ou bien encore, l'enfant, comme héritier du second degré, acquiert une succession à laquelle son père a renoncé (art. 786 C. Civ.), à condition de venir personnellement en rang utile, sans le secours de la représentation. L'enfant peut donc acquérir pour lui-même par succession *ab intestat*, aussi bien que par donation entre vifs ou par legs.

Une autre source d'acquisitions, aujourd'hui de plus en plus fréquente, provient de *l'assurance sur la vie*, contractée par un parent ou par une personne quelconque au profit de l'enfant. Enfin, il convient de signaler, comme biens propres à l'enfant, ceux qu'il acquiert par son *travail* ou son industrie séparés, et par ses économies, biens qui peuvent parfois être considérables, par exemple s'il s'agit de billets de loterie ou de valeurs à lots auxquels un lot est échu.

Telles sont les différentes sources qui peuvent alimenter ou accroître la fortune personnelle de l'enfant, et grâce auxquelles la première condition nécessaire pour qu'il y ait lieu à l'exercice de l'administration légale se trouvera réalisée : il faut que l'enfant ait des biens à lui.

Et encore, à propos de cette condition, devons-nous

apporter une précision : il faut ranger parmi les biens qui constituent la fortune propre de l'enfant, les *actions* qui peuvent naître à son profit : le père, en qualité d'administrateur légal, non seulement accomplit les actes de gestion, mais encore exerce les actions, nées au profit du mineur, qui peuvent aboutir pour lui à des acquisitions. Il en est ainsi par exemple quand le mineur a été victime d'un accident : il a droit en ce cas à une indemnité destinée à réparer le préjudice qui lui a été causé, droit qui fait partie de son patrimoine personnel, sur lequel on peut transiger, et qu'il appartient au père administrateur légal de faire valoir en justice.

Dans tous les pays, ce sont les mêmes catégories de biens que l'enfant peut acquérir personnellement, et sur lesquels s'exercera l'administration légale.

Toutefois, en Portugal il est nécessaire de faire une distinction. Le Code Civil portugais a conservé la plupart des règles sur les pécules du droit romain : outre les biens acquis au service militaire, dans les lettres ou l'exercice d'un art libéral, dont les parents n'ont ni l'usufruit ni l'administration, il peut acquérir deux autres sortes de biens : les uns, formant le pécule profectice, appartiennent aux parents ; les autres forment une sorte de pécule adventice et comprennent les biens acquis par le travail propre des enfants habitant avec leurs parents et les biens à eux donnés ou légués par des tiers : c'est sur ce pécule adventice seul que pourra s'exercer l'administration légale des parents (1).

Section II. — L'enfant doit être mineur et non émancipé.

Le père n'administre les biens de ses enfants que pendant leur minorité, et seulement jusqu'à leur émancipation. A ce

(1) C. Civ. portugais, art. 144 s.

moment, l'administration légale cesse, et les enfants prennent en leurs mains propres la gestion de leurs biens. S'il sont émancipés, ils auront encore besoin de l'assistance d'un curateur pour accomplir certains actes ; s'ils ont atteint leur majorité, ils agiront en toute liberté.

Il nous faut noter, à ce propos, une différence importante entre l'administration et la jouissance légales : bien que ces droits appartiennent tous deux au père sur les biens de ses enfants, ils ne sont pas un corollaire l'un de l'autre et restent indépendants. La preuve de cette indépendance apparaît dans le fait que l'administration légale dure jusqu'à la majorité de l'enfant (sauf au cas d'émancipation), au lieu que l'usufruit légal ne dure que jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 18 ans. L'administration légale existe donc sans la jouissance légale quand l'enfant a plus de 18 ans et moins de 21. Si l'on n'a pas prolongé la jouissance du père jusqu'à la majorité, c'est parce que l'on craignait que le père ne se refusât à émanciper l'enfant afin de conserver plus longtemps son droit de jouissance ; pour éviter ce calcul, on a fixé à 18 ans la durée extrême de ce droit (1).

Quoi qu'il en soit, tant que dure le droit d'usufruit légal du père, l'administration légale porte indistinctement sur tous les biens de l'enfant, qu'ils soient ou non soumis à cet usufruit.

Section III. — Il faut que les deux parents soient vivants.

Une troisième condition essentielle est exigée pour qu'il y ait administration légale : il faut que les deux parents du mineur soient vivants. De deux choses l'une en effet : ou bien tous les deux sont vivants actuellement, et le régime des biens personnels de l'enfant est l'administration légale ;

(1) Fenet, t. X, p. 498.

ou bien l'un des deux est mort, alors il y a tutelle. L'administration légale n'existe donc (art. 389) que durant le mariage, ou, plus exactement (1), que jusqu'à la mort de l'un des époux ; à ce moment elle fait place à la tutelle, chacune de ces deux institutions excluant l'autre (2).

Mais est-il bien juste d'affirmer que les deux institutions sont distinctes, et l'administration légale n'est-elle pas, en réalité, une sorte de tutelle ? C'est la question de la nature juridique de l'administration légale, question très importante, notamment par les conséquences pratiques attachées à sa solution dans un sens ou dans l'autre. Nous l'examinerons dans notre chapitre troisième.

Section IV. — Il faut que l'enfant soit né de l'union légitime de ses père et mère.

Il ne peut y avoir d'administration légale que sur les biens d'un enfant légitime, c'est-à-dire né de parents mariés ensemble. Cette règle nous conduira à examiner quel est le régime des biens des enfants naturels. Mais nous verrons ensuite qu'il n'est pas nécessaire que les parents du mineur soumis à l'administration légale, soient encore unis présentement par les liens du mariage ; ce qui nous conduira à envisager l'influence du divorce et, par analogie, de la séparation de corps, sur l'administration légale. Nous allons nous occuper successivement de ces diverses questions.

(1) Nous verrons en effet, (section IV), que le divorce, qui dissout le mariage, ne fait pas disparaître l'administration légale.

(2) Toutefois, il y a lieu à tutelle, du vivant même des deux époux : 1° au cas où ils sont privés tous deux de l'administration légale comme conséquence de la déchéance de la puissance paternelle prononcée dans les circonstances prévues par la loi du 24 juillet 1889 ; 2° au cas d'absence déclarée de l'un des auteurs de l'enfant.

§ 1^{er}. — RÉGIME DES BIENS DES ENFANTS NATURELS.

Le Code Civil avait complètement négligé de s'expliquer à ce sujet. Très rigoureux pour les enfants naturels, il ne parlait d'eux que pour amoindrir leurs droits. Leurs droits successoraux notamment étaient considérablement réduits ; ils n'avaient droit à aucune réserve, et ne pouvaient rien recevoir par testament ou par donation entre vifs au-delà de ce qui leur était accordé au titre des Successions (1) ; ils pouvaient, toutefois, recevoir des libéralités provenant d'étrangers. L'enfant naturel avait donc généralement peu de biens, et la nécessité ne se faisait pas sentir de réglementer une situation présentant si peu d'intérêt.

La lacune ne tarda pourtant pas à se manifester dans le cours du xix^e siècle, et surtout depuis la loi du 23 mars 1896, qui augmenta considérablement les droits successoraux des enfants naturels (2) et leur permit d'acquérir ainsi un patrimoine fort important. D'ailleurs, l'enfant naturel peut acquérir des biens par son travail ; il peut aussi être victime d'un accident ou d'un délit : qui donc aura qualité pour exercer les actions que lui-même n'est pas en état d'exercer ?

Fallait-il pour combler la lacune du Code Civil, décider que l'enfant naturel serait placé sous l'administration légale de celui de ses parents qui l'aurait reconnu ? ou fallait-il décider qu'il serait en tutelle ? Là-dessus, deux opinions s'étaient fait jour.

Une première opinion, admise presque unanimement par la doctrine et la jurisprudence refusait d'investir le père naturel de l'administration légale (3), et invoquait à son

(1) C. Civ. art. 750, 757, 758, 908.

(2) Voir les nouveaux articles 756, 758, 759, 760, 908, 913, 915, Code Civil.

(3) Aubry et Rau, t. VI, § 571, p. 213. — Demolombe, t. VI, 650 s. — Marcadé, sur l'article 339, n° 2. — Taulier, t. 1, p. 504. — Paris, 17 mars

profit trois arguments très forts. Le texte de l'ancien article 389 était très précis et écartait les parents naturels en n'organisant l'administration légale que *durant le mariage*. D'ailleurs, on n'a plus ici les mêmes raisons pour accorder aux parents naturels cette faveur attribuée aux parents légitimes par la loi : on ne peut invoquer le contrôle de la mère, car, ou bien elle ne réside pas avec le père et alors elle ne peut surveiller efficacement sa gestion ; ou bien les parents demeurent ensemble, mais, le lien qu'ils établissent ainsi entre eux, ils peuvent le rompre à leur fantaisie. Enfin, les observations du Tribunal, quand il proposa l'article 389 montrent bien que les rédacteurs du Code Civil n'avaient en vue que les enfants légitimes : « La section pense que le premier article du chapitre de la tutelle doit énoncer, en termes précis, quelle est, *durant le mariage*, la qualité du père par rapport aux biens des enfants mineurs... Si *pendant le mariage* la loi n'admettait aucune différence entre le père et le tuteur, il faudrait que le père fût, par rapport aux biens des enfants, assujetti, *pendant le mariage*, aux conditions et charges que la loi impose aux tuteurs... ce qui répugne aux principes constamment admis. Jusqu'à la *dissolution du mariage*, le véritable rôle du père est celui d'administrateur. » (1) Le Code Civil a donc voulu réglementer uniquement, dans l'article 389, la gestion des biens pendant le mariage, ce qui exclue la situation des parents naturels.

Cependant quelques auteurs (2) avaient soutenu que l'administration légale, étant un attribut de la puissance paternelle, laquelle appartient même aux parents naturels, devait appartenir au père naturel aussi bien qu'au père légitime. Quant au caractère restrictif de l'article 389, ils disaient

1897, D. 97, 2, 215 ; S. 1901, 2, 105 et la note. — Nancy, 25 novembre 1905, S. 1906, 2, 264. — Cass (motifs), 16 novembre 1898, S. 99, 1, 24 ; D. 99, 1, 218.

(1) Fenet, t. X, p. 608. — Locré, t. VIII, p. 215.

(2) Laurent, t. IV, p. 438. — Vigié, t. I, p. 419. — Toullier, t. II, 1037.

qu'il y a bien d'autres articles du Code Civil qui supposent le mariage et qu'on étend cependant à la filiation naturelle (1). Pour eux, la reconnaissance d'un enfant naturel par ses parents était la meilleure preuve de leur affection et la meilleure garantie qu'ils rempliraient consciencieusement leurs devoirs. Enfin, pourquoi ouvrir la tutelle, puisque, d'après l'article 390, elle ne doit s'ouvrir qu'à la mort de l'un des parents?

Les partisans de la tutelle pour les enfants naturels ne laissaient pas de répondre à ces arguments. Sans doute, l'administration légale, en tant qu'attribut de la puissance paternelle, devrait appartenir au père naturel : mais il ne faut pas oublier la distinction importante entre les divers attributs de la puissance paternelle, les uns, les droits sur la personne de l'enfant, ne pouvant pas en être séparés, et les autres, les droits portant sur ses biens, pouvant fort bien en être détachés. Le Code lui-même fait la distinction dans l'article 383. Le Conseil d'État, lors de la discussion du titre de la puissance paternelle, rejeta un article qui appliquait aux parents naturels ayant reconnu leurs enfants les mêmes règles de puissance paternelle que celles des enfants légitimes, et vota un article (ancien art. 383) qui leur appliquait seulement les dispositions des articles 376, 377, 378 et 379, relatifs au droit de correction. C'était enlever nettement aux parents naturels le droit d'administration et de jouissance légales.

Quant à la garantie de la reconnaissance, sans parler des cas où cette reconnaissance est forcée, elle laisse subsister le caractère précaire et incertain du lien qui unit les deux parents et qui peut disparaître à tout moment. Enfin, on n'avait pas à faire intervenir l'article 390 puisqu'il suppose la dissolution d'un mariage qui, dans notre hypothèse, n'a jamais existé.

(1) Art. 203, 373, 380, du Code Civil, etc.

L'administration légale était par conséquent généralement repoussée en ce qui concerne les biens des enfants naturels; mais alors comment fallait-il les administrer? On ne pouvait, de toute nécessité, recourir qu'à la tutelle; pourtant ici encore la controverse naissait; serait-ce une tutelle légale (1) accordée à celui des parents qui aurait reconnu l'enfant? ou une tutelle dative (2) déférée par le tribunal ou par un conseil de famille? Nous ne nous attarderons pas à cette controverse qui nous entraînerait hors de notre sujet, et qui n'a plus aujourd'hui qu'une valeur théorique, puisque le Parlement par la loi du 2 juillet 1907 est venue trancher le débat.

D'après les nouvelles dispositions ajoutées par cette loi à l'article 389 du Code Civil (alinéas 12 s. de l'art. 389 actuel), « celui des parents naturels qui exercera la puissance paternelle n'administrera... les biens de son enfant mineur qu'en *qualité de tuteur légal* et sous le contrôle d'un subrogé-tuteur... »

Ce texte a introduit dans le Code deux innovations: d'abord, il écarte pour les enfants naturels l'administration légale et soumet leurs biens aux règles de la tutelle; ensuite, il précise le genre de tutelle et dit que c'est une tutelle légale, appartenant à celui des parents qui exerce la puissance paternelle. Or, d'après l'article 383 du Code Civil, modifié aussi par la loi du 2 juillet 1907, la puissance paternelle n'appartient qu'à celui qui reconnaît l'enfant. Si l'enfant n'a pas été reconnu, c'est un tuteur datif qui administrera ses biens (argt. *a contrario* des art. 389 et 383). Ainsi, grâce à la loi de 1907, ont été tranchées les controverses existant en ce qui concerne l'administration des biens des enfants naturels.

En droit comparé, les législations varient. Tantôt c'est le

(1) Aubry et Rau, t. I, § 123. Poitiers, 1^{er} août 1871, S, 71, 2, 214.

(2) Paris, 17 mars 1897, Gaz. Pal., 1897, 2, 595; S. 1901, 2, 105 et la note; D. 97, 2, 215 Nancy, 25 novembre 1905, S, 1906, 2, 261.

droit d'administration légale qui est accordé aux parents naturels (1) c'est le cas des Codes Civils espagnol, portugais, etc. Parfois, la tutelle est ouverte, et dévolue à l'auteur de l'enfant dont la parenté est juridiquement établie (2), c'est le cas des Codes Civils italien, allemand, hollandais, etc. En Suisse, on distingue suivant que la puissance paternelle concerne la personne ou les biens : s'il s'agit de la personne de l'enfant, la puissance paternelle s'exerce dans les mêmes conditions que pour un enfant légitime ; s'il s'agit de ses biens, l'article 327 du Code Civil décide que « lorsque l'autorité tutélaire confère la puissance paternelle au père ou à la mère, elle détermine en même temps leurs droits sur les biens de l'enfant » (3).

L'administration légale, en France, n'existe donc que pour les enfants légitimes : elle n'appartient à leurs parents que s'ils étaient légitimement unis par le mariage. Mais est-il nécessaire que les parents restent mariés pour exercer l'administration légale ? en d'autres termes, celle-ci ne doit-elle pas disparaître à la dissolution du mariage par le divorce, de même qu'elle s'éteint lors de la dissolution du mariage arrivée par le prédécès de l'un des époux ? C'est cette question qu'il nous faut maintenant résoudre.

§ 2. — L'ADMINISTRATION LÉGALE EXISTE-T-ELLE APRÈS LE DIVORCE ?

A première vue, il semble que le divorce doive exclure l'administration légale et la faire remplacer par la tutelle.

(1) Codes Civils espagnol. art. 150 ; portugais, art. 166, etc.

(2) Codes Civils italien, art. 184 ; hollandais, art. 408, modifié par la loi du 6 février 1901 ; Code Civil de Monaco, art. 292 ; Code Civil allemand, art. 1793 s.

(3) Suisse, Code Civil, art. 327. Voir *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1909-1910, p. 79, l'étude de M. Champcommunal.

Qu'importe en effet que le mariage soit dissous par la mort de l'un des époux ou par le divorce? Quelle différence y a-t-il entre les deux hypothèses? Dans les deux cas, la protection qu'assuraient à l'enfant la présence, le contrôle et la bonne entente de ses deux parents ne peut plus s'exercer utilement.

Sous le régime du Code civil et de la loi du 27 juillet 1884 rétablissant le divorce, la question était discutée, car notre législation ici encore présentait une lacune importante : elle statuait bien sur le sort, en cas de divorce, de certains attributs de la puissance paternelle, sur la garde (article 302 du Code civil), sur la jouissance légale (article 386 du Code civil), mais elle gardait le plus profond silence sur le droit d'administration des biens de l'enfant. Que décider alors?

D'une part, l'article 389 du Code civil n'accordait l'administration légale que *durant le mariage*; d'autre part, l'article 390 ne faisait ouvrir la tutelle qu'après la dissolution du mariage survenue par la mort de l'un des époux. Or, au cas de divorce, le mariage a cessé, mais les époux sont encore vivants : il ne devait donc y avoir ni administration légale ni tutelle. On ne pouvait admettre des conséquences aussi logiques, qui eussent abouti à laisser les biens de l'enfant d'époux divorcés sans aucune administration. Deux opinions opposées étaient en présence.

Un premier système (1), s'appuyant sur les termes mêmes de l'article 389, soutenait que la tutelle devait s'ouvrir au cas de divorce : il est bien vrai, disait-on, que l'article 390 ne parle que du décès de l'un des parents, mais il faut assimiler la dissolution du mariage arrivée par le divorce à celle arrivée par la mort, et considérer l'époux contre qui le divorce est prononcé comme décédé. Il y aurait donc lieu à tutelle.

Cette opinion n'eut guère de succès, car, contraire à

(1) Zachariae, t. I, p. 271.

l'article 390 lui-même, elle est aussi absolument contraire à la réalité des faits : l'époux contre qui le divorce est prononcé est toujours vivant; bien plus, la loi elle-même lui reconnaît des droits sur l'éducation de ses enfants et autorise les tribunaux à lui en confier la garde. Aussi admettait-on presque unanimement que le divorce ne met pas fin à l'administration légale et ne donne pas lieu à l'ouverture de la tutelle. Mais alors, une nouvelle question se pose : si le divorce laisse subsister l'administration légale, n'en fait-il pas changer le titulaire, et l'administration légale est-elle encore et toujours exercée par le père ? C'est une question que nous étudierons plus loin quand nous examinerons à qui appartient l'administration légale (1).

Les divergences qui étaient nées dans la doctrine et la jurisprudence en matière de divorce n'existaient pas en matière de séparation de corps, car celle-ci ne dissout pas le mariage, et l'on se trouve strictement dans les termes de l'article 389. A plus forte raison était-on unanime pour maintenir l'administration légale du père au cas d'une simple séparation de fait, à laquelle la loi ne reconnaît aucun caractère juridique.

La loi du 6 avril 1910, s'est rangée à l'opinion la plus généralement adoptée. La proposition primitive de M. Adigard et le texte voté par la Chambre restaient muets sur la question. C'est la Commission du Sénat qui s'en est préoccupée. Elle reconnaît que « le divorce ne fait pas *ipso facto* cesser l'administration légale, et que la survivance et la coexistence du père et de la mère suffisent pour que les intérêts de l'enfant soient considérés comme efficacement protégés par suite de l'affection attentive de chacun de ses père et mère, malgré le divorce intervenu entre eux (2) ». Et son rapporteur, M. Legrand, propose en conséquence

(1) Voir *infra*, chap. iv, section iv.

(2) Rapport de M. Legrand, *Journal Officiel*, Doc. parl. S. E. 1908, n° 968, p. 8.

de substituer aux mots : « le père est, durant le mariage » de l'ancien article 389, la formule nouvelle : « le père est, du vivant des père et mère », afin de viser la situation du père administrateur à la fois pendant le mariage et après le divorce, et de mettre le texte de l'article 389, d'accord avec l'article 390, qui ne fait s'ouvrir la tutelle qu'à la mort de l'un des parents de l'enfant.

Mais, dans le texte complet de la proposition, telle qu'elle est sortie de l'examen de la Commission du Sénat, on ne retrouve pas les mots : « le père est, du vivant des père et mère, » mais ceux-ci : « le père est, du vivant *des époux* ». Aussi, lors de la première délibération du Sénat (1) M. Guillaume Poulle dénonça l'erreur de rédaction : il fit remarquer qu'au cas de divorce, que l'on avait voulu viser aussi, l'expression était impropre, car on ne peut plus parler d'époux, le divorce ayant rompu le lien conjugal. Il demandait donc de mettre le texte de la proposition d'accord avec les termes du rapport, et de dire : « le père est, du vivant des père et mère ». M. Guillier, qui, à la suite de la non-réélection de M. Legrand, avait été désigné comme rapporteur par la Commission du Sénat, reconnut l'erreur et promit de la rectifier pour la deuxième délibération ; mais à ce moment la proposition fut adoptée sans discussion, et nul ne pensa à faire rectifier la formule (2). Finalement, le texte définitif garda les mots : « du vivant des époux ». Mais il ne saurait subsister aucun doute sur l'intention du législateur, de laisser continuer l'administration légale après le divorce.

On peut d'ailleurs trouver la consécration de cette idée dans la disposition introduite dans la proposition Adigard, par la Commission du Sénat, dans le but de déterminer à qui doit appartenir l'administration légale en cas de divorce.

(1) Séance du Sénat du 5 février 1909, *Journal Officiel* du 6, Déb. parl. p. 79.

(2) Séance du Sénat, du 11 février 1909, *Journal Officiel* du 12.

Bien plus, cette dernière disposition rendait inutile la modification proposée par M. Poulle et par le rapporteur du Sénat, puisque d'après l'article 389, 3^e alinéa, l'administration légale n'est pas, au cas de divorce, laissée nécessairement au père, mais doit appartenir à celui qui aura la garde de l'enfant. Et il en sera de même au cas de séparation de corps : contrairement à ce qu'on décidait sous le régime du Code Civil, le père ne conservera plus nécessairement l'administration légale.

Nous connaissons maintenant les conditions indispensables pour qu'il y ait administration légale. Nous allons voir dans le chapitre suivant quel en est le caractère juridique.

CHAPITRE III

NATURE JURIDIQUE DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

La question de la nature juridique de l'administration légale était, sous le régime du Code Civil, vivement controversée; deux opinions, nettement tranchées, étaient en présence: les uns considéraient l'administration légale comme un attribut de la puissance paternelle; c'étaient de beaucoup les plus nombreux; les autres y voyaient une simple tutelle, mais d'un genre particulier.

La loi du 6 avril 1910 n'a pas essayé de solutionner la controverse, et aujourd'hui encore la question demeure entière, bien qu'elle ait perdu un peu de son importance à cause de la réglementation assez minutieuse et assez complète de l'administration légale par la loi de 1910. Nous rechercherons d'abord quel est l'intérêt pratique de la question, puis nous verrons dans quel sens elle doit être résolue, et enfin si le législateur français est resté fidèle au point de vue qu'il semble avoir adopté.

Section I^{re}. — Intérêt pratique de la question.

Sous l'empire du Code Civil, cet intérêt était manifeste, puisque le Code n'avait pas réglementé l'étendue des pouvoirs du père administrateur: les uns, partant de l'idée de puissance paternelle, donnaient au père un pouvoir absolu et sans limite; les autres, se référant à l'idée de tutelle,

voyaient dans les formalités imposées au tuteur des garanties d'ordre général pour tous les mineurs, et en proposaient l'application au père administrateur. Survint la loi du 6 avril 1910; malheureusement, elle ne se rattache pas à un principe juridique bien déterminé : au lieu de se prononcer une fois pour toutes sur le caractère juridique de l'administration légale, et de poser un principe d'où découleraient comme autant de conséquences toutes les règles applicables à tels ou tels cas particuliers, elle laisse l'interprète dépourvu de tout guide pour solutionner les questions qu'elle a omises. En effet, si l'administration légale est une tutelle, il faudra étendre en principe au père les règles édictées pour le tuteur et lui imposer les mêmes formalités pour les cas qui n'auront pas fait de la part du législateur l'objet d'une réglementation spéciale. Au contraire, si le droit conféré au père est un attribut de la puissance paternelle, il aura les pouvoirs les plus étendus.

Pourtant, la question présente aujourd'hui beaucoup moins d'importance qu'avant la loi de 1910, car le législateur, s'il a négligé de déterminer expressément le caractère juridique de l'administration légale, a néanmoins établi une règle très large et de nature à embrasser la grande généralité des cas, en déterminant les pouvoirs du père par rapport à ceux du tuteur, ces derniers étant déjà assez soigneusement réglementés. Mais elle est toujours aussi importante lorsqu'il s'agit de déterminer les obligations de l'administrateur légal.

Section II. — Exposé et solution de la controverse : l'administration légale est un attribut de la puissance paternelle.

Comment faut-il donc interpréter le laconisme de la loi ?
A première vue, il paraît tout à fait logique d'appliquer à

l'administration légale les règles de la tutelle et de voir dans le père une sorte de tuteur(1). En effet, d'une part, l'article 389 du Code Civil est placé au chapitre de la tutelle, et dans une section intitulée : « de la *tutelle* des père et mère ». Si les rédacteurs du Code Civil avaient vu dans l'administration du père un attribut de la puissance paternelle, ils l'auraient organisée au titre même de la puissance paternelle. D'autre part, l'article 389 règle une question d'administration des biens des mineurs, ainsi que les articles suivants placés au même titre. Si le législateur ne s'est pas étendu davantage en ce qui concerne le père, du vivant des époux, ce n'est pas par oubli, mais par l'idée d'un renvoi tacite aux règles de la tutelle. Les difficultés non prévues pour l'administration légale devront donc être résolues à l'aide des règles de la tutelle.

Enfin, a-t-on dit, l'administration légale et la tutelle ayant été instituées dans le même but, pour donner un représentant à un incapable qui dans les deux cas a besoin de la même protection, seule la qualification de ce protecteur change, suivant que les deux époux sont vivants ou non. Et l'on rappelle les paroles de Cambacérès : « L'autorité du père et de la mère sur leurs enfants est dans son essence la même que celle du tuteur... L'enfant est placé par la nature et par la loi sous la surveillance de son père et de sa mère ou du survivant d'eux ». Le Code Civil n'aurait fait que s'inspirer des idées de Cambacérès et édicterait une assimilation complète, sauf quant à la qualification, entre la tutelle et l'administration légale du père (2).

(1) Bulletin de la Soc. d'Et. Lég. 1906. — A. Wagner, Rev. trim. de dr. civ. 1902. — Trib. Nantes, 16 mai 1905, D. 1906, 5,38. — Trib. Seine 8 novembre 1898. Pand. 1899, 2,273; S. 99, 2,316.

(2) Quelques législations étrangères ont adopté ce système; elles placent l'enfant en tutelle dès sa naissance. Ses parents ne sont que ses tuteurs; toutefois, on les dispense de certaines garanties exigées d'un tuteur ordinaire. C'est le cas de certains cantons suisses, du Code Civil suédois, etc.

Ces arguments ne sont pas sans réplique, et l'opinion contraire prévaut aujourd'hui, qui proclame nettement que les règles de la tutelle, ne sont pas, en principe, applicables à l'administration légale (1). Et d'abord, les intentions du législateur sont formelles et résultent clairement des conditions dans lesquelles l'article 389 fut introduit dans le Code. Nous avons vu déjà, en parlant des origines de cet article, comment le Tribunal, jugeant contraire aux usages et à la raison de n'attribuer au père que les pouvoirs d'un tuteur, proposa, et obtint, précisément pour éviter cette assimilation, l'insertion de l'article 389. Sans doute, cet article eût été mieux placé au titre de la puissance paternelle, et les législations étrangères ne s'y sont pas trompées (2), mais il n'est pas nécessairement déplacé au chapitre de la tutelle, car on a réuni ainsi tous les articles relatifs à la gestion des biens du mineur; et, d'autre part, au moment où le Tribunal proposa l'insertion de cet article, il n'était plus possible de revenir sur le titre de la puissance paternelle, déjà définitivement voté. Une autre preuve que l'intention du législateur était bien de rattacher l'administration légale à la puissance paternelle, résulte de la modification hâtive apportée à l'article 384 du Code Civil (art. 12 du projet) en ce qui concerne la jouissance légale : nous avons vu comment le mot « administration » fut oublié — et non

(1) Demolombe, VI, n. 413 s. — Laurent, IV, n. 301 s. — Huc, III, n. 234. Vigier, I, n. 819. — Zachariæ, I, § 99. — Planiol, 5^e édition, tome I, n. 1711. — Jean Privat, thèse, p. 36 s. etc. — Cass. req. 3 juin 1867, D. 68, 1,27; S. 67, 1,273. — Bordeaux, 3 janvier 1849, S. 52, 2,304. — Trib. Semur 4 août 1899 et Cour Dijon 13 juin 1900, D. 1902, 2,46. — Bordeaux, 24 janvier 1901, D. 1902, 2,377. — Cass. req. 5 janvier 1903, D. 1903, 1,24; S. 1903, 1,78; P. Fr. 1903, 1,527. — Cass. Civ. rej. 29 juillet 1903, D. 1904, 1,196. — Trib. Seine, 8 novembre 1898, S. 99, 2,316; P. F. 99, 2,273; — 10 janvier 1900, P. F. 1902, 2,136. — Trib. Rouen, 20 février 1901. Rép. gén. not. 1901, 152. — Toulouse, 29 octobre 1907, Mon. Lyon, 24 décembre 1907, etc.

(2) Code Civil allemand, articles 1638 s. — Code Civil italien, articles 234 s. etc.

supprimé — quand on décida de faire cesser l'usufruit légal lorsque l'enfant aurait atteint 18 ans (1).

D'ailleurs, cette solution semblait commandée par les précédents historiques, à condition de négliger la période révolutionnaire qui avait une tendance très nette à regarder le père comme un tuteur, et contre les idées de laquelle le Code Civil marqua une réaction. Dans notre ancien droit, les pouvoirs du père étaient généralement plus étendus que ceux du tuteur, et le Tribunat ne faisait que rappeler la tradition quand un de ses membres disait : « Jamais le père n'a été qualifié de tuteur avant la dissolution du mariage ». On connaît aussi le but que poursuivaient les rédacteurs du Code après les troubles révolutionnaires : resserrer les biens de la famille sous l'autorité du père, concentrer entre les mains du chef de famille la direction de tous les intérêts moraux et pécuniaires et l'autorité du père n'eût pas été complète si l'on avait soumis ses actes aux formalités qu'on exige d'un tuteur et si on avait apporté à ses pouvoirs les mêmes restrictions.

A quoi bon vouloir lui imposer le contrôle d'un subrogé-tuteur et d'un conseil de famille, alors que la mère de l'enfant est là pour veiller à ses intérêts, coopérer à l'œuvre d'éducation et d'administration du père, l'éclairer de ses conseils inspirés par son affection maternelle ? Comme le disait M. Piou (2), « le système du Code Civil, écho d'une tradition universelle, repose sur la pensée que le père et la mère sont les défenseurs naturels de leurs enfants et les meilleurs gardiens de leurs intérêts. Tant que dure la société conjugale, la famille se trouve constituée avec tous ses éléments de force et de protection, et nulle garantie ne vaut, pour les enfants, le concours vigilant de deux affections qui veillent sur eux ».

(1) Voir page 36 *suprà*.

(2) *Journal Officiel*, 1887. Annexes, Chambre, n° 1920, p. 968.

Enfin, le raisonnement lui-même nous amène à voir dans l'administration légale une conséquence de la puissance paternelle. Tout le monde est d'accord pour voir dans les droits de garde, d'éducation, de jouissance légale, etc., des attributs de la puissance paternelle : mais le droit de jouissance, pour ne pas être entravé, entraîne le droit d'administration, qui, en somme, n'est qu'un moyen de rendre possible et efficace l'exercice des autres attributs, incontestés, de la puissance paternelle. Dans ces conditions, faut-il y voir autre chose qu'une conséquence, qu'un attribut, de cette même puissance ?

Ainsi, les travaux préparatoires du Code Civil, la tradition historique, la présence de la mère, la surveillance qu'elle peut exercer et sa tendresse pour l'enfant, enfin la raison elle-même, nous commandent de rattacher l'administration légale à l'autorité paternelle, et de ne pas appliquer en principe au père administrateur les règles qui gouvernent la tutelle. C'est d'ailleurs l'opinion de la plupart des auteurs, et, depuis fort longtemps de toute la jurisprudence. C'est bien aussi, semble-t-il, la manière de voir du législateur de 1910 : le rapport de M. Legrand au Sénat rappelle en effet et approuve entièrement les observations présentées au Tribunal lors de l'élaboration de l'article 389, et les paroles de M. Berlier au Corps Législatif reproduisant la pensée exprimée par le Tribunal.

L'administration légale est donc une institution distincte de la tutelle : la tutelle est une création artificielle de la loi, destinée à protéger le mineur en l'absence de ses parents et à lui fournir des garanties nécessaires contre des tiers administrateurs qui n'auraient pas pour lui toute l'affection désirable. L'administration légale est au contraire une institution de droit naturel, basée sur les sentiments d'affection naturelle des parents pour leurs enfants, affection qui les porte à veiller attentivement tant sur leurs intérêts pécuniaires que moraux.

Section III. — Inconséquence du législateur français, qui fait cesser l'administration légale à la mort de l'un des parents, bien que le survivant exerce enoore la puissance paternelle.

Dans ces conditions, il est permis de s'étonner que le législateur fasse cesser l'administration légale à la mort de *l'un* des parents de l'enfant. A ce moment, la tutelle est ouverte, avec tout son cortège de restrictions, mais la puissance paternelle subsiste, exercée par le survivant des époux. Pourquoi donc celui-ci conserve-t-il la puissance paternelle sur la personne de ses enfants, mais n'a-t-il plus sur leurs biens que les pouvoirs d'un tuteur ? Pourquoi l'administration légale, attribut de la puissance paternelle, qui subsiste, a-t-elle disparu ?

Il y a là une anomalie tout à fait particulière au Code français et à deux ou trois autres (1). En droit romain déjà il n'en était pas ainsi : la tutelle ne s'ouvrait que lorsque l'enfant devenait *sui juris*, c'est-à-dire quand il était libéré de la *patria potestas*. De même, dans notre ancien droit, au décès de l'un des parents, il y avait lieu au bail ou à la garde, et ce n'est que s'il n'y avait pas de parents acceptant la garde, que la tutelle était organisée (2). L'origine de la règle qui organise la tutelle dès le décès de l'un des parents est, en France, difficile à déterminer (3). Quoi qu'il en soit, l'article 390 de notre Code Civil est formel, quand il édicte cette disposition ; et même, comme nous l'avons vu, depuis la loi du 2 juillet 1907, le concours des deux

(1) Codes Civils de Neuchâtel, art. 281 ; du Bas-Canada, art. 243 ; néerlandais, art. 355.

(2) Beaumanoir, XVII, 2.

(3) Elle est exprimée déjà au XIV^e s. dans la *Très Ancienne Coutume de Bretagne* (ch. LXXVII et LXXVIII). Voir Planiol, t. I, n. 1752.

formes de protection, puissance paternelle et tutelle, est la situation normale pour les enfants naturels.

Quels sont donc les motifs qui ont fait adopter cette manière de voir ? Le principal est sans aucun doute la tradition. Peut-être a-t-on pensé aussi que la disparition de l'époux prédécédé privait l'enfant de ses meilleures garanties. Enfin, on peut attribuer cette anomalie au fait que le législateur ne reconnaît pas à l'administration légale le même caractère essentiel qu'aux autres attributs de la puissance paternelle. Il faut en effet distinguer suivant qu'il s'agit des biens de l'enfant ou de la protection de sa personne ; les attributs de la puissance paternelle relativement à la personne sont d'ordre public, et nul ne peut y porter atteinte ; les attributs de la puissance paternelle relatifs aux biens (administration légale, jouissance légale), ne sont pas d'ordre public, ne sont pas des éléments essentiels de la puissance paternelle : ils peuvent fort bien en être détachés. Par exemple, un testateur qui lègue certains biens à un mineur qui a ses père et mère, peut fort bien priver le père de l'administration de ces biens ; la validité de cette clause a même été consacrée expressément par la loi du 6 avril 1910 (art. 389, § 1). Le Code Civil, en conservant la puissance paternelle au survivant des époux et en lui enlevant l'administration légale pour le soumettre, quant aux biens de ses enfants, aux règles de la tutelle, ne fait que consacrer cette distinction entre les deux sortes d'attributs de la puissance paternelle.

Ce point de vue, à certains égards peu logique, n'a pas été adopté par les législations modernes. Elles rattachent aussi l'administration légale à la puissance paternelle (1), mais elles ont une tendance très nette à maintenir l'administration légale même après le décès de l'un des conjoints, tant que l'autre survit. Elles supposent sans doute que

(1) Sauf de rares exceptions, voir *suprà*, p. 55, n. 1, et *infra*, ch. v. s. II.

l'affection du survivant, d'autant plus vive que l'autre conjoint n'est plus là, suffit pour lui maintenir l'administration légale sans le soumettre inutilement à la surveillance d'un subrogé-tuteur ou d'un conseil de parents. Elles n'organisent la tutelle qu'après la mort du père et de la mère, c'est-à-dire quand la puissance paternelle a entièrement disparu, tout en prenant parfois des précautions supplémentaires au cas de décès de l'un d'entre eux.

C'est le système, notamment, du Code Civil allemand, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1900 (1); mais il permet, dans certains cas, d'adjoindre un conseil à la mère survivante (2), par exemple si le tribunal des tutelles le juge nécessaire.

Le Code Civil italien admet le même système (art. 241). Son premier projet (3) faisait cesser l'administration légale du père à la mort de la mère. Le rapporteur de la Commission sénatoriale, M. Vigliani, critiqua vivement cette disposition (4), et M. Pisanelli lui-même, auteur du projet, céda, devant la logique : on décida que la tutelle ne s'ouvrirait que si les deux parents sont décédés (*se ambidue i genitori sono morti*); le survivant des deux époux reste administrateur légal, et même aucune mesure particulière n'est prise à son égard, car les pouvoirs de l'administrateur légal sont étroitement limités par la loi (art. 224 s.).

C'est encore le système admis par le Code Civil suisse du 10 décembre 1907 (art. 297); mais si les biens de l'enfant sont en péril, l'autorité tutélaire peut soumettre le père ou la mère qui exerce la puissance paternelle à la surveillance qu'elle exerce sur les tuteurs, ou exiger des sûretés; elle peut aussi nommer un curateur pour sauvegarder les intérêts de l'enfant (art. 291) (5).

(1) Code Civil allemand, art. 1684 et 1733 cbn.

(2) Code Civil allemand, art. 1687.

(3) Cf. S. Gianzana, Code Civil, I, n° 30.

(4) Cf. S. Gianzana, Code Civil, II, n° 100.

(5) Même système encore dans les Codes Civils portugais, art. 137 s.;

Le Code Civil français est donc l'un des rares Codes qui consacrent le système illogique et incohérent d'après lequel le droit d'administration légale se transforme en un simple droit de tutelle le jour où l'un des deux époux vient à mourir, bien que le survivant exerce la puissance paternelle, dont l'administration légale est un attribut.

Pour en terminer avec cette question, il convient de signaler une catégorie à part de législations étrangères, qui se rapprochent plus que les précédentes de la législation française, mais qui pourtant restent logiques avec elles-mêmes. Elles rattachent bien encore l'administration légale à la puissance paternelle, mais, comme elles confèrent cette puissance au père seul, la mort seule du père, ou l'impossibilité dans laquelle il se trouve d'exercer la puissance paternelle, donnent lieu à l'ouverture de la tutelle ; la mort de la mère, au contraire, reste sans influence sur la gestion des biens, et le père survivant reste administrateur légal. C'est le système du Monténégro, du Chili, de l'Autriche, etc. (1).

argentin, art. 305 s.; espagnol, dont l'art. 199 dit que « la tutelle n'a lieu que pour ceux qui ne sont pas soumis à la puissance paternelle ».

(1) Monténégro, Code des biens, art. 960. — Chili, Code Civil, art. 338. — Autriche, Code Civil, art. 172 s. — En droit musulman, les pouvoirs du père, administrateur tout puissant, ne reçoivent pas de restriction lorsque, à la mort de la mère, le père est investi de la tutelle légale, car la puissance paternelle subsiste. (Cf. H. Joly, de *l'esprit du droit familial dans l'islamisme*).

CHAPITRE IV

QUI EXERCE L'ADMINISTRATION LÉGALE

A Rome, le père seul pouvait avoir la puissance paternelle ; la mère n'y avait aucun droit, ni du vivant de son mari ni après son décès. Dans notre ancien droit coutumier, au contraire, l'influence de la mère s'est accrue : elle partage cette puissance avec le père, et, après la mort du père, elle l'exerce seule. Le Code Civil, dans l'article 372, accorde la puissance paternelle au père et à la mère, mais l'article 373 en donne l'exercice au père seul pendant le mariage ; par suite, l'administration légale, qui en est un attribut, est exercée par le père seul pendant la vie commune des époux. Cependant, elle peut, dans certains cas, même de leur vivant, passer à la mère, ou même être attribuée à un tiers. Cela résulte notamment des quatre premiers paragraphes du nouvel article 389, modifié par la loi du 6 avril 1910, qui ont pour objet de déterminer quelles personnes peuvent avoir l'exercice de l'administration légale. Nous allons voir successivement les cas dans lesquels elle appartient au père, à la mère ou à un tiers ; puis nous verrons à qui elle appartient au cas de divorce ou de séparation de corps.

Section I. — Le Père.

« Le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés... »

(art. 389, 1^{er} al.). La loi du 6 avril 1910 modifie ainsi l'ancien article 389, qui disait : « Le père est, *durant le mariage*, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs ». Nous avons déjà remarqué que cette modification avait pour but de mettre la loi en harmonie avec la réalité, puisque le divorce, qui rompt le mariage, ne fait pas pour cela cesser l'administration légale ; et nous avons noté aussi qu'elle était sans utilité, pour ne pas dire malheureuse, puisque, après le divorce, la loi elle-même (art. 389, al. 3) confie l'administration légale non plus au père en principe, mais à celui des époux qui a la garde de l'enfant.

Le père sera administrateur légal même s'il est lui-même mineur. L'homme, en effet, peut se marier dès l'âge de 18 ans, et même avant s'il obtient certaines dispenses ; et, d'après l'article 476 du Code Civil, le mariage l'émancipe de plein droit. Par suite, le père mineur, ainsi émancipé, et qui peut faire seul tous les actes d'administration sur ses biens personnels (art. 481 s. C. Civ.), aura aussi l'administration légale des biens de ses enfants. Dans l'ancien droit déjà, Pothier (1) écrivait : « Le mariage ayant rendu les enfants capables d'administrer leurs propres biens, rien n'empêche que la garde de leurs enfants ne puisse leur être confiée ». Seulement le père mineur n'aura pas plus de pouvoirs en ce qui concerne les biens de son fils qu'en ce qui concerne ses biens personnels, et le curateur devra l'assister quand il agira pour son fils dans les mêmes cas que s'il agissait pour son propre compte. Il n'y a aucun doute sur ce point.

C'est donc le père qui, en principe, exerce l'administration légale ; c'est la loi elle-même qui lui impose cette mission, et de là vient le nom d'administration *légale* que les interprètes avaient donné à sa fonction d'administration. Mais la question se pose de savoir si cette fonction est pour lui obligatoire : ne peut-il pas en être dispensé en

(1) Pothier, Traité de la garde noble, n° 29.

invoquant certaines excuses, comme pourrait le faire le tuteur ?

Et d'abord, il est certain que le père ne peut pas, par exemple dans son contrat de mariage, ou dans un acte postérieur, se priver lui-même du droit d'administrer les biens de ses enfants mineurs, qui lui est attribué par la loi, pas plus qu'il ne pourrait renoncer à la puissance paternelle elle-même. Une pareille clause devrait être réputée non écrite, par application de l'article 1388 qui défend *aux époux* de déroger « aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef ».

Mais ne peut-il pas tout au moins s'exonérer de cette charge en invoquant les *excuses* admises au profit du tuteur par les articles 427 s. du Code Civil ? A ce sujet, plusieurs systèmes s'étaient formés : quelques rares auteurs, assimilant la tutelle et l'administration légale permettaient au père d'invoquer les excuses établies pour le tuteur (1). D'autres, au contraire (2), — la presque unanimité, — pensaient que les causes d'excuses étaient spéciales au tuteur et ne pouvaient être étendues à l'administrateur légal. Enfin, Demolombe (3) admettait un système mixte, et, s'il se refusait en principe à étendre au père lesdites causes d'excuses, il admettait des tempéraments pour le cas où le père serait manifestement incapable de gérer, par exemple par suite d'une maladie ou d'infirmités graves et dûment constatées, auxquels cas le père pourrait demander aux tribunaux, qui auraient toute liberté d'appréciation, à être dispensé de l'administration légale.

A notre avis, il vaut mieux adopter le second système, et refuser au père le droit de se décharger de sa mission.

(1) De Fréminville, t. I, p. 283. — Hédiard, thèse. Paris, 1858, p. 131 s.

(2) Aubry et Rau, t. I, p. 666 s., § 123. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, *des pers.*, n. 181, et les auteurs et arrêts cités par eux.

(3) Demolombe, t. IV, 430.

D'abord, il y a là une application du principe que nous avons déjà admis, en vertu duquel les règles de la tutelle sont inapplicables à l'administration légale. De plus, l'administration des biens de ses enfants est un devoir pour le père, devoir qui constitue la contre-partie des avantages que lui confère la puissance paternelle : *ubi emolumentum, ibi et onus esse debet*. On permet au tuteur d'invoquer des excuses parce qu'il a une charge indépendante de sa volonté, parfois très gênante et fort onéreuse, et qu'il est souvent un étranger. L'administration légale au contraire est la conséquence d'un fait volontaire, de l'obligation que le père a contractée en se mariant de veiller sur la personne et les biens de ses enfants.

Quant au tempérament de M. Demolombe, on ne peut l'écarter *a priori*, puisque nous reconnaissons aux tribunaux un pouvoir général d'intervention et de contrôle pour tout ce qui concerne la puissance paternelle et ses différents attributs. Nous n'admettons pas des causes d'excuses déterminées une fois pour toutes, mais, de même qu'au cours de l'administration légale les tribunaux peuvent prononcer la déchéance du père de l'administration légale, ou la lui retirer pour cause grave (art. 389, al. 9), nous leur reconnâtrons le droit de l'en dispenser et d'apprécier les motifs qu'il pourrait invoquer dans ce but, en s'inspirant des intérêts de l'enfant. Ils ne feront alors, en somme, qu'user d'un moyen préventif, dans le but d'éviter un mal qu'on pourrait prévoir comme absolument certain.

Section II. — La Mère.

La règle qui accorde en principe l'administration légale au père n'est pas absolue, même du vivant de celui-ci, et la mère peut quelquefois en avoir elle-même l'exercice malgré l'existence du père.

D'une façon générale, nous dirons que l'administration légale appartient à la mère toutes les fois que le père est dans l'impossibilité physique ou morale de l'exercer, et toutes les fois que le père a été atteint par l'une des causes qui font cesser ce pouvoir en sa personne. La loi du 6 avril 1910 a énuméré ces diverses causes ; le père cessera d'être administrateur légal lorsqu'il sera interdit ou pourvu d'un conseil judiciaire, lorsqu'il sera absent ou déchu de la puissance paternelle, ou lorsque cette administration lui aura été retirée pour causes graves par le tribunal. Pour le moment, nous ne faisons qu'indiquer ces diverses causes qui privent le père de l'administration légale ; nous aurons l'occasion de les retrouver plus loin en nous occupant de la cessation de l'administration légale, et d'apporter à leur énumération un certain nombre de précisions.

Remarquons seulement que ces causes, ainsi prévues par le Code Civil ou par la loi du 6 avril 1910 (art. 389, al. 9), produisent leur effet de plein droit ; quand elles se présentent, la mère est investie *ipso jure* de l'administration légale, et n'a pas à présenter une requête au tribunal pour se la faire attribuer (art. 389, al. 2).

Section III. — Un tiers.

Non seulement l'administration légale peut être confiée à la mère, mais elle peut être enlevée aux deux parents pour être remise à un tiers. Cela peut arriver dans les cas suivants, que nous étudierons successivement : 1° au cas où une personne donne ou lègue à l'enfant certains biens avec la clause que ces biens ne seront pas administrés par le père ou la mère, mais par un tiers ; 2° au cas d'opposition d'intérêts entre le père et l'enfant ; 3° au cas où le père et la mère sont atteints tous les deux par une des causes qui

font cesser l'administration légale en la personne de chacun d'eux.

§ 1^{er}. — CLAUSE DE NON ADMINISTRATION PAR LE PÈRE.

Est-il permis de donner ou de léguer des biens à un enfant mineur dont les deux auteurs sont vivants, sous la condition que le père n'en aura pas l'administration ?

Sous le régime du Code Civil on pouvait en douter, car la puissance paternelle, dont l'administration légale est un attribut, se rattache à l'état des personnes, et les règles relatives à l'état des personnes sont d'ordre public et ne peuvent être modifiées par des conventions particulières. Nous avons vu déjà comment le père, à cause de ce caractère d'ordre public, ne pouvait renoncer lui-même à l'administration légale. Mais ce caractère d'ordre public s'imposait-il également aux tiers, pratiquement aux donateurs ou testateurs qui voulaient gratifier le mineur, mais qui voulaient soustraire à l'administration du père les biens faisant l'objet de leurs libéralités ?

Au temps de l'ancien article 389, la question était fort discutée, et ici encore nous retrouvons deux systèmes opposés. Il faut remarquer que la question se liait étroitement à celle que nous avons déjà rencontrée et qui consistait à se demander quelle est la nature juridique de l'administration légale. Comme le faisait remarquer M. Bartin (1), « si on rapproche de la tutelle cette administration légale, il faut en conclure qu'un donateur peut retirer au père, administrateur légal des biens de l'enfant, l'administration des biens qu'il lègue à l'enfant. Si on rapproche, au contraire, l'administration légale de la puissance paternelle, et si on l'en fait dépendre, il est clair qu'elle ne comporte pas l'exception dont je viens de parler. » Il fallait donc logi-

(1) Rapport de M. Bartin, *Bulletin de la Soc. d'Ét. Lég.*, 1906.

quement, si l'on voyait dans l'administration légale un attribut de la puissance paternelle, décider que toute clause restreignant ou supprimant l'administration légale devait être frappée de nullité. L'administration légale étant d'ordre public, en priver le père eût été amoindrir l'autorité paternelle et créer des discordes dans le sein des familles : il convenait d'appliquer l'article 6 du Code Civil qui défend de déroger aux lois qui intéressent l'ordre public.

Pour permettre d'amoindrir ou de supprimer un élément de la puissance paternelle, il eût fallu un texte : il y en a un, l'art. 387 du Code Civil, qui permet à l'auteur d'une libéralité de priver le père et la mère de leur usufruit légal sur les biens donnés ou légués, mais le Code garde le silence en ce qui concerne l'administration légale : c'est donc qu'on ne pouvait la retirer au père pour la confier à un tiers.

D'ailleurs, ajoutait-on, ce système sauvegardait parfaitement l'intérêt de l'enfant, puisque, par application de l'art. 900 du Code Civil, on annulait non pas la libéralité, mais seulement la clause qui enlevait ses droits au père, cette clause seule étant réputée non écrite.

Pourtant cette première opinion (1) avait un grave inconvénient : celui de laisser administrer par un homme que le donateur jugeait incapable ou dissipateur, les biens donnés. Devant ce danger, il était à craindre que les personnes animées d'intentions libérales s'abstinssent de donner, puisque l'objet de leurs libéralités risquait d'être dilapidé et d'échapper aux enfants auxquels les biens étaient destinés. Il est vrai qu'en ce cas, d'après ses partisans, le père pouvait être destitué comme le tuteur, en vertu de l'art. 444 du Code Civil ; mais peut-être est-il préférable de

(1) Laurent, t. IV. n, 297 s. — Taulier, t. I, p. 499. — Besançon, 25 nov. 1807, s. 1808, 2, 97 et les renvois. Jurisprudence belge : Liège, 18 mai 1881. Pasicrisie belge, 82, 2, 235; — Voir aussi Gastambide, thèse, p. 59 et la note.

prévenir le mal que d'avoir à le guérir ; et puis, n'était-ce pas supposer résolue la question, très controversée, de savoir si l'on pouvait appliquer à l'administration légale des règles posées seulement pour la tutelle ?

Aussi admettait-on généralement qu'il fallait recourir à la distinction, que nous avons déjà rencontrée, entre les divers attributs de la puissance paternelle. Les uns sont essentiels, et on ne peut concevoir la puissance paternelle sans eux : ce sont ceux qui touchent à la personne de l'enfant (garde, éducation, etc.) ; les autres sont des attributs simplement naturels, qui peuvent être détachés de la puissance paternelle sans en altérer l'essence : ce sont ceux qui touchent aux intérêts pécuniaires de l'enfant (jouissance légale, administration légale). Le Code lui-même donne des exemples de cette distinction : dans l'art. 387, d'abord, quand il permet au donateur ou au testateur d'enlever au père l'usufruit légal des biens donnés ou légués à l'enfant ; à plus forte raison doit-il en être de même pour l'administration légale, car la mesure privant le père de la jouissance légale ne deviendrait-elle pas illusoire s'il fallait en ce cas lui laisser nécessairement l'administration des biens donnés ? dans l'art. 390 ensuite, lorsqu'il décide qu'à la mort de l'un des parents la tutelle s'ouvre, le survivant ayant toujours la puissance paternelle, donc les droits de garde, de correction, de jouissance légale même, mais non le droit d'administration légale des biens, qu'il gère seulement en qualité de tuteur ; ici, c'est le Code lui-même qui la détache de la puissance paternelle.

D'autre part, disait-on en faveur de cette thèse, le tiers, est libre de donner ou de ne pas donner ; il est donc libre de donner sous telles conditions qu'il juge convenables, pourvu toutefois qu'il ne viole ni la morale ni l'ordre public. Il ne viole pas la morale, puisqu'il agit dans l'intérêt de l'enfant, le père étant incapable ou indigne ; il ne viole pas davantage l'ordre public, puisqu'il aurait pu atteindre

le même résultat vis-à-vis du père, en donnant à un tiers l'usufruit et à l'enfant la nue propriété seulement, chose que personne ne penserait à lui interdire.

De plus, il est certain que la capacité d'une personne majeure est d'ordre public aussi bien que celle d'un mineur; or tout le monde admet qu'un donateur peut confier à un tiers l'administration des biens qu'il donne à un majeur (1); pourquoi cela ne lui serait-il plus permis au cas où le bénéficiaire est un mineur? Pas plus dans un cas que dans l'autre, il n'y a rien de contraire à l'ordre public.

Aussi la validité de cette clause en matière d'administration légale était-elle admise, avant la loi de 1910, par la presque unanimité des auteurs (2) et par la jurisprudence toute entière (3). Mais la plupart de ces auteurs et quelques décisions judiciaires apportaient à cette règle des tempéraments. La clause de non administration, disait-on, est valable en principe, mais, par exception, elle doit être annulée lorsque le donateur a retiré au père l'administration des biens donnés par suite d'un sentiment de colère, de haine ou de mépris pour le père, au lieu d'être inspiré par le désir de sauvegarder les intérêts de l'enfant. « La morale dit Proudhon à ce propos (4), réprouve la vengeance, et la justice ne peut sanctionner l'œuvre de la passion. » Il y aura là une question de fait, que l'on doit laisser à l'appréciation des tribunaux (5). La jurisprudence a fait quelquefois cette distinction et n'a pas hésité à annuler des clauses

(1) Cass. 26 mai 1856, D. 56, 1, 320; S. 56, 1, 682.

(2) Demolombe, t. VI, n. 458; — Huc, t. III, n. 237. — Planiol, t. I, n. 1709. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, 2^e éd. n° 212. — Aubry et Rau, 5^e éd., t. I, § 123, p. 778, note 15. Seligman, *Rev. crit.*, 1875, p. 699.

(3) Orléans, 21 avril 1894, S. 94, 2, 303; et 12 juillet 1895, S. 95, 2, 244. — Lyon, 13 mars 1897, Pand, 1899, 2. 321. Nîmes, 16 avril 1907, D. 1908, 2, 331; S. 1908, 2, 66, et les renvois.

(4) Proudhon, t. I, n. 246, p. 307.

(5) Aubry et Rau, 5^e éd. t. I, § 123, texte et note 15. — Cass. 12 juillet 1895, S. 95, 1, 244; — Orléans, 21 avril 1894, S. 94, 2, 303. — *Contrà* : Laurent, t. IV, n° 298 in fine.

de retrait qui impliquaient dans une certaine mesure une atteinte à la puissance paternelle.

Tel était l'état de la controverse quand fut votée la loi du 6 avril 1910. Consacrant l'opinion la plus commune, une disposition, ajoutée par la Commission du Sénat au premier alinéa de la proposition Adigard, a reconnu le droit des donateurs et testateurs de soustraire leurs libéralités à l'administrateur légal pour en confier la gestion à des tiers. Le législateur français n'a fait, d'ailleurs, qu'imiter sur ce point la plupart des pays étrangers (1), qui déjà reconnaissaient expressément la validité de la clause dont nous nous occupons : tels étaient les Codes civils allemand, italien, néerlandais, espagnol, portugais, etc.

Enfin, c'est la solution la plus conforme aux intérêts du mineur. Seulement il ne faudrait pas, pour cela, permettre de porter atteinte à la dignité de la puissance paternelle, et, à notre avis, les tribunaux conservent toujours le pouvoir d'apprécier souverainement si la clause de retrait de l'administration au père est réellement inspirée par l'intérêt de l'enfant ; nous pensons toujours que si elle était inspirée manifestement par un sentiment d'hostilité contre le père, elle devrait être réputée non écrite.

La personne désignée peut être soit un tiers quelconque, soit la mère ; seulement celle-ci ne pourra accepter, pas plus que toute autre femme mariée, sans l'autorisation de son mari, ou, à défaut, du tribunal. Evidemment, la clause de retrait de l'administration au père doit être insérée dans l'acte même de la libéralité et ne saurait intervenir valablement une fois la donation devenue définitive, dans un acte postérieur.

Mais la loi du 6 avril 1910 n'a fait que poser un principe,

(1) Codes civils allemand, art. 1638 et 1909 ; italien, art. 229 et 235 ; néerlandais, art. 362 ; espagnol, art. 162 ; portugais, art. 147 ; autrichien, art. 149, etc.

et, après comme avant, de graves questions sont encore en suspens. Ainsi, que faut-il décider au cas où le disposant a dépouillé le père de son droit d'administration, sans désigner un tiers chargé de le remplacer? Naturellement, la clause sera valable, car le but du disposant n'était pas de désigner tel ou tel administrateur, mais uniquement d'écarter le père de la gestion des biens donnés; peu importe qu'il ait désigné ou non le tiers administrateur. Mais à qui devra-t-on confier cette charge? La question se poserait de même dans l'hypothèse où le tiers, ayant été désigné par le disposant, refuserait d'exécuter la mission à lui confiée. Il y aura lieu, dans ce cas, pensons-nous, d'assimiler cette situation au cas de déchéance du père, et de procéder à la dévolution du droit d'administration du bien donné soit à la mère, soit à un administrateur *ad hoc*, en se conformant aux alinéas 2, 3, 4 et 9 du nouvel art. 389, qui se réfèrent au cas de déchéance (1).

Il faudrait de même nommer un nouvel administrateur *ad hoc*, si l'administrateur désigné venait à décéder ou à devenir incapable, à moins toutefois que le disposant n'ait pas voulu évincer définitivement le père, mais lui ait simplement préféré un autre administrateur expressément désigné, auquel cas, le père recouvrerait ses droits. Il y aurait là pour les tribunaux matière à appréciation.

Reste une dernière question à résoudre, relativement à la clause de retrait de l'administration légale au père par un donateur ou un testateur : la faculté qui appartient à ces derniers d'insérer cette clause dans leur libéralités, leur permet-elle de priver le père de son droit d'administration en tant qu'il porte sur la *réserve* à laquelle l'enfant a droit dans leur succession? La question s'est présentée, en fait, à propos de l'interprétation de l'art. 387, qui permet au dispo-

(1) Le Code civil allemand a prévu le cas où le donateur n'a pas désigné lui-même un administrateur spécial : il appartient alors au tribunal des tutelles de le nommer (art. 1909, al. 1).

sant de priver les père et mère de la jouissance légale des biens donnés ou légués. On admet généralement (1) que la clause privative ne peut avoir d'effet qu'en ce qui concerne la quotité disponible, et qu'elle doit être réputée non écrite en ce qui concerne la réserve. La même question se pose en matière de communauté : le disposant peut-il, quant aux biens formant la réserve, retirer à la communauté la jouissance des biens donnés ? Ici encore on admet généralement la nullité de cette clause (2). Que faut-il donc décider lorsqu'une pareille clause porte sur l'administration légale ?

Les auteurs n'ont pas prévu la question, et aucune décision judiciaire n'a été rendue à ce sujet (3) ; mais, par analogie avec la jouissance légale, et par identité de motifs, la réserve étant d'ordre public, il faudrait, à notre avis, tenir pour non écrite, en ce qui concerne la réserve, la clause privant le père de l'administration légale des biens donnés à ses enfants (4).

Pour en finir avec cette question, nous ferons deux remarques. D'abord, le disposant peut fort bien ne pas priver le père de l'administration des biens donnés, tout en prenant des précautions contre lui ; il peut notamment se borner à imposer au père certaines obligations spéciales, plus étroites que celles qui sont établies par la loi, l'obliger par exemple à fournir une caution, mais toujours à condition

(1) Toullier, t. II, n° 1067 ; Marcadé, t. II, p. 166 ; Auby et Rau, 4^e éd. t. VI, § 550 *bis*, t. et n. 12 ; Delvincourt, t. I, p. 403 ; Laurent, t. IV, n° 327. *Contrà* : Duvergier, sur Toullier, t. II, n° 1067, note a. — Besançon, 4 juillet 1864, S. 65, 2, 69. Voir Sirey, 1895, 2, 224.

(2) Cass. 6 mai 1885, S. 85, I, 289, note de M. Labbé.

(3) L'arrêt de la Cour de Besançon du 4 juillet 1864, S. 65, 2, 69, ne tranche pas la question. Voir note sous Orléans 12 juillet 1895, S. 95, 2, 244.

(4) La jurisprudence italienne admet aussi (art. 229 et 235 C. civ. chn.) que le pouvoir d'administration du père ne peut lui être retiré sur la partie des biens héréditaires qui forme la réserve de l'enfant. Cass. Turin, 3 juillet 1894, Foro ital, 1215 ; Cass. Rome, 5 déc. 1894, Corte suprema, II, 427

de ne pas porter atteinte à la puissance paternelle.

Enfin, il faut noter que le retrait de l'administration légale au père par l'auteur d'une libéralité n'entraîne pas par lui-même la privation de la jouissance légale sur les biens donnés ; pour cela, il faudrait une clause expresse (art. 387 C. civ.).

§ 2. — OPPOSITION D'INTÉRÊTS.

Il est des cas où le droit du père d'être administrateur légal des biens de ses enfants est en contradiction évidente avec leur intérêt : cela arrive notamment lorsque le père a un contrat à conclure avec eux ou un procès à soutenir contre eux.

Mais le cas qui se présente le plus fréquemment devant les tribunaux est celui d'une succession déferée à l'enfant et sur laquelle le père a des droits plus ou moins étendus, quelquefois même plus ou moins lointains. C'est par exemple la succession d'un frère ou d'une sœur consanguins de l'enfant ; c'est aussi la succession même d'un frère utérin, car si c'est la mère qui est cohéritière avec l'enfant, le père aura des droits à exercer sur les biens ainsi acquis par elle ; c'est encore une succession qui est déferée au père comme légataire universel, mais qui est grevée d'un legs au profit de l'enfant ; ou bien une succession où le père intervient comme héritier, alors que l'enfant est légataire de la quotité disponible. Ou bien, l'enfant est appelé à recueillir le bénéfice d'un legs universel qui, à défaut d'acceptation, reviendrait à sa mère comme héritière (1) ; ou bien enfin c'est un créancier qui forme contre le mari et la femme une

(1) Cass. 13 juillet 1903: Rép. gén., not. 13238. — Trib. Seine, 21 février 1901, Rép. gén. not. 12123 ; — Paris, 29 avril 1902, Rép. gén. not. 12744 ; — Paris, 29 avril 1902, Pand. 1904. 2, 13 ; Gaz. Trib. 1902, 2, 202.

demande en annulation d'une donation par eux faite à leur fils mineur (1), etc.

Dans ces divers cas, il y a une opposition d'intérêts entre le père et l'enfant, opposition qui nécessitera la nomination d'un représentant spécial chargé de sauvegarder les intérêts du mineur. Il faudra, d'ailleurs, prendre les mêmes mesures au cas où un conflit est né entre deux des enfants mineurs : le père ne pouvant les représenter tous deux en même temps, il faudra nommer un représentant spécial à celui d'entre eux que le père ne pourra représenter lui-même.

La question de principe n'a jamais été discutée : le père ne peut pas jouer le rôle de représentant de son fils pour traiter avec lui une affaire qui le concerne personnellement : *ipse tutor in rem suam auctor esse non potest*; le père ne peut plus stipuler au nom de l'incapable.

Lorsqu'il s'agit d'un mineur en tutelle et que ses intérêts sont en opposition avec ceux de son tuteur, la loi elle-même (art. 420 C. Civ.) confie au subrogé-tuteur le soin de représenter le mineur.

Au contraire, en matière d'administration légale, le Code Civil était muet, et il n'instituait ni subrogé-tuteur, ni conseil de famille. Qui donc devait représenter l'incapable ? Quel nom fallait-il lui donner ? Serait-ce un tuteur *ad hoc* ? ou un administrateur *ad hoc* ? La question n'était pas sans intérêt, car si c'était un tuteur *ad hoc* il devait être soumis à l'hypothèque légale et assisté d'un subrogé-tuteur et d'un conseil de famille ; si c'était un administrateur *ad hoc*, il ne devait rien y avoir de tout cela.

Duranton l'appelle *subrogé-tuteur ad hoc* (2). Mais nombre d'auteurs, et quelques arrêts, préfèrent voir en ce

(1) Trib. Bordeaux, 30 avril 1900, Rép. gén. not. 12140. — Paris, 17 mars 1881, D. 82, 2, 189. — Cass. Req. 13 juillet 1903, D. 1904, 1, 22 ; S. 1904, 1, 21 ; Pand., 1904, 1, 292.

(2) Duranton, t. III, n. 415.

représentant un *tuteur ad hoc* (1). Il devait, pour certains, être nommé par le conseil de famille, conformément aux règles de la tutelle (2), pour d'autres (3) par le tribunal.

Enfin, d'autres auteurs, et la plupart des tribunaux admettaient que le représentant du mineur doit être un *administrateur ad hoc* (4). C'était, à notre avis, la solution la plus logique : puisque ce représentant remplace un administrateur, il ne peut être qu'administrateur comme lui, agissant en la même qualité et dans les mêmes conditions ; la désignation de tuteur *ad hoc* ne convient pas ici, puisque la tutelle n'est pas encore ouverte. Il n'y aura donc pas à nommer un subrogé-tuteur, et les biens de l'administrateur *ad hoc* ne seront pas grevés de l'hypothèque légale.

Mais là ne se bornait pas la controverse, et les divergences reprenaient lorsqu'il s'agissait de déterminer *le mode de nomination de ce représentant spécial*. La Chambre du Conseil du Tribunal Civil de la Seine, approuvée par la Cour de Paris, s'attribuait à elle-même le droit de nommer l'administrateur *ad hoc*, car il n'y a ni tutelle ni conseil de famille pendant l'administration légale (5). En province, les tribunaux, préférant un tuteur *ad hoc*, décidaient généralement que sa nomination incombait à un conseil de famille réuni spécialement à cet effet ; car il faut, dit M. Demolombe, « recourir aux règles tracées par la loi elle-même en matière de tutelle légale, lorsque l'administration légale du père se

(1) Aubry et Rau, 5^e éd. t. I, §. 123 ; — Bordeaux, 49 mars 1875. D. 77, 2, 25 ; S. 76, 2, 97. — Trib. Paix de Magny-en-Vexin, 15 avril 1905, D. 1906, 5, 6.

(2) Paris, 1^{er} mars 1901, Gaz. Trib. 1901, 1, 437.

(3) Paris, 18 février 1901. D. 1901, 2, 362.

(4) Paris, 9 janvier 1874, D. 76, 2, 23, S. 74, 2, 85 ; — 5 avril 1876, S. 76, 2, 331 ; — Cass. 14 janvier 1878. D. 78, 1, 227 ; S. 78, 1, 218. Voir aussi une distinction arbitraire faite par la Cour de Paris, 1^{er} mars 1901, D. 1902, 2, 90.

(5) Paris, 9 janvier 1875, D. 76, 2, 23 ; 5 avril 1876, D. 77, 2, 34. — Dans le même sens : Bordeaux, 4 février 1901, Rec. Bordeaux, 1901, 1, 135.

trouve impuissante à protéger les intérêts de l'enfant (1) ».

Pour mettre un terme à ces divergences, un député, M. Lévêque, déposa, le 19 janvier 1891, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi (2) tendant, en cas d'opposition d'intérêts entre le père administrateur et son enfant mineur, à la nomination d'un administrateur *ad hoc*, qui serait désigné par le tribunal, sur simple requête présentée par le père, et sans qu'il fût besoin de subrogé-tuteur *ad hoc* ; mais cette proposition ne vint pas en discussion.

Cen'est qu'en 1907 que la question fut reprise, avec succès, par M. Adigard, dans une proposition qui fut l'origine de la loi du 6 avril 1910. Au cas d'opposition d'intérêts, disait le 2^e al. de sa proposition, « il doit être procédé par le *tribunal* à la désignation d'un *administrateur ad hoc* ». La Commission de la Chambre accepta cette solution, qui consacrait l'opinion la plus généralement admise antérieurement. « Si l'on veut avoir quelque souci de la logique, dit le rapport de M. Viollette (3), il ne sera pas difficile de prendre parti dans cette controverse à première vue insoluble. Il suffira de se rappeler que nous n'avons pas considéré comme possible l'intervention d'un conseil de famille au cours de l'administration légale, et nous attribuerons dès lors au tribunal la nomination de l'administrateur *ad hoc* ». La question est donc désormais tranchée, grâce à la loi du 6 avril 1910 (art. 389, al. 4) qui consacre ces dispositions.

A l'étranger, on préfère aussi, d'une façon générale, la solution adoptée par le législateur français, celle de la nomination directe d'un administrateur spécial par le tribunal. Le Code Civil italien (art. 224) dit qu'il appartient à l'autorité judiciaire ordinaire devant laquelle l'instance est pendante, et, dans tout autre cas, au tribunal civil, de

(1) Demolombe, t. VI, p. 314. — Cass. 10 juin 1885, S. 85, I, 367. — Trib. Paix, Magny-en-Vexin, 15 avril 1905, D. 1906, 5, 6, etc.

(2) *Journal Officiel*, doc. parl. mars 1891, n° 1133, p. 278.

(3) *Journal Officiel*, doc. parl. S. E. 1907, n° 1358, p. 424.

nommer aux enfants un *curateur spécial* au cas d'opposition d'intérêts entre les enfants soumis à la même puissance paternelle. Le Code Civil allemand (art. 1730 renvoyant à l'art. 1795), confie au tribunal des tutelles le soin de désigner un *curateur* à l'enfant quand son intérêt est en opposition non seulement avec celui de son représentant légal, mais encore avec celui de la femme ou des parents en ligne directe de ce représentant (1).

Quant à la *procédure de nomination de l'administrateur ad hoc*, elle est réglée également par la loi du 6 avril 1910 : les demandes tendant à obtenir cette nomination seront portées par voie de requête devant le tribunal, qui statuera en Chambre du Conseil, le ministère public entendu (2). La Chambre du Conseil a toute qualité pour nommer un administrateur compétent et présentant toutes les garanties voulues, par exemple un notaire, un avoué, etc. La procédure est donc assez simple, afin de ne pas ruiner le mineur en frais de justice (3).

Mais, *qui donc aura qualité pour provoquer cette nomination*? La loi ne nous le dit pas. En principe, ce sera le père, qui aura tout intérêt à la provoquer, s'il veut traiter avec son fils. Mais on ne saurait abandonner cette faculté

(1) La même solution est adoptée par le C. Civ. espagnol de 1889; l'art. 165 donne à l'enfant quand il a, dans une contestation, un intérêt opposé à celui de son père, un *defenseur*, qui le représentera en justice ou ailleurs. Le juge, à la demande du père ou de la mère, ou du ministère public, ou de toute personne capable de comparaître en justice, donnera la charge de défenseur au parent du mineur à qui appartiendrait éventuellement la tutelle légitime; à défaut, à un autre parent ou à un étranger. — Voir aussi le code néerlandais (art. 365, modifié par la loi du 18 avril 1874) : quand le père a un intérêt contraire à celui de ses enfants mineurs, ceux-ci doivent être représentés par un *curateur ad hoc* nommé par le juge cantonal, etc.

(2) Voyez sur ce point, et sur le tribunal compétent, au chap. v, la procédure de l'autorisation de justice.

(3) Pour poursuivre la *révocation* d'un administrateur *ad hoc*, il faudra à notre avis, suivre les mêmes règles que ci-dessus, pour les mêmes raisons de simplification et d'économie.

au père seul, car il est possible que l'enfant ait des droits à faire valoir contre le père qui, en ce cas, s'abstiendrait d'agir. Il faudra donc, à notre avis, accorder aussi le droit de provoquer la nomination de l'administrateur *ad hoc*, aux parents de l'enfant et au ministère public, comme s'il s'agissait de provoquer la déchéance du père, par application de l'article 389, al. 9.

§ 3. — LE PÈRE ET LA MÈRE SONT TOUS DEUX PRIVÉS DE
L'ADMINISTRATION LÉGALE.

Nous avons vu déjà que le père peut être privé de l'administration légale, et que, dans ce cas, la mère devient de plein droit administratrice en ses lieu et place. Mais les mêmes causes qui peuvent enlever au père l'administration peuvent les enlever aussi à la mère, investie de l'administration légale, si elles se produisent dans la personne de celle-ci. Comment faudra-t-il donc, dans une pareille situation, organiser la protection du mineur ?

A première vue, il semble que l'on doive recourir à la tutelle, car le mineur est privé alors des garanties résultant de l'affection et de la sollicitude de ses deux parents. Le cas n'est pas sans analogie avec la situation de l'enfant naturel qui, même reconnu par ses deux auteurs, et du vivant de tous deux, est quand même en tutelle. C'est la solution qu'adoptait la proposition Bisseuil du 13 novembre 1881 (1), sur l'administration légale. « Si la mère, disait l'article 3, investie judiciairement de l'administration, en est elle-même dispensée ou déclarée indigne..., le tribunal prononce la mise en tutelle de la personne et des biens des mineurs ». L'article 33 du projet de la Société d'Études

(1) *Journal officiel* du 29 décembre 1881.

législatives adoptait la même solution : « Si la mère, disait-il, est elle-même exclue de l'administration légale, la tutelle s'ouvre dans les termes du droit commun ».

La loi du 6 avril 1910 a refusé de suivre ces précédents et a écarté le régime de la tutelle. Le rapporteur au Sénat, M. Louis Legrand, en donne le motif suivant : « la tutelle ne s'applique pas aux biens seulement, et il ne paraît ni possible ni justifié que la privation de l'administration légale, motivée par des causes multiples et de nature et de gravité diverses, ait pour conséquence forcée de déposséder les père et mère des autres droits et obligations qui leur appartiennent et leur incombent. » On eût pu lui objecter que la tutelle n'est pas incompatible avec la puissance paternelle (1) ; quoi qu'il en soit, on a cru préférable de laisser intacte la règle de l'article 390 du Code Civil, qui subordonne l'ouverture de la tutelle à la mort de l'un des deux parents.

Il faudra donc, comme au cas d'opposition d'intérêts, que le tribunal nomme à l'enfant un tiers administrateur, qui remplacera ses père et mère (2). La même procédure sera appliquée. Il y aurait lieu, évidemment, à la même solution, au cas, dûment constaté, où les deux parents seraient dans l'impossibilité physique, temporaire ou définitive, d'administrer ; seulement, au cas d'impossibilité temporaire, les pouvoirs du tiers administrateur ainsi nommé par le tribunal, cesseraient de plein droit quand les époux seraient en état de reprendre l'administration légale.

Mais ces règles, qui permettent à l'administration légale de subsister bien que les père et mère en soient privés, ne feront pas obstacle à l'application de la loi du 24 juillet

(1) Ainsi, il y a coexistence de la tutelle et de la puissance paternelle au cas où l'un des deux auteurs légitimes de l'enfant est prédécédé ; — au cas où, les père et mère étant tous deux vivants, l'enfant est simplement naturel.

(2) L'art. 389, § 4, l'appelle inexactement *administrateur ad hoc*.

1889, sur la déchéance de la puissance paternelle ; et dans les hypothèses où cette loi l'exige, il y aura lieu à tutelle aussi bien que par le passé. La réserve est faite expressément par l'article 389, al. 4, in fine.

La solution adoptée par la loi française, qui, elle, fait ouvrir la tutelle au décès de *l'un des deux parents*, devrait être adoptée à plus forte raison, semble-t-il, pas celles des législations étrangères, qui ne font ouvrir la tutelle qu'après *le décès des deux parents* : cependant il n'en est rien ; elles ordonnent de nommer un tuteur à l'enfant lorsque ses deux parents n'ont plus qualité pour le représenter : ainsi, notamment, les Codes Civils italien et allemand. Le Code Civil suisse n'ouvre pas la tutelle ; mais, si les père et mère manquent à leurs devoirs et si les biens de l'enfant sont en péril, l'autorité tutélaire est tenue de prendre les mesures nécessaires dans l'intérêt de l'enfant ; elle peut « soumettre les père et mère à la surveillance qu'elle exerce sur les tuteurs ou exiger des sûretés ; elle peut aussi nommer un curateur pour sauvegarder les intérêts de l'enfant (1) ».

Section IV. — A qui appartient l'administration légale au cas de divorce ou de séparation de corps.

Nous avons vu précédemment que le divorce n'occasionne pas l'ouverture de la tutelle et ne fait pas cesser l'administration légale. Mais la question se pose alors de savoir si le père continuera à en avoir l'exercice, ou si elle peut lui être enlevée pour être confiée à la mère ou à un tiers.

Sous le régime du Code Civil, la question divisait profondément la doctrine et la jurisprudence. Nous citerons seulement pour mémoire le système qui, ouvrant la tutelle au

(1) Codes Civils allemand, art. 1773 ; italien, art. 233 ; suisse, art. 297.

moment du divorce, donnait l'administration des biens de l'enfant à l'époux à qui était remis le soin de sa personne : *tutor datur personæ, rebus vero per consequentias*. Quant aux auteurs et aux arrêts qui préconisaient le maintien de l'administration légale, ils n'étaient pas d'accord sur le point de savoir auquel des deux époux divorcés cette administration devait être confiée.

La solution eût été facile si le législateur, au lieu de statuer séparément, en matière de divorce, sur tel ou tel élément de la puissance paternelle, avait réglé nettement et d'une façon générale la dévolution de la puissance paternelle elle-même : l'administration légale, étant un attribut de cette puissance, aurait été confiée aux mêmes mains, ainsi que ses divers attributs. Mais il ne l'a pas fait. Aussi, le silence de la loi avait-il donné lieu sur ce point à quatre systèmes, que nous allons exposer brièvement.

§ 1^{er}. — DIVERS SYSTÈMES ANTÉRIEURS A LA LOI DU 6 AVRIL 1910.

Pour quelques auteurs, la puissance paternelle, et par conséquent l'administration légale, qui est un de ses attributs, devaient appartenir à l'époux qui a obtenu le divorce et a par suite la *garde* de l'enfant (art. 302 C. Civ.). La garde, en effet, entraîne nécessairement le droit d'éducation, de correction, etc ; il est juste qu'elle entraîne aussi les droits d'usufruit légal et d'administration légale : il ne faut pas séparer la protection de la personne de celle des biens, sous peine d'aboutir à des conflits incessants entre les personnes chargées de ces soins (1).

(1) Vigier, t. I, p. 279. Coulon et Faivre, p. 370 s. Aubry et Rau, t. I, § 123, p. 786. Trib. Seine 25 nov. 1898, Rev. Crit. 1898, p. 603 et la note de M. Tissier. Trib. Seine, 25 nov. 1896, D. 97, 2, 297; 16 juin 1900, Mon. Lyon, 15 déc. 1900. Caen, 17 nov. 1896, Gaz. Trib. 29 janvier 1897. Paris, 21 nov. 1902, Journal des Notaires, 1903, 166. Lyon, 23 février 1905, Pand. 1905, 2, 88.

Ce système ne pouvait être admis dans tous les cas, et ses partisans eux-mêmes le reconnaissent. Si la garde est confiée à un tiers, disaient-ils, c'est l'époux au profit de qui le divorce est prononcé qui aura l'administration des biens ; si le divorce est prononcé aux torts réciproques des deux époux, il n'y a aucun motif pour donner la préférence à l'un d'eux : le tribunal décidera en tenant compte de l'intérêt de l'enfant. Et cependant, il semble qu'il y ait alors une raison de plus pour transporter l'administration légale là où est la garde ; car si la garde a été enlevée aux deux parents c'est qu'ils n'offrent pas des garanties de moralité suffisantes. De plus, attribuer l'administration légale à l'époux qui a la garde, c'est tirer de l'article 302 du Code Civil plus qu'il ne contient ; il statue sur un seul des attributs de la puissance paternelle : sur la garde ; rien ne permet de le généraliser. L'administration légale n'est pas une suite nécessaire du droit de garde : pourquoi, par exemple, l'administration serait-elle enlevée au père qui a obtenu le divorce contre sa femme, quand les enfants ont été confiés à celle-ci parce qu'ils sont en bas-âge et exigent des soins que le père ne peut leur donner ? Faut-il, dans ce cas, la confier à la mère, qui a tous les torts, sous prétexte qu'elle a la garde ?

D'après une seconde opinion, l'administration légale, devait, même après le divorce, appartenir au père, de même que la puissance paternelle, et même si la garde ne lui était pas confiée. En effet, en vertu de l'article 390 du Code Civil, la tutelle ne s'ouvre que lors de la dissolution du mariage arrivée par la mort de l'un des époux ; c'est donc que, jusqu'à ce moment, l'administration légale subsiste, et elle doit subsister telle qu'elle est réglée par l'article 389. Les articles 302 et 303 ne règlent que le sort de la garde, en cas de divorce, c'est donc que les autres éléments de la puissance paternelle subsistent : il faudrait un texte formel pour les enlever au père, de même qu'il y en a un en ce

qui concerne la garde. Mais un pareil texte n'existe pas (1). C'était là l'opinion du Conseil d'Etat : consulté par le ministre des finances, il admet, dans un avis du 16 novembre 1899 (2), que « le divorce n'a pas pour conséquence de faire perdre de plein droit au père l'administration légale...; il la conserve en principe, alors même que le divorce aurait été prononcé contre lui et que la garde de ses enfants lui aurait été enlevée, sauf aux juges à lui retirer cette administration si l'intérêt des enfants l'exige ». Malheureusement, ce système, comme le précédent, risquait de laisser parfois l'administration légale à l'époux qui a tous les torts, et qui, par suite, est déchu aussi de la jouissance légale.

Enfin, un troisième système rattachait le droit d'administration légale après le divorce au droit de jouissance légale : l'époux qui a l'usufruit légal est en effet plus que tout autre intéressé à la bonne gestion du patrimoine de ses enfants ; il est naturel de lui attribuer aussi l'administration légale. Mais si ni l'un ni l'autre n'a la jouissance légale, le divorce ayant été prononcé à leurs torts réciproques, c'est le tribunal qui décidera suivant l'intérêt de l'enfant, auquel des deux époux incombera la gestion de ses biens. Cette opinion semblait la plus rationnelle et était assez généralement admise (3).

Cependant les divergences de la doctrine et de la jurisprudence en matière de divorce n'existaient pas au cas de *séparation de corps*. La séparation de corps ne dissout pas le mariage et l'on se trouvait strictement dans les termes de l'article 389 ; d'autre part, le père conserve le

(1) Carpentier, t. II, n. 391. (*Traité théorique et pratique du divorce*). Vraye et Gode, *Le Div. et la Sép. de Corps*, 2^e éd. p. 755. Demolombe, t. VI, n. 511. Demante, t. I, n. 287.

(2) D. 1902, 3, 18.

(3) Voir les auteurs cités en note dans D. 1901, 2, 121. Grenoble 24 juillet 1900, D. 1901, 2, 121. Aix, 3 avril 1906, Pand. 1906, 2, 214.

droit de jouissance légale, car l'article 386 est spécial au divorce; enfin, en vertu de l'article 373, le père, devant avoir seul l'exercice de la puissance paternelle, devait rester seul administrateur, même s'il perdait la garde de l'enfant (1). Toutefois, l'administration légale pouvait lui être enlevée, après comme avant la séparation de corps, au cas d'incapacité ou d'infidélité dans la gestion (2).

A plus forte raison était-on unanime pour maintenir au père ses droits d'administrateur légal au cas de simple *séparation de fait*, à laquelle on ne reconnaît aucun caractère juridique.

Tel était l'état de la question de l'administration légale aux cas de divorce ou de séparation de corps à la veille de la loi de 1910. L'intervention du législateur était nécessaire pour donner aux tribunaux un guide solide en matière de divorce, et faire cesser les controverses.

§ 2. — SOLUTION ADOPTÉE PAR LA LOI DU 6 AVRIL 1910.

La loi du 6 avril 1910 a mis fin à la controverse et comblé la lacune législative. La Commission du Sénat a introduit dans la proposition de M. Adigard, votée par la Chambre, une disposition qui est devenue le paragraphe 3. du nouvel art. 389, et ainsi conçue : « En cas de divorce ou de séparation de corps, *l'administration appartient à celui des deux époux auquel est confiée la garde de l'enfant, s'il n'en est autrement ordonné.* » On adoptait ainsi la première solution que nous avons examinée, en réunissant, en principe, entre les mains de la même

(1) Paris 14 juin 1901, S. 1903, 2, 10; D. 1907, 2, 313 et note de M. de Loynes. Demolombe, t. IV, n. 510. Aubry et Rau, t. V, p. 194. Laurent, t. III, n. 350. Voir cependant en sens contraire : Huc, t. III, n. 250. Coulon, t. V, ch. IV, § 2.

(2) Aubry et Rau, t. I, § 123, p. 778. Paris 14 juin 1901 précité.

personne la garde de l'enfant et l'administration de ses biens. Il est raisonnable, en effet, de ne pas séparer, quand les circonstances ne l'exigent pas, cette double protection, et le Code civil consacre parfois cette unité : ainsi, dans l'art. 450, qui confie au tuteur le soin de la personne et de la fortune du pupille ; de même, dans l'art. 141, d'après lequel la mère, au cas d'absence du père, exerce tous les droits du mari sur la personne et les biens des enfants communs.

Seulement, la loi apporte un correctif à cette règle, correctif nécessaire, et qui rend sa solution tout à fait rationnelle. Comme parfois la réunion de la garde et de l'administration serait impossible, ou difficile, ou contraire aux intérêts de l'enfant, le tribunal aura toujours la faculté d'en disposer autrement, et de donner l'administration à l'autre époux ou à un tiers. Il pourra, par exemple, tout en confiant à la mère la garde de l'enfant en bas-âge, laisser au père l'administration, si le divorce a été prononcé à son profit, ou même sans cela, s'il estime que le père présente de meilleures garanties de capacité et de bonne administration.

Il est bien certain que des conflits pourront se produire en certains cas, notamment si l'administration et la jouissance sont séparées, mais peut-être valait-il mieux, pour les intérêts de l'enfant et comme l'a fait la loi, laisser aux juges, suivant les circonstances, un large pouvoir d'appréciation.

Notons aussi que la solution sera la même au cas de séparation de corps. Contrairement à ce qu'on décidait avant la loi de 1910, le père n'aura plus nécessairement l'administration légale.

Quant aux législations étrangères, comme elles admettent généralement, ainsi que nous l'avons vu déjà, que la tutelle ne s'ouvre qu'au décès des deux parents, elles ne font produire au divorce et à la séparation de corps aucune influence sur les rapports des parents avec leurs enfants. C'est le cas, par exemple, du Code civil allemand (art. 1635), et du Code

civil italien, mais seulement pour la séparation de corps, en Italie, car le divorce n'y existe pas légalement.

Malgré le principe posé par la loi de 1910, il y a encore des situations que cette loi n'a pas prévues. Et d'abord, *que décider au cas où la garde est confiée à un tiers ?* A notre avis, le tribunal pourra, en même temps qu'il lui attribue la garde, lui attribuer l'administration des biens. Mais si le jugement n'a rien dit ? Il est certain que le tiers n'est pas investi de plein droit de l'administration légale et des pouvoirs étendus qu'elle comporte ; d'après l'expression elle-même, il n'y a pas d'administration *légale* sans un texte de loi ; aussi pensons-nous que le père qui jusque-là avait la gestion des biens de l'enfant, continuera à les administrer comme par le passé. Le cas peut se présenter assez fréquemment, car il est possible que l'enfant n'ait pas de biens au moment où le divorce est prononcé et qu'il n'en acquière que par la suite. Si une nouvelle procédure intervient à ce moment, à la requête des intéressés, les juges détermineront si le tiers doit avoir l'administration des biens ; mais si la justice n'est pas saisie à nouveau, c'est, à notre avis, l'époux qui en eût été chargé avant le divorce, qui aura encore l'administration de ces biens. D'autre part, que décider au cas où la garde est partagée, tel enfant étant confié au père, tel autre à la mère, et tous deux ayant des patrimoines distincts ? A notre avis, on suivra purement et simplement la règle posée par l'art. 389, et chacun des parents administrera les biens de l'enfant dont il a la garde, toujours sauf décision contraire du tribunal (1).

Enfin, on peut se demander si l'administration légale doit être maintenue à l'époux divorcé qui vient à se remarier. On sait qu'au cas de second mariage la tutelle est enlevée à la mère si elle ne lui a pas été maintenue par le conseil de famille, avec son nouveau mari comme co-tuteur. En

(1) *Sic* Cluzel, *Lois Nouvelles*, 1910, p. 374.

sera-t-il de même pour l'administration légale ? D'après le projet établi par la Société d'Etudes Législatives, la question devait être tranchée par analogie avec la tutelle, en laissant naturellement de côté le conseil de famille qui n'existe pas ici : l'époux se remariant devait soumettre la question au tribunal. Mais la loi nouvelle est muette : du moment, pensons-nous, qu'aucun texte ne lui retire expressément ses pouvoirs, il continuera sa gestion. Solution parfaitement conforme, d'ailleurs, aux idées modernes, qui ne voient plus avec défaveur les seconds mariages (1). Mais si l'époux remarié se laissait aller à commettre des abus ou des dilapidations, l'autre époux, un parent, ou le ministère public, pourraient demander sa déchéance conformément au droit commun.

(1) A ce point de vue, voyez par exemple la loi du 21 février 1906, qui a rétabli au profit de la mère remariée la jouissance légale que lui enlevait l'art. 386 du Code civil.

CHAPITRE V

POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL

Une question importante qui n'avait pas été résolue par le Code Civil de 1804 est celle de l'étendue des pouvoirs du père administrateur légal. Le Code Civil avait réglementé minutieusement tous les détails de l'administration du tuteur qui, tantôt peut agir seul, tantôt doit avoir l'autorisation du conseil de famille ou l'homologation du tribunal. Fallait-il suivre les mêmes règles en ce qui concerne l'administrateur légal ? L'article 389 du Code Civil, seul consacré à la matière de l'administration légale, était fort énigmatique. D'une part, il qualifiait le père d'administrateur, ce qui laissait entendre qu'il voulait limiter ses pouvoirs aux actes d'administration ; mais, d'autre part, fallait-il interdire au père toute aliénation des biens de ses enfants, bien que l'intérêt de ceux-ci l'exigeât ? L'article 389 n'indiquait aucune formalité, aucune autorité à laquelle on pût recourir pour l'accomplissement de pareils actes. Aussi, la doctrine et la jurisprudence furent-elles toujours pleines de contradictions en ce qui concerne la délimitation des pouvoirs de l'administrateur légal.

Les recueils de jurisprudence renferment un nombre considérable de décisions judiciaires, intervenues la plupart du temps sur des questions d'espèce, et qui mettaient nettement en lumière les incertitudes que causait l'absence en la matière d'un principe directeur bien déterminé, incertitudes

que l'on rencontrait jusque dans la Cour de Cassation elle-même. La multiplicité des procès engagés, la contradiction des solutions fournies dans des espèces identiques, l'état anarchique de la doctrine et de la jurisprudence, nécessitaient une intervention du législateur, qui ne s'est produite que bien tardivement, grâce à la loi du 6 avril 1910.

Nous examinerons d'abord dans ce chapitre les divers systèmes qui s'étaient formés avant la loi de 1910 sur l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal; puis, les essais d'unification tentés au cours du XIX^e siècle, les systèmes adoptés par les législations étrangères, et celui consacré par la loi de 1910. Ensuite, nous étudierons quels sont les pouvoirs de l'administrateur légal en ce qui concerne les principaux actes qu'il peut avoir à accomplir, quelles sont les formalités auxquelles il doit avoir recours, quelle est la limite de ses pouvoirs et quelle procédure il devra suivre pour obtenir l'autorisation du tribunal quand elle est exigée. Enfin, nous examinerons si les règles indiquées s'appliquent à tout administrateur légal, sans distinguer si celui-ci est le père, ou la mère, ou un tiers.

Section I. — Divers systèmes antérieurs à la loi de 1910.

Sous le régime du Code Civil, on pouvait compter jusqu'à six systèmes principaux qui avaient pour but de délimiter les pouvoirs de l'administrateur légal.

1^{er} système. — Un premier système proclamait l'interdiction absolue pour le père d'accomplir des actes de disposition (1). L'article 389, en effet, qualifie le père d'administrateur, il ne parle pas du pouvoir d'aliéner : le père est administrateur et rien de plus. Les biens du mineur seront par conséquent inaliénables. Mais c'est là le grand

(1) Laurent, t. IV, p. 403 s.

inconvenient du système : peut-on interdire au père l'aliénation de valeurs mobilières qui vont bientôt subir une dépréciation ? peut-on lui interdire l'aliénation d'un immeuble sans valeur alors qu'il rencontre une occasion inespérée ? Et peut-on admettre ainsi que le père, dont le Code Civil voulait relever l'autorité, ait moins de pouvoirs qu'un tuteur ? Enfin, pareil système aboutirait à interdire toute opération juridique, car tout acte, même d'administration, entraîne une aliénation plus ou moins importante : le créancier qui reçoit son paiement aliène sa créance, le débiteur qui paie aliène un élément actif de son patrimoine, l'acquéreur aliène une somme d'argent, etc. Aussi, s'accordait-on, en doctrine et en jurisprudence, à permettre au père d'accomplir les actes de disposition. Mais alors, nouvelle difficulté : fallait-il lui donner pour cela une liberté illimitée, ou exiger de lui l'accomplissement de certaines formalités ?

2° système. — Pour certains auteurs (1), le père devait jouir, quant aux biens de ses enfants, de la liberté la plus absolue, puisque nul texte restrictif ne venait limiter ses pouvoirs. De plus, les travaux préparatoires, disait-on, étaient en ce sens : la suppression du 3^e paragraphe de l'article 389 primitif proposé par le Tribunat, paragraphe qui renvoyait au chapitre de la tutelle pour la gestion de l'administrateur légal, montre bien que le législateur n'a pas voulu restreindre les pouvoirs du père administrateur en lui imposant les formalités exigées du tuteur. Par application de cette règle, la Cour de Dijon (2) décidait que « le père administrateur légal peut faire seul, non seulement tous les

(1) Massé et Vergé, sur Zachariae, t. I, p. 406, t. et n. 12. — Brocqua, thèse, p. 25 s. — Dijon, 31 août et 31 décembre 1891, D. 92, 2, 233 et notes de M. de Loynes ; S. 94, 2, 158. — Dijon, 13 juin 1900, D. 1902, 2, 46. — S. 1903, 2, 1, note de M. Tissier. — Trib. Semur, 4 août 1899, D. 1902, 2, 46. — Besançon, 11 novembre 1898, S. 1902, 2, 41, note de M. Wahl, et D. 99, 2, 82. — Bourges, 11 février 1863, S. 68, 2, 121. — Cass. Civ. 29 juillet 1903, D. 1904, 1, 196.

(2) Dijon, 31 août 1891. D. 91, 2, 233.

actes qui sont permis au tuteur, mais encore les actes que celui-ci ne peut accomplir qu'après avoir consulté le conseil de famille, que l'avis de celui-ci doive ou non être homologué par le tribunal ». De même, le tribunal de Rouen (1) permettait au père « d'aliéner sans formalité les immeubles de son enfant mineur ». Les seuls actes que le père ne pourrait accomplir seraient ceux qui lui auraient été interdits par la loi, ou qui auraient été subordonnés à l'accomplissement de certaines formalités; c'est ainsi qu'il ne pourrait faire une donation entre vifs ni un compromis, (art. 83 et 1004 C. Pr. civ.), ni accepter purement et simplement une succession (art. 461 et 476 C. Civ.; 457 et 953 C. Pr. civ.). Mais, pour tous les autres actes, le père serait omnipotent, sauf à rendre des comptes au jour de la majorité de l'enfant.

Mais ce système, dominé par l'idée de puissance paternelle, n'était pas sans soulever de vives critiques : il était absolument contraire au texte de l'article 389 qui qualifiait le père seulement d'administrateur. Quant à la suppression du 3^e paragraphe de l'ancien article 389, qui assimilait le père au tuteur pour l'administration des biens, on ne peut dire exactement quelle en fut la raison. On ne peut donc rien déduire de sa disparition, sinon que les règles de la tutelle ne sont pas applicables à l'administration légale. Enfin, il va sans dire qu'un pareil système entraînerait des conséquences désastreuses pour l'enfant, qui, à sa majorité, n'aurait contre son père dissipateur, qu'un recours la plupart du temps illusoire.

3^e système. — Aussi, rencontrait-on encore plusieurs théories, qui, au lieu de s'attacher comme le système précédent, à l'idée de puissance paternelle, voyaient dans l'administration légale une tutelle d'un genre particulier. Il y avait d'abord un système absolu, qui consistait à appliquer par analogie à l'administration légale les règles de la

(1) Trib. Rouen, 20 février 1901, Rép. gén. not. 1901, 152.

tutelle : pour l'administration des biens de ses enfants mineurs, le père aurait été soumis aux mêmes formalités, aux mêmes autorisations que le tuteur. Les pouvoirs de l'administrateur légal, disent MM. Aubry et Rau (1) « sont toujours aussi étendus, et ne sont pas en général plus étendus que ceux du tuteur ». Il y aura donc aussi un conseil de famille, et il faudra dans certains cas l'autorisation du tribunal. « Les conditions et formalités auxquelles le tuteur est assujetti, disent encore ces auteurs, constituent bien moins des précautions de défiance prises contre sa personne que des mesures destinées à garantir le mineur contre les dangers que présentent certains actes juridiques. Il n'y a donc pas de raison pour soustraire le père à l'accomplissement de ces formalités. D'ailleurs, outre les dispositions spéciales qui les imposent au tuteur, il y a des textes généraux qui les prescrivent dans l'intérêt de tous les mineurs indistinctement » (2). Les deux situations sont en effet semblables, dans les deux cas il s'agit de protéger un incapable ; peu importe la personne de celui qui le représente.

Cette opinion était la plus répandue au lendemain de la promulgation du Code Civil (3), mais, plus tard, elle était très généralement repoussée. Elle a en effet le tort de méconnaître ce qui a été dit dans les travaux préparatoires du Code Civil ; il avait été spécifié nettement qu'il n'y avait pas lieu d'étendre à l'administration légale les règles de la tutelle, et l'on supprima le paragraphe 3 qui y renvoyait pour les actes de disposition (4). D'ailleurs, nous avons déjà vu, en recherchant la nature de l'administration légale, qu'il fallait soigneusement distinguer les deux institutions.

(1) Aubry et Rau, t. I, 5^e édition., § 123, p. 782.

(2) Voir les articles 776, 838, 1718. C. Civ. ; 953 et 954 C. Pr. Civ.

(3) Colmar, 22 mai 1816, S. 1817, 2, 207 ; — Toulouse, 22 décembre 1818, S. 1819, 2, 201. — Dalloz, Rép. v^o Minorité, n^o 508. — Aubry, *Revue de droit français et étranger*, 1844. — Cass. 28 mai 1884. Gaz. Pal. 1894, 2, 376.

(4) Loqué, t. VII, p. 216 ; Fenet, t. X, p. 608 et 639.

C'est ce qu'avait décidé aussi maintes fois la Cour de Cassation (1).

4^e *Système*. — Quelques auteurs (2) ont encore recours aux règles de la tutelle, mais sans assimiler complètement tutelle et administration légale. C'est ainsi que Demolombe soutient qu'il n'y a pas entre ces deux institutions un antagonisme absolu et qu'il faut dans certains cas recourir, pour l'administration légale, aux règles posées pour le tuteur. Quand le législateur a supprimé le paragraphe 3 de l'article 389, il a voulu indiquer seulement que l'on ne devait pas appliquer *rigoureusement toutes* les règles de la tutelle. « Selon nous, écrit-il, les dispositions qui gouvernent la tutelle proprement dite, considérée surtout comme tutelle, ne sont pas applicables à l'administration légale. Au contraire, les dispositions qui, bien que placées au titre de la tutelle constituent des règles générales de droit commun, doivent être appliquées par analogie et d'après les intentions présumées du législateur ». Ainsi, on écartera le subrogé-tuteur, mais il y aura un conseil de famille que l'on constituera lorsqu'il faudra accomplir tel ou tel acte. Mais comment distinguer entre ces deux sortes de règles, toutes indiquées à propos de la tutelle, et où trouver un critérium suffisant? Demolombe ne l'indique pas et avec ses arguments d'analogie il aboutit à des conséquences parfaitement arbitraires.

5^e *Système*. — Restent enfin deux systèmes principaux, qui étaient plus généralement adoptés en doctrine et en jurisprudence que ceux que nous venons de voir. Ils sont basés sur une distinction, qui semble commandée par la raison et par le texte lui-même : le père est un admi-

(1) Cass. Req. 3 juin 1867, D. 68, 1, 27; S. 67, 1, 273. — Cass. Req. 5 janvier 1903, D. 1903, 1, 21.

(2) Demolombe, VI, 334. — Toullier, t. II, p. 9. — Trib. Vitry, 30 juin 1861, S. 63, 2, 121. — Trib. Marseille, 12 déc. 1864, S. 65, 2, 216. — Cass. 2 mai 1865, S. 65, 1, 206.

nistrateur ordinaire et ne pourra faire seul que les actes d'administration. Pour les actes de disposition, il n'a pas en principe le pouvoir de les faire, mais, comme ils peuvent devenir indispensables, on les lui permettra avec l'autorisation du tribunal, la justice ayant, sur tout ce qui regarde la puissance paternelle un pouvoir de contrôle et de surveillance unanimement reconnu. C'est en ce sens que se prononcent un grand nombre de décisions judiciaires, surtout les plus récentes (1).

Ces règles avaient l'avantage d'être conformes aux précédents de notre ancien droit qui, nous l'avons vu, interdisait en principe au père tout acte d'aliénation. Elles étaient de plus très juridiques, puisqu'elles consacraient la distinction bien intentionnelle du législateur, entre la tutelle et l'administration légale, en laissant ici de côté le subrogé-tuteur et le conseil de famille.

Mais alors une difficulté se présentait : comment distinguer les actes d'administration et les actes de disposition ? Dans certains cas, il n'y a pas de difficulté sérieuse : passer un bail, assurer des immeubles, recevoir un paiement, vendre des récoltes, faire des réparations, etc., sont évidemment des actes d'administration que le père pourra faire seul. D'autre part, aliéner des immeubles, les hypothéquer, renoncer à une prescription acquise, transiger, compromettre, etc., sont sans nul doute des actes de disposition, pour l'accomplissement desquels il devra recourir à l'autorisation du tribunal. Mais dans certains cas, la distinction ne laissera pas d'être délicate et fort embarrassante : l'aliénation d'un meuble ou de titres de bourse, quelle qu'en soit la valeur, l'acceptation ou le refus d'une donation ou d'une succession, l'exercice des actions du mineur, l'acquiescement aux décisions rendues contre lui,

(1) Seligman, *Revue critique*, 1875, p. 701. -- Lespinasse, *Revue crit.*, 1879, p. 24. — Douai, 22 janvier 1894, S. 94, 2, 296. — Lyon, 13 mars 1897, Pand. Fr. 1899, 2, 321.

etc., seront-ils rangés dans la première ou la deuxième catégorie ?

C'est pour résoudre cette question que les auteurs se divisent : les uns se servent des principes généraux du droit, et, tout en reconnaissant seulement au père le droit de faire des actes d'administration, lui permettent néanmoins, sous prétexte de « libre administration », de faire librement des actes qui, en réalité, sont des actes de disposition. Il y a, disent ces auteurs, des actes de disposition qui se rattachent à l'administration, qui sont commandés par les nécessités d'une bonne administration, par exemple une aliénation de valeurs mobilières (1). Mais c'est supprimer tout critérium objectif, et tour à tour un même acte juridique sera déclaré valable ou nul, suivant que les tribunaux, au gré de leurs appréciations personnelles, le feront rentrer dans une catégorie ou dans l'autre.

Mais n'eût-il pas été possible de délimiter le domaine de chaque catégorie d'actes par analogie avec les pouvoirs des divers administrateurs du patrimoine d'autrui ? Non, car les pouvoirs de ces administrateurs, tels qu'ils sont réglés par le Code Civil, diffèrent sur beaucoup de points et il n'existe pas de critérium fixe qui puisse s'appliquer à tous ces mandataires (2). Le mieux eût été encore, semble-t-il, de considérer à ce point de vue la nature même des actes : l'acte de disposition étant celui qui entraîne une aliénation totale ou partielle d'un bien quelconque, l'acte d'administration n'entraînant aucune aliénation. Mais ce critérium, lui aussi, ne laisse pas de soulever maintes difficultés et pour une foule d'actes, leur nature n'est pas nettement déterminée. Il importe cependant de savoir de façon certaine si tel acte constitue ou non un acte d'admi-

(1) Besançon, 11 nov. 1898, S, 1902, 2, 41. — Dijon, 13 juin 1900, S, 1903, 2, 1, 1^{re} espèce. — Douai, 25 fév. 1901, S, 1903, 2, 1, 4^e espèce. — Avis du Conseil d'État, du 18 nov. 1899, S, 1902, p. 449 (lois annotées).

(2) Voir art. 112, 125, 481, 813, 513, 803, 1428, 1531, 1549, 1449, 1576, 1955, etc.

nistration, non seulement dans l'intérêt de l'enfant, mais aussi dans l'intérêt des tiers qui se verraient trop longtemps exposés à une annulation possible des actes qu'ils ont passés avec le père.

6^e Système.— Pour éviter ces difficultés ou les recherches qu'entraîne l'appréciation du caractère d'opportunité ou de nécessité des actes de l'administrateur légal, un second groupe d'auteurs et de décisions judiciaires se reportaient aux règles de la tutelle et établissaient le critérium de la distinction entre les actes d'administration et les actes de disposition par analogie avec ce régime. Ils posaient en principe qu'il faut considérer comme des actes d'administration ceux que le Code permet au tuteur d'accomplir seul, avec l'assistance du subrogé-tuteur, ou avec l'autorisation du conseil de famille; et comme des actes de disposition ceux pour lesquels le tuteur a besoin de l'homologation du tribunal ou d'autres formalités supplémentaires. C'est dans les mêmes cas que tuteur et administrateur légal devraient recourir au tribunal (1), et le père est assimilé au tuteur autorisé par le conseil de famille.

Il y avait là un critérium bien déterminé, puisque le Code Civil avait réglementé minutieusement les pouvoirs du tuteur, mais peut-être entraînait-il parfois à des conséquences en contradiction avec le principe préalablement admis qui voulait que le père pût faire seul seulement les actes d'administration : c'est ainsi, par exemple, que l'article 461 du Code Civil permet au tuteur de répudier une succession échue au mineur avec une simple autorisation du conseil de famille; mais ne doit-on pas voir dans

(1) Bourges, 11 févr. 1863, D. 64, 2, 305; S. 63, 2, 121. — Cass. 9 juin 1867 S. 67, 1, 273; D. 68, 1, 27. — Paris, 4 juin 1865, S. 65, 2, 216. — Douai, 22 janv. 1894, S. 94, 2, 311. — Trib. Seine, 8 nov. 1898, S. 99, 2, 316. — Dijon, 13 juin 1900, S. 1903, 2, 1, 1^{re} espèce; note de M. Tissier. — Paris, 18 fév. 1901, S. 1903, 2, 1, 3^e espèce, et D. 1901, 2, 362. — Voir aussi la note de M. de Loyne, D. 92, 2, 233. — Beudant, t. II, n° 736. — Seligman, *Rev. crit.*, 1875, p. 701. — Lespinasse, *Rev. crit.*, 1879, p. 24.

cette répudiation un véritable acte de disposition ? De même, il suffit de l'autorisation du conseil de famille pour l'aliénation des meubles incorporels dont la valeur ne dépasse pas 1500 francs : n'est-ce pas pourtant un acte de disposition au premier chef ?

D'autre part, et cette critique s'adresse aux deux systèmes qui distinguent les actes d'administration et les actes de disposition, n'y a-t-il pas une contradiction manifeste à écarter certaines règles de la tutelle en supprimant le conseil de famille, et d'autre part à en étendre d'autres à l'administrateur légal en le soumettant, dans les mêmes cas que le tuteur, à l'autorisation de justice ? Qu'on écartât le conseil de famille, il n'y avait rien là, à notre avis, que de très conforme à l'intention du législateur, mais alors, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout et ne pas écarter aussi l'intervention de la justice ? Conseil de famille et intervention du tribunal, ce sont deux formalités qui se complètent l'une l'autre et forment un tout indivisible : peut-on appliquer la seconde en faisant abstraction de la première ? Or, nulle part le législateur n'a parlé de cette intervention, et son intention était bien, nous l'avons constaté déjà maintes fois, de ne pas assimiler la tutelle à l'administration légale.

Comment donc la justifier ? On la justifiait par des considérations de contrôle et de suspicion : la jurisprudence, en effet, attribue expressément aux tribunaux un contrôle général sur l'exercice de la puissance paternelle (1). La puissance paternelle est, chez nous, moins un avantage pour le père, comme à Rome, qu'un devoir de protection. Il en était ainsi déjà dans notre ancien droit, où les Parlements jouissaient d'un pouvoir de surveillance (2). Les

(1) Cass. Req. 27 janvier 1879, D. 79, 1, 223. — Agen, 6 novembre 1889, D. 90, 2, 25 et note de M. de Loynes. — Demolombe, t. VI, n. 360 s. — Aubry, t. VI, § 550, p. 82, t. et n. 24, 4^e édition. — *Contra* : Trib. Le Puy, 10 décembre 1869, D. 70, 3, 64.

(2) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, ch. XXI, n. 11 s. — d'Agues-

rédacteurs du Code Civil ont eu l'intention de conserver ce pouvoir aux tribunaux. Le Premier Consul demanda (1) « si un fils parvenu à l'âge de discernement et qui ne reçoit pas une éducation conforme à la fortune de son père, peut se pourvoir et demander à être mieux éduqué ». Tronchet répondit qu'avant de s'occuper des détails il fallait d'abord arrêter un plan général sous lequel on classerait ces questions de détail. Le débat fut ajourné, et le projet définitif resta muet sur ce point, se contentant de poser des principes généraux. Comment expliquer ce silence ? Il semble que le législateur ait voulu s'en remettre à la prudence des tribunaux, à cause de la multiplicité des questions de fait que soulève l'exercice de la puissance paternelle et qui ne peuvent être tranchées qu'en tenant compte des circonstances. Et la jurisprudence, interprétant ce silence en ce sens, est unanime à se reconnaître un droit de surveillance sur la puissance paternelle pour en maintenir l'exercice dans de justes limites. D'ailleurs un grand nombre de lois récentes, qui avaient pour but la protection de l'enfance, ne se sont pas laissé arrêter par la crainte de porter atteinte au principe de la puissance paternelle (2) et vont même jusqu'à permettre aux tribunaux d'enlever au père la puissance paternelle et par suite, l'administration légale.

Enfin, la puissance paternelle n'est qu'un moyen donné au père de remplir ses devoirs d'éducation, d'entretien, etc. envers ses enfants ; il faut donc que le résultat même en vue duquel elle a été établie vienne en limiter l'exercice : il

seau, *Journal des audiences*, t. VII, l. 5, ch. 2. — Merlin, Rép. v^o Éducation, § 1.

(1) Fenet, t. X, p. 435 ; Locré, t. VII, p. 127. (Séance du 26 frimaire an X).

(2) Par exemple, lois du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus ; — 22 février 1851, sur les contrats d'apprentissage ; — 2 novembre 1892, sur le travail des enfants ; — 23 décembre 1874, sur la protection des enfants du premier âge ; — 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ; — 19 avril 1898, sur les violences et voies de fait commis envers les enfants, etc. etc.

faut notamment que l'administration légale, instituée pour la bonne administration des biens de l'enfant, ne tourne pas à son détriment. Aussi, la Cour de Cassation décide-t-elle qu'« il appartient aux tribunaux d'en restreindre l'exercice quand, matériellement ou moralement, l'intérêt de l'enfant est en péril » (1).

Mais en quoi doit consister le contrôle de la justice, qu'aucune disposition légale ne lui confère ? Doit-il consister dans une autorisation préalable, sorte de moyen préventif, ou bien simplement dans un examen après coup, fait par les tribunaux, de la gestion du père ? Quelques arrêts, permettant au père même les actes de disposition, sans aucune formalité, ne font par suite intervenir la justice qu'après l'accomplissement de l'acte. Ainsi, un arrêt de la Cour de Cassation (2) décide que si le père a le droit de faire sans autorisation, au nom de ses enfants mineurs, des acquisitions d'immeubles avec stipulation de termes de paiement, de telles acquisitions peuvent être déclarées nulles, quand il est constaté qu'elles pouvaient être faites au comptant, et que le vendeur n'a accordé des délais, inutiles aux enfants, que pour laisser les deniers à la disposition du père, la convention prenant alors le caractère d'un véritable emprunt consenti au père dans son seul intérêt. De même, la Cour de Bordeaux (3) déclare annulable la transaction consentie par un père en qualité d'administrateur légal, au nom de son enfant mineur, à raison d'un accident survenu à celui-ci pendant son travail, s'il est établi que le père a cherché son propre avantage et outrepassé ses droits d'administrateur en consentant un acte contraire aux intérêts de son fils.

(1) Cass. 27 janvier 1879, D. 79, 1,223.

(2) Cass. Req. 2 mai 1865, D. 65, 1,363, sur pourvoi de la Cour de la Martinique du 13 août 1863, *ibid.* — Cpr. Cass. Civ. rej. 29 juillet 1903, D. 1904, 1,196.

(3) Bordeaux, 24 janvier 1901, D. 1902, 2,377, note de M. Planiol.

Dans ces deux hypothèses, et toutes les fois que le père accomplit sur les biens de l'enfant un acte dans son propre intérêt et au détriment de ce dernier, il y a de sa part un abus de son droit d'administration, que l'enfant peut invoquer à son profit, au lieu de s'en tenir à la responsabilité du père en tant que comptable (1).

Mais, la plupart des décisions judiciaires, refusant au père le droit de faire librement des actes de disposition, exigeaient au contraire l'intervention du tribunal avant la passation de l'acte à accomplir, car suivant l'expression de M. Planiol, dans sa note sous l'arrêt de la Cour de Bordeaux, rappelé ci-dessus, « mieux vaut refuser une autorisation qu'accorder une annulation », et éviter ainsi à des tiers de bonne foi le risque de voir annuler un jour un contrat qu'ils ont passé régulièrement. Puisque le tribunal peut intervenir quand le père abuse des pouvoirs qui lui sont confiés par la loi, ne doit-il pas aussi pouvoir intervenir à l'avance, en vue de l'intérêt bien entendu de l'enfant, pour compléter les pouvoirs du père et rendre possible un acte de disposition indispensable, mais dépassant les pouvoirs du père administrateur ? C'est transformer en somme le contrôle de la justice en une formalité imposée à l'administrateur légal, mais comme on admettait que le père ne pouvait faire que des actes d'administration, il fallait bien sortir de l'impasse où l'on était acculé par l'insuffisance des textes en la matière ; c'était aussi le seul moyen de protéger efficacement

(1) Il y avait un avantage à invoquer l'usage abusif que le père a fait de ses pouvoirs : « Si l'aliénation ne prêtait à aucune critique, le père, tenu seulement comme comptable... se libérerait en restituant à l'enfant les contre-valeurs acquises au moyen de l'aliénation, par exemple le prix de la vente. Responsable d'un abus du droit, il est grevé de l'obligation, beaucoup plus lourde, de rétablir autant que possible le patrimoine personnel du mineur dans le même état que si l'aliénation n'avait pas eu lieu : c'est-à-dire de restituer, à défaut de la chose aliénée elle-même, tout au moins son équivalent le plus exact au moment de la restitution ». (*Revue trimestrielle*, 1909).

les tiers traitant avec le père. On ne fait d'ailleurs qu'étendre une règle maintes fois posée par le législateur quand il veut protéger des incapables (1).

Tels étaient les principaux systèmes (2) auxquels avait donné lieu l'insuffisance de l'article 389 du Code Civil pour déterminer l'étendue des pouvoirs de l'administrateur légal. En présence de discussions sans fin, une intervention du législateur devenait d'une singulière nécessité. Seul ou à peu près, M. Piou pouvait contester l'opportunité de cette intervention et laisser à la seule Cour de Cassation le soin d'unifier la jurisprudence. Sans doute, c'est ce qu'il y eût eu de mieux à faire si l'article 389 eût énoncé un principe certain, dont quelques conséquences seules à en tirer eussent été controversées : on pouvait alors laisser à la Cour de Cassation le soin de fixer la portée du principe.

Mais si le texte de la loi ne pose aucun principe directeur, ou s'il pose un principe équivoque qui permet les solutions les plus contradictoires, qui entraîne des résultats pratiques déplorable, et que la Cour de Cassation elle-même, après un siècle de discussion ne peut affirmer être celui que voulait le législateur, alors c'est au législateur lui-même qu'il faut s'adresser pour faire modifier la loi ou faire com-

(1) Voyez les articles 126, § 2, 796, 1558 s., du Code Civil, et l'article 13 de la loi du 3 mars 1881.

(2) Signalons encore le système de M. Huc (t. III), pour qui le père n'avait jamais à demander l'autorisation du conseil de famille, mais devait avoir l'autorisation de justice quand le tuteur a besoin soit du conseil de famille seul, soit du conseil de famille et de l'homologation du tribunal, et celui de M. Aubry (thèse, 1814) qui assimilait le père au mari administrateur des biens de sa femme pour les actes d'administration, et au tuteur pour les actes de disposition.

Les pays étrangers n'avaient pas connu sur ce point les difficultés qui s'étaient produites en France en l'absence de règles précises : ils avaient pour la plupart minutieusement réglementé le droit d'administration légale du père. Voir Codes Civils allemand, articles 1638 s ; italien, articles 224 s ; espagnol, articles 162 s ; autrichien, articles 149 s ; suisse, articles 290 s ; portugais, articles 146 s ; néerlandais, articles 363 s., etc.

bler la lacune et rendre possible par la suite l'unification de la jurisprudence.

Section II. — Divers essais législatifs et réforme de 1910. Systèmes des législations étrangères.

Avant la loi du 6 avril 1910, plusieurs tentatives législatives avaient été faites, qui toutes avaient échoué. Lors de la discussion au Sénat de la loi du 27 février 1880 sur l'aliénation et la conversion des valeurs mobilières appartenant à des mineurs en tutelle, l'article additionnel présenté par M. Gazagne, qui étendait à l'administrateur légal les formalités imposées au tuteur fut repoussé, parce que, disait M. Denormandie, le rapporteur, il ne fallait pas trancher ainsi accessoirement une question aussi complexe et aussi importante que celle de la limitation des pouvoirs du père administrateur. Mais M. Cazot, garde des sceaux, promit de préparer un projet de loi sur l'administration légale elle-même, et envisageant la question dans son ensemble.

C'est pourquoi, il déposa le 26 novembre 1881 sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi en un article. Ce projet posait un principe certain d'après lequel : « Le père administrateur ne peut faire aucun acte excédant l'administration des biens de ses enfants mineurs, sans recourir à une autorisation de justice donnée par le Tribunal en Chambre du Conseil. Sont considérés comme excédant l'administration et soumis par suite à l'autorisation précédente, tous les actes d'aliénation, de conversion et d'emploi de valeurs mobilières prévus par les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 10 de la loi du 27 février 1880 ». Mais il ne comblait pas toutes les lacunes et ne faisait pas cesser toutes les controverses sur la matière, car il était incomplet : il ne parlait pas, notamment, du sort de l'administration légale au cas de divorce ou de séparation de corps, ni de la question d'op-

position d'intérêts entre le père et l'enfant, ni de la clause de retrait de l'administration légale au père, etc.

Nous avons vu déjà comment le rapporteur, M. Piou, concluait au rejet du projet en le déclarant inutile. Nous n'y reviendrons pas.

Le contre-projet Bisseuil, en dix-huit articles, n'eut pas plus de succès. L'article 8 fixait ainsi les pouvoirs du père : « L'étendue des droits de l'administrateur des biens des mineurs pendant le mariage est soumise aux seules restrictions ci-après. L'administrateur ne peut aliéner les immeubles du mineur que dans les formes prescrites par les articles 954 et suivants du Code de Procédure Civile pour l'aliénation des biens des mineurs. Toutefois, il ne sera pas nécessaire de recourir à l'avis préalable du conseil de famille. Il ne peut, sans autorisation préalable du tribunal de première instance, aliéner les rentes, actions, parts d'intérêts, créances, obligations et autres meubles incorporels quelconques, appartenant au mineur ou en consentir la cession. Il ne peut, sans la même autorisation, ni accepter, si ce n'est sous bénéfice d'inventaire, une succession pour le mineur, ni emprunter pour lui, ni hypothéquer des immeubles. Ces autorisations ne devront être accordées que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident ».

Ce projet était plus complet que celui de M. Cazot. Mais sans insister sur sa prolixité fâcheuse, et pour nous en tenir aux pouvoirs du père, il passait encore sous silence, malgré la multiplicité de faits qu'il embrassait, un certain nombre d'actes, tels que la transaction, le partage, le compromis, etc. Quoi qu'il en soit, il ne fut pas discuté.

En 1906, la Société d'Etudes législatives établissait à son tour un projet. D'après son rapporteur, M. Bartin, l'administration légale n'est autre chose qu'une espèce de tutelle; mais une tutelle sans garanties, sans subrogé-tuteur ni conseil de famille, une « tutelle non réglementée », en raison de la qualité du père, de la présence de la mère, et

de la nécessité de ne pas mêler les tiers à cette administration. Le père étant une sorte de tuteur pourra faire tous les actes d'administration librement ; mais cette tutelle étant sans subrogé-tuteur ni conseil de famille, il faut pourtant un contrepoids à son autorité quand il s'agit de faire des actes de disposition ; ce contrepoids, ce sera l'autorisation de justice, à laquelle il devra recourir pour les accomplir. Et comme la distinction de la jurisprudence entre ces deux sortes d'actes est extrêmement confuse et imprécise, le projet de la Société examine tour à tour, dans une série d'articles, tous les actes que le père pourrait avoir besoin d'accomplir et détermine pour chacun s'il lui faudra, oui ou non, l'autorisation de la justice, ou toute autre garantie supplémentaire. Ce projet, très complet, qui pouvait se rattacher en somme au cinquième système que nous avons examiné précédemment, mais qui, à notre avis, avait le tort de lier trop étroitement l'administration légale à la tutelle, avait été minutieusement et consciencieusement étudié : il est regrettable que le législateur n'ait pas cru devoir le prendre pour base de ses délibérations.

C'est la proposition Adigard, déposée à la Chambre le 11 juillet 1907 qui donna naissance à la réforme si longtemps attendue et devint la loi du 6 avril 1910. Le législateur de 1910 avait à choisir entre un grand nombre de systèmes que nous avons déjà exposés : auquel d'entre eux devait-il donc s'arrêter ?

Nous avons déjà fait remarquer qu'il a omis encore de déterminer une fois pour toutes la nature juridique de l'administration légale, ce qui nous aurait permis de solutionner facilement les questions qu'il n'a pas lui-même tranchées. Il nous a paru cependant qu'il était préférable de rattacher l'administration légale à la puissance paternelle, plutôt qu'à la tutelle.

Et c'est ce que semble admettre M. Legrand, rapporteur de la Commission sénatoriale, quand il propose d'abord

d'écarter « le système absolu de quelques auteurs qui n'accordent à l'administrateur légal que les pouvoirs d'un tuteur et le soumettent aux mêmes obligations ». Il n'y aura donc ni conseil de famille, ni subrogé-tuteur. S'appuyant ensuite sur les termes mêmes de l'ancien article 389 qui qualifie le père d'administrateur, il écarte le système également absolu qui « aurait permis à l'administrateur de faire seul, sans aucune autorisation, sans garantie et sans contrôle, tous les actes, quelle que soit leur importance, autres que ceux d'administration ». C'était donc reprendre la distinction classique que faisaient les deux derniers systèmes examinés plus haut entre les actes d'administration et les actes de disposition. Il s'agissait alors de déterminer quels actes devaient rentrer dans chacune de ces deux catégories et d'en dresser une liste aussi complète que possible.

Mais, ici, le législateur, au lieu de se baser sur la nature même des différents actes juridiques, s'est retourné du côté de la tutelle pour déterminer, par comparaison avec les dispositions du Code Civil sur la tutelle, les pouvoirs de l'administrateur légal. Abandonnant la formule même qui distingue les actes d'administration et de disposition, il en adopte une nouvelle qui forme le paragraphe 6 et qui est ainsi conçue : « Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille, et, avec l'autorisation du tribunal, statuant comme il vient d'être dit, les actes que le tuteur ne peut accomplir sans cette autorisation ». Mais cette formule, que nous avons déjà rencontrée dans le sixième système, n'est pas, sur beaucoup de points, semblable à celle qui distingue les actes d'administration et de disposition. Pour ne citer qu'un exemple, l'aliénation des meubles corporels dont la valeur ne dépasse pas 1.500 francs est permise au tuteur avec la seule autorisation du conseil de famille : n'est-ce pas là cependant un acte de disposition au premier chef ? Il ne faut donc pas dire sans réserve que les actes d'administration sont ceux que

la loi permet au tuteur d'accomplir soit seul, soit avec l'autorisation du conseil de famille. D'ailleurs les rédacteurs de la loi eux-mêmes ont bien été frappés par la différence et par l'insuffisance de la formule, puisque, notamment, en ce qui concerne les valeurs mobilières, ils ont imposé au père l'obligation de faire emploi des capitaux et de convertir en titres nominatifs les titres au porteur.

Donc, les actes que le tuteur peut accomplir seul ou avec l'autorisation du conseil de famille, le père pourra les accomplir librement, sous réserve des garanties spéciales à certains cas, que nous étudierons en parlant de chacun de ces actes.

Quant aux actes assez graves pour lesquels la loi exige du tuteur qu'il demande l'homologation du tribunal, ils seront permis à l'administrateur légal avec l'autorisation de justice. « Nous avons considéré l'administration légale, dit M. Legrand (1), lorsqu'elle s'applique à ces actes, comme une sorte de tutelle à laquelle il était loisible et logique d'étendre *mutatis mutandis*, des règles d'assimilation avec celles de la tutelle ». Et il ajoute : « C'est dans cet esprit que nous avons énuméré les articles du Code Civil, du Code de Procédure Civile, et de la loi du 27 février 1880, dont l'application sera faite à l'administration légale ».

Nous aurons parfois l'occasion de remarquer que la méthode qui consiste à étendre de façon plus ou moins complète, article par article, les règles de la tutelle à l'administration légale peut conduire à de graves difficultés. M. Capitant (2) en montre bien les inconvénients : d'une part, il aurait fallu éviter d'étendre à l'administration légale des formalités qu'on s'accorde à reconnaître comme trop dispendieuses et compliquées, telles que celles du partage,

(1) *Journal Officiel*, Doc. parl., *Sénat*, S. E., 1908, n° 268, p. 8.

(2) *Revue trimestrielle de Droit Civil*, 1910, n° 22 de l'étude de M. Capitant.

de l'aliénation des immeubles, etc. ; d'autre part, le législateur, quelque soin qu'il mette à faire ces renvois, s'abstient d'étudier complètement chacune des questions à solutionner, et « l'interprète constate bientôt que parmi les textes cités, il en est qui s'adaptent mal à la nouvelle institution pour laquelle ils n'avaient pas été primitivement écrits ».

Tel est, de façon générale, le système de la loi de 1910. L'adoption par elle de ce système, à la suite de la plupart des auteurs et des tribunaux, démontre clairement l'impossibilité où l'on était d'affranchir les parents du contrôle et de la surveillance de la haute tutelle.

Les législations étrangères n'ont pas craint de permettre ici l'immixtion de ce pouvoir étranger de haute tutelle. L'idéal serait bien sans doute l'autonomie absolue du tuteur ou du père, mais il faut bien compter avec l'incapacité ou le mauvais vouloir, non seulement des tuteurs mais même de certains parents qui ne feront pas ce que réclame l'intérêt de leurs enfants et n'useront de leurs droits que dans leur propre intérêt. Pour remédier à ces abus et les empêcher, elles ont limité leur autorité par une institution de contrôle et de surveillance, tout en laissant parfois aux parents plus d'indépendance qu'au tuteur, à cause de l'étroitesse des liens de la famille.

Le Code Civil italien, notamment, et le Code Civil allemand, qui ont étudié la question d'une façon toute spéciale, ne donnent aux parents que des pouvoirs d'administration et non de disposition, à peu près comme s'ils étaient des tuteurs ordinaires. Ils ne peuvent accomplir des actes de disposition sans l'assistance des institutions qui jouent le rôle de haute tutelle.

L'Exposé des motifs (1) du Code Civil allemand s'exprime ainsi : « Cette limitation des pouvoirs de représentation des

(1) *Motifs*, t. IV, p. 764.

parents se justifie, mi par le caractère tutélaire de la puissance parentale, mi par la nécessité de donner des garanties à l'enfant : car celui de ses parents qui exerce la puissance parentale n'est plus tenu de fournir, en règle générale, caution, et la loi ne grève pas ses biens d'une hypothèque légale ».

Ce n'est pas à dire que les parents n'aient pas des pouvoirs plus étendus que ceux des tuteurs ordinaires, car, pour le Code Civil allemand, tels actes réputés actes de disposition pour le tuteur ne le sont plus pour le père ou pour la mère, parce qu'ils touchent non seulement à des intérêts pécuniaires mais aussi et surtout à des intérêts moraux : il en est ainsi pour l'acceptation d'une donation, la renonciation à une succession ou la répudiation d'un legs, la transaction, le compromis, le droit de consentir à la diminution d'une sûreté donnée par le débiteur, etc. (1). Mais la différence la plus considérable entre les pouvoirs des parents et ceux du tuteur est relative aux valeurs mobilières du mineur : si le père est tenu, comme le tuteur, de placer les capitaux de l'enfant en valeurs non spéculatives, il ne lui est imposé en revanche aucune formalité, ni pour la conversion, ni pour l'aliénation des valeurs mobilières de l'enfant, afin de ne pas retarder, par l'intervention de la justice, une aliénation qu'il faut faire sans retard. L'enfant ne perd pas pour cela toute garantie, car l'article 1667 permet au tribunal des tutelles, au cas où le père commet des fautes de gestion, de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la fortune de l'enfant, et notamment de lui imposer, comme au tuteur, le dépôt des valeurs dans une banque d'Etat ou leur conversion en titres nominatifs (2).

Le Code Civil italien réglemente aussi minutieusement que le Code Civil allemand les pouvoirs de l'administrateur

(1) Comparer, d'une part, l'article 1643 du Code Civil allemand, et, d'autre part, les articles 1821 n° 4, et 1822, n°s 2, 4, 12 et 13.

(2) Code Civil allemand, article 1667, et *Motifs*, t. IV, p. 966.

légal, mais, en revanche, il n'accorde pas aux parents plus de capacité qu'à des tuteurs ordinaires. Le père est administrateur et il ne peut « aliéner, hypothéquer, engager les biens de l'enfant, ni contracter en son nom des emprunts ou autres obligations dépassant les limites de la simple administration ». Toutefois, il pourra accomplir ces actes en cas de nécessité ou d'utilité évidente pour l'enfant lui-même et moyennant l'autorisation du tribunal civil (art. 224). Quant à ses pouvoirs sur les valeurs mobilières de l'enfant, le père, pour recouvrer ses capitaux doit avoir l'autorisation du tribunal, ou tout au moins du prêteur (art. 225).

Le Code Civil espagnol (1) n'accorde lui aussi au père que des pouvoirs d'administration : il ne peut « aliéner les immeubles de l'enfant (art. 163), ni les grever, sinon pour cause d'utilité ou de nécessité justifiée, et avec l'autorisation préalable du juge du domicile... » (art. 164).

De même, le Code Civil néerlandais (art. 364) ne permet au père de disposer des biens confiés à son administration qu'en observant les règles établies au titre de la minorité et de la tutelle, pour les aliénations des biens des mineurs.

Il n'y a guère que le Code Civil suisse qui donne aux parents l'administration des biens de l'enfant avec des pouvoirs illimités et sans qu'ils aient ni comptes à rendre, ni sûretés à fournir (art. 290). Il réserve toutefois le droit d'intervention des autorités de tutelle lorsque l'administrateur manque à ses devoirs (même article). En ce cas (art. 297), l'autorité tutélaire prendra les mesures nécessaires dans l'intérêt de l'enfant. Mais ne sera-t-il pas trop tard pour réprimer les abus ? et ne vaudrait-il pas mieux faire œuvre de prévoyance en exigeant une intervention préalable de l'autorité tutélaire, de façon à sauver autre chose que les débris d'un patrimoine ? (2).

(1) Code Civ. espagnol, articles 159 à 166.

(2) Voir aussi l'avant projet de Code Civil belge, par Laurent, art. 365.

Si, comme on le voit, la plupart des législations ont soumis l'administration du père à des règles et à des garanties destinées à en assurer le fonctionnement régulier, il y a cependant quelques rares législations qui n'ont encore sur l'administration légale qu'une réglementation assez incomplète. C'est le cas d'abord de l'Angleterre : les pouvoirs dont les parents y jouissent à l'égard de leurs enfants constituent beaucoup moins une *patria potestas*, au sens romain de ces mots, qu'une tutelle légale instituée dans l'intérêt des enfants. Le lord-chancelier, agissant au nom du roi chef de toutes les familles, peut transférer à un tiers le pouvoir d'administration si le père se montre indigne de le conserver (1). C'est le cas aussi de la Belgique qui adopta notre Code Civil et a conservé, sans le compléter, notre ancien article 389. C'est aussi le cas de la Russie. Enfin, dans les pays scandinaves, où l'administration légale est pour ainsi dire inconnue, le père est qualifié de *tutor legitimus*, sous le contrôle de prudhommes en Suède, d'une commission de bourgeois sous la haute surveillance du gouvernement en Norvège (2).

Enfin, il convient de signaler une législation qui se rattache au deuxième système que nous avons examiné : la législation musulmane. Alors que la mère est chargée de la garde et de l'éducation de l'enfant (*hadana*), le père demeure, en toute circonstance, investi du droit d'administration de ses biens, dont il a aussi la jouissance légale. Le père est un administrateur tout puissant, irresponsable de sa gestion, même s'il dépouille son enfant. Ce principe n'est pas écrit dans les textes, mais l'école Hanéfite consacre une conséquence saillante de cet absolutisme en permettant au père de constituer valablement en gage à ses

(1) Lehr, *Droit Civil anglais*, 1906, p. 32 et p. 126.

(2) Saint Joseph, *Concordance*, t. III, p. 318. — *Revue de droit français et étranger*, t. XIV, p. 530.

créanciers personnels les biens propres de ses enfants mineurs (1).

Nous connaissons maintenant les principes posés par la loi de 1910 en ce qui concerne la détermination des pouvoirs de l'administrateur légal. Nous allons en faire l'application à un certain nombre d'actes qu'il peut avoir à accomplir; nous étudierons en même temps les règles spéciales édictées par le législateur soit expressément, soit tacitement, à l'occasion de chacun d'eux. Nous connaissons ainsi parfaitement les pouvoirs du père.

Section III. — Solutions pratiques pour les différents actes que peut avoir à accomplir l'administrateur légal.

D'après le paragraphe 6 de l'article 389, il est des actes que l'administrateur légal peut accomplir librement : ce sont ceux que le tuteur peut accomplir seul ou avec l'autorisation du conseil de famille; il en est d'autres pour lesquels il doit recourir à l'autorisation de justice : ce sont les actes pour lesquels le tuteur doit avoir l'homologation du tribunal. Nous examinerons successivement la plupart des actes que l'administrateur légal peut avoir l'occasion d'accomplir; mais, étant donnée leur multiplicité, nous les classerons, pour la clarté de l'exposition et sans que notre classification ait aucune prétention scientifique, en trois catégories : 1^o les actes relatifs à la constitution du patrimoine de l'enfant; 2^o les actes relatifs à la gestion de son patrimoine, 3^o les actes qui sont interdits à l'administrateur légal. Après quoi, nous étudierons la procédure de l'autorisation de justice et nous nous demanderons si les règles

(1) Henri Joly, *De l'esprit du droit familial dans l'Islamisme*, thèse v. p. 126 s.

ainsi posées s'appliquent également à la mère ou à un tiers administrateur.

§ 1^{er}. — ACTES RELATIFS A LA CONSTITUTION DU
PATRIMOINE DE L'ENFANT.

1^o *Acceptation d'une donation entre vifs.*

Le père peut, sans aucun doute, accepter librement, au nom de son fils mineur, une donation faite à ce dernier. D'abord c'est une simple application de la règle générale posée par l'article 389, al. 6 ; car, d'après l'article 463, la donation faite au mineur peut être acceptée par le tuteur avec la seule autorisation du conseil de famille. D'autre part, même si la loi exigeait pour le tuteur d'autres formalités supplémentaires, le père aurait le droit d'accepter seul et sans autorisation de justice, car l'article 935 du Code Civil accorde d'une façon générale aux ascendants le droit d'accepter les libéralités faites à leurs descendants mineurs, même s'il ne remplissent pas les fonctions de tuteur. Le père pourra donc accepter la donation sans formalité spéciale, non seulement en tant qu'administrateur légal, en vertu de l'article 389 al. 6, mais aussi en tant qu'ascendant en vertu de l'article 935 du Code Civil.

Donation avec charges. — Pourra-t-il aussi accepter une donation avec charges ? L'article 463 ne distingue pas, et l'on peut dire que, si le législateur impose l'autorisation du conseil de famille au tuteur, c'est justement parce qu'il a en vue les donations accompagnées de conditions ou de charges ; car s'il se fût agi d'une donation pure et simple, elle n'eût pu constituer qu'un enrichissement pour le mineur, et la donation ainsi acceptée par le père, en vertu de l'article 463 et de l'article 389 al. 6, aura même effet qu'à l'égard d'un majeur. Cela signifie que si la donation contient

des charges, le mineur en sera tenu bien qu'il n'ait pas accepté personnellement.

Mais pourrait-on se baser aussi sur l'article 935 pour permettre au père, comme à tout ascendant, l'acceptation d'une donation avec charges ? Cet article semble bien viser une donation pure et simple, et la question serait discutable, car, suivant la juste remarque de M. Planiol (1) « s'il y a lieu de contracter des obligations au nom du mineur, il faut que l'acte soit régulièrement autorisé conformément aux règles ordinaires de la tutelle » (2). Quoi qu'il en soit, la question ne présente d'intérêt que pour les ascendants autres que le père, car ce dernier, s'il ne peut se prévaloir de l'article 935, peut toujours recourir à l'article 389 al. 6, qui lui applique l'article 463 du Code Civil. Nous admettons donc que l'administrateur légal peut accepter même une donation avec charges, sinon en vertu de l'article 935, du moins en vertu de l'al. 6 de l'article 389.

Que décider au *cas où c'est le père lui-même qui a fait la donation* ? La question s'est posée maintes fois et depuis fort longtemps : Dans notre ancien droit, Furgole (3) enseignait déjà que le donateur ne pouvait, comme tuteur ou père, accepter au nom du mineur la donation qu'il avait faite à ce dernier, car il est impossible que la même personne figure dans le même acte comme donateur et comme représentant du donataire : un contrat suppose au moins deux personnes qui stipulent contradictoirement : il y a, dit M. Wahl, « un empêchement matériel à ce qu'une personne, se dédoublant en quelque sorte, fasse l'offre et accepte elle-même cette offre ». C'est la doctrine presque unanimement suivie (4) soit par les auteurs, soit par la

(1) Planiol, t. III, n° 2934.

(2) Dans le sens de la liberté pour le père, avant 1910, d'accepter une donation avec charges, en vertu de l'article 935 du Code Civil, voyez Paris, 4 juin 1865, S. 65, 2, 216.

(3) Furgole, *Commentaire de l'Ordon. de 1731*, sur l'article 7.

(4) Duranton, t. VIII, n. 443. Troplomb, t. III, n. 1133. Demante, t. IV,

jurisprudence, et on l'applique non seulement au père administrateur légal, mais aussi à tout représentant, et pour tout autre contrat, même à titre onéreux : un représentant, mandataire, commissionnaire, etc., ne peut pas contracter avec lui-même en servant de contre-partie au représenté. Le remède se trouve dans la loi elle-même : le père devra faire nommer un administrateur *ad hoc* qui acceptera au nom de l'enfant.

Assurance sur la vie contractée par le père au profit de l'enfant. — Mais faudra-t-il appliquer cette solution à l'assurance sur la vie ? Autrement dit, le père, administrateur légal, peut-il valablement accepter pour le compte du mineur le bénéfice d'une assurance sur la vie qu'il a contractée lui-même au profit de ce dernier ? Plusieurs décisions judiciaires ont dénié au stipulant administrateur légal, la faculté d'accepter valablement, au nom du mineur, le bénéfice de l'assurance (1). En effet, tout contrat suppose deux personnes entrant en relations l'une avec l'autre, et l'assurance sur la vie, aussi bien que tout autre contrat : le stipulant qui accepte, au nom du bénéficiaire, l'offre qu'il a faite à celui-ci, supprime ce concours, car il entre en relations avec lui-même. Il faut logiquement donner la même solution qu'au cas d'offre directe, qu'au cas de donation ; l'acceptant ne doit pas être la même personne que l'offrant (2). D'autre part, il faut refuser au stipulant le droit d'accepter pour son fils bénéficiaire dans l'intérêt même de ce dernier : car, si parfois l'assurance sur la vie constitue, dans les rapports de l'assuré et du tiers bénéfi-

n. 74 bis. Laurent, t. XII, n. 249. Demolombe, t. XX, n. 197. Aubry et Rau, t. VII, § 652, note 8. Riom, 14 août 1829, S. 1830, 2, 300. Grenoble, 14 juillet 1836. S. 39, 2, 259. Rouen, 27 février 1852, D. 53, 2, 26. Cass. Civ. 27 juillet 1892, D. 92, 1, 457.

(1) Trib. Orléans, 28 déc. 1886, D. 88, 2, 140 ; S. 89, 1, 289 ; Pand. 87, 2, 264 ; Labbé, note dans Sirey, 89, 2, 190.

(2) Labbé, S. 89, 2, 190.

ciaire, un contrat à titre gratuit, elle est souvent à titre onéreux et alors constitue un danger pour le tiers bénéficiaire, aussi bien qu'une donation avec charges : c'est le cas notamment lorsque le stipulant s'acquitte ainsi d'une dette envers le tiers, ou lorsque c'est le tiers lui-même qui doit payer les primes.

A l'opposé, d'autres décisions judiciaires ont supprimé la nécessité d'une acceptation formelle de la part du tiers bénéficiaire, lorsque celui-ci est un enfant mineur, cette acceptation devant être présumée et étant sous-entendue lors de la stipulation elle-même (1). L'acceptation du tiers résulterait de la souscription même, par le père, de la police attribuant le bénéfice de l'assurance à l'enfant. Mais n'est-ce pas une subtilité que d'attribuer au bénéficiaire une acceptation qui en réalité émane du stipulant? « Il faut avoir le courage, dit M. Lambert (2), de reconnaître qu'on dispense ici le tiers de toute acceptation ». Mais cette dispense est-elle justifiée? Peut-on présumer justement que le père, en contractant l'assurance, en a du même coup accepté le bénéfice au nom du tiers? En réalité, ce serait, le plus ordinairement, aller contre la volonté du père, qui aura des raisons d'attendre, avant d'en abandonner sans retour le bénéfice à son fils, par exemple pour obtenir du crédit, en cédant le bénéfice de l'assurance à titre de nantissement à l'un de ses créanciers.

Il faut donc une acceptation de la part du père, et la Cour de Cassation l'exige absolument. Sans demander que cette acceptation soit expresse, elle exige qu'elle soit faite de façon non douteuse; mais, de plus, elle décide que le père administrateur légal peut accepter lui-même pour le

(1) Herbault, *Assur. sur la vie*, n. 242. — Caen, 11 janvier 1863, *Jour. des assur.* 1863, p. 234. — Bruxelles, 2 août 1866, *Jour. des assur.* 1867, p. 15. — Orléans, 26 mars 1887, D. 89 1,161; S. 89, 1,290. — Lyon, 14 avril 1892, Pand. 93, 2, 97.

(2) Lambert, thèse, *La stipulation pour autrui*, n. 97.

compte de son enfant le bénéfice de l'assurance qu'il a lui-même contractée. Elle adopte donc une théorie qui tient le juste milieu entre les deux systèmes que nous venons d'indiquer : l'un déniait au père le droit d'accepter valablement, l'autre sous-entendait cette acceptation. Après avoir une première fois évité de se prononcer (1), elle a admis la validité de l'acceptation par le père, dans un véritable arrêt de principe du 25 avril 1903 (2) : « Attendu, dit-elle, que la stipulation d'une somme d'argent payable à l'assuré conférant immédiatement un droit au bénéficiaire, en dehors de tout concours de sa volonté avec celle du stipulant, rien ne s'oppose à ce que ce dernier, administrateur légal des biens de son enfant, accepte en ladite qualité, soit dans le contrat d'assurance, soit ultérieurement, le bénéfice de la stipulation au nom et dans l'intérêt du mineur ». La Cour de Cassation se fonde sur sa jurisprudence antérieure d'après laquelle la stipulation pour autrui, l'assurance sur la vie notamment, fait naître au profit du bénéficiaire, un droit direct et immédiat, avant même que le tiers ait manifesté sa volonté d'en profiter. Si l'on voyait dans la stipulation pour autrui une simple pollicitation qui se transforme en un contrat par l'acceptation du tiers, on pourrait dire alors que le père contracte avec lui-même, qu'il fait lui-même une offre et qu'il accepte au nom de son fils. Le père jouerait alors les deux rôles, qu'on s'accorde à refuser à la même personne, d'auteur de la libéralité et de bénéficiaire acceptant.

Mais on admet généralement aujourd'hui, avec la Cour de Cassation, que la stipulation pour autrui confère au bénéficiaire un droit immédiat (3). Ce droit naît pour lui d'une promesse unilatérale faite par la compagnie d'assurances au

(1) Cass. Req. 22 octobre 1888, S. 89, 1,289; D. 89, 1,161; Pand. 89, 1,373.

(2) Cass. Civ. 25 avril 1903, S. 1903, 1,329; D. 1904, 1,151; Pand. 1904, 1,161; *Rev. trimestrielle*, 1904, p. 560.

(3) Voir notamment Dijon, 11 avril 1900, D. 1901, 2,309, et les renvois.

bénéficiaire, promesse qui, isolée, serait inefficace, mais qui devient opérante parce qu'elle vient se greffer sur un contrat entre l'assuré et la compagnie d'assurances, contrat dans lequel elle s'incorpore et où elle va puiser toute sa force (1).

Le tiers bénéficiaire ayant ainsi un droit qui résulte directement de l'opération intervenue entre l'assuré et la compagnie d'assurances, sa déclaration de vouloir en profiter « constitue non pas une partie intégrante d'un contrat n'ayant de force que réunie à d'autres (comme l'acceptation ne valant que par son concours avec la pollicitation), c'est un acte unilatéral parfait en lui-même et doué d'une existence propre ». Alors, le père peut très bien, sans contracter avec lui-même faire cette déclaration au nom de son fils. On appelle ordinairement cette déclaration une acceptation ; cela est commode, mais on ne peut l'appeler ainsi qu'à la condition de dissiper une équivoque : en général, ce qu'on accepte, ce sont de simples offres ; et employer ce mot-là laisserait supposer que le tiers est simplement pressenti, alors qu'il a un véritable droit.

Mais, dira-t-on, le tiers n'a pas un droit puisque le père peut révoquer le bénéfice de la stipulation tant qu'elle n'aura pas été acceptée. Sans doute, la situation du tiers n'est pas aussi solide que celle d'un créancier contractuel : car son droit demeure sous la dépendance du contrat passé entre le père et la compagnie d'assurances : si celle-ci, débitrice du tiers, ne peut se dégager, le droit du tiers demeure à la merci des changements de volonté de la part de l'assuré, de la part du père, qui peut faire tomber le contrat lui-même, base de l'opération. Le fils bénéficiaire a donc un droit direct, mais ce droit n'est entré dans son patrimoine que d'une façon provisoire et non définitive ; il n'y demeurera

(1) Lyon, 14 avril 1892, Pand. 93, 2, 97 et les renvois. — Dupuich, *Tr. de l'assur. sur la vie*, n. 51. — *Contrà* ; Besançon, 11 novembre 1898, S. 1902, 2, 41 ; Lefort, *Tr. de l'assur. vie*, t. II, p. 107.

que tant que le stipulant n'aura pas révoqué la stipulation ; et si celui-ci veut faire acquérir au tiers un droit définitif, il n'a qu'à renoncer à son droit de révocation, et il ne fait pas autre chose lorsqu'il accepte au nom de son enfant : l'acceptation qu'il fait au nom de ce dernier n'est pas autre chose qu'une renonciation à son droit d'enlever à son fils le bénéfice de l'assurance et d'en changer le bénéficiaire.

Ainsi le père se dépossède d'un droit : aussi faudra-t-il qu'à cet égard sa volonté ne soit pas douteuse, car la renonciation à un droit ne se présume pas. Puisque la Cour de Cassation exige une acceptation, et cela paraît nécessaire en l'état actuel des textes (art. 1121), il faut exiger aussi une manifestation de volonté non équivoque, afin de fixer nettement le moment auquel le stipulant ne pourra plus révoquer la stipulation. Mais il n'est pas nécessaire que l'acceptation soit expresse (1), elle peut être tacite et résulter des circonstances de la cause.

Nous admettons donc, et c'est en ce sens que se prononcent aujourd'hui les tribunaux (2), malgré les résistances d'une grande partie de la doctrine (3), que le père qui a contracté une assurance sur la vie au profit de son enfant mineur, peut valablement en accepter le bénéfice pour le compte de ce dernier ; alors qu'au contraire le père qui a fait une donation à son enfant ne peut l'accepter pour lui.

(1) L'article 932 du Code Civil qui exige une acceptation expresse, est placé sous la rubrique : « de la forme des donations entre vifs », et ne s'applique pas, par conséquent, à la stipulation pour autrui. Voir S. 89, 1, 289 s.

(2) Cass. Civ. 25 avril 1903, D. 1904, 1, 151 ; S. 1903, 1, 329 ; Pand. 1904, 1, 161 ; *Rev. trim. de dr. civ.*, 1904, p. 560. — Lyon, 14 avril 1892, Pand. 93, 2, 97. — Bordeaux, 12 août 1889, *Ann. de Dr. Commercial*, 1890, p. 37. — E. H. Perreau, note, *Rev. Crit.* 1904. — Note de M. Wahl, dans S. 1902, 2, 41. — Cass. 22 octobre 1888, S. 89, 1, 289, rapport du conseiller Delise.

(3) Note dans S. 1903, 1, 329. — Labbé, S. 82, 2, 190. — Lefort, note, Pand. 1893, 2, 97, et *Traité du contrat d'assur. sur la vie*, II, p. 106 s.

2° Acceptation d'un legs particulier.

Le Code Civil n'en parle pas pour le tuteur, et l'on admet que l'article 463, qui ne s'occupe que des donations entre vifs, doit s'appliquer au legs particulier au moins quand il est accompagné de charges, c'est-à-dire qu'il faut au tuteur, pour l'accepter, l'autorisation du conseil de famille; et la plupart des auteurs admettent que le tuteur peut accepter seul, valablement, le legs particulier, s'il est pur et simple. Le père administrateur légal pourra donc accepter, seul, un tel legs fait à son enfant mineur, que ce legs soit ou non grevé de charges (art. 463 et 389, al. 6, cbn.)

3° Refus d'une donation ou d'un legs particulier.

Le père administrateur légal, peut-il refuser une donation ou un legs particulier, même exempt de charges. Sous le régime du Code Civil, la question était discutée, car il semblait bien, à première vue, que cette renonciation dût s'analyser en une véritable libéralité de la part du légataire vis-à-vis de l'héritier (1). Néanmoins, on admettait généralement que le père pouvait refuser un tel legs, une telle donation.

Toutefois on ne faisait pas découler ce droit de ses pouvoirs d'administration, mais de sa qualité de père, et du devoir que la nature et la loi lui imposent de prendre soin des intérêts matériels et moraux de l'enfant (2). L'article 389 n'était pas en cause, car il s'occupe de l'administration des biens du mineur, ce qui suppose les biens déjà entrés dans son patrimoine. Mais c'est aux liens du sang que le

(1) Trib. Troyes, 23 décembre 1899, D. 1900, 2, 372.

(2) Paris, 21 octobre 1902, D. 1903, 2, 121.

législateur semblait rattacher le droit d'accepter ou de refuser une donation, comme le prouve l'article 935 sur lequel on s'appuyait. « C'est au père seul, dit la Cour de Rennes (1), et non à l'administrateur légal, qu'il appartient, comme gardien de l'honneur de la famille, d'apprécier les raisons de moralité ou de convenance qui s'opposent à ce que des avantages pécuniaires, dont la source peut être suspecte, soient faits à des enfants mineurs ».

Il est vrai que l'article 935 ne vise expressément que la faculté d'accepter la donation, mais il était unanimement admis que le droit d'accepter emporte, par un corollaire nécessaire, celui de refuser (2). Le père avait donc, en sa qualité de chef de famille, le droit de refuser une libéralité, même exempte de charges (3), car il a la garde d'intérêts moraux très respectables, dont il est lui-même le meilleur appréciateur. Cependant on ne lui reconnaissait ce droit qu'à la condition de l'exercer sans fraude, et sans collusion, par exemple, avec l'héritier auquel profite cette répudiation (4).

Quelques auteurs et quelques arrêts (5) reconnaissent ce droit au père par un autre moyen, en se fondant sur le système d'analogie très souvent suivi avant la loi de 1910, entre l'administration légale et la tutelle, d'après lequel, le père pourrait faire seul tous les actes pour lesquels le tuteur n'a besoin que de l'autorisation du conseil de famille : le

(1) Rennes, 23 avril 1906, Pand. 1903, 2, 114. — Cpr. Demolombe, t. VII, n° 704.

(2) Locré, t. XI, p. 206, discussion au Conseil d'Etat. — Trib. Seine, 23 mai 1900, Gaz. Trib. 24 mai 1900. — Paris, 21 octobre 1902, D. 1903, 2, 121.

(3) Rennes, 23 avril 1906, précité. — Paris, 21 octobre 1902, précité. — Paris, 18 février 1901, D. 1901, 2, 362; S. et J. P. 1904, 1, 1; Pand. 1902, 2, 348. — Cass. Req. 5 janvier 1903, D. 1903, 1, 24; Pand. 1903, 1, 527; S. 1903, 1, 78. — *Contrà* : Trib. Troyes, 23 décembre 1899, D. 1900, 2, 372, infirmé par la Cour de Paris, 18 février 1901, D. 1901, 2, 332; Gaz. Pal. 1901, 2, 7.

(4) Cass. Req. 5 janvier 1903, précité.

(5) Paris, 18 février 1901, précité.

tuteur pouvant refuser une libéralité avec la seule autorisation du conseil de famille, on en concluait que le père administrateur légal pourrait renoncer seul aux libéralités faites à son enfant mineur.

Ce pouvoir du père n'a pas été modifié par la loi du 6 avril 1910 ; il faut donc lui accorder les mêmes droits que par le passé, sur ce point, et cela en vertu, non seulement de l'article 935, mais aussi de l'article 389, alinéa 6, qui accorde au père les mêmes droits qu'au tuteur assisté du conseil de famille.

4° Acceptation d'une succession.

D'après l'article 461 du Code Civil, le tuteur ne peut accepter une succession échue au pupille qu'avec l'autorisation préalable du conseil de famille. Par suite, l'administrateur légal, à qui l'article 389, alinéa 6, donne les mêmes pouvoirs qu'à un tuteur autorisé du conseil de famille, pourra accepter seul les successions échues au mineur. C'est d'ailleurs ce qu'on décidait généralement (1) avant la loi du 6 avril 1910, car il en résulte une acquisition pour l'enfant. Seulement, on discutait la question de savoir si cette acceptation devait être ou non faite sous bénéfice d'inventaire. Pour soutenir la négative, on disait que l'article 461 du Code Civil n'avait été écrit que pour le tuteur seul, et que l'article 389 avait déjà repoussé l'assimilation de l'administrateur légal au tuteur ; l'acceptation bénéficiaire, d'ailleurs, n'est pas sans inconvénients, car elle impose à l'héritier des frais considérables et une liquidation compliquée, ce qu'il est inutile d'exiger au cas où la succession est sûrement bonne.

(1) Laurent, t. IV, n. 312. — Baudry-Lacantinerie, etc., t. IV, n. 203. — Cass. Civ. 25 novembre 1861, D. 62, 1, 202 ; *Revue trim. de dr. civ.*, 1906, p. 694.

D'autres disaient, au contraire, que l'article 776, alinéa 2, qui prescrit pour les mineurs, au cas de succession, l'observation des formalités du titre de la tutelle, est conçu en termes généraux et s'applique à tous les mineurs; il fallait donc appliquer l'article 461 qui exige que l'acceptation ait lieu sous bénéfice d'inventaire. D'ailleurs, cette formalité n'est pas inutile, car il est facile de se tromper sur les charges réelles d'une succession, et il est à craindre de voir se révéler des dettes inconnues une fois qu'elle a été acceptée.

C'est dans ce dernier sens que la loi du 6 avril 1910 a tranché la question, par l'alinéa 8 de l'article 389, qui étend à l'administration légale l'article 461 *in fine*, lequel défend au tuteur d'accepter autrement que sous bénéfice d'inventaire.

5° *Envoi en possession et acceptation d'un legs universel ou à titre universel.*

On est d'accord pour assimiler l'acceptation d'un legs universel ou d'un legs à titre universel à l'acceptation d'une succession. Le père administrateur légal pourra donc les accepter seul, mais seulement sous bénéfice d'inventaire (1).

Quant à l'envoi en possession d'un de ces legs, le père peut le demander sans autorisation; il y a là un simple acte préliminaire et conservatoire, qui n'a même pas pour conséquence forcée une acceptation (2).

6° *Renonciation à une succession ou à un legs.*

Sous le régime du Code Civil, on discutait sur le point de savoir si l'administrateur légal peut renoncer librement à

(1) et (2) Cpr Paris, 4 juin 1865, S. 65, 2, 216, motifs.

une succession ou à un legs. Pour Laurent (1), la renonciation à une succession constitue une véritable aliénation, puisque le mineur est devenu propriétaire depuis le décès du *de cujus*; il faut donc exiger les autorisations nécessaires pour toute aliénation. D'autre part, il serait à craindre, avec le système contraire, que le père ne répudie une succession échue à son enfant pour l'accepter en son nom propre en qualité d'héritier subséquent.

Mais la plupart des auteurs se prononçaient en sens contraire (2). La renonciation, disaient-ils, n'entraîne l'aliénation d'aucun élément du patrimoine : sans doute, l'enfant était propriétaire dès le décès, mais il n'était que propriétaire conditionnel, à condition d'accepter postérieurement. Et s'il renonce, il est considéré comme n'ayant jamais été propriétaire (article 785 du Code Civil); c'est l'héritier qui profite de la renonciation qui a été propriétaire dès le jour du décès, et l'enfant renonçant, n'ayant pu être propriétaire, n'a pas pu, par la renonciation, transmettre et aliéner un droit faisant partie de son patrimoine. D'ailleurs, ajoutait-on, le législateur lui-même n'a pas considéré le fait de renoncer à une succession comme aussi grave qu'une aliénation, puisque, dans l'article 461 du Code Civil, il permet au tuteur de renoncer avec la simple autorisation du conseil de famille, alors qu'il exige pour une aliénation (art. 457) l'autorisation du tribunal. Il ne faut donc y voir qu'un acte de large administration.

La loi du 6 avril 1910 a consacré la seconde opinion, grâce à l'alinéa 6 de l'article 389, qui permet à l'administrateur légal d'accomplir seul les actes que le tuteur ne peut faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille.

La question a cependant soulevé des doutes, puisque,

(1) Laurent, t. IV, n. 312. — Cass. Req. 13 juillet 1903, Jour. des Not., 1904, p. 145.

(2) Baudry-Lacantinerie, etc., t. IV, n. 203. — Trib. Nancy, 24 mars 1881, la Loi, 1882, 102. — Paris, 18 janvier 1901, Rép. gén. Not. 1901, 307.

d'après M. Capitant (1), la loi semble dire que l'administrateur légal n'a pas, comme le tuteur, le choix entre deux partis, accepter sous bénéfice d'inventaire et répudier, mais qu'il ne peut pas répudier; en effet, dit-il, l'alinéa 8 déclare applicable à l'administrateur légal, non pas l'article 461 tout entier, mais seulement la fin. Il admet cependant que la loi doit viser les deux partis, parce que l'article 462, que l'alinéa 8 de l'article 389 déclare applicable à l'administration légale, permet au tuteur qui a répudié la succession au nom du mineur de la reprendre tant qu'elle n'a pas été acceptée par un autre. Cette disposition étant applicable à l'administrateur légal laisse donc supposer qu'il peut, lui aussi, répudier. Et M. Capitant accepte ce point de vue, mais en voyant là une contradiction avec le renvoi à l'article 461, *in fine* seulement.

Cette critique ne nous semble pas fondée, et le renvoi du législateur à la dernière partie seulement de l'article 461 n'empêche pas que la première partie de cet article soit applicable au père, qui aura donc la même option que le tuteur. Mais la première partie de l'article 461 est étendue à l'administration légale par le principe posé dans l'alinéa 6 de l'article 389 : « Il accomplit seul les actes que le tuteur peut faire seul ou autorisé par le conseil de famille ». L'acceptation et la répudiation d'une succession sont justement parmi ces actes (art. 461, al. 1). Mais de là, il ne résultait pas nécessairement que le père, s'il acceptait, dût le faire sous bénéfice d'inventaire; la question eût sans doute été discutée, et pour éviter des controverses, la loi a étendu à l'administration légale la formalité de l'article 461 *in fine*.

Il est cependant un cas où le père administrateur légal ne pourra pas répudier une succession ou un legs attribués à son enfant mineur; c'est le cas où la renonciation faite au nom des enfants peut indirectement profiter au père: il

(1) *Rev. trim. de dr. civ.*, 1910, la loi du 8 avril 1910, n. 27.

y a alors entre eux une opposition d'intérêts, qui rend le père incapable de renoncer, pour le compte de l'enfant, au bénéfice de la succession ou du legs. Par exemple, il y a opposition d'intérêts lorsque la renonciation ainsi faite à un legs universel doit avoir pour effet de permettre à la mère du légataire de recueillir la succession *ab intestat*, dont les revenus tomberont dans la société d'acquêts formée entre elle et le père administrateur légal et profiteront ainsi éventuellement à ce dernier (1). Cette restriction était unanimement admise avant la loi du 6 avril 1910, et celle-ci n'y a évidemment rien changé, puisqu'elle réglemente au contraire l'opposition d'intérêts, sans préciser toutefois les divers cas.

Naturellement, il n'y a pas lieu de distinguer suivant que la succession est mobilière ou immobilière, l'acte étant de même nature dans les deux cas (2).

7° *Partage.*

Le père a-t-il qualité pour procéder aux opérations du partage sans aucune autorisation? S'il s'agit de *défendre* à l'action en partage intentée par les cohéritiers du mineur, le père a certainement qualité pour cela, et même sous le régime du Code Civil, il n'y a jamais eu de doute sur ce point : l'article 465 permet en effet au tuteur de répondre sans aucune autorisation à la demande en partage dirigée contre le mineur. A plus forte raison en sera-t-il ainsi pour le père administrateur légal, dont les pouvoirs sont au moins égaux à ceux du tuteur. De plus, nul n'étant tenu de rester dans l'indivision, le tribunal ni le conseil de famille

(1) Paris, 29 avril 1902, Pand. 1904, 2, 13. — Cass. Req. 13 juillet 1903, D. 1904, 1,22 ; S. 24, 1,21 ; Paud. 1904, 1,292. — Trib. Seine, 21 février 1901, Gaz. Pal. 1901, 1,428. — Rennes, 23 avril 1906, Gaz. Pal. 1906, 1,583.

(2) Baudry-Lacantinerie, t. IV, 211.

ne pourraient refuser leur autorisation. Alors il est plus simple de ne pas l'exiger.

Mais que décider lorsqu'il s'agit de provoquer le partage ? Ici, la doctrine et la jurisprudence étaient divisées : pour Laurent (1), partager n'est pas aliéner, et le partage n'est pas autre chose qu'un acte d'administration. Pour d'autres, le partage est un acte de disposition, chacun des copartageants se dépouillant des biens qui ne figurent pas dans son lot. La preuve en est dans les articles 818, 465, 484 du Code Civil, qui considèrent l'action en partage comme dépassant généralement les limites de l'administration, et dans les articles 817 et 840 du Code Civil, qui exigent du tuteur l'autorisation du conseil de famille et l'accomplissement des formalités édictées par les articles 819 et suiv. et qui s'appliquent à tous les mineurs, ainsi qu'il résulte des travaux préparatoires. Il fallait donc tout au moins exiger les formalités prescrites pour le tuteur (2).

Sur ce point, la loi du 6 avril 1910 s'est montrée plus libérale : le tuteur n'ayant besoin, pour provoquer un partage, que de l'autorisation du conseil de famille (art. 465), le père administrateur légal pourra intenter cette action au nom de son enfant sans aucune autorisation (art. 389, al. 6 et 465 cbn) (3).

Mais elle a été beaucoup moins libérale, lorsque, rapprochant encore l'administration légale de la tutelle et accablant le mineur d'une encombrante sollicitude, elle a décidé que le père devrait observer les formes prescrites par l'article 466 du Code Civil, c'est-à-dire que le partage devrait nécessairement se faire en justice et être précédé d'une expertise. Solution regrettable, car les formalités du partage judiciaire sont longues, compliquées et excessivement oné-

(1) Laurent, t. IV, n. 312. Dijon, 31 décembre 1891, S. 94, 2, 158; D. 92, 2, 233, et la note de M. de Loynes.

(2) Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 36.

(3) Peut-il provoquer la licitation ? Voir infra « actes d'aliénation ».

reuses; puisque l'on donnait au père de larges pouvoirs d'administration, puisqu'on avait assez de confiance dans son autorité bienveillante et dans le contrôle de la mère pour supprimer toute intervention du conseil de famille, n'eût-il pas été logique et préférable en pratique de lui permettre de procéder à un partage amiable, beaucoup moins long et beaucoup moins coûteux? Mais la loi est formelle, et si le père s'est contenté d'un partage amiable, sans recourir aux formalités prescrites par la loi, ce ne sera qu'un partage provisionnel et de jouissance (art. 840 du Code Civil); mais il permettra d'attendre, sans trop de dommages, la majorité de l'enfant, époque à laquelle celui-ci pourra, sans formalités rigoureuses, confirmer le premier partage ou faire procéder à un partage définitif.

8° *Acquisitions à titre onéreux.*

L'acquisition à titre onéreux peut avoir lieu d'abord par voie d'achat. Dans ce cas, ou bien le père a dans ses mains les deniers nécessaires, et alors il y a un *placement*; ou bien il ne les a pas et achète à crédit, alors il y a *spéculation*. Nous nous occuperons plus loin du placement des fonds du mineur. Quant aux actes de spéculation, ils sont interdits au père aussi bien qu'au tuteur. L'acquisition à titre onéreux peut aussi avoir lieu par voie d'*échange* : nous nous occuperons de ce cas en parlant des différentes sortes d'aliénations, dont l'échange est aussi une forme.

§ 2. — ACTES RELATIFS A LA GESTION DU PATRIMOINE DU MINEUR.

1° *Actes ordinaires d'administration.*

L'administrateur légal a certainement qualité pour accomplir sans autorisation les actes dits « conservatoires »,

et engager pour cela les dépenses nécessaires. C'est ainsi qu'il peut librement, de même que le tuteur, qui n'a besoin pour cela d'aucune autorisation, assurer les biens du mineur contre tous risques, faire transcrire un acte d'achat, faire inscrire une hypothèque. Il peut faire seul tous les actes nécessaires à la bonne exploitation et à l'entretien des biens de l'enfant; il peut faire les réparations aux meubles et aux immeubles, il peut vendre les fruits et les récoltes, il peut faire les actes de mise en demeure, interrompre une prescription courant contre le mineur, convertir des titres au porteur en titres nominatifs, produire à un ordre, exercer des poursuites à titre de voie d'exécution, etc.; d'une façon générale il peut faire tous les actes nécessaires ou simplement utiles à l'entretien ou à la mise en rapport du patrimoine du mineur. Il convient de faire une place spéciale parmi ces actes à la passation des baux et aux paiements à faire ou à recevoir au nom de l'enfant. A ces deux catégories d'actes, nous consacrerons un paragraphe spécial.

2° Baux.

Le père administrateur légal peut donner à bail les biens du mineur, sans aucune autorisation : c'est là un droit qui lui a toujours été reconnu. Il peut en fixer seul et librement le loyer et la durée. Mais à ce dernier point de vue, il faut noter une restriction importante aux pouvoirs du père. En effet, l'article 1718 du Code Civil déclare applicables aux baux des biens des mineurs les règles édictées par le Code Civil pour les baux des biens des femmes mariées dans les articles 1429 et 1430. Cet article ne distingue pas suivant qu'il s'agit de mineurs en tutelle ou placés sous l'administration légale de leurs parents ; on s'accorde pour l'appliquer aux deux hypothèses. Quelles sont donc ces règles ?

Des articles 1429 et 1430, applicables à l'administrateur

légal, il résulte que les baux passés par le père sur les biens de ses enfants mineurs, seront valables quelle qu'en soit la durée, mais sous une réserve importante : à la majorité de l'enfant, celui-ci ne sera pas obligé de respecter indéfiniment les baux passés par son père : il ne sera obligé que jusqu'à l'expiration de la période de neuf années dans laquelle on se trouvera au moment de sa majorité ; par exemple, si le bail est passé par le père pour 18 ans, à un moment où l'enfant a 17 ans, l'enfant devenu majeur, ne devra respecter le bail que pendant 5 ans, après sa majorité, et non pendant 14 ans. A ce moment, il peut résilier le bail, mais c'est pour lui une simple faculté, et, dans la pratique, si le bail est avantageux pour lui, il le respectera et le laissera se continuer ; car c'est dans son intérêt seul qu'est établie la faculté de résiliation.

L'enfant sera donc engagé au maximum pour une période de 9 ans à partir de sa majorité. Mais il est des cas où le bail lui sera opposable pour une plus longue durée : c'est le cas où le père aura renouvelé le premier bail avant son expiration ; ainsi, si le bail primitif, qui était de 9 ans, a été renouvelé un an avant son expiration, l'enfant sera tenu pour 10 ans au maximum. Pour mettre l'enfant à l'abri des renouvellements prématurés, le législateur a décidé que les renouvellements seraient sans effet à l'encontre du mineur s'ils avaient lieu plus de trois ou deux ans avant l'expiration du bail primitif, suivant qu'il s'agirait de biens ruraux ou de maisons ; les renouvellements consentis avant cette époque ne s'imposeraient à l'enfant que si leur exécution avait commencé avant sa majorité. L'enfant sera donc tenu, pour les baux passés par son père, au maximum pour douze ans s'il s'agit de biens ruraux, et pour onze ans s'il s'agit de maisons.

Tel est le système que l'on applique à l'administrateur légal. Il est d'ailleurs absolument général, puisqu'il s'applique aussi au mari, au tuteur, à l'usufruitier, en un mot à

tout administrateur des biens d'autrui. La loi du 6 avril 1910 n'a rien modifié à la situation et laisse au père les mêmes pouvoirs qui ne sont, d'ailleurs, à ce point de vue, que des pouvoirs d'administration.

En conséquence de cette règle, le père ne pourra pas consentir un bail emphytéotique; ce serait là un véritable acte de disposition, qui ne saurait être permis qu'avec les mêmes formalités et dans les mêmes conditions que toute autre aliénation.

3° Paiements.

En ce qui concerne le paiement des sommes dues par l'enfant, le père administrateur légal peut et doit payer les dettes de celui-ci et en retirer quittance. Sur ce point aucun doute ne saurait s'élever (1).

S'il s'agit au contraire de sommes dues à l'enfant par des tiers, à quelque titre que ce soit, il peut recevoir le paiement de ces sommes et en donner quittance; il peut poursuivre le recouvrement de toutes les créances de l'enfant et consentir toutes prorogations de délai. De même, si le débiteur d'une rente constituée se trouve dans un de ces cas où, d'après l'article 1912 du Code Civil, son créancier peut le contraindre au rachat, le père peut certainement l'y obliger; ce n'est, d'ailleurs, que l'exercice d'une action mobilière. Enfin, le père a capacité pour donner main-levée d'une inscription hypothécaire, lorsqu'elle est la conséquence du paiement qu'il reçoit. Mais si la main-levée a lieu sans constatation de paiement, elle ne peut être effectuée qu'avec les formalités nécessaires pour consentir un acte de disposition.

Mais une question se pose au cas de réception d'un paiement par le père : les tiers, débiteurs du mineur, ne peuvent-ils pas se refuser à payer le père si celui-ci ne justifie pas

(1) Trib. Béthune, 12 octobre 1910, la Loi, 12 décembre 1910.

d'un emploi? et leur paiement fait dans ces conditions sera-t-il libératoire?

Sous l'empire du Code Civil, on admettait presque unanimement l'affirmative. Sans doute, le père, qui peut recevoir librement les capitaux dûs aux mineurs, est soumis à l'obligation de faire emploi, c'est-à-dire de placer les capitaux disponibles, mais les tiers qui se libèrent entre ses mains ne sont pas responsables envers le mineur du défaut d'emploi des capitaux remis au père. Il en était déjà ainsi pour le tuteur, grâce à la loi du 27 février 1880 : d'après l'article 6 de cette loi, « les tiers ne seront en aucun cas garants de l'emploi ». Le législateur a voulu ainsi écarter l'application des règles du régime dotal : les tiers n'auront aucun prétexte pour refuser ou retarder le paiement qui leur est demandé et ne seront responsables ni de l'utilité, ni même de l'existence de l'emploi. S'il en était ainsi quand il s'agissait d'un tuteur, à plus forte raison devait-il en être de même quand il s'agissait d'un paiement fait au père administrateur légal, puisque, d'une part, il avait des pouvoirs plus étendus que le simple tuteur, et que, d'autre part, la loi du 27 février 1880 ne lui était pas applicable (1).

Cette solution a été consacrée formellement par la loi du 6 avril 1910 (art. 389, al. 7, *in fine*) qui dispense les tiers de surveiller les emplois ou les conversions; on évite ainsi les frais, les formalités et les lenteurs qu'entraîne la perception des capitaux de la femme dotale. Le père a donc seul des obligations envers son enfant dont il gère le patrimoine; les tiers n'ont aucune charge après le paiement effectué, et il n'y a même pas, comme en matière de tutelle, un subrogé-tuteur chargé de surveiller l'emploi.

De même, les tiers n'auront également ni droit, ni intérêt, à exiger du père qu'il fournisse au mineur une caution ou

(1) Toulouse, 10 décembre 1908, S. 1909, 2, 57; D. 1910, 2, 89.

une hypothèque pour la sûreté des sommes qu'il aura reçues ou qu'il fasse pour cela nommer par le tribunal un administrateur étranger; et ils n'encourront aucune responsabilité pour les avoir remises au père sans exiger aucune de ces garanties.

4° Aliénation des meubles corporels.

Non seulement le tuteur peut aliéner les meubles corporels, mais l'article 452 du Code Civil l'oblige à les vendre, dans le mois qui suit la clôture de l'inventaire, en suivant certaines formalités, notamment en recourant aux enchères reçues par un officier public; car ce sont des biens, en général, facilement périssables et improductifs. Le père administrateur légal est-il obligé aussi de les faire vendre? C'est une question que nous examinerons plus loin en parlant des obligations du père administrateur légal. Disons seulement qu'on admet généralement que le père est libre de les aliéner ou de les conserver.

Mais, s'il juge utile de les aliéner, peut-il le faire librement et sans autorisation? Avant la loi du 6 avril 1910, la doctrine et la jurisprudence étaient extrêmement confuses. Un point certain, c'est que les aliénations qu'on peut ranger dans la catégorie des actes d'administration sont permises au père seul et sans formalités spéciales, notamment la vente des récoltes et des fruits, la vente des meubles qui peuvent dépérir rapidement, etc. Mais que décider en ce qui concerne les aliénations de meubles corporels dépassant les limites de l'administration ordinaire?

Quelques auteurs (1), comme Laurent, refusaient au père le droit de procéder seul à ces aliénations mobilières, car nul texte du Code Civil ne donne à un administrateur le droit d'aliéner.

(1) Laurent, t. II, n. 179.

Mais la plupart des auteurs admettaient au contraire la validité des aliénations, par le père, des meubles corporels (1), soit comme conséquence de l'ancienne maxime *res mobilis, res vilis*, soit en considération du caractère périssable de ces meubles, ou des larges pouvoirs qu'il convient d'accorder à l'administrateur légal.

Que faut-il décider depuis la loi du 6 avril 1910? L'article 389 assimile le père à un tuteur assisté du conseil de famille : il peut donc aliéner les meubles corporels, mais devra-t-il recourir aux enchères reçues par un officier public, comme l'exige pour le tuteur l'article 452 du Code Civil? A première vue, il semble que oui : le père, en effet, vaut un tuteur assisté du conseil de famille, mais il ne vaut pas plus; dès lors, si l'on oblige le tuteur à recourir aux enchères pour l'aliénation des meubles corporels de son pupille, il faudra imposer au père les mêmes formalités.

Nous ne pensons pas, qu'il faille décider ainsi. L'article 389 dit seulement que dans les cas où l'homologation du tribunal est nécessaire pour le tuteur, l'autorisation du tribunal est nécessaire pour le père. Mais il ne parle pas des autres formalités possibles, telles que les enchères. A notre avis, il faut s'en tenir au texte qui ne s'occupe que de l'autorisation du tribunal; cette autorisation n'étant pas exigée pour le tuteur, n'est pas imposée non plus au père : c'est là tout ce qu'on peut tirer de l'article 389, alinéa 6. D'autre part, quand le législateur a voulu imposer à l'administrateur légal des formalités édictées pour le tuteur, il l'a fait expressément, comme nous l'avons vu en parlant de l'acceptation des successions, comme nous le verrons encore en parlant de l'aliénation des immeubles; l'article 452 ne figure pas dans la liste des articles relatifs à la

(1) Demolombe, t. VI, n. 1413. — Aubry et Rau, t. I, § 123, n. 40. — Beudant, t. II, p. 380. — Cass. 9 juillet 1866, D. 66, 1, 385. — Cass. 1^{er} août 1866, S. 66, 1, 363. — Cass. 3 février 1873, S. 73, 1, 61. — Voir aussi D. 92, 2, 233.

tutelle applicables à l'administration légale (art. 389, al. 8). Nous déciderons donc que le père peut, librement et sans formalités, aliéner les meubles corporels de son enfant mineur.

*5° Aliénation des meubles incorporels et conversion
des titres nominatifs en titres au porteur.*

Le Code Civil ne s'était pas préoccupé de cette question : il n'avait eu en vue que les immeubles et les meubles corporels du mineur en tutelle. C'est qu'à cette époque la fortune mobilière était peu importante et ne comprenait guère que des meubles corporels. Mais les valeurs de bourse, rentes sur l'Etat, actions de la Banque de France, etc., ne tardèrent pas à faire leur apparition et composèrent petit à petit une notable partie de la fortune des particuliers : le silence du législateur permettait au tuteur et au père administrateur légal d'aliéner librement les valeurs mobilières du pupille qui se trouvait sans garantie réelle.

La lacune ne tarda pas à devenir manifeste, et une loi du 24 mars 1806 vint interdire au tuteur de vendre, sans l'autorisation du conseil de famille, les inscriptions de rentes sur l'Etat au-dessus de 50 francs de revenu ; un décret du 25 septembre 1813 exigea la même autorisation pour l'aliénation des actions de la Banque de France. Malgré la résistance de la jurisprudence (1), le Trésor étendit ces règles au père administrateur légal. Mais cette protection, limitée à deux sortes de titres, était insuffisante, en face de l'accroissement continu de la fortune mobilière. Les règles à appliquer aux autres valeurs mobilières étaient d'ailleurs fort controversées : si certains auteurs exigeaient la vente aux enchères, comme pour les meubles corporels, si

(1) Voir par exemple Trib. Seine, 17 décembre 1877, D. 81, 3, 71.

d'autres exigeaient les mêmes formalités pour toutes les valeurs sans distinction, la plupart décidaient justement que le tuteur pouvait librement aliéner ces valeurs, et que, comme lui, le père administrateur légal avait les pouvoirs les plus étendus. Ces divergences ont provoqué le vote de la loi du 27 février 1880.

La loi du 27 février 1880 défend au tuteur d'aliéner sans l'autorisation du conseil de famille les valeurs mobilières et meubles incorporels quelconques appartenant au mineur, si faible qu'en soit le chiffre ; elle exige l'homologation du tribunal pour toute aliénation dont le chiffre est supérieur à 1,500 francs en capital, d'après une évaluation à faire par le conseil de famille. Cette loi assimile à la vente, quant aux formalités à remplir par le tuteur, la conversion des titres nominatifs en titres au porteur. Enfin, pour supprimer toute distinction injustifiée, elle abroge formellement, par son article 12, la loi du 24 mars 1806, relative aux rentes sur l'Etat, et le décret du 25 septembre 1813, relatif aux actions de la Banque de France.

La question se posa alors de savoir s'il fallait appliquer ces dispositions au père administrateur légal. On s'accordait généralement à reconnaître que la loi du 27 février 1880 ne concernait que le mineur en tutelle, et non pas le mineur placé sous l'administration légale. D'abord, au cours de la préparation de la loi et de sa discussion au Sénat, cela fut dit formellement par le rapporteur, M. Denormandie : « On dit, déclara-t-il, que la loi est faite pour les mineurs ; seulement elle n'est pas faite pour toutes les catégories de mineurs, notamment pour ceux qui ont encore leur père et leur mère » (1). Et il poursuivait en insistant sur les garanties morales et matérielles que la coexistence des deux époux lui paraissait donner aux enfants.

D'autre part, le Sénat repoussa un amendement de

(1) *Journal Officiel*, 26 janvier 1880. Annexes, n° 139.

M. Gazagne tendant à appliquer la loi du 27 février 1880 au père administrateur légal. Il n'y avait donc aucun doute sur l'intention du législateur : la loi de 1880 ne concernait que le tuteur, et comme elle abrogeait la loi du 24 mars 1806 et le décret du 25 septembre 1813, elle laissait complètement à découvert le mineur soumis à l'administration légale, le privant même des garanties établies par les dispositions de 1806 et de 1813. Le père administrateur légal se trouvait affranchi de toute obligation relativement à l'aliénation des valeurs mobilières de son enfant, même s'il s'agissait de rentes sur l'Etat ou d'actions de la Banque de France et quel qu'en soit le chiffre.

Les décisions judiciaires étaient à peu près unanimes sur ce point (1). C'est ainsi que la Cour de Besançon, considérant que les pouvoirs du père ne sont limités par aucun texte et ne sont soumis à aucune formalité, lui permet d'aliéner les valeurs mobilières appartenant au mineur, et par suite de donner en nantissement l'assurance sur la vie dont l'enfant est bénéficiaire (2). Il peut aliéner ces valeurs soit pour les nécessités de son administration et dans l'intérêt de son enfant, soit même dans son propre intérêt et pour désintéresser ses créanciers personnels, sauf, en ce dernier cas, à rendre compte à l'enfant mineur des sommes provenant de l'aliénation (3). De même, l'administrateur légal pouvait, sans formalité spéciale, convertir en titres au porteur les titres nominatifs appartenant au mineur (4).

A la suite de cette jurisprudence et des déclarations de

(1) Trib. Seine, 27 avril 1882. D. 83, 3, 111 ; S. 82, 2, 207 ; 28 mai 1900, Pand. 1902, 2, 45 ; 16 janvier 1901, Pand. 1902, 2, 169. — Avis du Conseil d'Etat du 16 novembre 1899, D. 1902, 3, 18. — Paris, 3 août 1900, Pand. 1903, 2, 81. — Huc, t. III, n. 242 s. Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 40 bis. *Contrà* : Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 207.

(2) Besançon, 11 novembre 1898, D. 99, 2, 81 ; S. 1902, 2, 41 ; Pand. 1901, 2, 1.

(3) Huc, t. III, 242 s. — Dijon 13 juin 1900. D. 1902, 2, 46 ; S. 1903, 2, 1.

(4) Paris, 3 août 1900, précité. — Trib. Seine. 4 mai 1896. D. 97, 2, 23.

M. Denormandie au Sénat, le Trésor crut pouvoir se départir de ses anciennes exigences. Le Directeur de la Dette inscrite, par une circulaire du 10 mars 1880 (1), invita les trésoriers-payeurs généraux à ne plus exiger du père aucune formalité, si élevé que soit le chiffre de la rente à transférer.

Une pareille liberté laissée au père pouvait entraîner des conséquences regrettables et désastreuses pour la fortune de l'enfant. Aussi, certaines décisions avaient-elles tenté de découvrir des limites à cette liberté. Le Tribunal de la Seine (2), notamment, décida dans un jugement du 8 novembre 1898 que, dans le silence de la loi concernant les pouvoirs du père administrateur légal, il y avait lieu d'appliquer à cette administration les règles du droit commun qui régissent la tutelle et les principes généraux qui permettent d'assimiler le père à tout autre administrateur.

De même, certains auteurs (3), constatant que la loi de 1880 est étrangère au père administrateur légal, proposent de résoudre la question sans tenir compte de cette loi : il faut, disent-ils, consulter le droit commun et les principes généraux. « Or, dit M. Paul Henry, on y trouve une distinction qui s'impose entre les actes de disposition et ceux de simple administration » ; le père est par lui seul incapable d'accomplir les premiers valablement ; pour l'habiliter, on ne peut recourir qu'à l'autorisation de justice, dont seule l'intervention « permet de sortir d'une impasse qui ne peut avoir d'autre issue. »

D'autre part, malgré la circulaire du Directeur de la Dette inscrite, du 10 mars 1880, les agents de change ne se crurent pas suffisamment couverts par l'abrogation de la

(1) Rapportée dans Buchère, Appendice.

(2) Trib. Seine, 8 novembre 1898, S. 99, 2, 316 ; Pand. 99, 2, 273 ; Gaz. Trib. 4 janv. 1899. — Cpr. Trib. de Château-Thierry, 31 décembre 1890, Pand. 91, 2, 191.

(3) Paul Henry, note sous Paris, 3 août 1900, Pand. 1903, 2, 81. — Tissier, *Rev. Crit.* 1902.

loi de 1806 et du décret de 1813 et par les circulaires administratives, tellement leur paraissait inouïe la liberté absolue laissée au père par l'inapplicabilité de la loi de 1880, et le Syndicat des agents de change de Paris, par une circulaire du 15 mars 1880 (1), décidait « qu'il y avait lieu de s'en tenir purement et simplement aux errements du passé » et prescrivait à ses adhérents d'exiger, pour toute rente supérieure à 50 francs, un jugement de la Chambre du Conseil pour faire les transferts et pour mettre ainsi à couvert leur responsabilité.

Telle était la situation à la veille de la loi du 6 avril 1910 : d'une part, la jurisprudence accordait, presque invariablement, au père administrateur légal, une liberté absolue pour aliéner les valeurs mobilières de ses enfants ou les convertir en titres au porteur ; d'autre part, le Syndicat des agents de change refusait de procéder au transfert d'une rente supérieure à 50 francs sans avoir une décision de justice.

Cette situation ne pouvait se perpétuer longtemps, sous peine de compromettre la situation des mineurs placés sous le régime de l'administration légale. Elle se rapprochait pourtant singulièrement de celle établie par le Code Civil allemand. Ce dernier établit une distinction essentielle entre le tuteur et l'administrateur légal : alors qu'il exige du tuteur l'assistance de la haute tutelle pour aliéner les valeurs mobilières du mineur, il permet à l'administrateur légal de procéder librement à cette aliénation (2). Et cela, d'abord, pour alléger la charge et diminuer le travail qui en résulterait pour les tribunaux de tutelle ; puis parce que « l'incapacité des parents d'aliéner les valeurs mobilières de leurs enfants est incompatible avec la plus grande indépendance

(1) Rapportée par Coulet, *Compte de la loi du 27 février 1880*, p. 73.

(2) Code civil allemand, article 1646. — Il n'en est pas de même en Italie. D'après l'article 225 du Code civil, « pour le recouvrement des capitaux comme pour la vente d'effets mobiliers sujets à détérioration, le père doit avoir l'autorisation sinon du tribunal, du moins du préteur ».

que doit leur donner leur situation de parents » (1) ; enfin, parce que, en se plaçant au point de vue de l'intérêt de l'enfant, souvent une prompte aliénation est nécessaire pour éviter à l'enfant une perte d'argent. D'ailleurs, si les parents commettent des fautes de gestion et mettent en péril le patrimoine de leurs enfants, le tribunal des tutelles prend les mesures nécessaires pour écarter le danger (2), et peut notamment ordonner le dépôt de ces valeurs dans une banque d'Etat ou leur conversion en titres nominatifs (3).

La liberté laissée au père par le Code Civil allemand peut donc se justifier jusqu'à un certain point ; d'autant plus que le tribunal des tutelles peut déclarer le père déchu de telle ou telle de ses prérogatives : cette solution, avant 1910 tout au moins, n'était pas possible en France, où le père administrateur légal ne pouvait qu'être déclaré déchu de l'ensemble des prérogatives attachées à la puissance paternelle (4). Donc, à moins d'employer une sanction souvent exagérée relativement aux fautes commises par le père, l'enfant demeurerait sans protection efficace et le père pouvait se laisser aller facilement à spéculer avec les fonds qu'il avait seulement mandat d'administrer.

Il était urgent de remédier aux déficiences et aux lacunes de la loi française et de limiter sur ce point les pouvoirs du père administrateur légal. Fallait-il donc étendre purement et simplement au père la loi du 27 février 1880, qui ne concernait que le tuteur ? Là-dessus les avis étaient partagés. Lors de la discussion du projet de la Société d'Études législatives (5), M. Thaller s'opposa à cette

(1) *Motifs*, t. IV, p. 766.

(2) Code Civil allemand, article 1667.

(3) *Motifs*, t. IV, p. 766.

(4) Loi du 24 juillet 1889, articles 1 et 2.

(5) *Bulletin de la Soc. d'Et. Législ.*, 1906, Discussion du rapport de M. Bartin.

extension, car, dit-il, « c'est une loi extrêmement gênante, qui cause des déceptions et des déconvenues très grandes dans de nombreuses familles. On a vu des familles, en présence d'une baisse sensible survenant sur les valeurs, subir la conséquence de cette baisse sans avoir le moyen de réagir et de se couvrir. La raison en est dans ces obstacles apportés au père, tant à raison de la forme nominative qu'on impose aux valeurs, que par la nécessité de convoquer le conseil de famille et d'obtenir au besoin la délibération conforme du tribunal, afin de réaliser, afin de donner à l'agent de change l'ordre de négocier un titre ». Et il proposait de s'en tenir simplement à la distinction classique des actes d'administration et de disposition : le père pourrait faire les premiers librement ; quant aux autres, pourquoi ne pas se contenter du consentement de sa femme, sans exiger une intervention de la justice, puisque, pour justifier la suppression du conseil de famille, on suppose précisément à la femme un pouvoir de contrôle sur les actes de son mari. Et M. le Procureur général Baudouin, qui reconnaît sans doute que « c'est une bonne chose de faciliter la circulation des valeurs », mais qui pense avant tout « qu'il faut aussi garantir les intérêts de la famille, et des mineurs en particulier », est obligé de déclarer : « En ce qui concerne la lenteur des négociations des valeurs, nous ne pouvons absolument rien ».

La loi du 6 avril 1910 a décidé l'extension de la loi du 27 février 1880, à l'administration légale, malgré les inconvénients qu'elle peut présenter, en y apportant toutefois de légères modifications.

Le texte primitif voté par la Chambre le 21 décembre 1907 (1) imposait au père administrateur légal l'autorisation du tribunal « dans tous les cas où cette obligation est imposée au tuteur, ainsi que pour l'aliénation des valeurs mo-

(1) Chambre, débats, S. E. 1907, p. 3028.

bilieres et la conversion des titres nominatifs en titres au porteur ». Et il ajoutait : « Le jugement qui autorisera une aliénation précisera toujours l'emploi qui devra être fait des fonds en provenant ». Ces dispositions allaient peut-être un peu trop loin dans le sens de la protection de l'enfant ; puisque, notamment, elles exigeaient l'intervention du tribunal pour toute aliénation de valeurs mobilières, ou pour toute conversion au porteur, quel qu'en soit le montant, alors que la loi du 27 février 1880 ne soumet le tuteur à l'autorisation de justice que si la valeur des meubles incorporels à aliéner dépasse 1.500 francs. L'exagération était manifeste.

Aussi, la Commission sénatoriale substituait-elle purement et simplement aux dispositions votées par la Chambre, un paragraphe, devenu le paragraphe 8 du nouvel article 389, qui appliquait à l'administration légale « avec les modalités (lire : les modifications) résultant de ce qu'elle ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle et subrogée tutelle, les articles... 2, 3, 10 et 11 de la loi du 27 février 1880 ». Les règles à appliquer sont donc désormais les suivantes :

1° L'administrateur légal peut aliéner seul et sans demander l'autorisation du tribunal tous meubles incorporels dont la valeur n'excède pas 1.500 francs en capital (art. 2 de la loi du 27 février 1880).

2° Lorsque le capital représenté par ces meubles incorporels dépasse 1.500 francs, l'administrateur légal ne peut en disposer qu'avec l'autorisation du tribunal (art. 2 de la même loi).

3° S'il s'agit de valeurs cotées à la Bourse, la négociation sera toujours opérée par le ministère d'un agent de change (art. 3, même loi),

4° La conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres (art. 10, même loi) (1).

(1) Voir *infra*, *Appendice*, II.

En conséquence, lorsque le père demandera l'aliénation d'une valeur mobilière ou la conversion au porteur d'un titre nominatif appartenant à son fils, si le montant en est inférieur à 1.500 francs, il n'aura aucune justification à fournir à l'agent de change chargé de la négociation, ni à l'établissement émetteur chargé de la conversion. Au-delà de cette somme, la liberté du père n'est plus entière, et il devra justifier de l'autorisation du tribunal. Il y aura à cette distinction encore un inconvénient, car il sera facile au père d'éluder les prescriptions de la loi en aliénant ou en convertissant les titres par petits paquets successifs, n'excédant pas, chacun, la limite de 1.500 francs fixée par la loi. Peut-être eût-il été préférable de laisser au père plus de liberté, comme on le fait en Allemagne, sous réserve de l'intervention du tribunal, à qui on aurait permis de restreindre à son gré ses pouvoirs et de prendre les mesures qu'il jugerait convenables pour la protection des intérêts de l'enfant.

6° *Aliénations d'immeubles*

Antérieurement à la loi du 6 avril 1910, les pouvoirs du père, en cette matière, étaient forts controversés. Les partisans de l'omnipotence du père lui permettaient les aliénations immobilières sans aucune autorisation et à l'amiable (1). Mais la plupart des auteurs et des tribunaux admettaient au contraire que le père administrateur légal ne pouvait pas vendre seul les immeubles de ses enfants mineurs : pour certains, il devait recourir à l'autorisation du conseil de famille et à l'homologation du tribunal (2); en

(1) Trib. Semur, 4 août 1899, D. 1902, 2, 46. — Dijon, 31 décembre 1891, D. 92, 2, 233; S. 94, 2, 158. — Rouen, 20 février 1901, Rép. gén. not. 1901, 152. — Rouen, 22 janvier 1902, Rép. gén. not. 1902, n. 12291. — Rouen, 2 mai 1901, Rép. gén. not. 1901, 408.

(2) Trib. Villefranche, 12 mars 1887, S. 87, 2, 117. — Massé et Vergé sur Zachariæ, t. I, § 207; Demolombe, t. VIII, 446.

effet, les articles 953 et 954 du Code de Procédure Civile paraissent rédigés en termes tout à fait généraux ; en exigeant l'autorisation du conseil de famille et l'homologation du tribunal, et en prescrivant des formalités spéciales, ils ne distinguent pas si les mineurs à qui appartiennent les immeubles, sont soumis à l'administration légale ou à la tutelle. Pour d'autres, il lui fallait seulement l'autorisation du tribunal, mais il devait se soumettre aux conditions fixées par celui-ci pour les formes et les conditions de la vente (1). Pour d'autres enfin, il fallait s'en tenir aux termes de l'article 389 : le père n'étant qu'un administrateur ordinaire ne pouvait valablement consentir une aliénation d'immeubles, qui ne constitue pas ordinairement un acte d'administration, qu'à la condition d'avoir obtenu l'autorisation de justice (2).

La loi du 6 avril 1910 a heureusement fait cesser toutes ces divergences (3), en assimilant le père administrateur légal au tuteur assisté du conseil de famille (art. 389, al. 6). L'article 458 du Code Civil désormais applicable au père de famille, n'autorise la vente d'un immeuble appartenant au mineur qu'à la condition d'obtenir l'autorisation du tribunal, quelle que soit la valeur de l'immeuble. Mais elle ne se contente pas de poser ce principe, et elle étend à l'administration légale un certain nombre de formalités ou de précautions qui avaient été établies pour la tutelle : l'article 389, alinéa 8, en effet, étend à notre matière les articles 457, 458 du Code Civil et l'article 953 du Code de Procédure Civile, de sorte que la situation se trouve actuellement ainsi réglée :

En vertu de l'article 457 du Code Civil, la vente ne devra

(1) Douai 22 janvier 1894, D. 94, 2, 296 ; S. 94, 2, 311. — Bertin, v^o *Mineurs*, t. I, p. 483, 566, 569.

(2) Laurent, t. IV, n. 314. — Baudry-Lac. t. IV, n. 206.

(3) Voir encore, en sens divers : Dijon, 13 juin 1900, D. 1902, 2, 46 ; S. 1903, I, 78, et les renvois. — Bordeaux, 24 janv. 1901, D. 1902, 2, 377, note de M. Planiol.

être autorisée par le tribunal (il ne peut être question de conseil de famille) que s'il y a nécessité de vendre, prouvée par un compte sommaire établissant l'insuffisance des revenus du mineur, ou tout au moins s'il y a avantage évident. Le tribunal indiquera les immeubles qui devront être vendus de préférence et toutes les conditions qu'il jugera utiles : il fixera, par exemple, un prix minimum, au-dessous duquel l'immeuble ne pourra être vendu, règlera l'emploi du prix, etc.

Toutes ces précautions sont assez raisonnables et ne soulèvent guère d'objections. Mais où il semble que le législateur ait exagéré le formalisme, c'est lorsqu'il étend à l'administration légale les formalités établies par le Code de Procédure pour la vente des biens de mineurs. La vente sera nécessairement ordonnée par jugement, précédée d'une estimation par experts, de l'établissement d'un cahier des charges, d'un affichage, et effectuée aux enchères publiques avec faculté de surenchère, toutes formalités qui sont dispendieuses et amènent des lenteurs considérables. Il semble que le législateur eût mieux fait d'autoriser l'aliénation amiable plus rapide et bien moins coûteuse, sauf à exiger pour l'accomplissement définitif de la vente, l'approbation du prix par le tribunal, afin d'éviter les dissimulations.

Toutefois, ces formalités ne s'appliqueront pas, dans deux hypothèses. D'abord, le père administrateur légal n'aura pas à se munir d'une autorisation du tribunal lorsque l'immeuble à aliéner est indivis avec un tiers et que ce dernier en demande la licitation. Car, d'après l'article 815 du Code Civil, nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision, et il est inutile de demander au nom du mineur une autorisation qui ne peut pas être refusée : le père peut donc acquiescer à cette demande sans autorisation. Seulement, la vente devra avoir lieu aux enchères et dans les formes prescrites par l'article 459 du Code Civil, et les étrangers

seront admis à enchérir. Cette règle, établie pour le tuteur par l'article 460 du Code Civil est étendue à l'administrateur légal par l'article 389, alinéa 8.

Mais que faudra-t-il décider au cas où la demande en licitation est formée non plus par le copropriétaire du mineur, mais par le père lui-même au cours du partage? La question se pose dans les mêmes termes pour le tuteur. Avant 1910, elle était discutée : des arrêts exigeaient, au cas où la demande en licitation était formée par le tuteur, l'observation des formalités des articles 457 et 458 du Code Civil (1). Un arrêt de la Cour de Dijon (2) reconnaissait au contraire à l'administrateur légal, le droit de requérir librement la licitation. Et voici, d'après M. de Loynes, l'annotateur de l'arrêt, le raisonnement de la Cour : « Le tuteur peut former, avec l'autorisation du conseil de famille, une action en partage des biens indivis entre son pupille et des tiers (art. 465); donc le père administrateur légal a qualité pour intenter seul une pareille action; capable d'agir en partage, il peut également saisir la justice de toutes les demandes qui sont la conséquence et l'accessoire de l'action principale; il a donc le droit de conclure à la licitation des immeubles indivis... » Ce raisonnement est fort logique, et était peut-être admissible avant la loi du 6 avril 1910. Mais, l'article 389 nouveau, alinéa 8, qui étend l'article 460 à l'administration légale, ne permet plus ce raisonnement, car son texte restrictif ne dispense le représentant de l'incapable de l'autorisation de justice, que lorsque la licitation est provoquée contre le mineur par l'un des copropriétaires par indivis (3).

(1) Trib. Angers, 19 juin 1851, D. 51, 2, 63; — Cass. Civ. 20 janv. 1880, D. 80, 1, 161.

(2) Dijon, 31 déc. 1891, D. 92, 2, 233 (note de M. de Loynes); S. 94, 2, 158.

(3) Notons aussi que la licitation n'est pas toujours un incident du partage : il y a par exemple action principale en licitation lorsque le mineur,

La deuxième exception se présente au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. Le père peut consentir une cession amiable pour éviter l'expropriation, et il n'a besoin pour cela que d'une autorisation donnée par le tribunal (loi du 3 mai 1841, art. 13). Rapprochons de ces dispositions la règle édictée par l'article 4 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales : l'administrateur légal peut donner une adhésion valable à une association syndicale pour les biens du mineur, après une simple autorisation du tribunal de la situation des biens.

Mais pour toutes autres aliénations, le père devra observer les formes prescrites par le nouvel article 389, alinéa 8. Cet alinéa déclare notamment applicable à l'administration légale tout le titre VI du livre II du Code de Procédure Civile. Mais il convient d'apporter une limitation à cette indication trop générale. En effet, les articles 953 et 962 de ce titre ne sauraient recevoir ici d'application : l'article 953 exige pour la vente des immeubles appartenant à des mineurs un avis du conseil de famille; l'article 962 exige la présence du subrogé-tuteur; mais conseil de famille ni subrogé tuteur n'existent pas en matière d'administration légale. Le législateur s'en explique d'ailleurs assez clairement, quand il ne procède à cette extension qu'en réservant les « modalités (lisez les modifications) résultant de ce qu'elle (l'administration légale) ne comporte ni conseil de famille, ni tutelle et subrogée-tutelle ».

7° Emprunt.

Le père administrateur légal ne peut contracter un emprunt au nom du mineur que pour les causes et dans les

n'ayant que des immeubles par indivis, mais partageables en nature, on poursuit directement la licitation. Il ne peut alors la provoquer qu'avec l'autorisation du tribunal.

formes où le tuteur le peut lui-même, sauf la différence qui résulte pour lui de l'absence du conseil de famille. Cette solution, qui était déjà généralement admise avant la loi du 6 avril 1910 (1), car cet acte excède évidemment les pouvoirs d'un administrateur ordinaire, ne fait aujourd'hui aucun doute, puisque les articles 457 et 458 du Code Civil sont désormais applicables à l'administration légale (art. 389, § 8). L'emprunt n'est donc permis au père qu'avec l'autorisation du tribunal, laquelle ne doit être accordée qu'autant qu'il y a nécessité ou tout au moins avantage évident, par exemple s'il faut faire des réparations urgentes, ou bien s'il faut rembourser une dette criarde, le créancier menaçant de saisir, ou exigeant des intérêts supérieurs à ceux auxquels le père va emprunter.

8° *Constitution de droits réels et aliénations diverses.*

Les règles relatives à l'emprunt doivent aussi s'appliquer à toute constitution de droits réels sur les biens de l'enfant (2). Ainsi, l'autorisation du tribunal sera nécessaire pour une cession d'usufruit, pour un bail emphytéotique, pour la constitution d'une servitude passive sur un immeuble du mineur, ou la renonciation à une servitude active, pour la constitution d'une hypothèque ou sa translation sur un autre immeuble, pour la constitution d'une antichrèse. Il en sera de même pour l'échange d'un immeuble du mineur, pour la cession d'une carrière, d'une mine, d'un droit de recherches ou d'un droit de redevance dans une mine, pour la vente de bois de haute futaie qui ne sont pas mis en coupes réglées, etc., tous actes qui constituent pour le

(1) Cour Martinique, 13 août 1863, et Cass. Req. 2 mai 1865, D. 1865, 1, 363; S. 65, 1, 206. — Trib. Gex, 18 mai 1898, Pand. 1900, 2, 17. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n° 208. — Laurent, t. IV, n. 314.

(2) Pau, 15 juillet 1865, D. 68, 1, 27; S. 66, 2, 278. — Demolombe, t. VII n. 742. — Voir aussi les renvois de la note précédente.

moins des aliénations partielles, et doivent, comme tels, n'être permis au représentant de l'enfant qu'avec l'autorisation du tribunal.

La cession de droits successifs est soumise à la même autorisation lorsque ces droits portent, dans une proportion quelconque, sur des immeubles. Si elle ne portait que sur des droits mobiliers, l'administrateur légal ne pourrait y procéder seul qu'autant que la succession ne comprendrait que des objets mobiliers et meubles meublants ; car dans le cas où elle comprendrait des meubles incorporels, il faudrait l'autorisation du tribunal si leur valeur était supérieure à 1,500 francs.

9° *Transaction.*

La transaction, par laquelle « les parties terminent une contestation pendante ou préviennent une contestation à naître » (art. 2044 C. Civ.), consiste essentiellement en des concessions réciproques que se font les deux parties : c'est un acte grave, dangereux même, puisqu'il peut aboutir à des sacrifices considérables pour le patrimoine de l'enfant. L'administrateur légal aura-t-il pleins pouvoirs pour transiger sur les droits de son enfant ?

En ce qui concerne le mineur en tutelle, l'article 467 du Code Civil exige des formalités compliquées, qui dénotent bien les craintes du législateur. Outre l'autorisation du conseil de famille, le tuteur doit se munir de l'avis favorable de trois jurisconsultes désignés par le Procureur de la République, et de l'homologation du tribunal. Ces formalités sont-elles exigées du père administrateur légal ?

Antérieurement à la loi du 6 avril 1910, la question était fort discutée. Les uns exigeaient de l'administrateur légal les mêmes formalités que pour le tuteur (1), qu'il s'agît

(1) Aubry et Rau, t. I, § 123, n. 38. — Trib. Avesnes, 11 décembre 1891, la Loi, 26 avril 1892.

d'immeubles ou d'objets mobiliers. Les autres, les plus nombreux, lui permettaient de transiger sans être astreint à remplir les formalités de l'article 467 du Code Civil (1), quelques-uns réservant cependant le contrôle de l'autorité judiciaire chargée de maintenir dans de justes limites l'exercice de la puissance paternelle (2). D'autres lui permettaient la transaction avec la seule autorisation du tribunal, la transaction n'étant autre chose qu'une aliénation de droits (3). D'autres enfin établissaient une distinction entre les meubles et les immeubles, ne laissant plein pouvoir au père que pour transiger relativement aux meubles (4).

A s'en tenir à la nature de l'acte, il semblait difficile, à notre avis, de laisser au père pleine liberté. Peu d'actes en effet sont plus dangereux que la transaction : un accident survient au mineur, comme indemnité on lui donne une rente viagère, et le père, dit M. Tissier (5), « avide de recevoir un capital qu'il pourra encaisser et dissiper, transige pour une somme minime ». L'enfant est lié, et tombera peut-être à la charge de l'assistance publique. La loi du 9 avril 1898 avait déjà remédié heureusement, en partie, aux abus possibles sur les transactions en matière d'accidents du travail ; l'article 3 de cette loi accorde à la victime de l'accident une rente viagère en cas d'incapacité permanente ; l'article 9 remet au tribunal le soin d'arbitrer si le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, peut-être versé en espèces à l'intéressé. Seulement, une fois fixé le montant de l'indemnité

(1) Trib. Marseille, 12 décembre 1864, S. 64, 2, 216. — Cass. 29 juillet 1903, D. 1904, 1, 196 ; S. 1903, 1, 520. — Toulouse, 29 décembre 1907, Mon. Jud. Lyon, 24 décembre 1907.

(2) Bordeaux, 24 janvier 1901, D. 1902, 2, 377, note de M. Planiol. — Cass. Civ. 29 juillet 1903, précité.

(3) Laurent, t. IV, n. 314.

(4) Privat, thèse, p. 114.

(5) Note dans Sirey, 1903, 2, 1.

par une décision judiciaire ou par une ordonnance du Président du tribunal constatant l'accord des parties, celles-ci retombent sous l'empire du droit commun. Alors le père peut transiger, par exemple accepter la conversion de la rente viagère en un capital déterminé une fois pour toutes, pourvu qu'il n'y ait ni collusion, ni fraude (1).

Le remède n'était donc fait que pour un cas très particulier et pour un temps assez court, alors que mille autres circonstances peuvent donner lieu à des transactions. Il fallait une disposition légale plus générale, embrassant tous les cas de transaction : ce fut l'objet de l'une des dispositions de la loi du 6 avril 1910. L'article 389 nouveau, § 8, étend en effet à l'administrateur légal la disposition finale de l'article 467 du Code Civil qui impose au représentant du mineur la nécessité de faire approuver la transaction par le tribunal, le ministère public entendu. Mais le tribunal n'aura pas besoin de demander l'avis de trois jurisconsultes, comme cela est nécessaire pour le tuteur, le dernier alinéa seul de l'article 467 étant applicable à l'administrateur légal (art. 389, § 8). Et la règle s'appliquera sans distinguer s'il s'agit de droits mobiliers ou immobiliers.

10° Représentation de l'enfant en justice et voies de recours.

Nous avons vu déjà que le père peut défendre seul à une action en partage intentée contre son enfant, et même qu'il peut intenter seul cette même action pour le compte de son enfant (art. 465 et 389, al. 6, cbn.).

D'autre part, il peut sans nul doute défendre seul à toutes les actions, tant mobilières (2) qu'immobilières (3). Cela

(1) Cass. 29 juillet 1903, D. 1904, 1, 196; S. 1903, 1, 520. — Cass. 7 janvier 1902, D. 1902, 1, 339.

(2) Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 210 et les renvois.

(3) Cass. 5 juil. 1847, D. 48, 1, 148; S. 48, 1, 344. — Dijon, 31 déc. 1891, Pand. 1893, 2, 289.

était admis couramment avant la loi du 6 avril 1910, et celle-ci n'a fait que consacrer sur ce point la situation antérieure, puisque le Code Civil permettait au tuteur d'y défendre seul (art. 464 *a contrario*), et que la loi nouvelle donne à l'administrateur légal des pouvoirs plus étendus que ceux que le Code Civil accorde au tuteur.

On admettait aussi qu'il pouvait intenter seul les actions mobilières (1), l'article 464 du Code Civil n'exigeant pour le tuteur une autorisation du conseil de famille que pour introduire une action immobilière. Même solution pour introduire une action possessoire : ce sont cependant des actions immobilières, mais elles ne constituent qu'un acte de conservation, n'engageant pas le fond du droit, et qu'on permet d'intenter à tout administrateur du bien d'autrui. (Cpr art. 1428 C. Civ. pour le mari). La loi du 6 avril 1910 n'a rien apporté de nouveau sur ce point.

Mais la question était discutée de savoir si l'administrateur légal peut intenter seul une action immobilière pétitoire. La plupart, soit qu'ils vissent là un acte de large administration, soit par application du système qui permettait au père de faire seul les actes que le tuteur peut faire avec la seule autorisation du conseil de famille, n'exigeaient aucune formalité (2). Mais quelques auteurs, comme Laurent (3), lui imposaient l'obligation de se munir de l'autorisation de justice, parce qu'une demande mal fondée entraîne une condamnation à des frais qui peuvent être énormes ; d'autres (4) exigeaient que le père se fît autoriser par une délibération du conseil de famille, par analogie avec le tuteur (art. 464 C. Civ.)

La loi du 6 avril 1910 a mis fin à ces controverses, en

(1) Bourges, 11 février 1863, D, 64, 5, 305 ; S. 63, 2, 12.

(2) Bourges, 11 fév. 1863, précité. — Besançon, 29 nov. 1864, D, 64, 2, 195 ; S. 65, 2, 76.

(3) Laurent, t. IV, n. 315.

(4) Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 39.

décidant que le père administrateur légal peut exercer seul les actions immobilières de son enfant, le tuteur n'ayant besoin pour cela que d'une autorisation du conseil de famille, lequel n'existe pas en notre matière (art. 389, al. 6, et art. 464 cbn.)

Quant aux voies de recours, l'administrateur légal peut en user de même sans autorisation : il peut librement faire opposition ou appel, ou former un pourvoi en Cassation, contre des décisions qui font grief au mineur ; les délais courront contre celui-ci du jour de la signification qui est faite de ces décisions au père par la partie intéressée ; il n'y aura pas à les signifier, en outre, à un subrogé-tuteur, comme l'exige l'article 444 du Code de Procédure Civile, qui ne s'applique qu'à la tutelle (art. 389, al. 6, et 444 C. Pr. Civ. cbn.) (1).

Le père aura aussi, en tant qu'administrateur légal, l'exercice d'actions qui touchent à la personne de l'enfant ; par exemple il aura le droit d'intenter une action en dommages-intérêts contre l'auteur d'une diffamation, d'une injure, d'un accident, d'un délit ou d'un quasi-délit dont son enfant aura été victime : ces actes font naître au profit de l'enfant une créance en dommages-intérêts pour le recouvrement de laquelle le père aura qualité pour ester en justice. Bien plus, il aura le devoir d'agir et de poursuivre la réparation du préjudice éprouvé par le mineur et il sera responsable de ne l'avoir pas fait.

Mais si le père refuse, quelqu'un ne pourra-t-il pas agir à sa place, la mère par exemple ou un parent du mineur ? La loi n'a rien prévu, mais il y aura là évidemment un fait susceptible de motiver l'intervention d'un parent ou du ministère public, dans le but de provoquer la déchéance de l'administrateur ; cette menace l'incitera à agir et s'il ne le fait pas, l'administrateur nommé à sa place devra s'en

(1) Cass. 4 juil. 1842, S. 42, 1, 601. — Besançon, 29 nov. 64, précité. — Laurent, t. IV, n. 302. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 210.

charger. Mais rien ne permet à un tiers de se substituer au père pour intenter l'action quand celui-ci se refuse à agir.

11° *Acquiescement.*

On peut en distinguer deux sortes. S'agit-il de l'acquiescement à une *demande* formée contre le mineur? Le législateur reconnaît à cet acte le même caractère que l'exercice actif des actions (art. 464 C. Civ.), même en matière purement immobilière : le père n'aura donc besoin d'aucune autorisation pour un pareil acquiescement (art. 389, al. 6, et 464 cbn.) (1).

S'agit-il d'acquiescer à un *jugement* rendu contre l'enfant? Avant 1910, la question était discutée. Quelques auteurs (2) proposaient la distinction suivante : si le mineur a été demandeur en première instance, le père ne pourrait acquiescer, il y aurait là une renonciation pure et simple au droit du mineur; si le mineur a été défendeur en première instance, le père, qui aurait pu acquiescer à la demande, pourrait à plus forte raison, acquiescer au jugement sans autorisation. Mais la presque généralité des auteurs et toute la jurisprudence repoussaient cette distinction et permettaient au père d'acquiescer seul et sans autorisation au jugement qui avait rejeté comme mal fondée une action par lui intentée au nom de son enfant (3) : le père, en effet, en se soumettant à la décision du tribunal ne fait pas autre chose qu'un acte d'administration; d'ailleurs, comment pourrait-on l'obliger à faire appel? Pour aboutir au même résultat il n'aurait qu'à laisser périmer les délais d'appel. C'est aussi en ce sens que s'est prononcée la loi du 6 avril 1910 (art.

(1) Laurent, t. IV, n. 315. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 210.

(2) Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 210.

(3) Cass. Req. 3 juin 1867, D. 68, 1, 27; S. 67, 1, 273. — Pau, 15 juil. 1865, D. 68, 1, 27; S. 66, 2, 278.

389, al. 6); car jamais personne n'avait exigé plus, pour le tuteur, qu'une simple autorisation du conseil de famille.

§ 3. — LIMITE DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL.

1° *Aliénations gratuites et compromises.*

Il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi du 6 avril 1910 que l'administrateur légal peut en principe accomplir seul, sans autorisation ni formalité, tous les actes juridiques pour lesquels cette loi n'édicte pas des règles restrictives. C'est une conséquence du principe qui voit dans le pouvoir d'administration un attribut de la puissance paternelle. Il a donc un pouvoir de représentation très étendu dont nous venons de voir quelques exemples. Cependant, bien que la loi ne s'en explique pas, il est un certain nombre d'actes qui ne sauraient être permis à l'administrateur légal, parce qu'ils sont totalement étrangers à l'administration d'un patrimoine, et qu'ils tendent non point à sa conservation ou à sa mise en valeur, mais à sa diminution : ce sont les actes qui s'analysent en une aliénation gratuite de droits appartenant à l'enfant : le principal, le type même de ces actes, c'est la donation entre vifs ; de tout temps elle a été universellement interdite au père aussi bien qu'au tuteur (1), et le Code a jugé inutile de s'en expliquer, la solution ne saurait faire de doute. Mais c'est aussi le cautionnement, qui obligerait l'enfant à payer la dette d'autrui au cas où le débiteur principal ne la payerait pas lui-même et lui ferait courir le risque de n'être pas rem-

(1) Toutefois, en droit, musulman, « le père est un administrateur tout puissant, irresponsable de sa gestion, même s'il la convertit en moyen de spoliation... ; l'école Hanéfite en consacre une conséquence saillante : le père peut valablement constituer en gage à ses créanciers personnels les biens propres de ses enfants mineurs. » (Joly, thèse, p. 127).

boursé par ce dernier s'il est insolvable. De même l'administrateur légal ne pourra consentir la remise d'une dette à un débiteur de l'enfant ; ni la renonciation gratuite à un droit acquis par le mineur, par exemple à une prescription ; ni encore donner mainlevée d'une inscription hypothécaire existant au profit de l'enfant, sans toucher le montant de la créance, etc. Il faudrait toutefois faire une exception en ce qui concerne les donations mobilières et permettre à l'administrateur légal certaines libéralités que les mœurs ont rendues obligatoires, les cadeaux d'usage, mais en tenant le plus grand compte de la fortune du mineur, et seulement avec une extrême prudence, un mineur n'étant que rarement tenu, comme le fait remarquer M. Planiol, à de pareilles obligations (1).

Il est une autre matière sur laquelle la loi du 6 avril 1910 ne s'est pas expliquée : c'est la question du *compromis*, convention par laquelle deux personnes soumettent leur différend à un ou plusieurs arbitres. L'administrateur légal peut-il compromettre au nom du mineur ? A s'en tenir au point de vue que nous avons adopté, en rattachant l'administration légale à la puissance paternelle, il faudrait le permettre au père, et la chose serait logique, car le compromis peut sauvegarder des droits dont la transaction comporte l'abandon ; mais le Code Civil (art. 1989) le considère comme une aggravation de la transaction, et celle-ci n'étant permise qu'avec l'autorisation du tribunal, on ne saurait laisser au père la liberté de compromettre. Mais on peut tirer un argument décisif de l'article 1004 du Code de Procédure Civile, qui défend de compromettre sur les contestations sujettes à communication au ministère public, parmi lesquelles l'article 83, 6°, du Code de Procédure Civile range les causes qui intéressent les mineurs, sans distinction ; et le nouvel article 389 lui-même, dans son alinéa 4, ordonne

(1) Planiol, t. I, n. 1908.

que le ministère public sera entendu chaque fois que le tribunal aura à s'occuper d'une question relative à l'administration légale. Le compromis est donc complètement interdit à l'administrateur légal (1).

2° Actes entre le père et l'enfant.

Mais faut-il aller plus loin, et en outre du compromis et des aliénations gratuites, faut-il interdire entre le père et l'enfant les contrats que l'article 450 du Code Civil, 3^e alinéa, prohibe entre le tuteur et le pupille? Cet alinéa est ainsi conçu : « Il (le tuteur) ne peut ni acheter les biens du mineur, ni les prendre à ferme, à moins que le conseil de famille n'ait autorisé le subrogé-tuteur à lui en passer bail, ni accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille. » Faut-il étendre au père les prohibitions édictées pour le tuteur? Antérieurement à la loi du 6 avril 1910, la question était fort discutée. En ce qui concerne la prise à bail, le Code Civil donne lui-même une solution pour le tuteur : il peut prendre à bail les biens du mineur si le conseil de famille autorise le subrogé-tuteur à lui en passer bail; et l'on s'accordait à étendre cette faculté au père, à condition de faire nommer un administrateur *ad hoc* chargé de la passation du contrat.

Mais les divergences s'élevaient quand il s'agissait de l'achat d'un bien du mineur ou d'un droit contre lui. Pour certains auteurs (2), il fallait les interdire au père, l'article 450, 3^e alinéa, n'étant qu'une application du principe général posé par l'article 1596, § 3, du Code Civil, qui interdit aux mandataires de se rendre adjudicataires des biens qu'ils sont chargés de vendre, et devant, par suite, être étendu

(1) Trib. Seine, 29 avril 1891, la Loi, 5 juin 1891. — Trib. Nantes, 16 mai 1905, D. 1906, 5, 38.

(2) Demolombe, t. VI, n. 440 s.

au père. On leur objectait que l'article 450 était au contraire une disposition d'ordre exceptionnel et que, toute prohibition étant de droit étroit, cet article ne devait pas être étendu au père. D'ailleurs l'article 1596, 3^e alinéa, ne vise pas le père, car il est clair que la même disposition s'appliquerait au tuteur par identité de motifs, et l'on ne comprendrait pas pourquoi l'article 1596, 2^e alinéa mentionne spécialement les tuteurs; les tuteurs n'étant pas rangés dans la catégorie des « mandataires chargés de vendre », l'administrateur légal ne saurait davantage y être rangé. Pour ce motif, on admettait donc généralement (1) que l'article 450 du Code Civil ne s'appliquait pas à l'administrateur légal, et que celui-ci pouvait acheter un bien appartenant à son fils ou se rendre cessionnaire d'une créance contre lui, après avoir toutefois fait nommer un représentant spécial à son fils (2).

La situation a-t-elle été modifiée par la loi du 6 avril 1910? Nous pensons au contraire qu'il n'y a plus maintenant aucun motif pour avoir des doutes sur la question, en raison même du silence du législateur. La loi a énuméré (art. 389, § 8) les articles de la tutelle qu'elle a étendus à l'administration légale, et l'article 450 du Code Civil ne figure pas parmi eux : c'est donc que la prohibition ne s'applique pas à l'administrateur légal (3). Seulement, comme en pareil cas il y a une opposition d'intérêts entre le père et l'enfant, le père devra provoquer la nomination, par le tribunal, d'un administrateur *ad hoc* qui traitera au nom de l'enfant, le père ne peut pas jouer à la fois le rôle de chacun des contractants. A cette condition, le père pourra prendre à bail

(1) Laurent, t. IV, n. 316. — Huc, t. III, n. 246. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 189. — Bordeaux, 3 janv. 1849, S. 52, 2, 304.

(2) On tirait aussi argument de l'article 1123 du Code Civil qui permet de contracter à toute personne qui n'en est pas déclarée incapable par la loi; l'article 450 ne fait exception que pour le tuteur.

(3) Contrà : Moreau, *Bull. Comm. des Lois Nouvelles*, avril 1910, n° 24.

les biens du mineur, ou s'en rendre acquéreur, ou devenir cessionnaire de créances ou de droits et actions appartenant au mineur (1), l'article 450 ne s'appliquant qu'au tuteur.

Enfin, remarquons que l'administrateur légal, tout au moins quand il est un ascendant du mineur, n'est pas frappé d'incapacité pour recevoir le bénéfice des dispositions à titre gratuit que l'enfant, capable d'y consentir, voudrait faire en sa faveur.

Section IV. — Procédure de l'autorisation de justice.

Les règles de procédure que nous allons indiquer concernent non seulement l'autorisation de justice, mais aussi toutes les situations dans lesquelles il y a lieu, en matière d'administration légale, de faire intervenir le tribunal, notamment au cas de déchéance, au cas de nomination d'un tiers administrateur légal ou d'un administrateur *ad hoc*, etc. Nous exposerons donc ces règles une fois pour toutes.

Le tribunal compétent *ratione materiae*, en matière d'administration légale, et notamment lorsqu'il s'agit d'accorder une autorisation dans les cas où elle est exigée par la loi, est le tribunal de première instance. Là-dessus, aucune difficulté n'est possible.

Mais quel tribunal sera compétent *ratione personae*? Sera-ce le tribunal du domicile du mineur, qui est aussi, généralement, celui de l'administrateur légal lui-même? ou bien le tribunal de la situation des biens? En principe, le tribunal compétent sera celui du domicile du mineur, quel que soit l'acte qu'il s'agira d'accomplir : emprunt, aliénation, constitution d'hypothèque, etc. Cependant il y aurait

(1) Bordeaux, 3 janvier 1849, D. 52, 5, 556; S. 52, 2, 304. — Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 42 et s.

exception, et le tribunal compétent serait celui du lieu d'ouverture de la succession, c'est-à-dire le tribunal du domicile du *de cujus*, au cas où il s'agirait de provoquer une action en partage ou la licitation des biens de cette succession, ou de faire une autre opération se rattachant étroitement à cette succession (1). Dans tout autre cas, c'est au tribunal du domicile du mineur, qui sera, en fait, celui du père lui-même, à autoriser l'opération. Il en sera de même si le mineur a un domicile différent de celui de son administrateur légal, ce qui arrivera, par exemple, quand un tiers aura été nommé administrateur : le tribunal du domicile du mineur nous paraît, ici encore, seul compétent.

Quant à la procédure instituée par la loi du 6 avril 1910 pour obtenir l'autorisation du tribunal, elle est assez simple : on n'a pas voulu ruiner le mineur en frais de procédure sous prétexte de le protéger. On avait déjà imposé à l'administrateur légal les formes compliquées du partage judiciaire et les formalités de la vente aux enchères, il était bon de ne pas aller plus loin dans cette voie : aussi la loi décide-t-elle que la demande tendant à obtenir l'autorisation du tribunal sera portée par voie de requête devant le tribunal, qui statuera en Chambre du Conseil, et le ministère public entendu (art. 389, al. 4 et 6). Pourtant, il eût été facile, et même excellent d'aller plus loin dans la voie des simplifications et, au lieu d'exiger l'intervention du tribunal tout entier, de demander seulement l'autorisation du président du tribunal, ou d'un juge délégué par lui ; on eût ainsi préparé la réforme de l'institution actuelle de la tutelle, dont la législation, de l'avis de tous, est extrêmement imparfaite.

(1) M. Coulet (*Commentaire de la loi du 27 fév. 1880*) pense que s'il s'agit d'aliéner des valeurs dépendant d'une succession, le tribunal compétent pour autoriser l'aliénation est celui du lieu d'ouverture de la succession. Cela est vrai, en général, mais seulement si cette aliénation est une opération de la liquidation, mais non une fois la liquidation terminée.

Le tribunal statuera-t-il en dernier ressort? La loi n'en dit rien; seulement, les articles 2 et 10 de la loi du 27 février 1880, que l'article 389, alinéa 8, déclare applicables à l'administration légale, disent que le jugement rendu par la Chambre du Conseil pour l'homologation de la délibération du conseil de famille, en matière de valeurs mobilières, sera, dans tous les cas, rendu en dernier ressort. Pourquoi cette exception aux règles du droit commun? On l'avait admise en 1880 parce que, dit M. Buchère (1), « on pouvait craindre que le mauvais vouloir d'un membre de la famille ne vienne entraver une opération utile et le législateur a pensé que la décision du tribunal suffisait pour assurer que la délibération attaquée avait été prise dans l'intérêt du mineur »; et aussi parce que, suivant les déclarations de M. Denormandie, rapporteur au Sénat, à la séance du 25 mai 1878 (2), « lorsque l'affaire aura été déjà examinée par le conseil de famille et par le tribunal, elle aura subi, en quelque sorte, les deux degrés de juridiction, ce qui est le principe de notre législation ».

Ces raisons n'existent plus en matière d'administration légale; le conseil de famille n'a pas à intervenir ici et on ne rencontre qu'un seul degré de juridiction : le tribunal lui-même. Quoi qu'il en soit, la loi est formelle sur ce point, et les jugements relatifs à l'aliénation ou à la conversion des meubles incorporels seront rendus en dernier ressort, même en matière d'administration légale. Mais sur tous les autres points où l'intervention du tribunal est nécessaire, le jugement rendu par la Chambre du Conseil sera susceptible d'appel dans les formes et suivant les règles ordinaires.

(1) Buchère, *Commentaire de la loi du 27 février 1880*, n° 51.

(2) Sénat, séance du 25 mai 1878; *Journal Officiel*, Débats, p. 5766.

Section V. — Pouvoirs de l'administrateur lorsque celui-ci est la mère ou un tiers.

Au cours de cette étude nous avons employé souvent le mot « père » au lieu des mots « administrateur légal », parce que nous nous plaçons dans l'hypothèse la plus ordinaire. Mais tout ce que nous avons dit pour le père doit s'appliquer aussi aux autres personnes qui peuvent éventuellement remplir les fonctions d'administrateur légal, que ce soit la mère ou un tiers. Elles auront les mêmes pouvoirs et il faudra leur imposer les mêmes obligations.

Cependant, il convient de faire une remarque en ce qui concerne la mère administratrice : elle aura les mêmes pouvoirs que le père qu'elle remplace, et elle agira sans avoir besoin d'aucune autorisation maritale. Le législateur a cru devoir le décider expressément (art. 389, al. 2), car des doutes auraient pu s'élever, la femme devant avoir l'autorisation de son mari pour agir elle-même.

Quant au tiers administrateur légal, il aura aussi les mêmes pouvoirs que le père ou la mère et sera assujéti aux mêmes obligations. Cette solution résulte de l'ensemble des dispositions de la loi du 6 avril 1910 qui ne distingue pas entre ces différentes personnes. L'indépendance dont il jouira entraînera peut-être des inconvénients pour le mineur, mais il n'appartient pas à l'interprète de se substituer à la loi pour imposer à ce tiers un contrôle analogue à celui de la tutelle.

Mais que faut-il décider quand il s'agit d'un tiers administrateur désigné par l'auteur d'une libéralité? A quelles règles sa gestion sera-t-elle soumise?

M. Lefas posa la question à la Chambre des Députés (1) : « Ce n'est pas un administrateur légal, dit-il, par consé-

(1) Chambre, 2^e séance du 1^{er} avril 1910, *Journal Officiel*, p. 1885 s.

quent les dispositions du nouvel article qu'on nous propose ne s'appliquent pas à lui. N'allons-nous pas aboutir à ce singulier résultat que le père ou la mère, administrateur légal, sera enserré dans un réseau de règles beaucoup plus étroit que celles qui s'appliquent à ce tiers administrateur conventionnellement désigné... On peut dire que le tiers qui a donné ou légué les biens a fait choix d'un administrateur en connaissance de cause, et que cet administrateur lui a paru présenter toutes garanties pour l'enfant. Mais enfin, le testateur ou le donateur a pu se tromper, il a pu être le jouet d'une captation habile et par conséquent il y aurait lieu de prévoir tout de même certaines garanties à l'égard de cet administrateur conventionnel, tout autant qu'on les a prévues à l'égard de l'administration légale du père ou de la mère de famille. Mais la vérité, je crois, est que ce cas n'a même pas été envisagé par la commission. Il serait donc nécessaire d'élaborer un texte spécial, car certainement toutes les dispositions prévues dans la suite du texte à propos de l'administrateur légal, en ce qui concerne les déchéances qu'il peut encourir et les contrôles apportés à son administration ne s'appliquent pas au tiers administrateur prévu par le 1^{er} paragraphe et qui, je le répète, n'est pas un administrateur légal ».

M. Viollette, rapporteur, répondit qu'il dépendait du disposant de déterminer ces pouvoirs dans l'acte de donation ou le testament. S'il n'a rien dit, « ce tiers sera, à l'égard des biens qu'il a reçu mission de gérer, dans la situation d'un administrateur ordinaire ». Seulement la loi ne détermine nulle part quels sont les pouvoirs d'un « administrateur ordinaire », et la question n'est pas résolue par les déclarations du rapporteur. M. Prache proposa donc un amendement au paragraphe 6, pour en modifier ainsi les premiers mots : « L'administrateur légal ou désigné dans un acte de libéralité, doit administrer... etc. ». Ainsi, toutes les règles posées pour l'administrateur légal s'appliqueraient à l'administra-

teur conventionnel. Le rapporteur demanda de repousser l'amendement de M. Prache, en disant que, le donateur ayant donné mandat au tiers d'administrer, « le tiers sera tenu en vertu des règles générales du mandat ». M. Prache riposta : si l'administrateur nommé par le disposant n'a que les pouvoirs d'un simple mandataire, qui aura qualité pour aliéner les biens à lui confiés si l'aliénation devient nécessaire et pour en employer le prix ? Le disposant, même s'il n'est pas mort, n'a plus aucun droit sur les biens, « nous nous trouvons en présence d'un propriétaire qui sera dans l'incapacité absolue d'agir, et personne ne le pourra faire en ses lieu et place ». Malgré ces justes observations, l'amendement fut repoussé ; un autre amendement présenté par M. Lefas fut, sur sa demande, renvoyé à la Commission (1).

Il faut donc décider que le tiers administrateur désigné par l'auteur d'une libéralité n'a que les pouvoirs d'un mandataire et ne peut accomplir que des actes de simple administration, à moins que ses pouvoirs ne soient étendus par l'acte qui le nomme, acte qui peut aussi le soumettre à des obligations ou à des garanties spéciales.

(1) L'amendement de M. Lefas était ainsi conçu : « Lorsque les biens ont été donnés ou légués à l'enfant sous la condition expresse d'être administrés par un tiers, les dispositions précédentes sont applicables à ce tiers, à l'exception des § 2 et 3 ».

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATEUR LÉGAL ET GARANTIES DU MINEUR

La loi du 6 avril 1910 est fort défectueuse en ce qui concerne les obligations auxquelles est assujetti l'administrateur légal. C'est ici qu'aurait pu se faire particulièrement sentir la négligence du législateur qui a omis de nous fixer sur le caractère juridique de l'administration légale. Il s'est bien prononcé sur telle obligation spéciale, notamment sur l'emploi des capitaux du mineur, sur la conversion des titres au porteur en titres nominatifs, etc., mais il a gardé le silence sur un certain nombre d'obligations que la loi impose au tuteur, et dont quelques-unes pourraient très raisonnablement être imposées à l'administrateur légal, telles que l'obligation de faire un inventaire des biens du mineur, l'obligation de déclarer les créances qu'il a contre lui, etc.

Si l'on voit dans l'administration légale une sorte de tutelle, il est clair qu'il faudra imposer à l'administrateur légal les obligations établies pour le tuteur ; si l'on y voit au contraire un attribut de la puissance paternelle, l'administrateur légal échappera, en principe, à des obligations que l'on rattache au caractère exorbitant du droit commun de la tutelle, et qui sont des garanties spéciales accordées au mineur contre son tuteur.

Or, nous avons vu plus haut qu'il est préférable de rattacher l'administration légale à la puissance paternelle, dont elle n'est qu'un attribut, et cette conception, généralement admise antérieurement à la loi de 1910, doit, semble-t-il, être également celle du législateur, qui a tenu, d'une façon générale, à consacrer les solutions le plus généralement adoptées. C'est dire que nous serons moins sévères à l'égard de l'administrateur légal qu'à l'égard du tuteur, et que nous ne devons le soumettre qu'aux obligations expressément édictées à sa charge par la loi. Celle-ci a, en effet, énuméré limitativement les articles de la tutelle applicables à l'administrateur légal ; les autres devront être laissés de côté. Malheureusement une difficulté surgira sur le point de savoir si l'énumération légale est complète ; nous ne tarderons pas à le constater.

Nous examinerons successivement : 1° les obligations de l'administrateur légal ; — 2° leurs sanctions ; — 3° les garanties accordées au mineur contre une mauvaise administration.

Section I. — Obligations de l'Administrateur légal.

Nous avons déjà rencontré quelques-unes des obligations imposées à l'administrateur légal, en nous occupant des formalités auxquelles il doit recourir pour passer valablement certains actes : c'est ainsi que le partage doit être fait en justice, que l'aliénation d'un immeuble de l'enfant doit être faite suivant les formes de la vente des biens de mineurs, qu'un grand nombre d'actes ne peuvent être accomplis valablement sans recourir à l'autorisation du tribunal. Mais toutes ces formalités ne constituent en réalité que des conditions nécessaires à la validité de tel ou tel acte particulier, et des obstacles auxquels le père peut toujours échapper à condition de ne pas accomplir l'acte qui

les motive; ce ne sont pas réellement des obligations, auxquelles le père ne peut pas se soustraire, qu'il veuille ou non accomplir certains actes. En tout cas, nous les avons déjà passées en revue en examinant les pouvoirs de l'administrateur légal, nous n'y reviendrons pas.

Nous allons examiner les différentes obligations imposées, ou susceptibles d'être imposées à l'administrateur légal, par analogie avec celles qui sont exigées du tuteur.

§ I^{er}. — OBLIGATION D'ADMINISTRER.

C'est une obligation générale qui s'impose au père de famille : nous avons vu déjà qu'il ne peut être *dispensé* de la mission que lui confie la loi ; il ne peut pas invoquer les causes d'excuses que le Code Civil (art. 427 s.) a admises en fait de tutelle, le devoir d'administrer étant corrélatif des avantages conférés par la puissance paternelle, et les obligations découlant de la puissance paternelle étant d'ordre public. Les causes d'*exclusion* de la tutelle ne sont pas davantage applicables de plein droit à l'administrateur légal, pour les mêmes raisons, et en outre parce que ces causes ont un caractère infamant dont l'application est nécessairement de droit étroit et ne peut être faite par analogie. Le tribunal sera saisi s'il y a lieu et appréciera librement.

L'administrateur légal ne pourra pas davantage être *déchargé* de ses devoirs d'administrateur au cours de sa gestion, à moins toutefois, à notre avis, qu'il soit positivement incapable de remplir sa mission, s'il est par exemple atteint d'une infirmité grave, auquel cas le tribunal appréciera s'il doit ou non lui conserver l'administration légale.

Ces règles sont en principe applicables au tiers administrateur légal ou à l'administrateur *ad hoc* : il ne pourra être relevé de l'administration que pour des causes légitimes

laissées à l'appréciation du tribunal, et qui ne seront pas forcément les mêmes que celles relatives au tuteur. Toutefois, il convient de noter qu'aucun texte ne l'oblige à accepter les fonctions qui lui sont offertes et qu'il peut toujours se récuser.

Ajoutons que le mandat de l'administrateur légal est gratuit; il est obligé de gérer sans pouvoir réclamer aucun salaire, sauf à avoir, s'il y a lieu, la jouissance légale. Cependant si l'administrateur est un tiers, le tribunal ou la personne, donateur ou testateur, qui l'ont nommé, pourraient lui accorder une rétribution, le tiers n'étant jamais obligé d'accepter ces fonctions, surtout si elles sont gratuites.

§ 2. — OBLIGATION D'ADMINISTRER EN BON PÈRE DE FAMILLE.

Une seconde obligation générale, qui devait nécessairement être imposée à l'administrateur légal, est celle d'administrer en bon père de famille. Il était inutile de le dire formellement; cependant, la loi du 6 avril 1910 a cru devoir formuler cette règle expressément (art. 389, al. 5), pour bien montrer que cette administration n'est pas pour lui seulement un pouvoir, mais aussi un devoir. Nous verrons plus loin comment la sanction de cette obligation consiste dans la responsabilité de l'administrateur légal, qui, comme tout administrateur du patrimoine d'autrui, doit rendre compte de sa gestion et, s'il est nécessaire, indemniser le mineur des résultats d'une mauvaise administration.

§ 3. — INVENTAIRE.

Le père, administrateur légal, « est comptable quant à la propriété et aux revenus des biens dont il n'a pas la jouissance, et quant à la propriété seulement de ceux des biens

dont la loi lui donne l'usufruit » (art. 389, § 10). Mais comment saura-t-on, au moment de la reddition de comptes, la consistance des biens que le père avait reçus? Lorsqu'il s'agit du tuteur, la solution est simple, puisque l'article 451 du Code Civil l'oblige à procéder, dans les dix jours de sa nomination, à l'inventaire des biens du mineur, en présence du subrogé-tuteur; on saura ainsi de quelles choses le tuteur aura plus tard à rendre compte.

Mais le père, administrateur légal, est-il tenu, en cette qualité, de faire un inventaire des biens qui peuvent advenir à l'enfant?

Avant la loi du 6 avril 1910, deux opinions étaient en présence. Pour quelques auteurs (1), l'administrateur légal n'avait pas à faire un inventaire, puisque la loi ne lui imposait pas cette obligation; d'autant plus que l'administration légale est une mission de confiance pour le père. Néanmoins, la grande majorité des auteurs (2) admettaient que le père était tenu de dresser un inventaire au fur et à mesure que l'enfant acquérait des biens personnels. En effet, le père est comptable, et l'inventaire est la seule base sérieuse qu'il puisse donner à son compte; d'ailleurs, cette obligation est imposée à tout administrateur du patrimoine d'autrui, notamment au mari, aux envoyés en possession des biens d'un absent, etc (3); il doit en être de même pour l'administrateur légal.

La loi du 6 avril 1910 n'a pas comblé la lacune et, après comme avant, la question reste entière. L'article 389, § 8, qui énumère les articles de la tutelle applicables à l'administration légale, ne cite pas l'article 451. Faut-il, de son silence, tirer argument pour soustraire le père à cette obli-

(1) Laurent, t. IV, n° 307. — Huc, t. III, n° 239.

(2) Demolombe, t. VI, n° 433 s. — Aubry et Rau, 5^e éd. t. 1, § 123, p. 781, t. et n. 24. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n° 735. — Baudry-Lacantinerie, etc. 2^e éd. t. IV, n° 185. — Beudant, t. II, n° 735, 1^o.

(3) Cpr. articles 126, 451, 600, 1414, 1442, 1504 du Code Civil.

gation ? Oui, si l'énumération ainsi faite est absolument limitative, et il semble bien qu'elle doive l'être. On aperçoit le danger d'une pareille méthode : le législateur ayant énuméré ou cru énumérer tous les articles qu'il veut appliquer à l'administrateur légal, et ayant laissé de côté, contre toute logique, celui qui l'obligerait à faire inventaire, l'interprète se trouve dans un grand embarras.

Pourtant, il faut bien reconnaître que la lacune, si, comme nous le pensons, l'oubli existe réellement, n'est pas aussi grave qu'il paraît au premier abord. Examinons en effet les diverses sources d'où peuvent provenir des biens à l'enfant. Une succession s'est-elle ouverte à son profit ? le père ne pourra l'accepter que sous bénéfice d'inventaire (art. 461 *in fine* et art. 389, § 8, *cbn*). S'agit-il de biens donnés ou légués au mineur ? si la libéralité porte sur des biens mobiliers, elle sera accompagnée d'un état estimatif (art. 948 C. Civ.), et dans les autres cas, la donation ou le testament indiqueront la consistance des biens donnés. S'agit-il de biens arrivés au mineur par suite de l'exercice d'une action en indemnité ouverte en sa faveur ? le jugement précisera la somme à remettre à l'administrateur légal. Enfin, dans la plupart des cas, le père sera usufruitier, et, comme tel, tenu à un inventaire (art. 600 et art. 385, § 1^{er}). Ce ne sera donc que dans des cas extrêmement rares que l'enfant sera privé d'une preuve écrite de la consistance des biens administrés par le père, et par là s'explique, vraisemblablement, le fait que le législateur ait omis, dans son énumération, l'article 451. Pour que l'enfant soit privé de cette preuve écrite, il faudrait supposer, comme le fait justement remarquer M. Capitant (1), d'abord que le père est privé de l'usufruit légal, et ensuite « que les biens proviennent soit d'un don manuel, soit d'un testament qui au jour de la reddition de comptes ne peut plus être retrouvé ».

(1) *Revue trimestrielle de Droit Civil*, 1910, la loi du 8 avril 1910, n° 30.

Pour ces cas seulement la question se pose de savoir si le père doit être astreint à dresser un inventaire. A notre avis, le législateur a commis un oubli, bien qu'il ait entendu faire une énumération limitative. On ne conçoit pas qu'il ait voulu, de plein gré, priver l'enfant du seul moyen de preuve qui lui permettra de contrôler la reddition de comptes de l'administrateur légal. Le père devra donc dresser un inventaire des biens de l'enfant dans tous les cas, de même que tout administrateur des biens d'autrui.

Pas plus que le Code Civil français, le Code Civil italien ne parle de la nécessité d'un inventaire : il l'impose cependant à l'administrateur légal en qualité d'usufruitier légal, de même que le Code Civil français (1). Au contraire, le Code Civil allemand établit formellement pour le père administrateur légal la nécessité de dresser un état des biens avant d'entreprendre l'administration, et de le présenter au tribunal des tutelles. Si celui-ci le trouve insuffisant, il en fera dresser un par un officier public compétent. Cette disposition ne fut cependant pas adoptée sans difficultés, car on voulait autant que possible éviter « l'immixtion des tribunaux dans les circonstances les plus intimes de la vie de famille » (2).

§ 4. — L'ADMINISTRATEUR LÉGAL N'EST PAS OBLIGÉ DE DÉCLARER LES CRÉANCES QU'IL A CONTRE LE MINEUR.

L'article 451 du Code Civil qui prescrit l'inventaire au tuteur, l'oblige aussi à déclarer dans cet inventaire, à peine de déchéance, s'il lui est dû quelque chose par le mineur.

(1) Code Civil italien, article 230 al. 3 et 231 al. 1 ; Code Civil français, article 385, n° 1.

(2) Code Civil allemand, article 1640. — Voir aussi Protoc. t. IV, p. 565. — Les autres pays admettent aussi la nécessité d'un inventaire : voir par ex. Code Civil espagnol, article 163 ; Hongrie, article 17 de la loi de 1877 sur l'administration légale, etc.

Dès avant la loi du 6 avril 1910, on était d'accord pour admettre que l'administrateur légal n'avait pas à faire une telle déclaration et ne devait encourir pour cela aucune déchéance, car on voyait dans cette obligation une disposition exorbitante du droit commun, qui devait rester spéciale au tuteur. La loi de 1910 n'a rien changé à cette manière de voir, et même la consacre en omettant l'article 451 de la liste des articles applicables à l'administration légale.

§ 5. — L'ADMINISTRATEUR LÉGAL N'EST PAS OBLIGÉ DE
VENDRE LES MEUBLES CORPORELS.

L'article 452 du Code Civil prescrit au tuteur de faire vendre, en suivant certaines formalités, les meubles corporels du mineur, autres que ceux que le conseil de famille l'aurait autorisé à conserver en nature. Faut-il imposer la même obligation à l'administrateur légal ?

Avant la loi du 6 avril 1910, on s'accordait à la restreindre au tuteur : car l'article 453 permet aux père et mère, lorsqu'ils sont tuteurs et tant qu'ils ont la jouissance légale, de conserver les dits meubles en nature ; à plus forte raison l'administrateur légal, à qui on reconnaît généralement des pouvoirs plus étendus qu'à un simple tuteur, pourra-t-il à son gré les vendre ou les conserver.

La loi du 6 avril 1910 consacre cette solution en omettant l'article 452 de l'énumération des articles de la tutelle applicables à notre matière. Le père n'est donc pas obligé d'aliéner les meubles corporels du mineur ; mais, s'il veut les aliéner, il pourra le faire sans autorisation et sans observer les formalités de l'article 452, ainsi que nous l'avons vu précédemment (chap. iv, section iii).

§ 6. — L'ADMINISTRATEUR LÉGAL N'A PAS À DEMANDER LA
FIXATION DE LA DÉPENSE ANNUELLE DU MINEUR.

L'article 454 du Code Civil oblige le tuteur, au début de son administration, à faire régler par le conseil de famille, suivant la fortune du mineur, la somme à laquelle pourra s'élever annuellement le budget de la tutelle pour l'entretien du mineur et pour l'administration de ses biens; mais il dispense de cette obligation le père et la mère lorsqu'ils exercent la tutelle. A plus forte raison, ici encore, l'administrateur légal devra-t-il en être dispensé.

§ 7. — EMPLOI DES REVENUS ET CAPITAUX DU MINEUR.

Rappelons d'abord la situation qui est faite au tuteur. Il faut distinguer entre les revenus du pupille et les capitaux qui lui ont été remboursés. Les articles 455 et 456 du Code Civil prescrivent au tuteur d'employer les *revenus* du mineur à partir d'une somme qu'il doit faire déterminer par le conseil de famille, et l'obligent, à défaut d'avoir fait fixer cette somme, à faire emploi de toute somme quelque modique qu'elle soit, tout cela dans un délai de six mois, à partir duquel le tuteur devra les intérêts de plein droit des sommes non employées. Ces dispositions étaient inapplicables à l'administrateur légal, car elles sont exceptionnelles et portent une grave atteinte au principe de l'article 1153 du Code Civil, qui ne fait courir les intérêts que du jour de la sommation de payer; d'ailleurs elles ne s'appliquaient même pas aux père et mère tuteurs légaux (1).

Mais s'il s'agissait de faire emploi, ou remploi, des *capitaux*

(1) Aubry et Rau, t. I, § 113, n. 42. — Demolombe, t. VII, n. 628. — Planiol, t. I, n° 1905.

taux du mineur, l'article 6 de la loi du 27 février 1880 posait des règles applicables à toute espèce de tuteurs, même aux père et mère. D'après cet article, le tuteur, quel qu'il soit, est obligé de faire emploi des capitaux appartenant au mineur ou à l'interdit. Mais il ne disait rien de l'administrateur légal.

La situation de l'administrateur légal, au point de vue qui nous occupe, était donc la suivante, à la veille de la loi du 6 avril 1910 : pour les revenus, l'administrateur légal n'était pas tenu d'en faire emploi, pas plus que les père et mère tuteurs légaux ; pour les capitaux, il n'avait nulle obligation particulière, puisque la loi du 27 février 1880, nous l'avons vu déjà, était seulement applicable aux tuteurs.

Il était bien permis de trouver excessive la liberté laissée ainsi au père relativement aux fonds du mineur. Aussi, la loi du 6 avril 1910 est-elle venue y apporter une limitation indispensable. Elle n'a cependant rien changé en ce qui touche aux *revenus* ou aux sommes provenant d'économies du mineur : sur ce point, les règles antérieures demeurent intactes, et l'administrateur légal demeure libre, comme par le passé, de placer ou de conserver à son gré ces revenus ; les articles 454 et 455 en effet ne sont pas inscrits dans la liste des articles de la tutelle applicables à notre matière.

Au contraire, en ce qui touche les *capitaux* remboursés au mineur, ou provenant d'aliénations, une innovation importante a été apportée par la loi de 1910, qui décide que l'administrateur légal est tenu « de faire, en bon administrateur, emploi des capitaux appartenant à l'enfant, lorsqu'ils s'élèvent à plus de 1.500 francs » (art. 389, § 7).

Le texte original de la proposition Adigard était muet sur ce point. C'est la Commission chargée de l'examiner à la Chambre qui proposa une réforme, en exigeant l'autorisation du tribunal pour toute aliénation de valeurs mobilières appartenant au mineur, et en décidant que le juge-

ment qui autoriserait une aliénation préciserait toujours l'emploi qui devrait être fait des fonds en provenant. Notons, en passant, l'inconséquence de cette proposition, qui imposait au tribunal autorisant la vente l'obligation de préciser l'emploi des fonds qui en proviendraient, alors que le tuteur jouit pour cela d'une bien plus grande liberté, le conseil de famille ayant seulement la faculté et non pas l'obligation de prescrire toutes les conditions qu'il pourrait juger utiles (1).

La Commission du Sénat a été plus logique, en proposant un nouveau texte, qui a passé définitivement dans la loi. Elle a rapproché l'emploi de l'aliénation, et de même qu'elle n'exige, ainsi que pour le tuteur, l'autorisation du tribunal que pour une aliénation d'une valeur supérieure à 1,500 francs, de même, *elle n'oblige l'administrateur légal à faire emploi des capitaux que lorsque leur valeur est supérieure à 1,500 francs*. Jusqu'à cette somme, le père peut donc librement soit aliéner les meubles incorporels du mineur, soit placer ses fonds sans autorisation.

La solution est fort logique, mais peut-être, sur ce point, le législateur s'est-il laissé entraîner trop loin. Il eût été préférable, suivant la remarque de M. Capitant dans une étude que nous avons maintes fois citée (2), de rendre obligatoire l'emploi de toute somme si minime qu'elle fût, pour empêcher des dilapidations auxquelles le père peut facilement se laisser aller, ou tout au moins de lui en imposer le dépôt à la caisse d'épargne, « qui est un excellent mode de placement pour les petites sommes d'argent ».

La loi du 6 avril 1910 n'a fixé *aucun délai* pour l'emploi, au lieu que la loi du 27 février 1880 instituait pour le tuteur un délai de trois mois (3).

(1) Loi du 27 février 1880, art. 1^{er}, al. 2.

(2) *Rev. trim. de dr. civ.* 1910 : la loi du 8 avril 1910, n° 24,

(3) L'article 6 de la loi du 27 février 1880 n'est pas déclaré applicable à l'administration légale.

Mais comment l'emploi devra-t-il être effectué? Ne devra-t-il pas être fait obligatoirement en certaines valeurs de premier ordre, limitativement désignées, telles que les actions de la Banque de France, les obligations de villes françaises, les actions et obligations de chemins de fer français, etc.? Le projet de la Société d'Etudes législatives l'exigeait ainsi (art. 9), et de même le Code Civil allemand, qui oblige le père à placer à intérêts l'argent de l'enfant soumis à son administration (art. 1642), lui impose les mêmes placements que ceux qui sont imposés au tuteur pour l'argent de son pupille (art. 1807 et 1808).

La loi française n'en a pas décidé ainsi, et cela s'explique. D'une part, on laisse le tuteur libre sur ce point : faut-il être plus sévère pour l'administrateur légal? D'autre part, il faut permettre au mineur, selon l'expression populaire, de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Enfin, les meilleures valeurs sont susceptibles de conduire à des déceptions, celles dites « dorées sur tranches » sont autant que les autres à la merci d'une crise ou de bouleversements toujours possibles dans une période de troubles.

Cependant l'administrateur légal n'aura pas toujours une liberté entière sur ce point. Nous venons de voir que le texte proposé par la Commission de la Chambre prescrivait aux juges, lorsqu'ils autoriseraient une aliénation, de toujours préciser l'emploi à faire des fonds en provenant. Ces mots ont disparu du texte du Sénat sans motif apparent. D'après M. Viollette (1), rapporteur à la Chambre de la proposition à son retour du Sénat, il y a là certainement un oubli matériel du Sénat, et, d'ailleurs rien dans les travaux préparatoires, ne permet de penser que cette suppression ait été intentionnelle (2). Aussi pensons-nous qu'au cas

(1) Chambre, Doc. parl. S. O. 1909, n° 2316, p. 151.

(2) Le rapporteur s'exprime ainsi : « Après les mots « valeurs au porteur », le rédacteur du texte du Sénat a suivi son idée qui était de faire une réserve, qui est d'ailleurs dans la loi de 1880, et qui consiste à ne pas

d'aliénation, le tribunal pourrait fixer l'emploi à faire des fonds provenant de la vente ; même si l'on ne pouvait se baser sur les travaux préparatoires de la loi de 1910 pour en décider ainsi, il suffirait de se rappeler que nous avons reconnu au tribunal un pouvoir supérieur de contrôle sur l'exercice des divers attributs de la puissance paternelle.

Mais, hormis le cas d'aliénation, et même en ce cas si le tribunal n'a rien fixé, le père aura pleine liberté pour le choix des valeurs destinées à servir de placement, sauf la responsabilité qu'il pourra encourir. Notamment, il pourra placer en immeubles les fonds qu'il aura à sa disposition. Il pourra même acheter un immeuble à crédit, à titre d'emploi anticipé soit des capitaux qu'il encaissera par la suite, soit des économies qu'il compte réaliser.

Toutefois il ne faudrait pas, sous prétexte d'emploi, lui permettre de véritables actes de spéculation pour le compte de son enfant : par exemple, il faudra lui interdire l'achat d'un terrain nu, impropre à toute culture, dont il escompterait une plus-value par l'accomplissement possible de travaux publics. D'autre part, il faudra lui interdire aussi, et annuler une acquisition à crédit, quand il est constaté qu'elle pouvait être faite au comptant et que le vendeur n'a accordé des délais inutiles aux enfants que pour laisser leurs deniers à la libre disposition du père, la convention prenant alors le caractère d'un véritable emprunt, dissimulé sous la forme d'une acquisition à titre d'emploi (1). Mais prononcer la nullité d'un tel acte, ne sera-ce pas sacrifier les intérêts des tiers qui ont contracté de bonne foi

faire obligation de la conversion si les titres « par leur nature ou en raison de conventions ne sont pas susceptibles de cette conversion, sans que les tiers aient à surveiller cet emploi ou cette conversion ». Arrivé là, il a continué à s'expliquer sur l'extension de la loi de 1880 à la matière, et la petite phrase intermédiaire a ainsi glissé en quelque sorte... »

(1) Cour Martinique, 13 août 1863, et Cass. Req. 2 mai 1865, D., 1865, 1, 363 S. 1865, 1, 206.

avec le père ? Sans doute, aussi croyons-nous nécessaire, pour que la nullité d'un pareil acte puisse être prononcée, que les tiers soient véritablement de mauvaise foi et aient connu le caractère frauduleux ou le but intéressé de l'acte accompli avec eux ; c'est une question que le tribunal appréciera librement (1).

§ 8. — CONVERSION DES TITRES AU PORTEUR EN TITRES
NOMINATIFS.

Antérieurement à la loi du 6 avril 1910, on décidait en général que l'administrateur légal n'était pas obligé de convertir en titres nominatifs les valeurs au porteur appartenant à son enfant mineur ; la loi du 27 février 1880, dont l'article 5 impose cette obligation au tuteur, était en effet considérée comme ne s'appliquant pas à l'administrateur légal.

Le texte primitif de la proposition Adigard était muet sur la question, et le texte voté par la Chambre le 21 décembre 1908 n'obligeait pas le père à cette conversion : il l'obligeait à se munir de l'autorisation du tribunal pour convertir au porteur des valeurs qui seraient nominatives, mais ne rendait pas la conversion inverse obligatoire. C'est la Commission sénatoriale qui elabora le texte définitif et obligea l'administrateur légal à convertir en titres nominatifs les titres au porteur des valeurs mobilières appartenant au mineur (art. 389, al. 7). Mais, de même que pour l'emploi des capitaux encaissés, la loi ne fixe *aucun délai* pour cette conversion : l'article 5 de la loi du 27 février 1880, qui accorde un délai de trois mois au tuteur, n'est pas compris dans l'énumération des articles de cette loi applicables à notre matière (art. 389, al. 8).

(1) Baudry-Lacantinerie, etc., t. IV, n. 201 ; Huc, t. III, n. 241.

L'article 389, alinéa 7, apporte un tempérament à cette règle; il impose à l'administrateur légal l'obligation d'effectuer cette conversion, « à moins que par leur nature ou en raison de conventions, les titres ne soient pas susceptibles de cette conversion. » Cette disposition, empruntée à la loi du 27 février 1880 (art. 5, al. 4) (1), doit être interprétée de la même façon que dans cette loi; elle s'applique notamment aux valeurs étrangères (mines d'or par exemple) et à certaines valeurs françaises qui n'admettent que la forme au porteur (certains titres émis par les départements, villes, administrations hospitalières, etc.); elle s'applique aussi aux valeurs dont la conversion au nominatif est irréalisable par suite de conventions ou par l'effet d'un acte quelconque, comme dans le cas où les titres ont été l'objet d'une convention d'indivision ou d'une constitution de gage; le cas où ils ont été syndiqués ou placés en report; le cas où le titre au porteur aurait été légué au mineur pour la nu-propriété et à une tierce personne pour l'usufruit (2), etc.

Mais faudra-t-il aussi dispenser l'administrateur légal de cette obligation dans le cas où l'auteur d'une libéralité décide que les valeurs qu'il donne ou lègue à l'enfant resteront au porteur? Nous ne le pensons pas, car la loi ne parle pas de *dispositions* qui rendent les titres inconvertissables, mais de *conventions*, terme qui, semble-t-il, doit viser seulement les accords passés avec des tiers et faire exclure du nombre des obstacles à la conversion imposée par la loi, de simples déclarations unilatérales de volonté de la part d'un disposant. D'ailleurs, la libéralité ne serait pas

(1) En outre, cet article stipule que ces titres inconvertissables seront mis en dépôt soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit dans un établissement au nom du mineur, afin que le tuteur ne puisse pas les retirer seul. Cet article ne s'applique pas à l'administration légale.

(2) *Jurisprudence générale*, Sirey 456-457. — Deloison, *Tr. des val. mob.*, n. 219.

nulle pour cela : seule serait annulée la condition illicite (1).

Hormis les cas où la conversion au nominatif serait impossible pour les raisons que nous venons de voir, elle est obligatoire. Toutefois, il est permis de se demander quelle sera l'utilité effective de cette disposition légale au cas où la valeur des titres ne dépasse pas 1500 francs, puisque l'article 389 (§ 8 et § 6 cbn) (2) permet à l'administrateur légal d'aliéner ou de convertir au porteur sans autorisation les valeurs mobilières du mineur jusqu'à concurrence de cette somme.

Section II. — Sanction de ces obligations.

L'article 389 impose donc à l'administrateur légal un certain nombre d'obligations : obligation de gérer, de se conduire en bon administrateur, de dresser un inventaire, de placer les fonds du mineur, enfin de convertir au porteur ses titres nominatifs. Mais, pour faire œuvre utile, il ne suffit pas de décréter des prescriptions obligatoires, il faut les rendre effectivement telles et déterminer des sanctions capables de contraindre l'administrateur légal à l'observation stricte des règles édictées.

Nous avons déjà rencontré quelques-unes de ces sanctions en nous occupant des formalités auxquelles il doit recourir pour passer valablement certains actes ; c'est ainsi que le partage amiable effectué par le père au nom du mineur n'aura qu'une valeur provisionnelle ; c'est ainsi que l'aliénation d'un immeuble faite sans observer les formes de la vente des biens de mineur sera frappée de *nullité* ; c'est ainsi encore que l'aliénation de valeurs mobilières

(1) Moreau, *Bulletin Comm. des Lois Nouvelles*, avril 1910, nos 67 et 68.

(2) L'article 389, § 8, renvoie en effet aux articles 2 et 10 de la loi du 27 février 1880.

dont le montant serait supérieur à 1500 francs, serait annulable et entraînerait, outre la responsabilité du père, celle de l'agent de change chargé de la négociation; c'est ainsi en un mot que serait sujet à l'action en nullité tout acte passé irrégulièrement par le père en dehors des formes ou des autorisations prescrites. Ce sera une nullité relative, comme toutes celles qui protègent les incapables, et qui ne pourra être invoquée que par l'incapable lui-même, après son émancipation ou sa majorité, ou par l'administrateur légal agissant au nom du mineur. Le plus souvent, la sanction sera suffisante pour assurer l'observation de ces formalités, car il importe à la sécurité des tiers qui traitent avec l'administrateur légal de n'être pas atteints ensuite par un jugement de nullité.

Il y a aussi des sanctions spéciales pour le cas où le père a négligé de dresser un inventaire des biens survenus à l'enfant : au cas d'une succession échue au mineur, c'est la perte du bénéfice d'inventaire, (art. 794 C. Civ.); dans tous les cas où le père a la jouissance légale, c'est la perte de ce droit (art. 600). De plus, et de même que dans tous les cas où la loi exige la confection d'un inventaire, l'enfant pourra prouver, contre l'administrateur légal, la consistance du mobilier qu'il avait acquis, par tous les moyens possibles, et même par la commune renommée, preuve extrêmement dangereuse qui tend toujours à exagérer les choses.

Que décider en ce qui concerne les obligations relatives aux *valeurs mobilières* du mineur? Nous savons déjà que le père doit faire emploi des capitaux du mineur et qu'il doit convertir ses titres au porteur en titres nominatifs. Quelle est la sanction de ces obligations? Quel moyen a-t-on de contraindre le père à les remplir?

Remarquons d'abord qu'aucun délai n'est fixé au père pour l'emploi ni pour la conversion : il ne sera donc jamais en retard d'exécution.

D'autre part, la loi a pris soin de dégager expressément la responsabilité des tiers, qui n'ont pas à en surveiller l'accomplissement, (art. 389, § 7 *in fine*). Ainsi, le tiers débiteur de valeurs appartenant au mineur se libérera valablement et définitivement par le paiement au père administrateur légal : il ne peut ni ne doit exiger de ce dernier l'emploi des sommes qu'il lui remet (1). Il en est de même pour la conversion : le tiers qui remet au père des valeurs au porteur appartenant à l'enfant, par exemple un notaire, un avoué, l'héritier des titres légués à l'enfant, l'agent de change qui les achète sur l'ordre du père, etc., n'a pas à surveiller la conversion au nominatif imposée par la loi.

C'est ce que décidait déjà pour le tuteur la loi du 27 février 1880 (art. 6 et 10) ; le législateur de 1910 a, pensons-nous, eu raison de se conformer à ce précédent : en effet il ne faut pas que les tiers trouvent là prétexte à retarder ou entraver le paiement qui leur est demandé ; et surtout il ne faut pas leur imposer, pas plus en matière d'administration légale qu'en matière de tutelle, une charge qui pèse lourdement sur la femme dotale, à cause des frais et des lenteurs qu'elle entraîne pour la perception de ses capitaux.

Et pourtant c'eût été là le seul moyen de sanctionner efficacement les obligations légales sur ce point. Il n'y a pas ici, en effet, comme dans la tutelle, un pouvoir de contrôle dans le genre du subrogé-tuteur ou du conseil de famille, chargé de surveiller la gestion de l'administrateur légal ; dans la tutelle, on peut rendre responsable le subrogé-tuteur des détournements commis par le père, du défaut de remploi ou de l'absence de conversion ; mais l'administration légale ne comporte pas cette surveillance ; il convient même de ne pas trop compter sur le contrôle régulier de la mère, qui échappe à toute responsabilité person-

(1) Voir la note de M. de Loynes, sous l'arrêt de la Cour de Toulouse, 10 déc. 1908, D. 1910, 2, 89.

nelle et qui ne saurait imposer au mari l'emploi ou la conversion sans provoquer la désunion du ménage.

On eût pu songer aussi à priver le père de son usufruit légal soit sur les sommes dont il ne fait pas l'emploi dans un certain délai, soit sur tous les biens du mineur ; mais on ne se serait le plus souvent aperçu que trop tard, lors de la reddition de comptes à l'enfant, du non accomplissement des prescriptions légales ; il ne serait plus temps alors d'intervenir. D'ailleurs, la loi est muette et n'en a pas décidé ainsi.

Faut-il donc se résoudre à laisser le père violer librement ses obligations ? Il reste une dernière ressource : c'est *l'intervention de la justice*. « Il ne nous a certes pas échappé, dit le rapport de M. Legrand au Sénat (1), que les obligations ainsi imposées, notamment en l'absence d'un délai fixe pour les accomplir, pourraient paraître manquer de sanction. Mais la sanction générale édictée dans le paragraphe 3 (2) nous semble suffisante, puisque nous avons admis que l'administration légale pouvait être enlevée judiciairement, pour causes graves et dûment justifiées, à celui qui en est investi. L'oubli prolongé de l'obligation d'emploi ou de conversion, la négligence voulue de son accomplissement, et le plus ou moins d'importance des conséquences dommageables pouvant en résulter, seraient de nature, selon les circonstances, à constituer les causes graves et justifiées.... » La seule sanction consistera donc dans la *déchéance* possible de l'administrateur légal, si sa négligence met en péril la conservation des biens du mineur. Cette sanction sera aussi la seule applicable au cas où l'administrateur légal s'abstiendrait de gérer, ou ne se conduirait pas, dans sa gestion, en bon père de famille.

Seulement, il sera souvent trop tard pour que cette sanc-

(1) *Journal officiel*, doc. parl., S. E., 1908, p. 8, n° 268.

(2) Paragraphe 9 de l'art. 389 actuel. Voir la note 3, p. 47.

tion intervienne utilement : pour qu'elle se produise à temps, le mieux eût été, semble-t-il, de confier dès le début à un magistrat unique spécialement désigné, la surveillance de l'administrateur légal. Si l'on ne provoque pas à temps cette déchéance, il n'y a pas d'autre sanction aux manquements du père que sa *responsabilité pécuniaire* éventuelle, déterminée au moment de sa reddition de comptes.

Section III. — Garanties du Mineur.

Grâce à l'étendue de ses pouvoirs, grâce au maniement des deniers appartenant au mineur, l'administrateur légal peut se laisser aller à commettre des détournements ou des irrégularités de gestion qui porteront préjudice au mineur. On lui impose bien certaines obligations, destinées à prévenir les abus de sa part, mais nous venons de constater qu'il sera parfois difficile de rendre effective la force obligatoire des prescriptions légales. A-t-on du moins accordé à l'enfant des garanties, des sûretés, qui, une fois le mal accompli, lui permettront d'en obtenir la réparation ?

Quand il s'agit du tuteur, la loi se montre sévère à son égard. Sans compter les diverses obligations spéciales qui lui sont imposées, telles que l'obligation de faire vendre les meubles corporels, de déclarer les créances qu'il a contre le mineur, etc. obligations qui constituent autant de garanties, l'article 2121 du Code Civil soumet ses biens à une *hypothèque légale*. Or, il n'en est plus ainsi quand il s'agit du père administrateur légal. Outre que les obligations qui lui sont imposées sont bien moins nombreuses que pour le tuteur, ses biens ne sont pas grevés de l'hypothèque légale.

Aux premiers temps de l'application du Code Civil, la question avait été discutée, et non seulement les partisans de l'assimilation de l'administration légale à la tutelle accordaient cette garantie à l'enfant, mais d'autres encore qui

pensaient que « la gestion du tuteur présente moins de dangers que celle du père, à cause de la surveillance du conseil de famille et du contrôle du subrogé-tuteur ». (Toulouse, 23 déc. 1818).

Aujourd'hui, et depuis l'arrêt de la Cour de Cassation du 3 décembre 1821, tout le monde s'accorde à refuser cette garantie au mineur soumis à l'administration légale. D'abord, cela est conforme à l'article 2115 du Code Civil, d'après lequel « l'hypothèque légale n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi ». De plus, faire autrement, ce serait enlever au père tout crédit, ses biens étant déjà grevés de l'hypothèque légale de la femme ; ce serait montrer envers le père une défiance que ne doit pas comporter la nature même de l'administration légale, qui est avant tout un régime de confiance ; il convient d'écarter de l'administration légale celles des règles de la tutelle qui ont plutôt le caractère de garanties spéciales accordées au mineur contre son tuteur (1). Et le rapporteur à la Chambre du projet Adigard, M. Viollette, déclare que, se conformant à la jurisprudence antérieure, « la présente loi s'est abstenue d'accorder au mineur une hypothèque légale sur les biens du père administrateur légal » (2).

Pour les mêmes raisons, le père administrateur légal n'est pas assujéti à donner *caution*. Cela a toujours été admis, et la question n'était même pas discutée. En effet, tous les administrateurs du patrimoine d'autrui n'y sont pas, en général, astreints (mari, tuteur, père usufruitier légal) ; à plus forte raison l'administrateur légal doit-il en être dispensé, lui qui est investi d'une mission de confiance.

Mais on peut se demander si le père peut être soumis à une *hypothèque conventionnelle*, et notamment si un tiers

(1) Cass. 3 décembre 1821. — Nîmes, 5 février 1842, D. 1850, 1, 266. — Toulouse, 2 janvier 1863, S. 1863, 2, 191 et la note. — Lespinasse, *Rev. Crit.* de 1879. — Laurent, t. IV, n° 309.

(2) *J. Off.*, Ch. Doc. parl. S. O. 1909, n° 2316, p. 151.

peut donner ou léguer des biens à un mineur soumis à l'administration légale, sous la condition que le père fournira caution ou consentira une hypothèque.

Il est un cas où la solution ne fait pas le moindre doute : c'est celui où l'héritier, débiteur d'un legs fait au mineur prétend exiger une de ces garanties. Nous avons vu déjà qu'il n'en a pas le droit, et qu'il accomplit un paiement valable et libératoire en s'acquittant entre les mains de l'administrateur légal (1).

Mais que décider au cas où l'auteur lui-même de la libéralité soumet le père à fournir une caution ou une hypothèque pour assurer à l'enfant la restitution des biens donnés ou légués ? La Cour de Cassation a admis la validité de cette clause (2), parce que celui qui veut faire une libéralité peut la soumettre aux conditions qu'il lui plaît, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public. Or il n'y a rien de contraire à l'ordre public de donner à l'enfant la certitude qu'il retrouvera un jour les biens dont il a été gratifié. D'autre part, depuis la loi de 1910, qui consacre la validité de la clause par laquelle le disposant enlève au père l'administration des biens qui font l'objet de la libéralité, la solution ne peut plus faire de doute, car la clause de non administration par le père, autorisée par la loi, est beaucoup plus grave que la clause qui laisse au père l'administration et le soumet simplement à donner une garantie hypothécaire ou une caution.

Remarquons d'ailleurs que, grâce à la validité de la clause de non administration, l'auteur de la libéralité pourra forcer le père à consentir la garantie exigée : il lui suffira d'insérer dans l'acte de libéralité une clause le privant de l'administration des biens donnés ou légués au cas où il

(1) Toulouse, 25 février 1845, D. 45,4, 438. — Cf. *suprà* p. 48 s.

(2) Cass. 30 avril 1833, S. 33, 1, 466; D. 33, 1, 22. — *Contrà* : Laurent, t. IV, n° 309. — Privat, thèse, p. 45 s.

ne voudrait pas fournir cette garantie. Ainsi les deux clauses peuvent servir à se compléter l'une l'autre.

En résumé, l'administrateur légal n'est pas soumis à une hypothèque légale ni astreint à fournir une caution. Tout au plus peut-il être obligé à consentir certaines garanties par le tiers qui fait une libéralité à l'enfant. La principale sauvegarde de ce dernier, tant qu'il a encore ses père et mère, consiste dans le sentiment d'affection qu'ils peuvent lui porter.

Quelques auteurs cependant pensent qu'une hypothèque légale ne serait pas déplacée ici, car, disent-ils, il ne faut pas s'en exagérer les inconvénients; on pourrait l'introduire en matière d'administration légale au moins à titre facultatif, et en la soumettant, de plus, aux principes de la spécialité et de la publicité, de façon à la débarrasser de ses deux plus graves inconvénients, qui tiennent précisément à son caractère général et occulte (1). Seulement, il serait peut-être peu pratique de créer ainsi un nouveau genre d'hypothèque légale et de compliquer encore la situation, légèrement embrouillée, qui résulterait du concours de tant de sortes d'hypothèques. La réforme ne serait acceptable qu'à condition de constituer une réforme d'ensemble de l'hypothèque légale; à cette condition, on pourrait l'étendre au mineur placé sous le régime de l'administration légale.

Les législations étrangères n'exigent pas davantage, en général, que l'administrateur légal fournisse des sûretés pour garantir le mineur contre les suites d'une mauvaise gestion. En revanche, elles permettent expressément aux tribunaux d'intervenir pour prendre les mesures nécessaires. Ainsi, en Allemagne, le tribunal des tutelles prend

(1) *Bull. Soc. Et. Législ.* 1906, paroles de M. Ambroise Colin, lors de la discussion du rapport de M. Martin. — L'hypothèque légale pourrait être facultative : son établissement serait provoqué, en cas de nécessité, à la requête des mêmes personnes qui peuvent provoquer la déchéance de l'administrateur légal.

toutes mesures jugées indispensables pour sauvegarder l'intérêt de l'enfant; il peut même ordonner à l'administrateur légal de fournir des sûretés spéciales (art. 1668 C. Civ.). En Italie, les tribunaux ont aussi toute liberté d'appréciation (art. 233 C. Civ.). En Espagne, le père ne doit fournir ni hypothèque légale ni caution, mais, sur la proposition du ministère public, le juge pourra ordonner le dépôt des valeurs mobilières propres à l'enfant (art. 163 C. Civ.). Au Portugal, les parents doivent, si les enfants reçoivent des meubles d'une importance considérable, et si le juge l'estime utile, fournir caution ou faire le dépôt de valeurs équivalentes (art. 151 C. Civ.). Signalons enfin le régime de la Hongrie tel qu'il résulte des articles 17 s. de la loi XX de 1877 : on est plus exigeant que dans les autres pays. Le père, qui a l'administration de l'argent comptant, doit donner des garanties à ce sujet; il doit, ou bien donner des sûretés, ou bien placer les fonds du mineur par voie de prêt sur première hypothèque et seulement jusqu'à concurrence du tiers de la valeur de l'immeuble hypothéqué, ou bien confier les valeurs mobilières de l'enfant à l'autorité tutélaire.

CHAPITRE VII

CESSATION DE L'ADMINISTRATION LÉGALE

L'administration légale, étant un attribut de la puissance paternelle, devrait durer autant que cette puissance elle-même. Cependant, si elle cesse toujours quand la puissance paternelle disparaît, celle-ci peut survivre à l'administration légale : c'est le cas où il y a lieu à l'ouverture de la tutelle au profit du survivant des père et mère, qui continuera à exercer la puissance paternelle, mais sans l'administration légale. Les causes qui mettent fin à l'administration légale ne sont donc pas toujours les mêmes que celles qui mettent fin à la puissance paternelle elle-même. Nous allons les examiner ; après quoi, nous nous occuperons de la reddition de comptes, qui doit avoir lieu toutes les fois que l'administration légale prend fin.

Section I. — Des causes qui mettent fin à l'administration légale.

Ces causes peuvent être réparties en trois catégories : les unes mettent fin à l'administration légale d'une façon *absolue* et la remplacent par la tutelle ou la curatelle ; les autres la font cesser seulement d'une façon *relative* et aboutissent à un simple changement de son titulaire.

D'autres enfin la font cesser tantôt de façon absolue, tantôt de façon relative.

§ 1. — DES CAUSES QUI METTENT FIN A L'ADMINISTRATION
LÉGALE D'UNE FAÇON ABSOLUE.

1° *La majorité de l'enfant.*

Lorsque l'enfant a atteint l'âge de 21 ans, l'enfant a acquis sa pleine capacité juridique et est en mesure d'exercer lui-même tous ses droits, et notamment d'administrer lui-même sa fortune. La majorité est la cause qui met normalement fin à l'administration légale.

2° *L'émancipation de l'enfant.*

Par l'émancipation, l'enfant acquiert la capacité de faire seul les actes de pure administration, et même les autres actes avec l'assistance de son curateur. Mais il figurera toujours en personne dans l'acte juridique à accomplir et ne sera plus représenté par une autre personne, comme il l'était au cas d'administration légale.

Toutefois, l'émancipation expresse, conférée au mineur par le père, ferait-elle cesser l'administration du bien légué au mineur sous la condition que l'administration en serait confiée à un tiers ? La jurisprudence fut longtemps hésitante, mais avait fini par adopter la thèse du maintien des pouvoirs du tiers administrateur (1). Il semble aujourd'hui difficile de soutenir cette thèse : en effet la loi du 6 avril 1910 décide que « le père est du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs *non*

(1) Cass. 26 mai 1856, S. 56, 1, 682. — Dijon 23 août 1855, S. 55, 2, 675.
— *Contrà* : Trib. Caen, 5 avril 1843, S. 55, 2, 675.

émancipés » (art. 389, § 1). Si l'émancipation fait cesser les pouvoirs d'administration du père, elle doit également et *a fortiori* faire cesser les pouvoirs de ce tiers, à qui on ne saurait reconnaître plus de droits qu'au père lui-même, à moins que l'auteur de la libéralité ait manifesté clairement l'intention de laisser les biens donnés sous l'administration du tiers jusqu'à la majorité de l'enfant.

Mais l'émancipation est toujours révocable, à moins qu'elle ait eu lieu tacitement par mariage (art. 485 C. Civ.) Au cas de révocation, quel sera le régime des biens de l'enfant? L'article 486 du Code Civil semble dire que, dans tous les cas, « le mineur rentrera en tutelle et y restera jusqu'à sa majorité accomplie. » On s'accorde à reconnaître l'inexactitude de cette expression : l'émancipé ne rentrera en tutelle que s'il était en tutelle avant son émancipation, ou si l'un de ses auteurs est décédé depuis. Mais si l'enfant a encore ses père et mère, il retombera sous leur puissance, et l'administration légale revivra, exercée par son ancien titulaire.

3° *La mort de l'enfant.*

La mort de l'enfant met fin évidemment à l'administration légale. Là-dessus, rien de particulier à dire ; son patrimoine sera liquidé conformément aux règles des successions.

4° *La mort de l'un des parents.*

Le prédécès de l'un des parents fera cesser aussi l'administration légale ; ce fait est en effet la cause ordinaire de l'ouverture de la tutelle.

§ 2. — DES CAUSES QUI METTENT FIN A L'ADMINISTRATION LÉGALE DE FAÇON RELATIVE.

Il faut entendre par là les faits qui font cesser l'administration légale seulement en la personne de celui qui

l'exerce, mais qui laissent subsister ce genre d'administration en en confiant l'exercice à une autre personne.

1° *L'interdiction.*

« L'administration légale, dit l'article 389, alinéa 9, cesse de plein droit d'appartenir à toute personne interdite ». Le père interdit est mis en tutelle, et, incapable de se protéger lui-même, il ne saurait être chargé de protéger autrui : il perd donc l'administration légale des biens de ses enfants. Mais il ne s'ensuit pas que la tutelle doive s'ouvrir, car nous n'avons aucun texte qui vienne ici déroger à l'article 389 : l'administration légale continuera comme par le passé, seulement elle sera exercée par la mère, qui en sera investie de plein droit (art. 389, § 2).

Mais une difficulté peut se présenter : si la tutelle du père interdit est confiée à une autre personne que la mère, à qui, de celle-ci ou du tuteur du père, appartiendra le droit d'administrer les biens de l'enfant ? La mère a été jugée incapable de gérer les biens du père : peut-on lui permettre de gérer ceux de l'enfant ? Autrefois, les auteurs étaient divisés : à notre avis, la solution la meilleure est celle qui résulte directement des principes : l'administration légale étant un attribut de la puissance paternelle, laquelle est exercée par la mère au cas d'empêchement du mari, appartiendra à la mère. D'ailleurs, la loi du 6 avril 1910 ne laisse plus aucun doute, puisqu'elle donne de plein droit l'administration à la mère lorsque le père en est privé. Le tribunal ne pourrait la lui enlever que si elle se trouvait elle-même dans une des situations qui feraient cesser l'administration légale en sa personne.

Les mêmes règles sont applicables non seulement à l'interdiction judiciaire, qui frappe l'individu atteint d'aliénation mentale, mais aussi à l'interdiction légale, qui atteint l'individu condamné à une peine afflictive et infamante. Pour-

tant, il ne faut pas assimiler à l'interdiction judiciaire le simple *internement*, sans interdiction, du père dans une maison d'aliénés. Le tribunal pourrait y voir une « cause grave » susceptible d'entraîner la déchéance, mais celle-ci ne résulterait pas de plein droit de l'internement seul, les causes de déchéance de plein droit étant limitativement énumérées par le législateur. Nous déciderons de même que le père ne perd pas de plein droit l'administration légale au cas où il est frappé de cette sorte d'*interdiction mitigée*, prévue par l'article 42, § 6, du Code Pénal, qui lui enlève certains droits de famille (droit d'être tuteur, curateur, etc.) mais non le droit d'administration légale. Il en serait de même de la *dégradation civique* de l'article 34, § 4, du Code pénal.

Cependant, l'interdiction peut prendre fin soit par la mainlevée donnée par le tribunal, soit en raison de l'expiration de la peine ; alors l'incapacité cesse et le père rentre dans la plénitude de ses droits ; par conséquent, il reprend de plein droit l'exercice de l'administration légale.

2° *La dation d'un conseil judiciaire.*

La dation d'un conseil judiciaire enlève l'administration légale à son titulaire, de plein droit (art. 389, § 9). L'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut agir sans l'assistance de ce conseil pour ses propres affaires ; il ne doit pas pouvoir davantage agir au nom de ses enfants mineurs. Mais, au cas de mainlevée de son conseil judiciaire, le père recouvrerait de plein droit, de même qu'au cas de cessation de l'interdiction, l'exercice de l'administration légale.

3° *Divorce et séparation de corps.*

Nous avons vu déjà que le divorce ne donne pas ouverture à la tutelle et laisse subsister l'administration légale ;

à plus forte raison en est-il de même pour la séparation de corps, qui ne dissout pas le mariage. Toutefois, ces événements peuvent en faire changer le titulaire : d'après l'article 389, § 3, en effet, l'administration légale suit en principe le sort du droit de garde et appartient à celui des époux à qui est confié l'enfant, à moins que le tribunal n'en décide autrement. Donc, le père à qui la garde est enlevée est déchu par là même de l'administration légale, sauf décision contraire du tribunal.

Ne doit-il pas en être de même au cas de *séparation de biens* prononcée au cours du mariage, à la requête de la mère, quand le père met en péril, par sa mauvaise administration, la dot de celle-ci ? La Commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition Adigard après le vote de celle-ci par la Chambre, avait rangé la séparation de biens parmi les causes de déchéance de plein droit de l'administration légale (1) ; et cela s'expliquait tout naturellement, car s'il est nécessaire de sauvegarder les biens de la femme, il convient de prendre les mêmes précautions en ce qui concerne le patrimoine de l'enfant. Ce texte fut voté par le Sénat, mais le texte soumis à la Chambre ne parle plus de la séparation de biens, alors même que son rapporteur M. Viollette (2) constate dans son rapport l'addition faite par la Commission sénatoriale et votée par le Sénat. Il y a là, semble-t-il, un oubli ; mais, en face du silence du texte définitif de la loi de 1910, force nous est de décider que la séparation de biens ne privera *pas de plein droit* le père de l'administration légale. Seulement le tribunal pourra

(1) « L'administration légale, disait le 1^{er} al. du § 3 (futur § 9), cesse de droit d'appartenir au mari séparé de biens en vertu de l'article 1443 du Code Civil, ou à cette personne interdite, etc. »

(2) « La déchéance, dit-il, sera de plein droit, s'il y a interdiction, conseil judiciaire, absence, déchéance de la puissance paternelle et aussi s'il y a séparation de biens ». (*Journal Officiel*, Doc. parl. Ch. S. O. 1909, n. 2316, p. 151).

toujours y voir une des « causes graves » susceptibles de lui faire enlever ce droit.

4° Causes graves.

La loi du 6 avril 1910 a accordé au tribunal la faculté de prononcer la déchéance de l'administrateur légal pour cause grave (art. 389, § 9). Elle a tranché ainsi, dans le sens où elle avait été résolue par la jurisprudence, une question antérieurement controversée. C'est que parmi les causes graves on peut ranger au premier chef celles énumérées par l'article 444 du Code Civil relatif à la tutelle, et grâce auxquelles le tuteur peut être privé de ses pouvoirs en cas d'incapacité, de mauvaise gestion ou d'infidélité. On se demandait donc autrefois si le père pouvait être *destitué* comme le tuteur, en vertu de l'article 444 du Code Civil.

Certains auteurs l'admettaient, car il y avait les mêmes motifs de décider ainsi (1). D'autres soutenaient que l'article 444 était spécial à la tutelle (2), mais, reconnaissant que toute autorité doit être soumise à un contrôle, donnaient aux tribunaux le pouvoir de prononcer la déchéance pour cause d'incapacité ou d'infidélité. Laurent (3) refusait à quiconque le droit de destituer le père administrateur légal, et la loi du 24 juillet 1889 semblait confirmer l'exactitude de cette manière de voir : cette loi, dit M. Baudry-Lacantinerie (4) » a voulu mettre un terme à l'arbitraire des tribunaux en ce qui concerne l'exercice de la puissance paternelle. N'est-ce pas aller contre les intentions du législateur que de permettre aux tribunaux de

(1) Demolombe, t. V, n. 424 s. — Cass. 19 avril 1863, S. 43, 1, 385. — Cass. 20 juin 1843, S. 43, 1, 651.

(2) Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 9 et 13. — Trib. Le Puy, 10 décembre 1869, D. 70, 3, 64. — Trib. Montpellier 25 août 1864, S. 64, 2, 225.

(3) Laurent, t. IV, p. 422.

(4) Baudry-Lacantinerie, t. IV, n° 273.

prononcer la déchéance du père administrateur légal? L'administration légale étant une conséquence de la puissance paternelle, n'est-ce pas autoriser les tribunaux à prononcer une déchéance partielle de la puissance paternelle? »

Néanmoins, on permettait généralement aux tribunaux de prononcer la destitution du père pour des causes énumérées dans l'article 444 du Code Civil, afin que l'enfant ne restât pas dépourvu de toute protection au cas où le père ne se trouverait dans aucun des cas de déchéance énumérés par la loi. Celle-ci en effet paraît s'être souciée surtout de la défense de la personne et des intérêts moraux de l'enfant. « Les causes de déchéance visées par les articles 1 et 2, dit M. Huc, résultent de faits qui dénotent l'indignité personnelle des parents et non pas nécessairement leur inaptitude à gérer la fortune de l'enfant. De sorte que l'on pourrait soutenir que la loi de 1889 n'a pas touché aux règles suivies autrefois en ce qui concerne l'administration légale, et qu'elle n'a voulu mettre un terme au pouvoir de contrôle des tribunaux qu'en ce qui touche le soin de la personne » (1).

Aussi admettait-on le plus ordinairement (2) que l'administration légale pouvait être retirée au père incapable ou indigne, dans les cas prévus par l'article 444, soit par l'extension des règles de la tutelle, soit par application du principe général d'après lequel la puissance paternelle, n'étant accordée au père que dans l'intérêt de l'enfant, est soumise au contrôle des tribunaux, qui peuvent prendre toutes mesures nécessitées par les circonstances; soit enfin par application de la loi de 1889 elle-même (3) qui, en

(1) Huc. t. III, n. 250.

(2) Lyon, 13 nov. 1894, S. 95, 2, 145. — Bordeaux, 17 févr. 1897, D. 98, 2, 197. — Paris, 14 juin 1901, S. 1903, 2, 10. — Aubry et Rau, t. I, § 123, t. et n. 9 et 13.

(3) Planiol. t. I, n. 1722. — Trib. Reims, 27 déc. 1901, Rép. gén. not. 1902, 2, 266.

permettant au tribunal d'enlever au père les droits plus importants qu'il possède sur la personne de ses enfants, permet implicitement de lui retirer ses pouvoirs sur les biens.

La loi du 6 avril 1910 a admis aussi cette solution et consacré le droit de contrôle de la justice en notre matière. Le tribunal pourra prononcer la déchéance de l'administration légale seule, et non pas forcément des autres attributs de la puissance paternelle, pour des *causes graves* et dûment justifiées, qui seront laissées à l'appréciation du tribunal. Elles consisteront soit en des fautes lourdes de gestion, soit en des actes de malversation, soit en une demande de séparation de biens émanée de la femme, soit dans l'internement du père, soit dans la déchéance partielle de la puissance paternelle (perte du droit de garde) prévue par la loi du 19 avril 1898, etc. D'une façon générale, elles comprendront, dit le rapport de M. Legrand « toutes les éventualités, en dehors des cas prévus et spécifiés » par la loi : il faudra y ranger, sans nul doute, les causes de destitution de la tutelle, et aussi, ajoute le rapport de M. Violette « l'oubli prolongé de l'obligation d'emploi ou de conversion, la négligence voulue de son accomplissement ». Alors l'administration légale reviendra de plein droit à la mère (art. 389 § 2) à moins qu'elle se trouve aussi dans un des cas susceptibles de l'en faire priver.

La déchéance de l'administration légale n'emportera pas privation de l'usufruit légal, car il n'y a pas confusion entre le droit d'administration et le droit de jouissance légale. Le but de la déchéance est d'assurer la protection des biens de l'enfant, et il n'est pas nécessaire pour cela de priver le père de l'usufruit, surtout si la déchéance est prononcée pour une cause indépendante de sa volonté (infirmités graves, internement, etc.). Toutefois, si l'administrateur légal avait commis des malversations ou des abus de jouissance, le tribunal pourrait en même temps le priver de son usufruit, conformément à l'article 618 du Code Civil.

Mais lorsque le père aura ainsi été déchu de son droit d'administration légale, il pourra toujours solliciter un nouveau jugement pour se faire relever de cette déchéance, lorsque les causes qui l'auront fait prononcer auront disparu. Rien ne permet en effet de décider que cette déchéance doit être perpétuelle.

Procédure de la déchéance de l'administration légale.

— Et d'abord, qui peut la demander? D'après l'article 389, al. 9, le tribunal sera saisi par celui des père et mère qui n'est pas investi de l'administration légale, par un parent ou allié de l'enfant, ou par le ministère public. Il n'y aura entre eux aucun ordre à observer : tous sont mis sur le même pied pour provoquer la déchéance. Remarquons à ce propos une différence avec l'action en déchéance de la puissance paternelle : celle-ci ne peut être intentée que par des parents au degré de cousin germain ou à un degré plus rapproché, et par le ministère public (art. 3 de la loi du 24 juillet 1889).

Le tribunal compétent est le tribunal de première instance du domicile du mineur, quel que soit celui de l'administrateur incriminé.

La procédure est la même que lorsqu'il s'agit, pour le père, de demander une autorisation : le tribunal est saisi par requête et statue en Chambre du Conseil, le ministère public entendu (art. 389 § 9).

Reste à savoir si les tiers susceptibles de traiter avec le père déchu seront mis au courant de la situation nouvelle. Autrement dit, le jugement prononçant la déchéance de l'administrateur légal est-il soumis à la publicité? Cette publicité existe au cas d'interdiction, de dation d'un conseil judiciaire (art. 501 C. Civ.) : pourquoi n'en serait-il pas de même au cas qui nous occupe? M. Raoul Péret posa la question à la Chambre (1) et demanda quelles seraient les

(1) *Journal Officiel*, 2^{me} séance du 1^{er} avril 1910. Ch. débats, p. 1885, S. O.

conséquences d'un acte que les tiers passeraient avec le père ainsi déchu. « Les notaires, dit-il, sont susceptibles d'encourir une grave responsabilité s'ils reçoivent un acte dans lequel figurera, pour l'enfant, le père de famille déchu de l'administration légale. Seront-ils responsables au cas où l'acte serait annulé ? — et il devra l'être, puisque le père n'a plus le droit de contracter en tant que représentant de l'enfant. Avouez qu'il ne sera pas juste de leur faire encourir une responsabilité quelconque, puisqu'ils n'ont pas le moyen d'être renseignés ». Le rapporteur répondit qu'il ne fallait pas exagérer l'importance de la question : pour les actes les plus graves il faudra l'autorisation du tribunal, et c'est lui qui aura à se préoccuper du point de savoir si le père a ou non été déchu, et il disposera, lui, de moyens d'information. D'ailleurs, il n'y a pas non plus de mesure de publicité lorsque le tuteur est déchu de la tutelle : « Ne reprochez pas à notre texte, dit-il, une disposition, ou plus exactement un silence qui est d'accord avec l'ensemble de notre législation sur la matière ».

Pourtant, la réponse du rapporteur n'était pas sans soulever d'objections : d'abord, on ne peut assimiler la situation du tuteur à celle de l'administrateur légal : le tuteur destitué n'a plus la garde de l'enfant, les tiers connaîtront facilement ce fait et peuvent toujours se renseigner auprès du juge de paix qui préside le conseil de famille ; ils n'auront plus ces moyens quand il s'agira de l'administrateur légal, au moins dans la généralité des cas. D'autre part, le tribunal n'intervient que pour un certain nombre d'actes, la question reste entière et garde toute son importance pour les autres cas, notamment celui où il s'agit de rembourser au représentant du mineur une dette ou un titre amorti. Il faudrait donc édicter des mesures de publicité au cas de déchéance de l'administrateur légal ; mais il faudrait aussi une réforme d'ensemble de notre législation, applicable à toute espèce de déchéances. Le Président de

la Commission de la Chambre en fit la remarque, mais comme on voulait aboutir au plus vite, il demanda à la Chambre, pour étude, le renvoi à la Commission de l'amendement que M. Raoul Péret avait déposé comme sanction à ses observations (1). Le jugement prononçant la déchéance de l'administrateur légal n'est donc pas porté à la connaissance des tiers.

§ 3. — DES CAUSES QUI METTENT FIN A L'ADMINISTRATION
LÉGALE TANTÔT DE FAÇON RELATIVE, TANTÔT DE FAÇON
ABSOLUE.

1° *Déchéance de la puissance paternelle.*

La déchéance de la puissance paternelle, organisée par la loi du 24 juillet 1889, est toujours totale, en ce sens qu'elle porte sur tous les attributs de la puissance paternelle, même dans les cas où la déchéance est facultative pour le juge (2).

Supposons donc le père déchu de la puissance paternelle; deux hypothèses sont possibles. Ou bien la mère est frappée en même temps par le jugement de déchéance : alors l'exercice de la puissance paternelle n'appartient ni au père ni à la mère, et par conséquent l'administration légale ne peut être exercée ni par l'un ni par l'autre ; il y a lieu à l'ouverture de la tutelle. .

Ou bien la déchéance atteint seulement l'un des deux auteurs de l'enfant. Si c'est la mère qui est frappée, le père

(1) Cet amendement proposait d'ajouter au § 9 ces mots : « les dispositions de l'article 501 seront applicables au jugement prononçant la déchéance ».

(2) Cass. Req. 13 février 1894, D. 94, I, 218. — Cpr. la loi du 19 avril 1898, qui autorise une déchéance partielle de la puissance paternelle (droit de garde).

conserve seul la puissance paternelle ainsi que l'administration légale. Si au contraire c'est le père qui est frappé, et que la mère vive encore, la déchéance du père n'a pas pour conséquence nécessaire la dévolution de plein droit de la puissance paternelle à la mère : il appartient au tribunal de décider, suivant l'intérêt de l'enfant, si cette puissance sera ou non exercée par la mère (loi du 24 juillet 1889, art. 9); si cette dévolution lui est accordée, la même exercera la puissance paternelle avec tous ses attributs, y compris l'administration légale, qui n'a fait que changer de titulaire ; si elle lui est refusée, la tutelle s'ouvre, et l'administration légale a complètement disparu.

En résumé :

1° Il y aura cessation complète de l'administration légale :
a) quand le père et la mère sont déchus tous deux de la puissance paternelle; — *b)* quand, le père étant déchu, le tribunal a refusé à la femme l'exercice de la puissance paternelle.

2° Il y aura, au contraire, simple changement du titulaire de l'administration légale, quand, le père étant déchu, le tribunal a accordé à la mère l'exercice de la puissance paternelle.

3° Enfin, il n'y aura aucun changement touchant l'administration légale lorsque la mère seule est frappée de déchéance.

La déchéance de la puissance paternelle n'est pas irrémédiable et définitive (art. 15), elle peut être effacée par le tribunal qui l'a prononcée. En ce cas, l'administration suivra encore le sort de la puissance paternelle dont elle est un attribut.

Pour terminer, remarquons que si le père, déchu de sa puissance et divorcé ou veuf, contracte un nouveau mariage dont il naît des enfants, la seconde femme a le droit de se faire attribuer sur ces enfants, qui seront les siens, la puissance paternelle, y compris le droit d'administration légale,

que le père ne peut exercer (art. 9, al. 4, de la loi du 24 juillet 1889).

2° *Absence.*

D'après l'article 389 al. 9, l'absence est une des causes qui privent de plein droit une personne de l'administration légale. Le cas avait déjà été prévu par le Code Civil, qui s'exprime ainsi, dans son article 141 : « Si le père a disparu, laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance, et elle exercera tous les droits du mari quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens ». Cet article semble bien décider que l'administration légale ne disparaît pas de façon absolue, mais qu'elle change seulement de titulaire et passe à la mère (1). Cependant un auteur, Proudhon (2), a soutenu qu'il y avait lieu alors à l'ouverture de la tutelle : il tire argument du mot « surveillance », qui, dans l'article 142, désigne une véritable tutelle, et qui dans l'article 141, doit vraisemblablement avoir la même signification que dans l'article voisin.

Il est facile de réfuter cette opinion. Dans l'article 142, le mot surveillance désigne évidemment la tutelle, mais c'est en vertu même des principes généraux, puisqu'il vise le cas où la mère est morte, le père étant absent. Mais l'article 141, qui attribue à la mère les droits d'administration du mari, vise certainement la situation et les droits de ce dernier pendant le mariage. D'ailleurs l'article 390 qui indique les causes d'ouverture de la tutelle ne parle pas de l'absence, laquelle en effet ne dissout même pas le mariage. Inutile de faire remarquer que l'absence de la mère ne ferait pas s'ouvrir la tutelle, et même que le père

(1) Trib. Nancy, 5 août 1907, Gaz. Pal. 1907, 2, 321.

(2) Proudhon, t. I, p. 309 s.

conserverait l'administration légale comme si la mère n'avait pas disparu.

Donc, au cas d'absence du père, l'administration légale survit à la disparition de celui-ci, et passe à la mère. Il n'est pas nécessaire, à notre avis, que l'absence soit dûment constatée par un jugement, ce qui entraînerait de trop longs délais : il suffit, pensons-nous, qu'elle soit établie par un simple acte de notoriété, constatons que le père a quitté son domicile et que les biens du mineur ne sont plus administrés.

Mais faut-il appliquer ces règles seulement pendant la période de présomption d'absence ? ou bien se réfèrent-elles aussi au cas où l'absence est déclarée ? Quelques auteurs (1) décident que la mère doit rester administratrice même après la déclaration d'absence du père, car cette déclaration ne prouve pas le décès du père, qui seul pourrait donner lieu à l'ouverture de la tutelle. L'article 142 vise bien des cas de tutelle, mais il suppose toujours le décès d'un des époux ; il se réfère en effet soit à la disparition du père, la mère étant déjà décédée (alors la tutelle était déjà ouverte), soit au décès de la mère après la disparition du père (la mère jusque-là avait exercé la puissance paternelle et l'administration légale, et son décès ouvre la tutelle).

Seulement, cette théorie ne tient pas suffisamment compte du texte de l'article 142. « Six mois après la disparition du père, dit-il, si la mère était décédée lors de cette disparition, ou si elle vient à décéder *avant que cette absence ait été déclarée*, la surveillance sera déférée par le conseil de famille, etc. ». Comment expliquer les mots « avant que cette absence ait été déclarée », sinon par ce fait que, si l'absence avait déjà été déclarée, la tutelle aurait été déjà ouverte ? Les mesures prises par l'article 141, et par consé-

(1) Planiol, t. I, n. 1760 ; Laurent, t. II, n. 219 s.

quent l'exercice de l'administration légale qui avait été confiée à la mère à la disparition du père, doivent cesser au moment de la déclaration d'absence.

Cette conception, adoptée par la plupart des auteurs (1), est sans doute peu conforme aux principes généraux de notre droit, car le mariage n'est pas dissous, et la loi n'envisage la possession provisoire que comme un dépôt. Mais, d'autre part, une fois l'absence déclarée, on traite l'absent, provisoirement tout au moins, comme s'il était mort. A ce sujet, il y avait à redouter des conflits entre l'époux présent et les enfants à propos du partage des biens de l'absent et de la liquidation de la communauté : aussi certains auteurs (2) ne font ouvrir la tutelle qu'au cas où l'époux a consenti à l'envoi en possession provisoire en optant pour la dissolution de la communauté (art. 124 du Code Civil) ; mais, s'il a opté pour le maintien de la communauté, l'administration légale continuera. Seulement, le texte de l'article 142 est précis et ne permet pas de distinguer suivant que la femme a opté, en vertu de l'article 124, pour la continuation ou pour la dissolution de la communauté ; il parle de déclaration d'absence, sans plus.

Nous déciderons donc, afin de tenir compte des termes mêmes de l'article 142, que la mère ne conservera l'administration légale que pendant la période de présomption d'absence de son mari, et que l'administration légale disparaîtra, de façon absolue, pour faire place à la tutelle, dès que l'absence sera déclarée.

Section II. — Reddition de comptes.

L'administrateur légal doit rendre compte de sa gestion lorsque ses fonctions prennent fin. C'est un principe à peu

(1) Aubry et Rau, t. II, § 160, n. 18.

(2) Duranton, t. I, p. 517 s.

près universellement admis, et il n'est guère que le Code Civil suisse de 1907 qui décide qu'il n'aura, « dans la règle, ni comptes à rendre, ni sûretés à fournir » (art. 290), et le droit musulman, qui fait du père un administrateur irresponsable de sa gestion (1).

Mais, partout ailleurs, il est comptable de sa gestion au même titre que tout administrateur. Ce n'est pas à dire pourtant que les législations étrangères lui imposent expressément ce devoir. Ainsi, les Codes Civils allemand, italien, espagnol, autrichien, etc., sont muets, mais, du moment que le père administre les biens de ses enfants en qualité seulement de mandataire, il est nécessairement comptable envers ceux qui en sont légitimes propriétaires (2).

Quoi qu'il en soit, l'ancien article 389 du Code Civil français imposait déjà au père l'obligation de rendre ses comptes, et la loi du 6 avril 1910 a maintenu l'ancienne disposition dans ses termes mêmes (art. 389, al. 10). (3) Il y aura lieu à reddition de comptes non seulement lorsque l'administration légale aura cessé de façon absolue, mais aussi toutes les fois que l'administrateur légal cessera ses fonctions pour être remplacé par une autre personne. Il devra rendre compte de la propriété et des revenus pour les biens dont il n'a pas la jouissance ; il ne devra compte que de la propriété pour les biens dont il a la jouissance, les revenus lui appartenant définitivement en vertu de son droit d'usufruit légal.

Le père étant comptable est responsable de sa gestion ; à ce propos, l'article 389, al. 5, déclare qu'il « doit admi-

(1) Cf. Henri Joly, *thèse*, p. 127.

(2) L'avant-projet du Code Civil allemand (art. 1503) renvoyait à l'article 1700, qui oblige le tuteur à rendre des comptes au pupille. Ce renvoi ayant paru sans doute inutile, a disparu du texte définitif. — Le Code Civil portugais exige des comptes tous les quatre ans (art. 152).

(3) L'article 389, al. 11, déclare applicable à notre matière l'article 469 du Code Civil. Ce renvoi était inutile, car il fait double emploi avec l'article 389 al. 10.

nistrer en bon père de famille et est responsable de son administration dans les termes du droit commun ». M. Capitain (1) relève à juste titre une contradiction entre la fin et le début de la formule employée par le législateur. En effet, s'il faut appliquer les règles du droit commun, comme le demande la loi, pour déterminer la responsabilité de l'administrateur légal, on doit le considérer comme un mandataire non salarié, et le faire bénéficier, en cette qualité, d'une atténuation de responsabilité (2). Pour apprécier sa conduite, il faudrait donc se baser sur la diligence qu'il apporte dans la gestion de ses affaires personnelles, et être d'autant moins sévère que sa fonction est toute gratuite. Mais d'autre part, et là est la contradiction, la loi exige qu'il se conduise en bon père de famille, ce qui signifie que l'administrateur légal doit montrer plus de diligence qu'un mandataire ordinaire, qu'il sera, par suite, responsable de toute faute par lui commise, même de sa faute légère, et qu'il devra réparation du préjudice causé au mineur parce qu'il aura mal géré, négligé de gérer, ou excédé ses pouvoirs. Il était inutile de parler ici des « termes du droit commun » ; on s'accorde à lui imposer la responsabilité du « bon père de famille ».

Le compte est rendu par l'administrateur qui cesse ses fonctions, ou par ses héritiers s'il est décédé, ou par son tuteur s'il est interdit, etc. Il est rendu au propriétaire, c'est-à-dire à l'enfant, qui le recevra seul s'il est majeur, ou avec l'assistance de son curateur s'il est émancipé (argt. art. 480), ou bien aux héritiers de l'enfant s'il est décédé, ou bien à son nouvel administrateur légal si l'administration ne fait que changer de titulaire, ou enfin à son tuteur si la tutelle doit s'ouvrir.

Le compte sera rendu aux dépens de l'enfant, mais l'ad-

(1) *Rev. trim. de Droit Civil*, n° 42, 1910.

(2) Art. 1374, 2^e al., et 1992, 2^e al., du Code Civil.

administrateur légal en avancera les frais ; nous pensons toutefois qu'il sera rendu aux frais de l'administrateur lui-même lorsque la reddition de comptes est rendue nécessaire par des fautes qui ont fait prononcer sa déchéance (art. 471, al. 1^{er}, argt. *a contrario* ; et art. 389, al. 11). En vertu du même article 471, il aura droit au remboursement de toutes les dépenses qui seront suffisamment justifiées et dont l'objet sera utile. Parmi ces dépenses, on ne saurait porter aucune rémunération pour l'administration, les fonctions d'administrateur légal étant essentiellement gratuites. De plus, le père ayant la jouissance légale des biens de l'enfant jusqu'à l'âge de 18 ans ou jusqu'à l'émancipation de celui-ci, il ne peut rentrer dans le compte aucune dépense pour l'entretien et l'éducation de l'enfant pour toute la durée de la jouissance légale.

Outre l'article 471, l'article 389, alinéa 11, a encore étendu à l'administrateur légal, en ce qui concerne le compte à rendre, un certain nombre d'articles écrits pour le tuteur afin de donner à l'enfant toute garantie contre l'administrateur pressé d'obtenir une décharge hâtive, mettant fin pour lui à toute responsabilité. Avant la loi du 6 avril 1910, il y avait à ce sujet de nombreuses discussions, que cette loi a heureusement tranchées.

Pourtant, on s'accordait à écarter l'article 470 qui exige dans certains cas la remise par le tuteur au subrogé-tuteur d'états de gestion périodiques ; cet article ne s'appliquant pas aux père et mère tuteurs, ne devait pas s'appliquer non plus à l'administrateur légal. La situation est la même aujourd'hui, l'article 389, alinéa 11, ne le citant pas dans son énumération.

Il en était de même, dans l'opinion générale, de l'article 472, relatif à « tout traité qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur », traité qui « sera nul s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives, le tout constaté par

un récépissé de l'oyant compte, dix jours au moins avant le traité ». On écartait généralement ces dispositions de l'administration légale à cause de leur caractère exceptionnel et de la défiance qu'elles marquent envers le tuteur (1). Pourtant, l'article 389, alinéa 11, a cru devoir appliquer purement et simplement l'article 472 à l'administration légale, afin de ne pas priver le mineur d'une garantie efficace. Il pourra examiner le compte tout à loisir ou le faire examiner par quelqu'un qui sera plus compétent que lui. Seulement, cet article, s'interprétant restrictivement, ne s'appliquera qu'au cas où l'administration légale aura pris fin par la majorité de l'enfant.

La loi du 6 avril 1910 étend aussi à notre matière l'article 473, qu'on considérait déjà (2), d'ailleurs, comme une application du droit commun. Le compte, qui est rendu, en principe, à l'amiable, devra, s'il y a des contestations, se faire en justice ; elles seront poursuivies et jugées comme les autres contestations en matière civile.

L'article 474 du Code Civil était généralement écarté de l'administration légale (3). On décidait, quant aux sommes que pouvait devoir l'administrateur légal à la fin de sa gestion, qu'elles devaient porter intérêt seulement du jour de la demande en justice, conformément au droit commun (art. 1153, § 3, et art. 1996 C. Civ.), et non pas du jour de la clôture du compte, comme en matière de tutelle. D'autre part, on décidait que le père avait droit à l'intérêt des avances par lui faites à son fils du jour de la reddition de comptes, date de la constatation de ces avances (art. 2001 C. Civ.), et non pas seulement, comme en matière de tutelle, du jour de la sommation de payer par lui adressée à son fils.

(1) Laurent, t. VI, n. 318. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 190. — Cass. 30 janvier 1863, S. 66, 1, 201. — Agen, 17 mars 1854, S. 54, 2, 247.

(2) Aubry et Rau, t. I, § 123, n. 48, 49 et 50.

(3) Laurent, t. IV, n. 315. — Demolombe, t. VI, p. 342. — Aubry et Rau, t. I, § 123, n. 48. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 192.

Il n'en est plus ainsi depuis la loi du 6 avril 1910 : l'article 474 s'applique à l'administrateur légal (art. 389, al. 11). Par suite, l'administrateur légal devra les intérêts du jour de la clôture du compte, sans mise en demeure, s'il est débiteur du mineur; lorsqu'il sera créancier du mineur, celui-ci ne lui devra les intérêts que du jour de la sommation de payer qui aura suivi la clôture du compte.

Reste l'article 475 du Code Civil, qui organise une prescription spéciale de dix ans pour les actions du mineur contre son tuteur relativement aux faits de la tutelle. Avant 1910, on décidait généralement que la prescription applicable aux actions nées de l'administration légale des biens du mineur était la prescription trentenaire (1). Si la durée de la prescription est abrégée en faveur du tuteur, c'est, disait-on, à cause des charges onéreuses que la tutelle impose, et de la condition rigoureuse à laquelle le tuteur est soumis sous tous les rapports. Ces charges sont beaucoup moins lourdes pour l'administrateur légal qui jouit de beaucoup plus de liberté et ne voit pas ses biens grevés d'une hypothèque légale. De plus, le respect que l'enfant doit montrer envers ses père et mère ne lui ôtera-t-il pas l'énergie nécessaire pour entrer en lutte avec eux? Il faut donc que son action en reddition de comptes contre eux et toutes actions nées de l'administration légale ne se prescrivent que par 30 ans.

Cependant, quelques auteurs étaient d'avis qu'il fallait plutôt appliquer la prescription de dix ans, les uns parce qu'ils pensaient que le père doit être traité au moins aussi favorablement que le tuteur, les autres parce qu'ils considéraient l'administration légale comme une sorte de tutelle (1). La loi du 6 avril 1910 a adopté cette seconde opinion, en étendant l'article 475 à notre matière (art. 389,

(1) Laurent, t. IV, n. 319. — Demolombe, t. VI, p. 454. — Baudry-Lacantinerie, t. IV, n. 191. — Aubry et Rau, t. I, § 123, p. 787, etc.

al. 11) et a mis fin aux controverses. Mais rien ne permet de penser que le législateur ait voulu voir, comme M. Bartin, dans l'administration légale une véritable tutelle et qu'il ait été guidé par d'autres motifs que l'analogie des situations. Les actions de l'enfant contre l'administrateur légal, relativement aux faits de gestion, se prescriront, quoi qu'il en soit, par dix ans, à dater de sa majorité.

(1) Rapport de M. Bartin, *Bull. de la Soc. d'Et. Lég.*, 1906.

APPENDICE

I. — L'administration légale en droit international privé.

Nous devons envisager deux hypothèses :

1° *Le père et l'enfant ont la même nationalité.* — Les lois qui régissent la puissance paternelle, dont l'administration légale est un attribut, ont pour objet principal et prédominant de régler l'état des personnes et leur capacité, et d'assurer la protection des mineurs ; elles relèvent dès lors du statut personnel, et ne perdent point ce caractère, alors même qu'elles influent indirectement sur la transmission des biens. Le père et l'enfant resteront donc soumis à leur loi nationale, quel que soit le pays où ils vivent, alors même qu'il s'agirait de la transmission d'immeubles situés en d'autres pays que leur pays d'origine (1).

2° *Le père et l'enfant n'ont pas la même nationalité.* — Il en sera ainsi, par exemple, dans l'hypothèse prévue par l'article 8, 3°, du Code Civil, ou au cas de naturalisation du père seul. Quelle est en ce cas celle des deux lois personnelles qui régira l'administration légale ? Cette question est

(1) Demolombe, t. I, n° 88. — Weiss, *Dr. int. pr.* p. 76. — Paris, 10 juillet 1855, S. 55, 2, 677. — Paris, 5 août 1908, S. et Pand. 1908, 2. 280. — Cass. 10 novembre 1896, S. 1900, 1, 516 ; Pand. 98, 5, 11.

fort importante, puisque les législations des deux pays peuvent être fort différentes ; elle est de plus, vivement controversée.

Les uns admettent que le statut personnel des père et mère doit être préféré à celui de l'enfant (1). Les autres pensent au contraire que c'est le statut national de l'enfant qu'il faudra appliquer en cas de conflit de lois (2) ; l'opinion adverse permettrait au père de changer la situation de l'enfant en se faisant naturaliser dans un pays dont la législation lui attribue des pouvoirs exorbitants.

A notre avis, il vaut mieux adopter la seconde opinion, car l'administration légale, comme tous les attributs de la puissance paternelle, est établie dans l'intérêt de l'enfant et basée sur les mêmes motifs que les mesures de protection édictées par la loi en faveur des incapables. De plus, la convention de la Haye du 12 juin 1902 (3) tranche la controverse pour la tutelle en disant que la tutelle est réglée par la loi nationale de l'enfant. Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'administration légale, destinée elle aussi à protéger des incapables ?

II. — Application de la loi du 6 avril 1910 aux colonies.

L'article 389 § 8 étend à l'administrateur légal l'article 11 de la loi du 27 février 1880, d'après lequel cette loi est applicable à l'Algérie, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion. Il en résulte donc, et c'est là l'opinion notam-

(1) Bourges, 4 août 1874, S. 75, 2, 69. — Trib. Seine, 5 avril 1884, J. de dr. int. privé, 1884, p. 521.

(2) Laurent, t. VI, p. 43. — Weiss, t. IV, p. 156. — Despagne, *Précis*, p. 547. — Huc, t. V, n. 252.

(3) *Journal Officiel*, 1904, p. 3703 (Décret du 17 juin 1904, promulguant cette convention).

ment de M. Capitant, dans une étude que nous avons maintes fois citée (1), que la loi du 6 avril 1910 n'est pas, dans son ensemble, applicable de plein droit dans les colonies ; seules, les dispositions relatives aux valeurs mobilières s'imposent à l'administrateur légal dans ces pays. Pour leur rendre applicable l'ensemble du nouvel article 389, il faudra une promulgation spéciale, qu'aucun motif ne saurait retarder.

La situation est en somme assez compliquée. Il faut l'envisager séparément pour l'Algérie, pour les trois « vieilles colonies » de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et pour les autres colonies. Quant aux protectorats, la question ne se pose pas, les indigènes conservant leur législation nationale.

1° Algérie. — En Algérie, les lois françaises antérieures à l'ordonnance du 22 juillet 1834, c'est-à-dire antérieures à l'annexion, sont obligatoires. Quant aux lois postérieures, leur autorité est subordonnée, conformément au principe général, à la condition d'une promulgation spéciale ; mais il en est autrement quand il s'agit de lois simplement modificatives d'un texte déjà en vigueur (2). Tel est bien le cas du Code Civil, certainement exécutoire en Algérie : les modifications introduites dans l'article 389 par la loi du 6 avril 1910, y deviennent exécutoires de plein droit et sans promulgation spéciale.

2° Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. — Pour ces colonies, le principe de la promulgation spéciale est absolu : aucune loi, quelle que soit sa date, qu'elle soit absolument nouvelle ou purement modificative d'un régime qui leur est antérieurement appliqué, n'est applicable qu'en vertu d'un décret du chef de l'État,

(1) *Rev. trim. de dr. civ.* 1910, la loi du 8 avril 1910, n. 44.

(2) Cf. la note de M. Appert dans S. 93. 1, 273. — Cass. 4 août 1881, S. 81, 1, 437.

rendu en Conseil d'État, et d'un arrêté du Gouverneur de la colonie (1). Pourtant, cette règle ne s'appliquera pas à l'aliénation des meubles incorporels et à la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, en raison du visa, dans l'article 389 § 8, de l'article 11 de la loi du 27 février 1880 qui étend cette loi aux trois anciennes colonies ; pour cette matière il ne sera pas besoin d'un nouveau décret.

3° *Autres colonies.* — Pour les autres colonies, il faut aussi un décret spécial rendant applicable la loi nouvelle à ces colonies, mais ce décret peut être rendu en dehors du Conseil d'Etat. (sénatusc. du 3 mai 1854, art. 18).

(1) Sénatusc. du 3 mai 1854, article 3. — Voir la note de M. Sarrut, D. 96, 1, 564. — Voir aussi D, 1911, 4, 2.

CONCLUSION

Nous avons passé en revue toutes les dispositions de l'article 389 du Code Civil concernant l'organisation et la réglementation de l'administration légale, dispositions qui sont l'œuvre, pour le plus grand nombre, de la loi du 6 avril 1910. Cette loi se rattache au mouvement considérable qui s'est produit depuis un demi-siècle pour la protection de l'enfance ; c'est en effet dans un but de protection et pour la sauvegarde des intérêts pécuniaires des mineurs qu'elle a voulu organiser l'administration légale, déterminer les pouvoirs et les obligations de l'administrateur, et qu'elle a essayé de lever les doutes ou de solutionner les innombrables difficultés qu'avait fait naître dans la pratique le laconisme de l'ancien article 389 du Code Civil. L'intervention législative, dont nous avons montré la nécessité en cette matière, ne s'est ainsi produite que fort tard. Aurait-elle pour cela atteint en fait le but qu'elle poursuivait ?

La réponse à cette question est, à l'heure actuelle, fort difficile : la loi du 6 avril 1910 est trop récente pour que l'on puisse porter sur elle un jugement décisif, qui ne saurait être juste que lorsqu'elle aura subi le contact de la vie pratique. Pourtant, on peut reconnaître dès à présent que l'œuvre du législateur de 1910 ne laisse pas de susciter certaines critiques.

Il ne faut pas, sous le prétexte de mieux garantir les intérêts du mineur contre une mauvaise administration possible de son père, l'accabler sous une multitude de for-

malités ou de précautions qui ne manqueront pas d'entraîner pour lui des frais et des lenteurs considérables, susceptibles de compromettre ses intérêts au lieu de les garantir davantage. C'est ainsi que nous avons fait remarquer au passage combien il pouvait être désastreux pour le mineur d'imposer à l'administrateur légal les formalités dispendieuses du partage en justice et de la vente publique des immeubles.

Cette abondance de précautions et de formalités, de nature à léser les intérêts matériels de l'enfant sans lui apporter en fait des garanties supplémentaires, n'est pas le seul reproche qu'il faille faire à la réglementation nouvelle de l'administration légale : la forme dans laquelle elle est accomplie, qui donne à l'article 389 un développement illimité et rend les citations difficiles et peu claires, — le défaut de publicité du jugement prononçant la déchéance de l'administrateur légal, — l'indétermination des pouvoirs du tiers administrateur des biens donnés ou légués à l'enfant, quand l'auteur de la libéralité n'a pas fixé lui-même ses pouvoirs, — la nécessité de l'intervention du tribunal entier dans des cas où il suffisait de la présence d'un seul de ses membres, etc., voilà autant de lacunes, d'imprécisions, ou d'inutiles précautions que l'on ne manquera pas de critiquer.

Et que dire du silence gardé par le législateur sur le caractère juridique de l'administration légale ? C'était, semble-t-il, la première question à résoudre, autour de laquelle toutes les autres pouvaient se grouper. S'il avait proclamé expressément le rattachement de l'administration légale à l'autorité paternelle, le législateur n'aurait plus eu ensuite qu'à déterminer la liste des actes exigeant l'emploi de telle ou telle forme spéciale ; et tous les problèmes soulevés autour de notre sujet auraient été résolus facilement grâce au principe directeur une fois formulé.

Au lieu de cela, la loi du 6 avril 1910 a procédé par

voie de comparaison avec les prescriptions posées en matière de tutelle, et, pour la plupart de ses prescriptions, a assimilé le père à un tuteur, réserve faite pour l'absence de subrogé-tuteur et de conseil de famille. Et pourtant, tout le monde admet aujourd'hui que notre législation actuelle de la tutelle est extrêmement imparfaite, soit à cause des formalités et des frais qu'entraînent la réunion d'un conseil de famille et la passation des actes graves par le tuteur, soit à cause de l'insuffisance et de l'inefficacité des sanctions légales lorsque le tuteur ne se conforme pas aux prescriptions qui lui sont faites.

L'insuffisance des sanctions constitue en effet, à notre avis, la critique la plus grave qu'on puisse formuler contre l'œuvre du législateur en matière d'administration légale, aussi bien que s'il s'agissait de tutelle. Nous avons vu déjà que le législateur de 1910 ne s'était pas fait beaucoup d'illusion sur le caractère obligatoire de ses prescriptions. Seules seront observées, semble-t-il, celles qui imposent des formalités ou des obligations important à la sécurité des tiers : ceux-ci se refuseront à traiter avec l'administrateur légal s'il ne justifie pas de leur accomplissement, pour ne pas s'exposer à voir annuler plus tard, à la requête du mineur ou de ses représentants, l'acte auquel ils ont consenti. Ainsi, l'agent de change refusera de procéder à l'aliénation de valeurs mobilières d'un montant supérieur à 1,500 francs, si le père ne justifie pas de l'autorisation du tribunal ; ainsi, un acheteur refusera de traiter avec le père qui veut vendre à l'amiable un immeuble du mineur, etc.

Et encore, l'intervention du tribunal et maintes autres formalités ne pourront-elles pas être parfois évitées au moyen d'un de ces détours dont la pratique toujours ingénieuse sait trouver le secret ? S'agit-il d'aliéner un immeuble du mineur ? L'acheteur qui traite à l'amiable avec l'administrateur légal aura à peu près toute sécurité s'il prend la précaution d'exiger de ce dernier qu'il se porte fort que l'en-

fant, à sa majorité, confirmera l'acte annulable, le tout avec une stipulation de dommages-intérêts à son profit. Il sera encore plus simple de tourner la loi pour l'aliénation des meubles incorporels du mineur : le père n'aura qu'à procéder à la vente graduellement, en réalisant les numéros des titres les uns après les autres.

Quant aux autres obligations de l'administrateur légal qui n'intéressent pas directement certains tiers, comme la conversion des titres au porteur en titres nominatifs et l'emploi des capitaux, il n'y a rien, ou presque rien, qui contraigne le père à se plier à la réglementation légale. Sans doute, nous avons admis qu'alors le tribunal pourrait prononcer la déchéance du père de son droit d'administration, mais qui va saisir le tribunal ? La loi répond bien : celui des père et mère qui n'est pas investi de ce droit, un parent ou allié de l'enfant, ou le ministère public ; mais, vraiment, il est permis de se montrer sceptique sur l'action en déchéance intentée par un parent contre le père ou la mère administrateur légal.

Quand il s'agit de tutelle, c'est un fait universellement reconnu que les membres du conseil de famille sont généralement peu zélés dans l'accomplissement de leurs fonctions, même quand les deux branches qui le composent ne sont pas irrémédiablement divisées. Il n'est, la plupart du temps, convoqué que sur la demande d'un de ses membres, qui prend lui-même l'initiative des critiques à adresser au tuteur. Mais, très souvent, le parent s'abstient d'agir, afin de ne pas éveiller contre lui les récriminations et l'hostilité du tuteur ; et même, s'il agit, ce seront alors les autres membres du conseil de famille, dit M. Gastambide (1), qui, « importunés d'être troublés dans leur quiétude, tenteront de se dérober, ou, s'il s'agit de la protection de l'enfant, le menaceront de lui en transmettre la charge, s'il ne tait pas ses

(1) Gastambide, *thèse*, p. 286.

griefs ». Et le tuteur reste libre d'agir à sa guise. Reste le juge de paix, qui pourrait facilement être renseigné, mais qui, en fait, n'intervient que fort rarement.

Aussi, un grand nombre de tutelles, surtout si l'enfant n'a pas ou n'a que peu de biens, ne sont pas organisées du tout ou fonctionnent très irrégulièrement. L'enquête entreprise en 1872, à la demande de M. Dufaure, ministre de la justice, par les procureurs généraux sur le fonctionnement des tutelles en France, montra qu'il y avait à cette époque 212,784 tutelles irrégulières, dont la plus grande partie dans le Nord et le Midi. C'est même le fonctionnement des tutelles légales qui était le plus défectueux : à la mort de l'un des parents, le survivant gère les biens des enfants, s'ils en ont, sans réunir de conseil de famille ni prévenir le juge de paix ; ou bien, si la tutelle a été organisée, le conseil de famille n'est plus convoqué par la suite, et le tuteur n'est, ni dans un cas, ni dans l'autre, soumis à aucun contrôle (1).

S'il en est ainsi lorsqu'il y a un conseil de famille chargé de surveiller le tuteur, n'en sera-t-il pas de même, à plus forte raison, au cas où le conseil de famille n'existe pas, au cas où les père et mère sont encore vivants ? Peut-on sérieusement compter sur des collatéraux pour réclamer la déchéance du père, peut-on croire qu'ils se réveilleront de leur indifférence pour s'exposer à l'inimitié de celui-ci ? Et seront-ils toujours assez bien renseignés pour ne pas intervenir à tort ? Quant à l'intervention du ministère public, défenseur naturel des intérêts des incapables, il ne faut guère y compter davantage : à moins d'un scandale retentissant, comment connaîtra-t-il les enfants dont la situation peut exiger son intervention ? Aussi est-il grandement à redouter que la plupart du temps les prescriptions du législa-

(1) *J. Off.*, 1879, p. 3094. — Rapport de M. Jules Favre, *Journal Officiel*, 1897, p. 3905. — Gastambide, *thèse*, p. 287 s.

teur ne demeurent lettre morte. La seule garantie effective du mineur consistera dans la responsabilité de l'administrateur légal, qui sera souvent efficace, car ce n'est que dans des cas relativement rares que le père sera privé de toute ressource et n'offrira ainsi aucune surface.

Pourtant, il ne paraît pas impossible de rendre en fait obligatoires les prescriptions légales. Puisqu'on a établi pour la protection des intérêts pécuniaires de l'enfant placé sous l'administration légale de son père, un système calqué sur les règles qui fonctionnent en matière de tutelle, une réforme de l'ensemble de notre législation tutélaire pourrait entraîner en matière même d'administration légale d'heureuses conséquences. Si l'on confiait la surveillance des tuteurs, comme en Allemagne, à un juge unique, spécialement chargé de ce soin ; si l'on permettait à ce juge, en tout temps, de donner au tuteur des conseils, de lui demander des explications sur l'état des affaires de l'incapable et d'user envers lui de contraintes au moyen d'amendes ; et si l'on soumettait l'administrateur légal au même contrôle et à la même intervention, tout en lui laissant, en sa qualité de père ou mère, une certaine latitude, il est probable qu'une semblable réforme permettrait d'assurer une plus exacte observation des prescriptions de la loi.

Mais le législateur français est actuellement trop absorbé par les préoccupations politiques ou sociales du temps présent pour mettre sur le chantier une pareille réforme qui bouleverserait toute une partie de notre législation civile. Il s'écoulera sans doute beaucoup de temps encore avant qu'elle puisse être entreprise sérieusement et menée à bonne fin.

Nous n'avons pas ménagé nos critiques à l'œuvre du législateur de 1910, mais les reproches que nous lui avons adressés ne doivent pas nous faire oublier les avantages de la loi nouvelle. S'il est difficile de prédire dès à présent quelle sera

la force obligatoire effective de la loi du 6 avril 1910 et quel compte on tiendra en pratique des obligations qu'elle impose, si elle renferme des lacunes ou des imprécisions, il ne faut pas perdre de vue qu'elle aura heureusement mis fin aux innombrables controverses que soulevait le laconisme du Code Civil en matière d'administration légale. Elle a eue le mérite d'organiser et de réglementer avec précision et dans son ensemble cette institution, en se rapprochant beaucoup, à tort ou à raison, des règles de la tutelle, mais en adoptant en général des solutions fort satisfaisantes. Mais surtout, elle a eu le mérite de faire sortir notre législation, sur ce point, d'un véritable chaos ; désormais, nous aurons des dispositions précises là où jadis régnaient le doute et l'incertitude, et cela seul, à notre avis, constitue déjà par rapport à l'état de choses antérieur un indéniable progrès.

Vu :

Lyon, le 21 novembre 1911.

Le Président de la thèse,
L. JOSSERAND.

Vu :

Lyon, le 21 novembre 1911.

Pour le Doyen,

• *L'assesseur,*

L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer.

Lyon, le 23 novembre 1911.

Le Recteur de l'Académie de Lyon,
JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

DES PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

TraitéS généraux de droit civil.

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, 5^e éd., t. I.
BAUDRY-LACANTINERIE et CHÉNEAUX. — *Des personnes*, 2^e éd., t. IV.
BEUDANT. — *Cours de droit civil français. État et Capacité des personnes*, t. II.
CHARDON. — *Traité des trois puissances*, t. II (Paris, 1842).
DELVINCOURT. — *Cours de Code civil* (1834).
DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — *Cours analytique du Code Napoléon* (1853).
DEMOLOMBE. — *Cours de Code civil*, t. VI.
DURANTON. — *Cours de droit français suivant le Code civil*, t. III.
FRÉMINVILLE (DE). — *Traité de la minorité et de la tutelle*.
HUC. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. III.
LAURENT. — *Avant-projet de revision du Code civil belge* (1883). — *Principes de droit civil français*, t. IV.
MAGNIN. — *Traité des minorités et des tutelles*.
MARCADÉ. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, t. II.
PLANIOL. — *Précis de Droit civil*, t. I.
PROUDHON. — *Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation*, t. I.

TAULIER. — *Théorie raisonnée du Code civil* (1842).

TOULLIER (et DUVERGIER). — *Droit civil français, suivant l'ordre du Code*.

VIGIÉ. — *Cours élémentaire de droit civil*, t. I.

ZACHARIE (MASSÉ et VERGER sur). — *Le droit civil français*, t. I.

Droit ancien.

ACCARIAS. — *Précis de droit romain*, t. I.

BEAUMANOIR. — *Coutumes de Beauvoisis* (édit. Beugnot).

BERNARD (Paul). — *Histoire de l'autorité paternelle*.

BOUTELLIER. — *Somme rurale* (Paris, 1603).

BRODEAU. — *Commentaire sur la coutume de Paris* (Paris, 1669).

BRUGELLES. — *Le droit écrit sous la monarchie absolue (puissance paternelle)*. — Thèse, Bordeaux, 1903.

BUIÏ (Georges). — *Du caractère juridique de la puissance paternelle dans le droit de la France*. — Thèse, Lyon, 1896.

COQUILLE (Guy). — *Œuvres*. (Paris, Guignard, 1666)
Corpus juris civilis.

FERRIÈRE. — *Commentaire de la coutume de Paris*, t. IV (Paris, 1714). *Dictionnaire de droit et de pratique*, V° Administrateur (1762).

GIRARD. — *Manuel de droit romain*.

GLASSON. — *Histoire du droit et des institutions de la France*.

LAFFERRIÈRE. — *Histoire du droit civil de Rome et du droit français* (1848).

LOISEL (E. DE LAURIÈRE sur). — *Institutes coutumières* (Paris, 1745).

MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence* (V° : puissance paternelle).

PLESSIS DE GRENÉDAN (DU). — *Histoire de l'autorité paternelle dans l'ancien droit français*. — Thèse, Paris, 1900.

POTHIER. — *Œuvres* annotées par Bugner.

Thèses sur l'administration légale, par MM. :

BONNANS, Paris, 1898 — BROCQUA, Toulouse, 1904. — BUGEAU, Paris, 1886. — FEBVRE, Paris, 1875. — GOLDSMITH (Paul), Paris, 1898. — GUILHARD-MESNARD, Poitiers, 1890. — PICHOT DE CHAMPFLEURY, Rennes, 1901. — PRIVAT, Montpellier, 1904. — ROCCA-SERRA, Paris, 1906. — ROTURIER, Bordeaux, 1905, etc.

Périodiques, Jurisprudence et Travaux préparatoires.

BERTIN. — *Chambre du Conseil*, t. I, n. 610 s.
Bulletin de la Société d'Études législatives (1906).
DALLOZ. — *Périodique*. — *Répertoire et Supplément*. — *Code civil annoté*.
Le Droit (journal), (1868, art. de M. Bertin, etc.).
FAVARD DE LANGLADE. — *Répertoire*.
FENET. — *Travaux préparatoires du Code civil*.
FUZIER-HERMAN, — *Répertoire*. — *Code civil annoté*.
Gazette du Palais.
Gazette des Tribunaux (1886, etc.).
Journal des Notaires et des Avocats.
Journal du Notariat. — 1870, art. de M. Lefebvre, etc.
Journal Officiel de la République française.
LOCRE. — *Législation civile, commerciale et criminelle*.
Moniteur Judiciaire de Lyon.
Pandectes françaises. — *Répertoire*. — *Recueil de jurisprudence*.
Répertoire général du Notariat, de Defrénois.
Revue critique. — 1875, art. de M. Seligman. — 1879, art. de M. Lespinasse. — 1882, art. de M. Pascaud, etc.
Revue de Droit français et étranger. — 1844, art. de M. Aubry.
Revue générale de Droit. — 1898, art. de M. Thomas, etc.
Revue trimestrielle de droit civil. — 1902, art. de M. Wagner.
SIREY. — *Recueil des lois et arrêts*. — *Code civil annoté*.

Législation comparée.

Codes étrangers (collection des principaux).

Bulletin de la Société de Législation comparée (1909-1910).

CHAVEGRIN. — *De la protection de la fortune mobilière des mineurs en droit comparé*, Thèse, Paris, 1907.

GASTAMBIDE. — *L'enfant devant la famille et l'État* (droit français, allemand et italien). Thèse, Paris, 1902.

JOLY. — *De l'Esprit du droit familial dans l'Islamisme*. Thèse, Dijon, 1902.

LEHR. — *Éléments de droit civil anglais*, 2^e éd. 1906 ; — *germanique*, — *espagnol*, — *russe*, — *scandinave*, etc.

Revue de droit international et de législation comparée, 1872, 1874, etc.

SAINT-JOSEPH (A. DE). — *Concordance entre les Codes civils étrangers et le Code Napoléon*.

VIGUERIE. — *L'administration légale en droit allemand*. Thèse, Paris, 1910.

Ouvrages divers.

BUCHÈRE. — *Commentaire de la loi du 27 février 1880*.

COULET. — *Commentaire et Explication pratique de la loi du 27 février 1880*.

COULON. — *Le Divorce et la Séparation de corps*.

FONVIEILLE. — *Effets du divorce sur la situation respective des époux et des enfants*.

GARSONNET et CÉZAR-BRU. — *Traité de procédure*.

LAMBERT. — *La Stipulation pour autrui*. — Thèse, Paris, 1893.

LEFORT. — *Traité de l'assurance-vie*.

MÉLINE (Jean). — *Puissance paternelle des père et mère naturels*. — Thèse, Grenoble, 1906.

Études ou Commentaires de la loi du 6 avril 1910.

CAPITANT, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1910.

MOREAU (H. C.). — *Bulletin Commentaire des Lois nouvelles et Décrets*, avril 1910.

JAVON. — *Journal du Notariat*, 1910, n° 22.

CLUZEL. — *Lois Nouvelles*, 1910.

Journal des Notaires, 1910, p. 321.

Répertoire général du Notariat, de Defrénois, 1910.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I^{er}. — Origines et développement historiques de l'administration légale.....	7
SECTION I. — <i>Le Droit romain.....</i>	<i>7</i>
§ 1 ^{er} . — Droit romain ancien.....	7
§ 2 ^e . — Les pécules.....	9
§ 3 ^e . — Les biens adventices.....	12
Droits du père sur les biens adventices (p. 14). —	
Droits du fils sur les biens adventices (p. 17). —	
Biens adventices extraordinaires (p. 18).	
SECTION II. — <i>La Gaule avant la conquête romaine</i>	<i>20</i>
SECTION III. — <i>Les Germains avant les invasions</i>	<i>21</i>
SECTION IV. — <i>Ancien droit de la France.....</i>	<i>23</i>
§ 1 ^{er} . — Pays de droit écrit.....	23
§ 2 ^e . — Pays de droit coutumier.....	26
Les sociétés taisibles et le patrimoine de l'enfant (p. 26). — Du sens de la maxime : « puissance paternelle n'a lieu. » (p. 28). — De la légitime administration (p. 29). — Pouvoir du père légitime administrateur (p. 31).	
SECTION V. — <i>La période intermédiaire.....</i>	<i>33</i>
SECTION VI. — <i>Le Code civil</i>	<i>35</i>
SECTION VII. — <i>Les tentatives de réforme et la loi du 6 avril 1910</i>	<i>40</i>
§ 1 ^{er} . — Tentatives de réforme antérieures à la loi du 6 avril 1910.....	40
§ 2 ^e . — La loi du 6 avril 1910.....	44
Texte (p. 48).	

Chap. II. — Dans quel cas il y a administration légale....	50
SECTION I. — <i>L'enfant doit avoir des biens personnels.....</i>	51
SECTION II. — <i>L'enfant doit être mineur et non émancipé.</i>	53
SECTION III. — <i>Il faut que les deux parents soient vivants.</i>	54
SECTION IV. — <i>Il faut que l'enfant soit né de l'union légitime de ses père et mère.....</i>	55
§ 1 ^{er} . — Régime des biens des enfants naturels.....	56
§ 2 ^e . — L'administration légale existe-t-elle après le divorce ?.....	60
Chap. III. — Nature juridique de l'administration légale..	56
SECTION I. — <i>Intérêt pratique de la question.....</i>	65
SECTION II. — <i>Exposé et solution de la controverse : l'administration légale est un attribut de la puissance paternelle.....</i>	66
SECTION III. — <i>Inconséquence du législateur français qui fait cesser l'administration légale à la mort de l'un des parents, bien que le survivant exerce encore la puissance paternelle.....</i>	71
Chap. IV. — Qui exerce l'administration légale.....	75
SECTION I. — <i>Le père.....</i>	75
SECTION II. — <i>La mère.....</i>	78
SECTION III. — <i>Un tiers.....</i>	79
§ 1 ^{er} . — Clause de retrait de l'administration légale au père.....	80
§ 2 ^e . — Opposition d'intérêts entre le père et l'enfant.....	87
§ 3 ^e . — Perte, par le père et la mère, de l'administration légale.....	92
SECTION IV. — <i>A qui appartient l'administration légale en cas de divorce ou de séparation de corps.....</i>	94
§ 1 ^{er} . — Divers systèmes antérieurs à la loi du 6 avril 1910.....	95
§ 2 ^e . — Solution adoptée par la loi du 6 avril 1910.....	98
Chap. V. — Pouvoirs de l'administrateur légal.	102
SECTION I. — <i>Divers systèmes antérieurs à la loi du 6 avril 1910.....</i>	103
SECTION II. — <i>Les tentatives de réforme et la loi de 1910. Systèmes des législations étrangères.....</i>	116
SECTION III. — <i>Solutions pratiques pour les différents</i>	

<i>actes que peut avoir à accomplir l'administrateur légal</i>	125
§ 1 ^{er} . — Actes relatifs à la constitution du patrimoine de l'enfant.....	126
1 ^o Acceptation d'une donation entre vifs.....	126
Donation avec charges (p. 126). — Donation faite par le père (p. 127). — Assurance sur la vie contractée par le père au profit de l'enfant (p. 128).	
2 ^o Acceptation d'un legs particulier.....	133
3 ^o Refus d'une donation ou d'un legs particulier.....	133
4 ^o Acceptation d'une succession.....	135
5 ^o Envoi en possession ou acceptation d'un legs universel ou à titre universel.....	136
6 ^o Renonciation à une succession ou à un legs...	136
7 ^o Partage	139
8 ^o Acquisitions à titre onéreux.....	141
§ 2 ^e . — Actes relatifs à la gestion du patrimoine du mineur.....	141
1 ^o Actes ordinaires d'administration.....	141
2 ^o Baux	142
3 ^o Paiements.....	144
4 ^o Aliénation des meubles corporels.....	146
5 ^o Aliénation des meubles incorporels et conversion des titres nominatifs en titres au porteur.	148
6 ^o Aliénation d'immeubles.....	156
7 ^o Emprunt.....	160
8 ^o Constitution de droits réels et aliénations diverses	161
9 ^o Transaction.....	162
10 ^o Représentation de l'enfant en justice et voies de recours.....	164
11 ^o Acquiescement.....	167
§ 3 ^e . — Limite des pouvoirs de l'administrateur légal..	168
1 ^o Aliénations gratuites et compromis	168
2 ^o Actes entre le père et l'enfant.....	170
SECTION IV. — <i>Procédure de l'autorisation de justice</i>	172
SECTION V. — <i>Pouvoirs de l'administrateur lorsque celui-ci est la mère ou un tiers. — Pouvoirs de l'administrateur désigné dans un acte de libéralité</i>	175

Chap. VI. — Les obligations de l'administrateur légal et leurs sanctions. — Garanties du mineur.....	178
SECTION I. — <i>Obligations de l'administrateur légal.....</i>	179
§ 1 ^{er} . — Obligation d'administrer.....	180
§ 2 ^e . — Obligation d'administrer en bon père de famille.....	181
§ 3 ^e . — Obligation de faire inventaire.....	181
§ 4 ^e . — L'administrateur légal n'est pas tenu de déclarer les créances qu'il a contre le mineur.....	184
§ 5 ^e . — Non obligation de vendre les meubles corporels.....	185
§ 6 ^e . — Non obligation de faire fixer la dépense annuelle du mineur.....	186
§ 7 ^e . — Emploi des revenus et capitaux du mineur.....	186
§ 8 ^e . — Conversion des titres au porteur en titres nominatifs.....	191
SECTION II. — <i>Sanction de ces obligations.....</i>	193
SECTION III. — <i>Garanties du mineur.....</i>	197
<i>Absence d'hypothèque légale et de caution.</i>	
Chap. VII. — Cessation de l'administration légale.....	202
SECTION I. — <i>Des causes qui mettent fin à l'administration légale.....</i>	202
§ 1 ^{er} . — Causes qui y mettent fin d'une façon absolue..	203
1 ^o La majorité de l'enfant.....	203
2 ^o L'émancipation de l'enfant.....	203
3 ^o La mort de l'enfant.....	204
4 ^o La mort de l'un des parents.....	204
§ 2 ^e . — Causes qui y mettent fin de façon relative.....	204
1 ^o Interdiction de l'administrateur légal.....	205
2 ^o Dation d'un conseil judiciaire à l'administrateur légal.....	206
3 ^o Divorce et séparation de corps des parents du mineur.....	206
4 ^o Causes graves.....	208
Procédure de la déchéance pour causes graves.	211
§ 3 ^e . — Causes qui y mettent fin tantôt de façon absolue, tantôt de façon relative.....	213
1 ^o Déchéance de la puissance paternelle.....	213
2 ^o Absence.....	215
SECTION II. — <i>Reddition des comptes de l'administrateur légal.....</i>	218

Quand a-t-elle lieu ? (p. 218). — Responsabilité de l'administrateur légal (p. 219). — Par qui et à qui le compte est rendu (p. 219). — Frais, dépenses (p. 220). Remise de pièces justificatives (p. 221). — Constatation (p. 221). — Cours des intérêts (p. 221). — Prescription (p. 222).

APPENDICE. — I. — L'Administration légale en droit international privé.....	225
II. — Application de la loi du 6 avril 1910 aux colonies.....	226
CONCLUSION.....	229
BIBLIOGRAPHIE	237

